

5000

● TRAVAIL : DANS LES LABORATOIRES DE L'EXPLOITATION — Pages 16 à 21

LE MONDE

diplomatique

N° 514 - 44^e année

JANVIER 1997

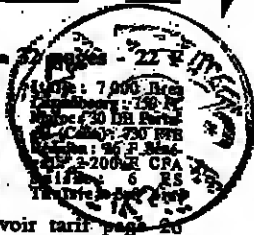
RETURN DUF ON
30 JAN 1997
J. D. A.

QUÉBEC

Un pays
à portée de la main

(Pages 14 et 15)

Abonnements : voir tarif page 20



Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Régimes globalitaires

Par IGNACIO RAMONET

On appelle « régimes totalitaires » ces régimes à parti unique qui n'admettent aucune opposition organisée, qui subordonnent les droits de la personne à la raison d'Etat, et dans lesquels le pouvoir politique dirigeait souverainement la totalité des activités de la société dominée.

A ces systèmes succède, en cette fin de siècle, un autre type de totalitarisme, celui des « régimes globalitaires ». Reposant sur les dogmes de la globalisation (1) et de la pensée unique, ils n'admettent aucune autre politique économique, subordonnent les droits sociaux du citoyen à la raison compétitive, et abandonnent aux marchés financiers la direction totale des activités de la société dominée.

Dans nos sociétés déhousées, nul n'ignore la puissance de ce nouveau totalitarisme. Selon une récente enquête d'opinion, 64 % des personnes interrogées estimaient que « ce sont les marchés financiers qui ont le plus de pouvoir aujourd'hui en France (2) ».

L'économie agraire, qui a prévalu pendant des millénaires, après l'économie industrielle, qui a marqué les XIX^e et XX^e siècles, nous sommes entrés dans l'ère de l'économie financière globale.

La mondialisation a tué le marché national, qui constituait l'un des fondements du pouvoir de l'Etat-nation. En l'annulant, elle a rendu largement obsolète le capitalisme national et diminué le rôle des pouvoirs publics. Les Etats n'ont plus la capacité de s'opposer aux marchés. Le volume des réserves des banques centrales est ridiculement faible face à la force de frappe des spéculateurs.

Les Etats ne disposent plus de moyens pour freiner les flux financiers de capitaux, ni pour contrôler l'action des marchés contre leurs intérêts et ceux de ses citoyens. Les gouvernements se plient aux consignes générales de politique économique que définissent des organismes mondiaux comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale ou l'OCDE. En Europe, les célèbres critères de convergence établis par le traité de Maastricht (déficit budgétaire et endettement public réduits, inflation contenue) exercent une véritable dictature sur la politique des Etats, fragilisant le fondement de la démocratie et aggravant la souffrance sociale.

Si des dirigeants affirment croire en l'autonomie du politique — « Nous ne

sommes pas pieds et poings liés dans un monde qui s'imposerait à nous », déclarent certains (3) —, leur volonté de résistance ressemble à du bluff, puisqu'ils ajoutent immédiatement en guise de constat : « La situation internationale est caractérisée par le libre mouvement des capitaux et des produits, ce qu'on appelle la mondialisation ». Et qu'ils réclament, avec insistance, des « efforts d'adaptation » à cette situation. Or, en de telles circonstances, qu'est-ce que s'adapter ? Tout simplement admettre la suprématie des marchés et l'impuissance des hommes politiques.

TELLE est la logique de ces régimes globalitaires. En favorisant, au cours des deux dernières décennies, le moulinisme, la déréglementation, le libre-échange commercial, le libre flux de capitaux et les privatisations massives, des responsables politiques ont permis le transfert de décisions capitales (en matière d'investissement, d'emploi, de santé, d'éducation, de culture, de protection de l'environnement) de la sphère publique à la sphère privée. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, sur les deux cents premières économies du monde, plus de la moitié ne sont pas des pays mais des entreprises.

Le phénomène de mondialisation de l'économie s'est développé de manière spectaculaire. Dans les années 70, le nombre de sociétés multinationales n'excédait pas quelques centaines. Il dépasse désormais les 40 000. Et si l'on considère le chiffre d'affaires global des 200 principales entreprises de la planète, son montant représente plus du quart de l'activité économique mondiale ; et pourtant, ces 200 firmes n'emploient que 18,8 millions de salariés, soit moins de 0,75 % de la main-d'œuvre planétaire. Le chiffre d'affaires de la General Motors est plus élevé que le produit national brut (PNB) du Danemark, celui de Ford est plus important que le PNB de l'Afrique du Sud, et celui de Toyota dépasse le PNB de la Norvège. Et nous sommes ici dans

le domaine de l'économie réelle, celle qui produit et échange des biens et des services concrets. Si l'on y ajoute les secteurs principaux de l'économie financière (dont le volume est cinquante fois supérieur à celui de l'économie réelle), c'est-à-dire les principaux fonds de pension américains et japonais qui dominent les marchés financiers, le poids des Etats devient négligeable.

De plus en plus de pays, qui ont massivement vendu leurs entreprises publiques au secteur privé et ont démantelé leur marché, sont devenus la propriété de grands groupes multinationaux. Ceux-ci dominent des pans entiers de l'économie du Sud : ils se servent des Etats locaux pour exercer des pressions au sein des forums internationaux et obtenir les décisions politiques les plus favorables à la poursuite de leur domination globale.

Ces phénomènes de mondialisation de l'économie et de concentration du capital, au Sud comme au Nord, brisent la cohésion sociale. Ils aggravent surtout les inégalités économiques, qui s'accroissent à mesure qu'augmente la suprématie des marchés. Aussi, l'obligation de révolte, le droit à l'insurrection redeviennent-ils des impératifs citoyens pour refuser ces inacceptables régimes globalitaires. N'est-il pas temps de réclamer la mise sur pied, à l'échelle planétaire, d'un nouveau contrat social ?

(1) Lire « Scénarios de la mondialisation », *Matière de voir* n° 32, novembre 1996.
(2) *Le Vie*, 21 novembre 1996.
(3) « Entrevue avec Edmond Balladur », *Le Monde*, 18 décembre 1996.



ROGER SOMVILLE - « L'Esprit » (1995)

À LA CONQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ MEXICAINE

Le grand virage des zapatistes

Par MAURICE NAJMAN *

Réveil ou mort des guérillas en Amérique latine ? L'irruption du commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), le 18 décembre 1996, dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima (Pérou) coïncide avec une recrudescence des actions violentes en Colombie, et montre combien les ravages de l'hyperlibéralisme relancent des formes de lutte que l'on croyait en voie de disparition. Au même moment, au Guatemala (comme précédemment au Salvador), gouvernement et guérilla signent un accord mettant fin à trente ans d'une guerre civile qui a fait près de cent mille morts. Dans ce contexte, l'Armée zapatiste, apparue en janvier 1994, demeure une référence singulière. Distincte de toute autre expérience militaire en Amérique latine, elle propose désormais à la société civile mexicaine des voies nouvelles et spécifiques pour redonner vie à un authentique projet démocratique.

L'ARMÉE zapatiste de libération nationale (EZLN) serait-elle sur le point de trahir le zapatisme authentique en cherchant le contact à l'échelle internationale, tant avec la « gauche institutionnelle » qu'avec la « gauche caviar », au détriment des « luttes autonomes » ? A l'occasion de la récente venue à Paris de la première délégation officielle de l'Armée zapatiste à l'étranger, ses délégués ont tenu à ouvrir le cercle de leurs relations politiques au-delà des seuls réseaux militants de solidarité.

Pour cette « offensive diplomatique », M. Javier Elorriaga et M. Gloria Benavides (1) avaient reçu du « sous-commandant » Marcos et du Comité clandestin révolutionnaire indigène (CCRI) (2) un mandat politique précis : afin de desserrer l'étau de l'armée mexicaine, briser l'isolement et

« offrir un peu d'oxygène » à un mouvement ghettoïsé dans les montagnes et les forêts du Chiapas, il fallait entamer un dialogue politique direct avec les « grandes forces politiques et syndicales » du monde.

Pour la troisième fois, le zapatisme entre dans une nouvelle phase de sa déjà longue histoire.

(Lire la suite page 12.)

(1) M. Javier Elorriaga et M. Gloria Benavides avaient été arrêtés par les autorités mexicaines en février 1995, alors que le gouvernement lançait une offensive militaire au Chiapas (lire Maurice Najman, « Le Mexique en guerre au Chiapas », *Le Monde diplomatique*, mars 1995). L'un et l'autre ont été libérés depuis.

(2) Constitué vers la fin de 1993, le CCRI est la véritable direction politique du zapatisme. Composé uniquement d'indigènes (le Chiapas compte sept ethnies principales), ses membres représentent directement les communautés. Le « sous-commandant » Marcos, dont le rôle politique est évident, n'est, en droit, que le porte-parole et le chef militaire du mouvement.

En vente dans les kiosques :

SCÉNARIOS DE LA MONDIALISATION

Manière de voir, n° 32

100 pages, 45 F

DANS CE NUMÉRO :

Vacarme et silence

« N'est-il pas temps de réclamer la mise sur pied, à l'échelle planétaire, d'un nouveau contrat social ? », Interroge Ignacio Ramonet dans son éditorial.

EXPERIMENTATION

En attendant, c'est le Sud qui devient l'avenir du Nord. Dans les laboratoires capitalistes, les vieilles recettes de l'exploitation sont remises au goût du jour. Les travailleurs étrangers se trouvent aux avant-postes de la précarité (pages 18 et 19). L'ordre du salariat na dissimule plus la forêt des activités domestiques, informelles ou illégales (page 20). Une main-d'œuvre qualifiée et peu coûteuse : voilà le secret du formidable essor de la Silicon Valley indienne, autour de Bangalore (page 21). Mais la flexibilité du travail pour le plus

grand nombre n'est pas non plus étrangère au « miracle » de l'emploi aux Etats-Unis (pages 16 et 17).

SIGNAL D'ALARME

Sans doute la peur de l'insécurité explique-t-elle, en partie, l'hésitation des Serbes. Mis en cause pour son autoritarisme, le président Milosevic se présente en garant de la paix, mais aussi des acquis sociaux (page 3). M. Benazir Bhutto, au Pakistan, n'a pas obtenu de succès (pages 4 et 5). En Guyane aussi, le signal d'alarme a sonné : derrière la façade de Kourou se dissimule une misère que la jeunesse n'accepte plus (page 22).

OUBLI

Vacarme des bouleversements sociaux et politiques, silence de l'oubli qui entoure les crimes d'hier et d'aujourd'hui. Cinquante ans après, que reste-t-il de la République kurde iranienne de Mahabad, étranglée par une répression brutale (page 6) ? Les crimes des dictatures latino-américaines peuvent-ils être pardonnés (page 32) ? Et quand Amnesty International dénonce la torture médicalement assistée des prisonniers palestiniens en Israël, pourquoi les médias ne lui font-ils pas écho (page 8) ?

Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 514 - 22,00 F



La fièvre identitaire

Équivalence des cultures
et tyrannie des identités

Hélène Béji, Drazen Katunaric, Abdelwahab Meddeb
Albert Memmi, Salah Stetie

Roman Jakobson et Mikhaïl Bakhtine
Tzvetan Todorov

La « théâtralité » en question
Jean-Pierre Sarrazac

Ce qu'avouent les archives du communisme
Marc Lazar et Daniel Lindenberg

La nouvelle Asie centrale
Olivier Roy

Le numéro : 85 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - ☎ 01 48 04 08 33

Jacques Decornoy, une culture de combat

Par
CLAUDE
JULIEN

SECOUÉ par de graves alertes, notre ami - mon ami - Jacques Decornoy ne pouvait être surpris par la mort. Lui que toute injustice mettait en colère l'a regardée venir avec sang-froid. L'a accueillie avec un calme dont s'étonneront ceux-là seuls qui le connaissent mal. Il est mort le lundi 16 décembre, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les étapes d'une carrière ne rendent jamais compte de la riche complexité d'une vie humaine. Tout en lui était volonté, engagement, choix délibéré, au service non pas d'une ambition personnelle, cela va de soi, mais d'une décision mûrie dès son jeune âge : servir, lutter, se battre pour ceux que pimentent des sociétés impitoyables aux faibles, aux pauvres, aux oubliés.

Par sa naissance, Jacques n'appartient certes pas à la tribu des « héritiers », qui lui offre à foison des occasions de la brocarder, de la contester. A sa sortie de l'ENA, il dédaigne naturellement le parcours qui s'ouvre à lui vers la haute administration. Pour rester maître de son combat, il choisit la presse et, à vingt-sept ans, nous rejoint au service étranger du Monde. Début d'une longue amitié, parfois orageuse, jamais ternie par la banalité. Amitié solide, car d'emblée nous faisons le même constat (les puissances n'ont évidemment ni besoin de nous) et partageons la même folie, la seule tant soit peu raisonnable : une commune détermination à rester d'abord attentifs au sort de ceux - les trois quarts de la population mondiale - qu'écrase la triple suprématie de l'argent, des armes, des technologies de pointe.

LE premier terrain de notre engagement commun, c'est le Vietnam, où l'escalade militaire atteint alors un rare degré de barbarie. Envoyé spécial du Monde, Jacques sillonne le pays en guerre, fait percevoir les horreurs de ce merveilleux laboratoire qui paraît spécialement conçu pour expérimenter des armes aussi cruelles que sophistiquées. Il donne à voir de pitoyables hôpitaux de campagne, fait parler les combattants célèbres ou anonymes, prévoit les multiples conséquences de ce long affrontement. Ses articles font choc, et le choc est d'autant plus rude que, comme à l'accoutumée, Jacques n'a rien à cacher. « Le scandale, écrit-il Bernanos, n'est pas de dire la vérité, c'est (...) d'y introduire un mensonge par omission, qui la laisse intacte au dehors mais lui ronge, ainsi qu'un cancer, le cœur et les entrailles ». Ce n'est certes pas de ce cancer-là que Jacques vient de mourir.

Bernanos encore : parmi les textes que Jacques a sélectionnés pour être lus, le 23 décembre, pendant la cérémonie d'adieu, cette phrase dans laquelle le pamphlétaire des *Enfants humiliés* se dit « humblement solidaire des pauvres gens ». Tel est peut-être le seul choix que Jacques n'ait pas eu besoin de faire : c'est sa nature même qui le porte spontanément aux côtés des « pauvres gens », dans cette Asie multiple qu'il ausculte pour le journal, mais aussi dans cette France disloquée par l'arrogance, l'avidité et souvent l'incompétence de notables trop satisfaits d'eux-mêmes pour entendre et comprendre la voix des humbles.

Jacques le savait : la froide « objectivité » du journaliste est un leurre. Il tenait en horreur le rôle de témoin impassible. Mais, d'un même mouve-

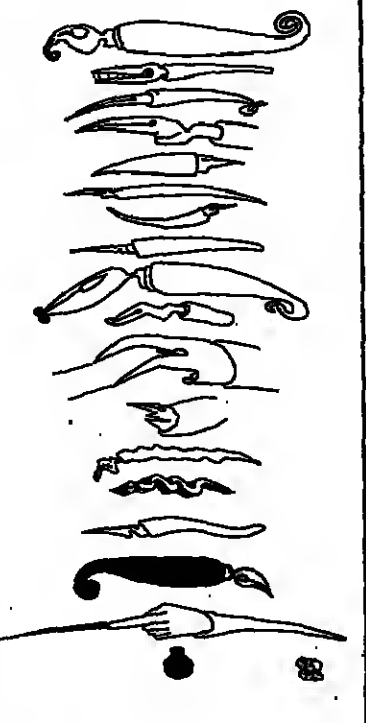
ment, il se défiait de toute indignation qui ne s'appuierait pas sur des faits scrupuleusement vérifiés, sur des témoignages contrôlés, sur des dossiers que certains, les jugeant trop arides, se contentaient de feuilleter. C'est bien pourquoi, vingt-trois ans après son entrée au Monde, je fus si heureux de l'accueillir dans l'équipe du Monde diplomatique.

La simple évocation d'un parcours professionnel risquerait d'en occulter l'essentiel. Pour donner à ses engagements leur plénitude, Jacques ne lésinait pas. Bourreau de travail, il dédaignait tout ce qui aurait pu le détourner de son insatiable soif de connaître, connaître pour comprendre, comprendre pour servir. Un regard toujours aux aguets, une tranquille aptitude à enrichir sa documentation, à dévorer d'austères dossiers, mais aussi à fouiner chez son bouquiniste préféré, à s'épanouir par la poésie ou la musique. La culture n'était évidemment pas pour lui un ornement de l'esprit, mais un atout indispensable pour mieux interpréter des signes souvent énigmatiques, pour aller à la rencontre intime d'autres êtres humains façonnés par d'autres cultures.

RIEN, dans cet incessant travail, n'allait sans un subtil mélange de joie et de fureur. Lorsque, aux prises avec la hêse et les horreurs, il bouillonnait et s'encolait, nous savions que, jusque dans ses bougonnements, il y avait, mystérieuse et touchante, une quête d'espérance. Et je savais qu'il cesserait de bougonner à l'approche du moment décisif : il est mort dans une sereine lucidité.

Sa femme, Denise, ses deux filles, Myriam et, adoptée au Vietnam dès la fin des combats, Noémi, savent notre affectif, notre tristesse, mais aussi notre joie d'avoir eu un tel ami. Reste la fidélité à un engagement sans fin, inlassablement repris par d'autres qui, tout au moins passagèrement, continuent de lui donner vie.

COURRIER DES LECTEURS



« Misère du journalisme de province »

M. François Bluteau, reporter localier à La Nouvelle République du Centre-Ouest de Tours, critique la présentation faite de la presse de province par Philippe Descamps (ancien journaliste à FR 3-Grenoble) dans son article « Misère du journalisme de province », publié dans Le Monde diplomatique de novembre :

« Du Rwanda au Zaïre »

Suite à la publication de l'article de Collette Braeckman « Du Rwanda au Zaïre, l'onde de choc d'un génocide », paru dans notre numéro de décembre dernier, M. Jean Barraud, de Paris, nous écrit :

Je crois rêver lorsque je lis, sous la plume de Collette Braeckman, la description idyllique du retour des réfugiés rwandais hutus dans leur pays. Les combats entre Banyamulengés et ex-FAR à proximité des camps des réfugiés hutus ont conduit ceux-ci à fuir. Ils en témoignent eux-mêmes. Où pouvaient-ils aller ? Ils appréhenderaient un retour au Rwanda qu'une mort probable au Zaïre, par la faim ou du fait d'une population qui les hait. Lorsque les journalistes interrogent les réfugiés, on entend ceux-ci répondre : « et leur faut un certain courage, en terre rwandaise - qu'ils « préféraient mourir dans leur pays ». Cela est éloquent. Les cohortes lamentables qu'on

a vues à la télévision, laissant les mourants sur les bas-côtés de la route, sont une honte pour la communauté internationale, qui a tergiversé avant d'abandonner toute idée d'intervention. Mieux valait apparemment laisser mourir des milliers de personnes que de risquer un soupçon de collusion avec les ex-FAR ou le régime Mobutu. (...)

Actuellement, le Rwanda est retombé sous la coupe d'une minorité. Certains ministres hutus ont d'ailleurs démissionné après avoir servi un temps de faire-valoir au général Kagame. Dans ce petit pays, 80 000 hutus sont en prison dans des conditions très dures, alors qu'on sait que les grands responsables du génocide ont fui au Zaïre. Les vengeances de Tutsis revenus au Rwanda sont inévitables, et le gouvernement de Kigali a tout intérêt à les dissimuler. Un Hutu peut-il, dans ces conditions, revenir « sereinement » au Rwanda ? (...)

« A l'ombre de Sankara »

Le docteur Germaine Souchon, de Paris, réagit à l'article de Michel Galy, « La Burkina-Faso à l'ombre de Sankara », paru en décembre 1996 :

Cet article omet les faits concrets où s'enracine cette légende. Homme intègre, Sankara utilisait comme « voitures de fonction » une Mobyette et une Renault. Président d'un des Etats les plus pauvres du monde, il ne pouvait pas se permettre de se faire servir, il voulait d'abord nourrir son peuple. Aussi refusait-il toutes les importations de luxe et de semi-luxe. Ce qui le faisait haïr de sa bourgeoisie. En revanche, il favorisait de tout son pouvoir l'agriculture biologique. Celle-ci n'exige ni coûts

engrais chimiques, ni semences sophistiquées, ni pesticides. Elle économise la très précieuse eau d'arrosage et convient tout particulièrement à la culture vivrière familiale, comme à l'approvisionnement des petits marchés locaux. Elle appliquait la méthode de compostage que P. Rabhi avait enseignée aux paysans.

Le résultat : le centre écologique suisse Albert-Schweitzer note, stupéfait, que, en 1990, année sèche de récolte nulle par ailleurs, cette méthode a permis aux paysans de sauver leurs propres productions, en compensant un déficit de 4 000 mètres cubes d'eau à l'hectare !

Quand François Mitterrand vint au Burkina, Sankara se permit de contester publiquement la nature de l'« aide » française. Mitterrand prit fort mal la chose. Le président de la Côte d'Ivoire, constructeur de cathédrale et possesseur de comptes suisses, haïssait également Sankara pour le marxisme qu'il donnait à l'Etat. En 1987, Compaoré assassinait celui-ci et s'empara du pouvoir.

Aussitôt, Bouygues s'abattit sur le pays, construisit un palais-banque pour Compaoré et un marché couvert pour Ouagadougou. Toutes choses dont Sankara ne voulait pas.

M. Malcolm Tsadiki (Lomé, Togo) note : Sankara a été une lumière éclatante dans une Afrique trop souvent assombrie par la corruption et l'indifférence des dirigeants aux besoins africains. Il était la preuve qu'un pouvoir africain n'est pas nécessairement corrompu, que la corruption n'est pas une fatalité.

Digne héritier des héros émancipateurs de l'Afrique noire, Nkrumah et Patrice Lumumba, il tenta de concrétiser le rêve panafricain. Farouche militant anti-impérialiste, Sankara avait refusé de s'inscrire dans la logique néocolonialiste de Paris (...).

La démocratie pour Sankara, celle qui engendrait le développement, exigeait plus que l'organisation de pseudo-élections multipartites avec la bénédiction de ces mêmes bailleurs de fonds qui, hier encore, renflouaient les poches des dictateurs, et qui aujourd'hui prétendent conditionner l'octroi des aides à l'organisation des élections libres. Sankara n'est pas mort. Sa vraie mort serait qu'on l'oublie. Neuf ans après son assassinat, sa mémoire reste plus vivante que jamais. Et nous ne sommes pas encore prêts à l'enterrer.

Colloques et rencontres

● **À CHACUN SA MÉMOIRE.** Trois jours d'entretiens proposés par la direction du patrimoine du ministère de la culture, en trois vagues : les sciences humaines face aux passions identitaires ; les acteurs (État, sociétés savantes, associations) et les territoires ; l'avenir du passé (archéologie nationale à l'Est, dans les ex-colonies et chez les minorités américaines). A Paris, les 6, 7 et 8 janvier. (Théâtre national de Chailion, 1, place du Trocadéro, 75007 Paris. Tél. : 01-47-27-26-27.)

● **LA RESPONSABILITÉ COMMUNE.** Organisé par l'Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme. La dimension économique des droits de l'homme : droit au niveau de vie suffisant, au travail, à la propriété, à un logement, à la santé, etc. A Fribourg, le jeudi 9 janvier. (Université, 6, rue Saint-Michel, 1700 Fribourg, Suisse. Tél. : [41] 26-300-73-44. Site internet : <http://www.inif.ch/ethic/>.)

● **LE CINÉMA DE L'UNION EUROPÉENNE.** Le 34^e Festival international du film de Bruxelles à l'ambition de promouvoir le cinéma européen dans le monde, de faire découvrir le cinéma mondial aux Européens. Avec un encouragement particulier au cinéma belge et, cette année, un panorama du cinéma grec. A Bruxelles, du 15 au 25 janvier. (Festival international du film, 50, chaussée de Louvain, 1210 Bruxelles. Tél. : [32-2] 18-53-32.)

● **NOUVELLE PAUVRETÉ URBAINE AUX ÉTATS-UNIS.** Rencontre-débat organisée par la revue M. A. Paris, le 16 janvier, 18 h 30. (Institut d'études politiques, 27, rue

Saint-Guillaume, 75007 Paris. Tél. : 01-43-57-80-41.)

● **SÉCURITÉ EUROPÉENNE.** Le traité de Maastricht prévoit que l'Europe se dotera d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) : défis, partenariats, propositions. A Chamilly, les 18 et 19 janvier. (Centre culturel Les Fontaines, BP 219, 60631 Chamilly Cedex. Tél. : 03-44-67-12-60.)

● **ALGÉRIE. UNE GUERRE ET LA SOCIÉTÉ.** Débat organisé par les Éditions sociales, avec Jacques Dinet et Sadek Alifan. A Paris, le 23 janvier à 18 heures. (Librairie La Balustrade, 25, rue d'Alsace, 75010 Paris. Contact : Éditions sociales. Tél. : 01-40-36-73-24.)

● **UNE PRESSE POUR DÉCHIFFRER, RÉSISTER, ESPÉRER.** La presse catholique s'interroge sur le journalisme, métier à risques (superficialité, conformisme, conditionnement). A Thonon-les-Bains, les 23 et 24 janvier. (Office du tourisme, place du Marché, BP 82, 74302 Thonon-les-Bains Cedex 2. Tél. : 04-50-71-55-55.)

● **CONTRE L'IDOLÂTRIE DU MARCHÉ.** Des arguments intellectuels pour réfléchir, résister et remplacer la nouvelle idéologie dominante. Un colloque d'Espaces Marx. A Paris, les 24 et 25 janvier. (Centre Sèvres, 35, rue de Sèvres, 75006 Paris. Contact : La Pensée. Tél. : 01-42-17-45-17.)

● **CONTRE LE NÉOLIBÉRALISME.** Pour créer un réseau de relations permanentes entre les syndicats, partis, mouvements sociaux. ONG. Par le CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde). A Bruxelles, le 25 janvier. (Vrije Universiteit Brussel, VUB, avenue de la Plaine, 1050 Bruxelles, Belgique. Contact : CADTM. Tél. : [32-2] 522-61-27. Site internet : <http://www.linkline.be/users/cadtm/>.)

● **L'EXTRÊME DROITE.** Spécialité française. Première rencontre d'une nouvelle association de quartier. La Gamberge. A Paris, le 30 janvier, 20 h 30. (Salle Martin-Luther-King, 32, rue Olivier-Nero, 75014 Paris. Pour tout renseignement sur l'association, tél. : 01-45-45-01-37.)

Avec « Le Monde diplomatique »

● **LA TOLÉRANCE.** Six jours de débats avec la participation de Barbara de Negroni, Pierre Saurat, Alfred Grosser, Alain Gresh, Elias Sauber, Pierre-André Taguieff, Yves Lacoste... Ils évoqueront la civilisation andalouse, Jérusalem, les crimes de l'État vichyste, les valeurs républicaines et l'idée de nation, avec un hommage aux écrivains Primo Levi et Robert Antelme. A Paris, du 20 au 25 janvier. (FNAC Forum des Halles, 1, rue Pierre-Lescot, 75003 Paris. Contact : Florence Maurice. Tél. : 01-40-41-40-62.)

● **LES NOUVEAUX MÉDIAS DU POINT DE VUE DES FEMMES.** Une journée, le 4 février à la Vidéothèque de Paris, organisée par l'association Les Plénitudes, en collaboration avec l'Association des femmes journalistes. Avec la participation d'Alain Gresh. (Les Plénitudes, 3 bis, rue de la Défense, 93100 Montreuil. Tél. : 01-48-94-89-01.)

Notre collaborateur Seljuk expose, du 9 au 25 janvier, à la Galerie des lumières, (49, rue Maurice-Thorez, Nanterre. Tél. : 01-41-20-08-41.)

INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grâce à vous, nous avons pu abonner, depuis janvier 1995, 344 centres de lecture collective, dont 182 en Afrique et au Proche-Orient, 66 en Amérique latine, 86 en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique et 10 en Asie.

Dans les pays du tiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-convertibilité des monnaies interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale sont ainsi freinées. L'absence de moyens est particulièrement criante dans les centres de lecture collective : bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs et organisations humanitaires.

Pour aider ces organismes à recevoir Le Monde diplomatique, participez au fonds « Lecteurs solidaires »

A retourner à : Le Monde diplomatique, « Lecteurs solidaires », 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____ Pays : _____
Je verse par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal la somme de :
☐ 350 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
☐ 395 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie.
ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F
destinés au fonds commun « Lecteurs solidaires »

سكنا من الاجل

Édité par la SA Le Monde diplomatique
Société anonyme avec direction
et conseil de surveillance
Actionnaires : SA Le Monde,
Association Guinier Holtzman,
Association Les Amis du Monde diplomatique
Directoire : Ignacio RAMONET, président,
directeur de la publication ;
Bernard CASSEN, directeur général
Directeur de la rédaction : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alain GRESH
Rédaction : Christian DE BRIE,
Bernard CASSEN,
Serge BALDI, Dominique VIDAL
Secrétaire de rédaction et correspondante artistique :
Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI
Secrétaire :
Joseline CAPRON, Monique SALOMÉ
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Anciens directeurs :
François HONTI (1954-1972)
Claude JULIEN (1973-1990)
Conseil de surveillance :
Jean-Marie COLOMBANI, président ;
Alain GRESH, vice-président
Rédaction
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
Tél. : 01-42-17-20-00 - Télécopie : 01-42-17-21-00
Courrier électronique :
Secretariat@Monde-Diplomatique.fr
Responsable de la diffusion :
Patrick MANCHEZ
Tél. : 01-42-17-33-78
Relations clientèles,
abonnements : tél. : 01-42-17-32-90
Publication
Le Monde Publié SA
133, Avenue des Champs-Élysées, 75009 Paris Cedex 08
Responsable : Natacha HERCOWA
Tél. : 01-44-43-76-25 - Fax : 01-44-43-77-30
Le Monde diplomatique
est imprimé sur papier recyclé.

سكنا من الامل

M. MILOSEVIC MANŒVRE POUR SAUVER SON POUVOIR

Epreuve de force en Serbie

DÉCLANCHÉ après l'annulation, le 19 novembre, de la victoire de l'opposition au second tour des élections municipales, le mouvement de contestation en Serbie n'a pas faibli. Face aux manifestations, le Parti socialiste au pouvoir a opté pour la souplesse, invitant une délégation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui, dirigée par M. Felipe Gonzalez, devait confirmer le succès de l'opposition. Parallèlement, quelques succès de l'opposition étaient reconnus (notamment à Nis). Dans un second temps, M. Slobodan Milosevic a tenté, avec un succès mitigé, de mobiliser à son tour dans la rue. Opérera-t-il, en désespoir de cause, pour la répression ?

Par CATHERINE SAMARY *

L'histoire s'accroît en Serbie. Le 3 novembre dernier, le Parti socialiste serbe du président Slobodan Milosevic et ses alliés, regroupés dans l'Alliance de gauche (1), remportaient haut la main les élections législatives fédérales de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro). Rassemblée dans la coalition Zajedno (Ensemble), l'opposition (2) obtenait un score bien inférieur à ce qu'elle espérait — compte tenu d'un découpage électoral défavorable. Les partis au pouvoir en Serbie et au Monténégro sont donc très proches — à 9 voix près — des deux tiers nécessaires pour amener la Constitution... Ce que M. Milosevic souhaite faire, soit pour briser un troisième mandat à la prochaine présidentielle de Serbie, soit pour consolider les pouvoirs d'un président fédéral qu'il accepterait volontiers de devenir... s'il surmonte la première grande épreuve de l'après-guerre.

Ces quelques jours après, la coalition Zajedno l'emportait, au deuxième tour des élections municipales, dans une quinzaine de grandes villes, dont la capitale, Belgrade. L'annulation par le pouvoir d'une partie de ces résultats et l'organisation dans les circonscriptions contestées d'un « troisième tour » électoral (boycotté par l'opposition) ont provoqué, depuis la mi-novembre, la colère d'une population sortie de son apathie. Des dizaines de milliers de manifestants ont bravé et lutté jour et nuit, au froid et au vent, un État de droit. Alors qu'un nombre croissant de magistrats se sont dissociés des décisions qui ont privé l'opposition de ses victoires électorales, soulignant notamment les ambiguïtés de la loi qui permettaient manipulations et abus (3), le président a proposé à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) de se saisir du dossier. Après la confirmation par la Cour suprême, puis par la Cour fédérale, de l'annulation d'une partie des résultats électoraux, la pression internationale sur le régime de Belgrade s'est également intensifiée. Les ministres des affaires

étrangères de l'Union européenne ont différé la conclusion d'un accord commercial favorable à la RFY. Après une prise de position similaire émanant du président William Clinton, les seize ministres de l'Alliance atlantique, réunis le 10 décembre 1996 à Bruxelles, ont appelé le gouvernement de Belgrade à « respecter la volonté démocratique du peuple et à revenir sur cette décision (4) ».

Le précédent croate pourrait toutefois encourager le président serbe à considérer ces protestations comme verbales. Car M. Franjo Tudjman, lui non plus, n'a pas admis la défaite de son parti (l'Union démocratique croate, HDZ) lors des élections municipales de 1995 à Zagreb... Après avoir mis son veto aux candidats proposés par le conseil municipal dominé par l'opposition, il a finalement imposé son maire... Or, en dépit de ces atteintes à l'État de droit, auxquelles s'est ajoutée l'interdiction de la radio 101, la Croatie vient d'être admise au Conseil de l'Europe...

Les manifestations populaires mettent leur grain de sable dans l'engrenage d'une république fondée sur les pouvoirs forts de la région : à Belgrade, comme à Zagreb, elles déstabilisent les gouvernements en place. Il y a certes une particularité du régime serbe : rebaptisé Parti socialiste, l'ancien parti unique (la Ligue des communistes) est resté au pouvoir sans « connaître » ni de révolution de velours à la tchécoslovaque, ni de faible ronde avec l'opposition à la polonaise, bref — dit-on souvent dans l'opposition — sans renversement, électoral ou social, du pouvoir communiste. « La Serbie n'est même pas engagée dans la transition, en tant que telle », les journalistes de radio B 92. Le pouvoir communiste s'est maintenu grâce à la guerre, lorsqu'il était menacé de l'intérieur, en envoyant ses chars contre sa propre jeunesse en mars 1991, puis en se lançant dans la guerre, soit-disant au secours de la minorité serbe de Croatie, puis de Bosnie, en fait pour se sauver lui-même. »

De volte-face en volte-face

Le nationalisme a remplacé l'idéologie « communiste » officielle pour aider l'ancienne nomenclature à maintenir ses privilèges et son pouvoir : le cas serbe fait penser à un cas roumain. Mais la comparaison a ses limites. Il y a bien en rupture avec le passé (on le voit symboliquement au nom des rues de Belgrade) et remise en cause de la Constitution titiste, en Serbie comme dans toutes les autres Républiques — sauf que c'est l'ancien parti, repris en main par M. Milosevic en 1987, qui a assuré tous les changements constitutionnels, avant les résultats des premières élections pluripartites de 1990.

C'est la « flexibilité » du président serbe qui lui a permis de consolider son pouvoir en jouant sur plusieurs cordes. Dans la première phase de son ascension, jusqu'en 1990, alors que M. Vuk Draskovic, écrivain nationaliste dirigeant du Mouvement du Renouveau serbe, valait la dynastie serbe et propagait ses slogans guerriers en faveur d'une Grande Serbie « partout où se trouvaient les tombes des serbes », M. Slobodan Milosevic incarnait plutôt un projet yougoslave recentralisateur, la défense des protections sociales et la « révolution culturelle » contre les directions communistes corrompues et discréditées de Vojvodine et du Monténégro... La repense en main du Kosovo, province autonome à majorité albanaise replacée brutalement sous la botte serbe, fut le premier emprunt au programme de son opposition nationaliste (5). Suivit le basculement du pouvoir serbe (et de l'ex-armée yougoslave) dans la violence des politiques sécessionnistes serbes de Croatie, puis de Bosnie-Herzégovine. M. Slobodan Milosevic s'allia alors avec son extrême droite, le Parti radical de M. Vojislav Seselj et M. Radovan Karadzic, entre 1990 et 1993.

* Maître de conférences à l'université Paris-Dauphine. Auteur de *La Démocratie yougoslave*, L'Harmattan, Paris, 1994.

Dans le même temps, M. Draskovic, horrifié par les horreurs de Vukovar et par les nettoyages ethniques, basculait dans le mouvement anti-guerre. Pourtant, le programme de son parti en 1993 assumait encore : « Le but politique du MRS est que la Baranja, Srem occidental et les parties serbes de la Slavonie orientale deviennent parties intégrantes de Serbie, et que les autres parties de l'ex-Yougoslavie serbe rejoignent la Bosnie-Herzégovine (que le mouvement espère associer à la Serbie en tant que province). La Croatie devrait recevoir l'Herzégovine occidentale jusqu'à la rive droite de la rivière Neretva. » Toutefois, le texte affirmait aussi : « Nous sommes contre le nettoyage ethnique, indépendamment de qui le préconise et le réalise. (...) Des migrations forcées sont des formes de génocide spirituel. Nous ne pouvons emporter avec nous les tombes de nos prédécesseurs, les mémoires humaines, nos patries et les cours des maisons où nous sommes nés... » Mais pouvait-on croire à la redéfinition des frontières sur des bases ethniques, sans déplacement massif et forcé des populations — donc sans faire la guerre ?

Vint le jour où le président Milosevic estima que la politique de ses alliés d'extrême droite menaçait la stabilité de son propre pouvoir. Parallèlement, son épouse, M^{me} Mirjana Markovic, dénonça les crimes du nationalisme serbe et constitua, avec la Gauche yougoslave (JUL), une organisation poussant le Parti socialiste à rompre avec le Parti radical serbe de M. Seselj et avec le Parti démocratique serbe (SDS) de M. Radovan Karadzic — tout en s'efforçant de « blanchir » le pouvoir serbe de ses responsabilités dans les crimes commis... Le divorce se produisit début 1993, et le président serbe, il est vrai sous pression occidentale, commença à soutenir systématiquement tous les plans de paix.

Dénonçant la « trahison de Milosevic », le parti de M. Seselj, dont les milices étaient directement impliquées



VLADIMIR VELICKOVIC. — « Saut » (1978-1979)

dans le projet de Grande Serbie, passa dans l'opposition. Pour les partis hostiles à la guerre, il devenait tentant de soutenir, au contraire, le nouveau cours « pacifiste » du régime. Ce fut le choix de Nouvelle Démocratie. Une partie de l'opposition hésita. L'Alliance civique et le mouvement de M. Vuk Draskovic furent favorables aux accords de Dayton. À l'inverse, le dirigeant du Parti démocratique, M. Zoran Djindjic, choisit d'affirmer son opposition au « communisme » en s'affiliant aux côtés de M. Radovan Karadzic, et en soutenant son parti, le SDS, hostile à toute reconstruction d'une Bosnie unifiée, lors des élections de septembre dernier en Bosnie-Herzégovine (6). Les uns et les autres allaient naturellement s'indigner du cynisme du leader serbe — de l'abandon des Serbes de la Krajina face à l'offensive de l'armée croate, durant l'été 1995, au blocus imposé aux Bosniaques pour qu'ils acceptent la Pax americana.

Désormais, M. Milosevic trouve sa légitimité non dans la guerre, mais dans la paix ; non dans la Grande Serbie, mais dans la reconnaissance des frontières de la Croatie, de la Macédoine et, dernièrement, de la Bosnie-Herzégovine ; non dans les refus du dialogue avec les Albanais du Kosovo, mais dans sa rencontre récente avec M. Ibrahim Rugova (7).

Ce contexte, mouvant, éclaira les résultats apparemment contradictoires des élections fédérales et municipales. Ils révèlent en effet la force et les faiblesses du pouvoir serbe — mais aussi de son opposition. Dans les élections fédérales, la population a voté pour la stabilité, en politique internationale comme sur le plan social.

Lasse des grands discours nationalistes, elle s'est d'abord prononcée en faveur des accords de Dayton, pour l'arrêt de la guerre, la levée des sanctions contre la Serbie et le Monténégro, la reconnaissance rétroactive des États issus de l'ex-Yougoslavie — tout ce dont M. Milosevic est crédité. Minoritaire en République Srpska (8), le président serbe a intérêt à jouer les accords de paix contre ses adversaires. Et c'est aussi pourquoi la Pax americana s'est appuyée sur lui contre son ancien allié, M. Radovan Karadzic. Lequel a, en retour, clairement exprimé son espoir d'une victoire de l'opposition contre le président serbe, manifestant publiquement son soutien à Zajedno durant la campagne électorale et, depuis, à l'occasion des manifestations.

Sans doute Zajedno en a-t-il fait les frais aux élections fédérales : globalement, la coalition d'opposition manquait de cohérence. Seule l'Alliance civique s'est toujours opposée à la politique de Grande Serbie. Mais elle est restée marginale, et son hostilité au nationalisme débouche sur une conception de la citoyenneté qui se heurte à la question du Kosovo. Sur ce plan, Zajedno — dans ses composantes nationalistes comme démocrates — n'a pas pu représenter une perspective acceptable par les Albanais du Kosovo (9), qui sont restés à l'écart des

élections. Par ailleurs, le choix d'une alliance avec des formations nationalistes, dans le seul but de faire tomber M. Slobodan Milosevic, a fait éclater l'Alliance civique au printemps 1996. Pris de la moitié de sa direction, dont l'universitaire Zarko Koran, a créé une Union social-démocrate, qui est restée en marge des élections.

Cette scission s'est aussi opérée sur les questions socio-économiques, désormais centrales (10) : les tenants de la nouvelle Union critiquent les options

Une génération s'éveille à la politique

DERNIER facteur, et ooo le moindre : toute une génération s'éveille à la politique avec pour seul bagage la crise des années 80, puis la guerre (ils furent nombreux à déserteur), l'isolement de la Serbie, la difficulté d'émigrer — et, si on y parvient, la difficulté à se dire serbe. C'est chez elle que cette jeunesse-là veut trouver liberté, formation et travail. Elle se veut indépendante du pouvoir comme de l'opposition ; ainsi, tous les jours, les cortèges étudiants sont-ils appelés séparément, sans consignes à l'égard du deuxième cortège. Les étudiants veulent aussi éviter tout engrenage de violence. Même les coups jetés sur les bâtiments officiels sont désormais interdits : « Nous voulons seulement un État de droit, la possibilité de nous organiser de façon indépendante et la démission d'un recteur qui ment sur notre mouvement (12). »

Lorsque le président de l'Assemblée de Serbie, M. Dragan Tomić, a accusé les manifestants d'être des « fascistes qui manipulent des enfants », ces enfants-là — les étudiants — rétorquèrent : « Où étiez-vous quand des gens de notre âge ont été tués dans les champs de bataille autour de Vukovar par ordre du régime auquel vous appartenez ? » Mille enseignants ont signé une pétition de soutien au Comité de défense de la démocratie de l'université

libérales dominantes de l'Alliance civique. Sur ce plan, le parti au pouvoir garde une influence majeure dans les campagnes et les entreprises, en dépit d'une montée des grèves pour non-paiement des salaires et d'une situation sociale dramatique — plus de 60 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Malgré ses responsabilités dans ce triste état des lieux, la coalition majoritaire offre plus de protections sociales que l'opposition globalement libérale. Le Parti socialiste, la JUL et Nouvelle démocratie s'opposent en effet à une remise en cause radicale de la propriété sociale, tout en étant ouverts aux privatisations — moins cependant que les socialistes du Monténégro.

Si des syndicats indépendants (Nezavisnos) ont commencé à se développer parmi les journalistes, mais aussi dans l'industrie, ils demeurent marginaux et divisés — y compris dans une course aux soutiens occidentaux qui leur vaut les attaques de la JUL. Récemment, ils ont appelé les travailleurs à soutenir les manifestations de l'opposition, sans grand succès. Car le pouvoir s'appuie sur les syndicats officiels qui assurent toujours une fonction minimale de distribution de produits et services, non sans exercer, à l'occasion, des menaces contre ceux qui choisiraient d'adhérer aux syndicats indépendants ou seraient absents de l'usine aux heures de manifestation de l'opposition. Des velléités de grèves ont été cassées par une distribution de salaires. Enfin, même avec de très faibles salaires, les travailleurs et leurs familles trouvent de quoi survivre dans les lopins de terre dont ils disposent. Dans l'ensemble, les campagnes — avec le statut massivement répandu de paysans-travailleurs — jouent un rôle d'amortisseur social et de soutien du régime.

En revanche, le pouvoir est discrédité par les rapports clientélistes et la mafia des directeurs-ministres sur lesquels il s'appuie — et cela vaut du PS comme de la JUL. C'est ce qui a commencé à s'exprimer à travers les élections municipales, à l'occasion desquelles la population a rejeté la corruption et l'enrichissement des gens en place (11). Ce fut aussi un vote des villes contre les campagnes, reflet de la paupérisation subie par les classes moyennes. Au fond des tranches se retrouvait enfin le rejet de cette « démocratie » qui, derrière les formes du parlementarisme et du pluralisme, exerce un contrôle pesant sur les médias, notamment la télévision.

— ils ont été immédiatement menacés de licenciement.

Le président serbe est sorti de son minime pour promettre aux étudiants que « la vérité serait faite » sur les élections. Il s'est aussi engagé à ne pas faire donner la police contre les manifestants. Pourtant, les arrestations sélectives et les brutalités policières ont commencé à s'abattre sur la jeunesse pour en casser le mouvement. Un jeune ouvrier de vingt et un ans, M. Dejan Bulatovic, arrêté dans un cortège alors qu'il portait un bandeau représentant M. Slobodan Milosevic en bagarier, a subi brimades et brutalités. Sa condamnation (pour « atteinte à l'ordre public ») à vingt-cinq jours d'emprisonnement a été confirmée en appel.

Quelles que soient les concessions immédiates décidées par le pouvoir serbe, le risque d'engrenage violeot demeure dans la nouvelle phase de l'histoire serbe qui vient de s'ouvrir : le déclin du pouvoir de M. Slobodan Milosevic. La flexibilité du président ira-t-elle jusqu'à accepter, comme le lui recommandent ses alliés du Monténégro et de la Nouvelle Démocratie, sa défaite aux élections municipales à Belgrade ? Quand bien même il obéirait, ce faisant, un surin, la question de l'alternance — avec ses enjeux économiques et sociaux — est désormais posée.

(1) Celle-ci incluait, outre le Parti socialiste serbe, la Gauche yougoslave (JUL) dirigée par l'épouse du président, M^{me} Mirjana Markovic, et Nouvelle Démocratie, formation qui a quitté l'opposition en 1993.

(2) Elle regroupait l'Alliance civique, regroupement de démocrates libéraux anti-nationalistes, animateurs du mouvement anti-guerre dirigé par M^{me} Vesna Pese ; et trois formations plus ou moins nationalistes : le Mouvement du renouveau serbe de l'écrivain Vuk Draskovic ; le Parti démocratique du philosophe Zoran Djindjic ; et le Parti démocratique serbe de M. Vojislav Seselj — ce dernier se présentant seul aux élections municipales.

(3) Cf. les informations, fournies, le 13 décembre 1996, par le Centre d'information établi par plusieurs associations à Belgrade, le 5 décembre 1996, pour rendre compte de la situation des droits de l'homme en RFY. Son adresse : Avalski 9, 11000 Belgrade, tél/fax 381 11 444 39 44 ; courrier électronique : hie-921@hinet.yu.

(4) *Libération*, 11 décembre 1996.

(5) A son congrès de 1993, voici comment le mouvement de M. Vuk Draskovic traite la question albanaise du Kosovo : « Les termes Kosovo et Kosovo-Metohija devraient être bannis du langage de la politique et de la géographie et l'on devrait restaurer l'ancien et seul nom historiquement authentique de « Vieille Serbie ». La Vieille Serbie est le centre de la religion nationale, de la culture et de la mémoire collective de tous les Serbes. C'est tout ce qui mérite d'être dit ici... » Cf. *The Case of Serbia in the Early Nineties*, sous la direction de Vladimir Gvozden, 1993, Institut des sciences sociales de Belgrade, sémestre sur les programmes des partis.

(6) Cf. *Libération*, 19 décembre 1996. Depuis, la coalition Zajedno s'est déclarée favorable aux accords de Dayton.

(7) Voir Christophe Châtel, « La question albanaise, entre piège des Balkans », *Le Monde diplomatique*, décembre 1996.

(8) La coalition qu'il soutenait y a obtenu environ 12 % des voix, contre 60 % pour le SDS de M. Radovan Karadzic. Cf. Paul-Marie de la Gorce, « Amers lendemain d'élections en Bosnie », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

(9) Cf. AIM Pristina, Shkelzen Maliqi, 30 novembre 1996.

(10) Cf. Catherine Samary, « Le pouvoir serbe dans la tourmente de la paix », *Le Monde diplomatique*, juin 1996.

(11) Cf. Gordana Igric, « Professeurs de guerre », *Le Monde diplomatique*, juin 1996. Lire également, Vukobrić, « Démocrates dérivés en Yougoslavie », *Avantgarde*, Bruxelles, décembre 1996.

(12) Lire Branka Kaljevic, AIM Belgrade, 3 décembre 1996.

INSTABILITÉ PERSISTANTE

L'armée, arbitre

MALGRÉ la conquête de Kaboul, les talibans n'ont pas réussi à venir à bout de leurs ennemis et à unifier l'Afghanistan. Si l'origine des « étudiants en théologie » est en partie mystérieuse et si le mouvement est plus hétéroclite qu'on le croit généralement (lire l'article de Stéphane Allix), son avenir dépend largement du soutien d'Islamabad. Secoué par une crise profonde, dont le dernier épisode a été le renvoi du premier ministre, M^{re} Benazir Bhutto, marqué par la corruption de la classe dirigeante, enlaidi dans sa rivalité permanente avec l'Inde, enlaidi dans le conflit afghan, le Pakistan doit voter le 3 février prochain. Quel que soit le résultat du scrutin, le nouveau Parlement ne pourra qu'entériner le rôle déterminant et les choix de l'armée, perçue par de nombreux citoyens comme le dernier rempart contre l'incompétence des politiciens et comme la garantie de la nation.

Par LUCILLE BEAUMONT

Le renvoi, le 5 novembre 1996, du premier ministre pakistanais, M^{re} Benazir Bhutto, par le président de la République, M. Farooq Leghari, pour « corruption, népotisme et mauvaise gestion », a confirmé l'instabilité du pouvoir politique au Pakistan. Le père de M^{re} Bhutto, Zulfikar A. Bhutto, reçut le pouvoir du général Yahia Khan en 1971. Reversé par le général Zia Ul Haq en 1977, il fut condamné à mort et exécuté en 1979. Les structures permettant un exercice effectif de la démocratie parlementaire et un partage du pouvoir entre civils et militaires, d'une part, et par l'ensemble de la population, d'autre part, n'existent que sur le papier de la Constitution. Les militaires restent les véritables détenteurs du pouvoir, même s'ils ne semblent plus disposés à l'exercer directement.

La fragilisation politique de M^{re} Bhutto s'est accélérée au cours de l'automne 1996. En l'espace de quelques semaines, elle a été mise en difficulté, de manière simultanée, sur tous les plans : politique intérieure, politique économique et politique extérieure.

Le 20 septembre, son frère Murtaza était tué à Karachi, au cours d'un affrontement avec les forces de l'ordre. M^{re} Bhutto et son mari, M. Asif Zardari, ont été accusés d'avoir commandité le meurtre du dernier descendant masculin de Zulfikar A. Bhutto et rival de sa sœur pour la direction du parti fondé par leur père, le Parti du peuple pakistanais (PPP). Même si les preuves manquent pour étayer cette grave accusation, les circonstances obscures

du décès de Murtaza Bhutto ont suscité des vagues de protestations dans le Sind, où il était membre de l'Assemblée provinciale. Que M^{re} Bhutto et son mari aient été impliqués ou non dans cette mort, l'incapacité du premier ministre à faire régner l'ordre dans la grande métropole du pays a alors été démontrée avec force.

Karachi est en effet en proie à une violence politique qui oppose à la fois les Mohajirs (1) aux autres ethnies du pays et les chiites aux sunnites, faisant 1 800 morts environ en 1994 et plus de 2 000 en 1995. La forte réduction du nombre des victimes en 1996 (environ 400) est surtout due à l'action des forces de l'ordre qui ont multiplié les arrestations et les meurtres « extrajudiciaires », c'est-à-dire dans les locaux de la police ou en détention, sans que les causes de cette violence aient été éliminées.

C'est dans ce contexte de fortes tensions intérieures que le gouvernement, le 22 octobre dernier, a resserré sa politique budgétaire, déjà rigoureuse, du mois de juin. Pour la première fois dans l'histoire nationale, un impôt sur les revenus agricoles était instauré et levé directement par les provinces la première année. La coupe était dévaluée de 3 %. Ce sévère correctif était destiné à amadouer le Fonds monétaire international, qui devait verser la deuxième tranche d'un prêt de 600 millions de dollars.

Enfin, si l'arrivée des talibans à Kaboul, le 27 septembre, peut être

considérée comme une victoire pour M^{re} Bhutto, elle a aussi contribué à sa chute. En effet, leurs succès militaires ne peuvent se comprendre sans une intervention directe des services secrets pakistanais. Ces étudiants en religion, pachounes et fondamentalistes, ont été constitués en force de guerre à l'instigation du ministre de l'intérieur, le général Nasrullah Babar. Son objectif était de mettre fin à la guerre civile en Afghanistan pour ouvrir, enfin, la route transafghane, qui doit permettre au Pakistan de se positionner comme le débouché naturel de l'Asie centrale et d'assurer son approvisionnement énergétique (lire article ci-dessous).

Mais l'instauration d'un régime islamique « pur » à Kaboul sert également de modèle aux militants fondamentalistes pakistanais. Depuis juillet 1996, le qazi Hussein Ahmed, sénateur et chef du parti religieux Jamaat-e-Islami (JI), annonçait qu'il organiserait des manifestations jusqu'à l'instauration d'un régime islamique au Pakistan, parce que « les élections, dans ce pays, sont une farce » (2).

Le départ de M^{re} Bhutto permettrait-il de résoudre la crise du pouvoir au Pakistan ? Trois mois – le délai imposé par la Constitution pour la tenue d'élections prévues en février – ne suffiront pas à briser le cercle vicieux du jeu politique pakistanais. Ce cercle vicieux se nourrit de trois dynamiques principales.

En premier lieu, celle des privilèges hérités du passé. Le personnel politique – députés, ministres – est, dans sa plus grande partie, formé de membres de l'aristocratie foncière et de leurs obligés. Ils ont longtemps pu se dispenser de la formation nécessaire à la gestion d'un pays, puisque les palliages étaient nombreux. L'armée, d'abord, chargée de protéger et de défendre la nation, disposait d'un budget important et du privilège d'intervenir directement dans la gestion du pays si celle-ci lui semblait trop erratique. La bureaucratie, ensuite, formée essentiellement par des Mohajirs, plus éduqués que les autres habitants du nouvel État pakistanais, a longtemps suppléé aux lacunes du personnel politique, peu formé à la prise de décision politique.

Mais la société pakistanaise a évolué, l'environnement politique du pays aussi. L'armée ne souhaite plus intervenir directement dans les affaires du pays, la bureaucratie a perdu une partie de ses privilèges des années 1970,

avec l'abolition du Civil Service of Pakistan (3) en 1973. Mais la caste des propriétaires terriens, dont M^{re} Bhutto est issue, a conservé des habitudes et privilèges jugés préjudiciables pour le pays. C'est le cas de sa surreprésentation à l'Assemblée nationale et de sa non-soumission à l'impôt sur les revenus agricoles.

En l'absence d'un recensement (le dernier date de 1981), les circonscriptions n'ont pas été redéfinies et avan-

tagent les ruraux, alors que les migrations vers les centres urbains ont été massives. L'introduction d'un impôt sur les revenus agricoles décidée en octobre 1996 est délicate. Il semble difficile d'en espérer une application efficace dès la première année, même si le gouvernement de M^{re} Bhutto comptait en tirer 48,5 millions de dollars de rentrées fiscales. C'est une élite rurale non représentative de la société qui gouverne – mal – le pays.

Un pouvoir confisqué

DEUXIÈME dynamique, l'absence de partage du pouvoir. La conception pakistanaise du pouvoir politique est très monopolistique. Le pouvoir politique est concentré entre les mains d'une élite qui ne se diversifie pas. Les grands propriétaires terriens du Pendjab et du Sind ont gardé le même comportement politique à travers les siècles. En particulier, ils ont toujours été des fidèles soutiens du pouvoir dont ils dépendaient, que celui-ci soit sikh, afghan, moghol ou britannique (4). Leurs objectifs ont toujours été de perpétuer leurs avantages et privilèges, non de répondre aux attentes de leurs administrés. Quant aux partis, ils sont plus des rassemblements autour d'une personnalité charismatique que des organisations politiques avec un programme précis, qui offrent des possibilités d'expression aux individus. La dissension n'est que tolérée : elle conduit à la constitution de factions, en rivalité ouverte avec le courant principal. Le seul moyen d'expression qui apparaisse efficace est alors le recours à la violence. Cette dernière est d'ailleurs encouragée par les politiciens.

Enfin, l'absence de confiance dans les institutions de l'État conduit les individus à chercher d'autres allégeances. Celles-ci – religieuses ou ethniques – sont autant de facteurs de division de la population en groupes antagonistes, renforçant le traumatisme de la partition indo-pakistanaise. Né de la division de l'Empire des Indes avant que de la scission du Pakistan oriental (devenu le Bangladesh en 1972), le Pakistan est un pays où les plus extrémistes, au nom de la pureté, voient dans la distanciation d'avec les « autres » la solution au problème de la difficile cohabitation interethnique. Par exemple, le Mohajir Qaumi Move-

ment (MQM) (5) réclame, au nom des Mohajirs, la création d'une entité politique séparée à laquelle ceux-ci estimeraient avoir droit, au même titre que les Pendjabis ou les Baloutches ; cette entité pourrait être Karachi, la grande métropole où ils se sont installés (6).

Il en résulte un système politique fermé, dans lequel la participation des citoyens est purement formelle. Ce cercle vicieux du jeu politique ne pourrait être brisé que par une implication du plus grand nombre et par la définition de nouvelles règles.

Le fameux impôt sur les revenus agricoles sera le baromètre de la volonté de changement gouvernementale. Les observateurs sont pessimistes, essentiellement en raison de la tradition de fraude fiscale. Ensuite, parce que ce sont les provinces qui devront le lever. Se distinguant des trois autres, l'Assemblée provinciale du Pendjab a refusé d'adopter la législation nécessaire à son application. Or il s'agit de la province la plus riche du pays. Le gou-

(1) Les Mohajirs (« émigrés » en ourdou) sont les descendants des habitants ourdouphons du nord de l'Inde qui ont choisi de s'installer au Pakistan au moment de la partition de l'Empire des Indes. Leur suprématie dans l'appareil bureaucratique du nouvel État a alimenté les tensions interethniques.

(2) The Friday Times, Lahore, 11-17 juillet 1996.

(3) En 1973, Zulfikar Bhutto a aboli le concours d'entrée de l'État (que l'on peut assimiler à l'École nationale d'administration française) et a déclaré que l'armée ne serait plus composée que de corps.

(4) Voir Islam, Politics and the State, sous la direction de Mohammad Asghar, Zed, Londres, 1985.

(5) Mouvement de la communauté mohajir, fascisme, composé d'immigrés indiens musulmans du Sind.

(6) Alexandre Dastarc et M. Levant, « Karachi, une île à la dérive », Le Monde diplomatique, janvier 1996.

De la résistance à la prise de Kaboul,

Par notre envoyé spécial STEPHANE ALLIX *

QUAND, à l'automne 1994, Mollah Mohammed Omar Akhonzada, dirigeant des talibans, arrive dans la ville de Kandahar, ancienne capitale royale d'Afghanistan, il a trente et un ans. Sa légitimité religieuse ainsi que celle de ses compagnons ont suffi à faire trembler les potentats locaux, qui ont rendu les armes et ouvert les portes des villes et villages. Le tout jeune mouvement est alors un mélange de tradition et de renouveau. Tradition dans la manière de s'imposer en représentant de l'ordre moral, appuyé sur l'organisation tribale et clanique du Sud pachounes et sur les réseaux de pouvoir existants. Renouveau parce que, paradoxalement, il utilise les aspirations populaires pour consolider un pouvoir d'abord constitué de manière éphémère autour de mollahs qui, pour toute légitimité, ne peuvent se parer que de leur probité. Aucun n'est issu d'une grande famille, aucun n'est un dirigeant religieux reconnu. Ils n'ont simplement pas de passé et se posent en force de transition pour entraîner l'adhésion des Afghans. Deux ans après, plus de la moitié du pays sous leur coupe et maîtres de Kaboul, ils sont entrés dans le jeu politique et s'efforcent de ne pas s'y enliser.

Le mouvement taliban a une double origine. L'une, interne, date des années qui suivent le départ officiel du dernier soldat soviétique en février 1989. L'autre, extérieure : pour le Pakistan, l'Afghanistan est traditionnellement un enjeu de politique nationale.

En avril 1992, les forces du commandant Ahmed Shah Massoud, alliées aux miliciens ouzbeks du général Rachid Dostom, prennent de vitesse celles du Hezb-e-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar guidées par des militaires communistes khalqis (1) et pénètrent les premières dans Kaboul. La résistance s'est bâtie sur l'idée d'une nation afghane, dont Kaboul est devenue le

* Journaliste.



LA CONQUÊTE DE KABOUL. LE 27 SEPTEMBRE 1996. Une seule légimité, l'islam.

symbole. Victorieuses, les milices vont reproduire la logique du pouvoir communiste : qui tient Kaboul tient l'Afghanistan.

Pendant que les vainqueurs se déchirent, le reste du pays se désolidarise une nouvelle fois du destin de la capitale. Officiellement, les partis de la résistance (dihadis) se partagent provinces et régions où l'autonomie s'affirme. Chacun organise son fief, sa base, son territoire. L'État islamique rêvé depuis Peshawar n'existe que sur le papier. L'Afghanistan de l'« après-guerre » se retrouve pris entre une diversité bien réelle, non seulement eth-

nique mais également politique (héritage des clivages apparus durant les neuf années d'intervention soviétique), et le mythe d'un État unifié derrière sa capitale, Kaboul, où les alliances, ruptures et combats détruisent jour après jour une ville jusqu'alors épargnée, faisant des dizaines de milliers de morts.

Dans le reste du pays, les zones d'anarchie alternent avec les provinces de paix, où la reconstruction est en marche. La production de pavot explose. Une large proportion des millions de réfugiés reste disséminée entre le Pakistan et l'Iran. Loin de Kaboul, la légitimité du pouvoir des dihidis se

décompose petit à petit au profit du détenteur traditionnel de l'autorité : le mollah. Mais personne n'avait imaginé que les mollahs pachounes du Sud puissent devenir une force cohérente.

Le Pakistan a joué avec les talibans un jeu dangereux. S'il est hasardeux d'affirmer qu'Islamabad a créé le mouvement, il est évident que certaines personnalités influentes s'y sont très vite intéressées. Depuis l'invasion de l'armée soviétique en décembre 1979, jusqu'au début des années 90, la politique afghane du Pakistan fut celle du général Zia Ul Haq et de ses héritiers. Les institutions mises en place par celui

qui fit exécuter le père de M^{re} Benazir Bhutto sont toujours en vigueur. Des « trois A » qui garantissent la stabilité du pays, Allah, armée et Amérique, le deuxième, l'armée, est encore aux mains des partisans de la politique de Zia Ul Haq, tandis qu'Allah est récupéré aussi bien par le parti islamique Jamaat-e-Islami, héritier du général Zia, que par son concurrent direct, la branche Fazlur Rahman du Jamiat Ulama-e-Islami allié au Parti populaire pakistanais (PPP) de M^{re} Benazir Bhutto.

Au sein de l'armée, l'Inter-Service Intelligence (ISI), les puissants services secrets du pays, coordonne l'aide militaire internationale à la résistance afghane selon ses intérêts. Le principal bénéficiaire en fut M. Gulbuddin Hekmatyar, très lié au Jamaat-e-Islami, et qui sera le grand perdant après l'arrivée des talibans.

Dans la République islamique du Pakistan, l'exercice du pouvoir est impossible sans le soutien d'un mouvement religieux. Le Jamiat Ulama-e-Islami va trouver en M^{re} Benazir Bhutto (et dans une frange de l'armée et de l'ISI) un partenaire dans son opposition au Jamaat-e-Islami. L'Afghanistan est bien l'un des terrains d'affrontement des forces politiques du Pakistan.

Au-delà, c'est l'armée qui assume l'intérêt supérieur de la nation et entend contrôler le pouvoir en place à Kaboul. MM. Burhanuddin Rabbani et Ahmed Shah Massoud avaient le double défaut d'être hostiles à Islamabad et de privilégier leurs liens avec l'Inde. L'urgence d'une politique plus offensive du Pakistan a trouvé sa concrétisation dans le mouvement des talibans, dont une majorité viennent de madrasas (écoles religieuses) pakistanaises sous le contrôle du Jamiat Ulama-e-Islami. Un certain nombre de leurs coreligionnaires vont les suivre dans leur croisade pour la défense de l'islam. Parallèlement, des groupuscules religieux pakis-

(1) Le Khalq, une des deux tendances, nationaliste, militante et pachoune, du Parti de la perle (ex-Parti démocratique du peuple afghan (PDPA), ex-communiste) ; l'autre est le Parcham, auquel appartenait le président Najibullah.

حکومت اسلامی

suprême au Pakistan

toujours une institution centrale pour le Pakistan, qui a été créée dans un contexte de violence et de meurtres. L'indépendance du Pakistan a été précédée par une « patrie en danger » a été précédée pendant plusieurs décennies. Le Pakistan est un pays sans frontières naturelles, dont l'élite dirigeante — composée, dans sa grande majorité, de militants du mouvement nationaliste originaire du territoire indien (vallée du Gange surtout) et de militaires pendjabis — a constamment agité l'épouvantail de l'Inde, voisine et ennemie (8). La mission naturelle de l'armée — la défense de la patrie — a revêtu un caractère sacré et s'est accompagnée de la défense de l'islam, la religion fondatrice du pays considéré comme un « foyer national pour tous les musulmans ».

Autre élément renforçant le caractère central de l'institution militaire : 95 % de ses membres servent dans l'armée de terre, élément central de la défense du pays. D'autre part, les trois quarts des officiers sont originaires du Pendjab, le cœur économique et historique du Pakistan.

Autre élément renforçant le caractère central de l'institution militaire : 95 % de ses membres servent dans l'armée de terre, élément central de la défense du pays. D'autre part, les trois quarts des officiers sont originaires du Pendjab, le cœur économique et historique du Pakistan.

EN outre, l'armée est la seule institution étatique structurée. Elle a elle-même organisé la perception nationale de la menace extérieure, dominée par la rivalité avec l'Inde. Elle a également été un facteur important dans la relation étroite entretenue avec les États-Unis. L'intérêt de Washington à l'égard du Pakistan était plus vif quand le pays était gouverné par des militaires acquis à la lutte contre l'Union soviétique, comme ce fut le cas lors de la guerre d'Afghanistan ou au sein de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (Otase), pacte signé en 1955.

L'armée n'échappe pas aux critiques adressées à toutes les institutions de l'Etat. Elle a perdu les trois guerres contre l'Inde (1948, 1965 et 1971) ; elle a été gagnée par la corruption au cours des années 80 (parce qu'elle a participé aux trafics de drogue et d'armes créés par la guerre d'Afghanistan) et qu'elle s'est engagée dans des manœuvres troubles en Afghanistan (souvent au fondamentalisme, Gulbuddin Hekmatyar pendant les années 80). Son image reste néanmoins meilleure que celle des civils, car nombreux sont ceux qui la jugent encore efficace, contrairement à la classe politique. Elle est même perçue comme le dernier rempart contre

l'incompétence des gouvernements. Ainsi, les appels se sont multipliés pour que le chef d'état-major de l'armée de terre la laisse intensifier à Karachi, au moment où la situation se tendait, au cours de l'année 1995.

Mais, comme son prédécesseur, le chef d'état-major armel, le général Jehangir Karamat, refuse l'intervention directe dans la gestion du pays. Il n'a certainement pas été étranger au renvoi de M^{re} Benazir Bhutto en novembre 1993.

Mais on sait, à Rawalpindi, siège de l'état-major, qu'un gouvernement militaire ne serait pas accepté par la communauté internationale en général, et par les bailleurs de fonds en particulier.

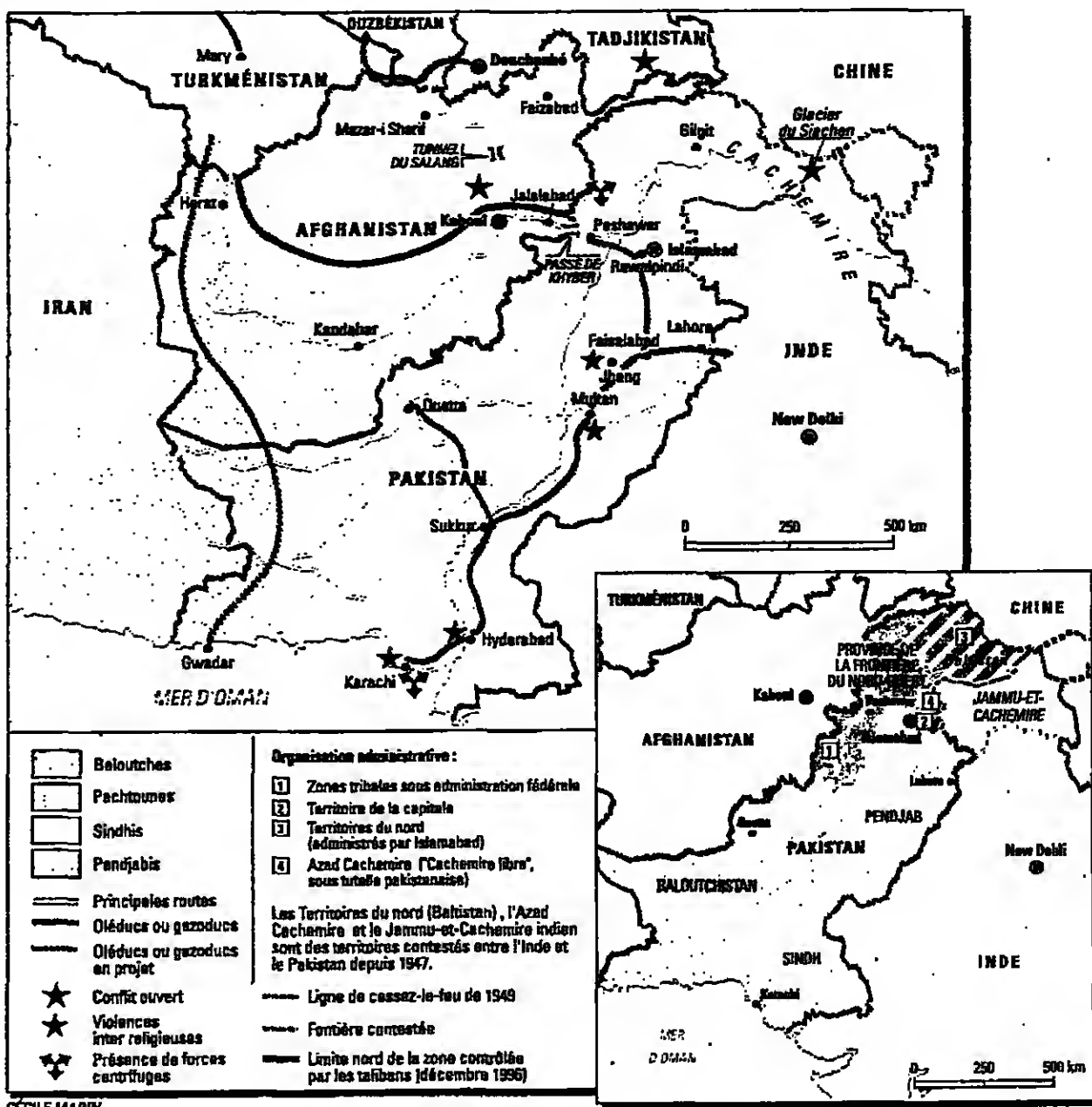
L'absence d'institutions étatiques a attisé les particularismes ethniques et religieux au Pakistan et entravé la cohésion nationale d'un pays dont les frontières et les contours, tant géographiques qu'idéologiques, demeurent incertains.

LUCILLE BEAUMONT.

(8) Lire Alexandre Dastarac et M. Levant, « Le Pakistan privé de jeu régional », *Le Monde diplomatique*, avril 1996.

Depuis l'intervention de l'armée soviétique en Afghanistan (1979), l'Asie centrale est en proie à de violents affrontements. Loin de s'être atténués avec la fin de la guerre froide et la disparition de l'Union soviétique, les violences se sont étendues. Partout s'affirment les revendications ethniques et les aspirations séparatistes.

Depuis l'intervention de l'armée soviétique en Afghanistan (1979), l'Asie centrale est en proie à de violents affrontements. Loin de s'être atténués avec la fin de la guerre froide et la disparition de l'Union soviétique, les violences se sont étendues. Partout s'affirment les revendications ethniques et les aspirations séparatistes.



taïnis sont envoyés sur le terrain par l'ISI, qui fournit l'aide logistique : carburant, vêtements, munitions, nourriture et conseils techniques. Avions, chars, hélicoptères, armes sont déjà dans le pays depuis l'époque de la lutte contre l'occupation soviétique, provenant à la fois des stocks astronomiques laissés par l'armée rouge et des quantités non moins importantes livrées à la résistance par les États-Unis.

L'ISI pakistanaise sert aussi d'intermédiaire pour obtenir le ralliement de commandants locaux tel M. Jalaluddin Haqqani, grande figure de la résistance dans la province de Pakia, qui s'est joint aux étudiants religieux il y a un peu plus d'un an. On rapporte de nombreux cas où les talibans n'ont pas eu à

★ *La Découverte*, Paris, 1996, 384 pages,

Présentant de manière didactique l'islam comme un fait anthropologique réel, Rochdy Amr nous livre la typologie historique et la trajectoire intellectuelle propre à cette religion, des origines jusqu'à la rupture du XIX^e siècle, qui sera lourde de conséquences dans les rapports avec l'Occident. Bien documenté, le livre présente l'islam dans ses dimensions historiques, culturelles et idéologiques, à travers un exposé systématique de la classification djouguéenne du Coran, sur les fondements du dogme, sur le soufisme et les confréries, sur les traditions philosophiques et théologiques, et, enfin, sur le réformisme du XIX^e siècle et l'islam radical du XX^e siècle. Ce livre vient à point nommé pour satisfaire les besoins de connaissances des étudiants, des journalistes ou des lecteurs désireux d'avoir une culture générale dans un domaine que l'actualité internationale nous fait fortement idéologiser. Il constitue une lacune pour ceux des lecteurs qui voudraient aller au-delà des jugements normatifs et des stéréotypes. En effet, l'islam ne se réduit pas à Hassan El Banna ou à Khomreyni. Il y a lieu aussi de connaître la pensée d'auteurs comme Chah Wali Allah ou, encore plus proche de nous, Mahmoud Mohamed Taha, exécuté en 1985 au Soudan pour apostasie, pour avoir préconisé de privilégier les valeurs de La Mecque sur celles de Médine, ce qui, au surplus, selon lui, atténue le caractère guerrier du Coran au profit de son caractère pacifique.

se battre, les commandants locaux ayant été priés par leurs vieux amis pakistanais d'abandonner tel camp, tel dépôt d'armes. Les talibans ont pu ainsi récupérer jusqu'à des missiles antiaériens américains Stinger.

Fort de son autonomie financière aux origines douteuses, l'ISI, ob le bureau chargé de l'Afghanistan regroupe près de deux cents officiers, a toujours joué son propre jeu dans ce

pays, indépendamment des gouvernements en place. Cette diversité d'intervenants expliquerait certaines erreurs tactiques majeures des talibans telles que l'assassinat d'Abdoul Ali Mazari, chef du parti chiite Hezb-e-Wahdat (le 12 mars 1995), ou celui de l'ancien dirigeant communiste Mohammed Najibullah (le 26 septembre 1996) qu'aurait désarmé Mollah Omar.

Mais les interventions extérieures ne doivent pas masquer l'autonomie des talibans. Parce qu'ils ne sont pas les dociles exécutants des volontés de leur

puissant voisin et qu'ils rencontrent un certain succès dans les zones rurales pachounes du Pakistan où perdure le mythe du Pachtoumistan, Islamabad s'emploie à prolonger l'état de guerre afin d'affaiblir le pouvoir de son allié afghan.

Reste qu'il est peu probable que le Pacthounistan soit l'un des objectifs de l'expansionnisme talibans, pas plus que l'expansionnisme islamique militant en direction de l'Asie centrale, l'ouverture d'une route commerciale pour le Pakistan ou la construction du gazoduc de la compagnie américaine Unocal (2). Ces facteurs secondaires peuvent expliquer la sympathie américaine et l'hostilité de Tadjik, la frayeur du gouvernement tadjik et celle de Moscou, ou la « fraternelle » aide saoudienne ; ils ne fondent pas une politique. La direction des talibans refuse toujours de signer les contrats avec le représentant d'Unocal, arguant du fait que, n'y connaissant rien, elle risque d'être trompée.

rejoindra le Harakat-e-Inqilab-e-Islami de M. Mohammadi Nabi, parti auquel a également appartenu Mollah Omar.

D'autres n'ont pas ce passé de résistant. Shah Sawar fut responsable d'une unité de reconnaissance sous commandement russe près de Sarobi ; il commande désormais, chez les talibans, des batteries d'artillerie dans le nord de Kaboul. M. Mohammadi Akbar, ancien

La revanche

POUR un certain nombre de talibans, il est difficile de savoir s'ils ne représentent que des ralliements khalquistes individuels motivés par des biens tribaux ou l'opportunisme, comme cela s'est passé dans d'autres partis djihadistes, ou si leur présence est voulue, coordonnée en vue de jouer un rôle dans l'avenir. Des rumeurs circulent sur l'implication de Shah Nawaz Tanzi dans le mouvement de Mollah Omar. Nawa Tanzi, ancien ministre khalquist de la défense, tenta de renverser le président Najibullah en mars 1990 avec le soutien du Hezb-e-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar. Il vit, depuis son échec, dans la base de Chakiala, centre nerveux de l'ISI près d'Islamabad, et raconte à qui veut l'entendre tout le bien qu'il pense des nouveaux maîtres de Kaboul.

Que les talibans sachent se battre n'a rien d'étonnant dans ce pays en guerre depuis quinze ans. Ce qui l'est, en revanche, c'est la tactique militaire adoptée sur le terrain, notamment l'habitude, empruntée à l'ancien régime prosoviétique, d'utiliser des contingents de soldats extérieurs à la zone de combat. De la même façon, la plupart des gouverneurs nommés récemment le sont dans des provinces dont ils ne sont pas originaires.

Ainsi, malgré le secret, découvre-t-on progressivement que le mouvement taliban est une fédération d'Afghans de tous bords qui ont pour seul point commun de n'être pas trop marqués par les rivalités et par les déchirements qui ont suivi le départ des Soviétiques. Ils sont une sorte de monteur de l'islam tradi-

responsable d'un département du Khad, la police secrète communiste, remplit des fonctions identiques dans le nouveau régime. Le général Mohammed Gilani, lui aussi dans le mouvement taliban depuis la prise de Kandahar, vient d'être nommé commandant de la défense aérienne. Ce khalqui était resté dans l'armée communiste afghane jusqu'en 1992.

tionaliste, seule légitimité encore intacte et capable de remporter l'adhésion de la majorité du pays.

Jusqu'à présent plébiscités, les talibans furent extraordinairement surpris d'être conspués par la communauté internationale après la prise de Kaboul, se voyant au contraire comme des libérateurs. C'est qu'ils font figure de héros du Soudan. Ils ont gagné, qu'ils soient livrés au vicé et où ils s'étaient notamment aux femmes. Leur prosélytisme tient de la revanche du paysan sur le citadin, tandis qu'ailleurs ils font montre de plus de souplesse. Ils n'ont pas bouleversé les structures locales et ne doivent leur pérennité qu'à une multitude d'accords passés sur le terrain. Reste à savoir si les luttes internes donneront l'avantage à la tendance dure du mouvement, qui prône un renforcement du nationalisme et du traditionalisme, et une prise de distance à l'égard du Pakistan. Les Afghans sont passés maîtres dans l'art des renversements d'alliances, et les talibans savent qu'ils doivent faire face à une forte opposition militaire et qu'ils risquent de

STÉPHANE ALLIX.

¹²) Lire Olivier Roy, « Avec les talibans, la charité plus le gazoduc », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996. Lire aussi Ahmed Rashid, « L'Afghanistan à l'heure des talibans », *Le Monde diplomatique*, avril 1995.

(3) A la veille de l'intervention soviétique, une lutte pour le pouvoir agite la branche khalquiste du PDPA. Amin, vice-premier ministre, fait assassiner son rival, Nour Mohamed Taraki, premier ministre et président du conseil révolutionnaire, le 16 septembre 1979. Il sera lui-même exécuté trois mois plus tard.

A ne regarder le mouvement taliban qu'à travers ses alliances, on en oublie sa spécificité. En avril 1996, devant des milliers de mollahs et d'étudiants religieux réunis pour l'occasion à Kandahar, Mollah Mohammed Omar Akhbarzad a été « élu » *amir al-mouminin*, « commandeur des croyants », à l'âge de trente-trois ans, sans même avoir fini ses études religieuses interrompues par l'invasion soviétique. En guide suprême de son propre mouvement, Mollah Mohammed Omar marque ainsi son désir de prendre de la distance avec les courants religieux « extra-afghans », wahhabites, mais également avec les autres tendances représentées dans les *madrasahs* pakistanaises liées à l'école de Deoband.

Derrière Mollah Omar, l'organe décisionnel des talibans est la Choura - le Conseil - suprême composée de vingt-cinq à trente membres, puis une Choura élargie qui peut compter plusieurs cen-

est en fait exercé par un noyan extrêmement resreint de son entourage.

Les mollahs talibans ne sont pas tous... des mollahs. Ainsi Mollah Mohammed Hassan Rahmani, un des hommes les plus puissants du mouvement, est un ancien chef de la résistance mais n'appartient pas du tout au monde religieux. Certains sont même d'anciens officiers communistes de la tendance khalquie, ce qui explique peut-être le culte du secret au sein du mouvement.

La plupart des commandants des talibans qui candaissent les offensives depuis deux ans ont un faux nom. Mollah Borjan, un des membres fondateurs, mort deux jours avant la prise de Kaboul, s'appelait Touran Abdul Rahman. Ancien élève de l'université militaire de Kaboul, ce Kandahar d'origine avait participé à la révolution de palais de Hafizullah Amin en septembre 1979 (3). Il quitta Kaboul en décembre, quand les Soviétiques intervinrent et

Heikmatyar. Il vit, depuis son exil, dans la base de Chaklata, centre nerveux de l'ISI près d'Islamabad, et raconte à qui veut l'entendre tout le bien qu'il pense des nouveaux maîtres de Kaboul.

Que les talibans sachent se battre n'a rien d'étonnant dans ce pays en guerre depuis quinze ans. Ce qui l'est, en revanche, c'est la tactique militaire adoptée sur le terrain, notamment l'habitude, empruntée à l'ancien régime prosovietique, d'utiliser des con-

gens de soldats extérieurs à la zone de combat. De la même façon, la plupart des gouverneurs nommés récemment le sont dans des provinces dont ils ne sont pas originaires.

Ainsi, malgré le secret, découvre-t-on progressivement que le mouvement taliban est une fédération d'Afghans de tous bords qui ont pour seul point commun de n'être pas trop marqués par les rivalités et par les déchirements qui ont suivi le départ des Soviétiques. Ils se sentent tous appartenir à la même terre.

CINQUANTE ANS APRÈS LA DISSOLUTION DE LA RÉPUBLIQUE KURDE

La mémoire meurtrie de Mahabad

VILLE maudite de l'Iran, sous les islamistes comme sous le chah, pour s'être érigée en République autonome kurde au lendemain de la seconde guerre mondiale, ce gros bourg rural de soixante mille habitants demeure sous haute surveillance militaire. Isolée administrativement de la province du Kurdistan, asphyxiée économiquement, niée culturellement, dépourvue de son identité et de son histoire, l'ancienne cité-symbole de l'indépendantisme kurde n'est plus qu'un obscur exemple de la répression ordinaire subie en permanence par les Kurdes d'Iran et d'ailleurs.

Par notre envoyé spécial JAN PIRUZ

Mahabad, cœur de l'éphémère République kurde proclamée en Iran le 22 janvier 1946 et dissoute par les troupes du chah Mohammad Reza en décembre de la même année, se situe à moins de 100 kilomètres à l'est de la frontière iranienne. Un demi-siècle plus tard, que reste-t-il de cette ville, qui a profondément marqué l'imaginaire kurde ?

La militarisation de la région est manifeste et fautive la perception des distances. Le relief tourmenté ne facilite pas le contrôle de ces espaces que Téhéran voudrait bien voir délimités par une « zone de sécurité » afin d'y instaurer un no man's land maltristable. L'agglomération de Mahabad regroupe soixante mille habitants (seize mille en 1946). Avec les villages limitrophes, le shahrestan (district) de Mahabad en totalise environ cent dix mille. Une croissance démographique modeste si on la mesure à l'échelle de l'Iran dont le taux d'accroissement naturel a été de 3,5 % en 1993. Mais le Kurdistan est marqué par les stigmates du passé.

Le découpage administratif de Mahabad est un premier paradoxe. De manière arbitraire, l'ancienne capitale

kurde n'appartient pas à l'ostan (province) du Kurdistan, mais à celle de l'Azerbaïdjan occidental. Les autorités régionales ont centré le Kurdistan iranien (1) sur la ville de Sanandaj (ex-Sinneh), située à 280 kilomètres au sud de Mahabad. De timides mouvements d'opinion locaux ont pourtant plaidé pour un rattachement à la province du Kurdistan, telle que constituée dans les années 30, ou bien en faveur de la création d'un autre Kurdistan dont l'épicentre serait Mahabad. En vain. Le pouvoir central iranien, sous les chahs comme sous les mollahs, se refuse à accorder au Kurdistan une expression

Il est interdit de se souvenir

POUR s'en convaincre, il suffit de visiter l'hôpital de Mahabad, construit par le dernier chah et rebaptisé Ayatollah-Khomeiny après la révolution islamique. Les victimes des mines - bergers, promeneurs, enfants - y sont entassées sans ménagement. De quoi rappeler un autre événement inscrit dans toutes les mémoires. Pendant la guerre irano-iranienne, Mahabad fut bombardée pendant plus de vingt jours par l'armée iranienne. Suspectée d'abriter le Parti démocratique kurde (PDKI) et les Moudjahidines de M. Massoud Radjavi - en partie ralliés à l'Irak -, la ville a été pilonnée par les troupes iraniennes. Lors de ce siège punitif, la population qui n'avait pas réussi à fuir a dû se terrer dans les caves et les sous-sols. Ceux qui en sortaient en quête de nourriture le faisaient au risque de leur vie. On estime que près de mille cinq cents habitants, majoritairement des civils, ont péri pendant cette opération militaire qui confina à la guerre civile. L'objectif proclamé des responsables iraniens est resté tristement célèbre : « La tête du serpent kurde est à Mahabad. Il faut l'écraser ». Cet acharnement aveugle a laissé des traces.

Malgré ses soixante mille habitants, il est difficile de considérer Mahabad comme une ville à part entière. Il s'agit plutôt d'une grosse bourgade commerçante tournée vers son environnement agricole et rural. La dynastie des Pahlavi pas plus que la République islamique

administrative qui correspondrait plus fidèlement à l'aire de peuplement de la population kurde.

En outre, Mahabad, « ville de la lune » en persan, est un omm imposé par Reza Chah il y a plus de soixante ans dans le cadre d'une vaste politique de persécution des toponymes. L'ancienne dénomination, Smajbolagh, était d'origine turque. La ville fut fondée au XVII^e siècle par un sultan qadjar dont on peut voir le mausolée près du nouveau cimetière. Pour son malheur, aux yeux du pouvoir iranien, Mahabad ne pouvait se faire valoir d'aucune antique légitimité perse.

La ville a été implantée dans un bassin d'altitude, encaissé dans les contreforts des monts Zagros dont les pics culminent à plus de 2 000 mètres. Cette situation renforce le sentiment d'isolement des habitants et les expose aux rigueurs de l'hiver. Au nord-est, la silhouette de l'une des montagnes qui bordent l'horizon est évocatrice. Elle se dénomme Qolqalagh, ce qui, dans un turc approximatif, veut dire « oreille de loup ». En scrutant les sommets, on découvre que les crêtes sont parsemées d'installations militaires qui placent la ville sous contrôle permanent. La méfiance règne. Pis : les abords de ces installations sont minés et provoquent des accidents presque quotidiens au sein de la population terrorisée.

n'ont cherché à développer le tissu industriel de la ville, comme pour la condamner à une lente asphyxie. Les promesses de développement industriel du président Ali Akbar Rafsanjani, de passage à Mahabad en août 1995, sont restées lettre morte.

L'activité agricole est de plus en plus fragilisée, faute de débouchés. Certes, le barrage de Mahabad, construit par les Yngolavans dans les années 60, a permis d'irriguer les champs de betteraves à sucre, de tomates et de tabac, mais les retombées locales sont faibles. La valorisation de ces produits par le biais d'une industrie agroalimentaire se fait ailleurs. Un vif sentiment d'abandon s'insinue chez les habitants. Surplombant la ville, un silo à grain délabré, hérité des Soviétiques, est là pour incarner leur misère.

L'animosité économique pousse la jeunesse kurde hors de la région, à la recherche d'un travail, l'exposant ainsi à l'assimilation par la culture dominante perse. A Mahabad, la formation universitaire est dévolue, depuis peu, à une « université libre islamique » qui attire également quelques étudiants des villes limitrophes, principalement d'Oumieh, la capitale de l'Azerbaïdjan occidental. Il s'agit d'un établissement privé, assez onéreux et dont tous les enseignements sont subordonnés à la religion chiite, majoritaire en Iran. Or le Kurdistan est essentiellement sunnite (2), d'où de nombreuses provocations et frictions.

Intuitif de dire qu'il n'y a eu aucune manifestation publique ni officielle pour commémorer les cinquante ans de la République kurde. Il est interdit de se souvenir ouvertement. De même, les recherches historiques sur cet épisode sont inacceptables ; si le livre référence de William Eagleton (3) a été traduit en persan et en kurde kurmandji par un historien local, la diffusion de cette traduction a été interdite dès la fin de 1982. Les témoins directs de la République disparaissent peu à peu, quand ils ne sont pas liquidés. Pourtant, un patient travail de



TOMBES DES TROIS PENDUS DE MAHABAD (août 1996)

Quatorze mois d'autonomie

L'EXPÉRIENCE d'autonomie kurde à Mahabad est née dans le contexte de la seconde guerre mondiale. En 1941, l'occupation de l'Iran par les Soviétiques au nord et les Britanniques au sud, et l'abdication de Reza Chah libérant le nationalisme kurde iranien de la féroce répression exercée jusqu'alors par le pouvoir central. A Mahabad, Mohamad Quazi en profite pour prendre en main le gouvernement de sa ville et de la région qui l'entoure, du lac d'Oumieh à Saïd.

Mohamad Quazi est avant tout un négociateur qui recherche le soutien des Soviétiques, tout en essayant de s'entendre avec Téhéran. Faute de résultat, il finit par adopter une attitude plus belliqueuse en 1944 : signant un accord d'aide mutuelle pour la création du grand Kurdistan avec les dirigeants kurdes d'Irak et de Turquie, il se rallie tardivement au Komal (organisation secrète pour la renaissance kurde en Iran, encadré du PDKI, Parti démocratique du Kurdistan d'Irak). Et, le 17 décembre 1945, il fait hisser le drapeau kurde sur les bâtiments officiels de Mahabad. Cette fois, il obtient la protection de l'Union soviétique, qui a des vues sur le Kurdistan.

Le 22 janvier 1946, Mohamad Quazi proclame la naissance de la première République autonome kurde. De faible importance territoriale (15 000 km²) et sans grands moyens, la République a surtout une importance culturelle et symbolique. Ainsi, de nombreux Kurdes d'Irak viennent aussitôt s'installer à Mahabad. Et ce sont eux, sous la direction du général Mohamad Barzani, qui repoussent les premières attaques de l'armée iranienne.

Malgré le contexte international évolue défavorablement. En mai 1946, sous la pression des puissances occidentales, les militaires soviétiques évacuent l'Iran. En août, Mohamad Quazi va une fois de plus à Téhéran pour négocier un modus vivendi. En vain, le nouveau chah, Mohamad Reza, enfin maître chez lui, renoue avec la sanglante politique antikurde de son père. Le 27 novembre, l'armée iranienne attaque Mahabad capitale le 16 décembre. Le 31 mars 1947, Mohamad Quazi est pendu sur la place publique. Cette même place où il avait proclamé quatorze mois plus tôt la naissance de la République de Mahabad.

salvage et de restauration de cette mémoire confisquée s'opère dans l'ombre. Les tombes des trois dirigeants historiques de la République kurde - notamment celle du « président » Mohamad Quazi - pendus après l'entrée des troupes iraniennes dans Mahabad, restent visibles dans l'ancien cimetière. D'accès difficile, entourées de hauts murs, de barrières et de barbelés, elles sont enterrées en catimini.

La place dite des « Quatre Lampes » est doublement commémorée. C'est là que Mohamad Quazi instaura la République, le 22 janvier 1946, et c'est là que ses trois principaux dirigeants furent pendus le 31 mars 1947. Mais aucun bâtiment officiel n'a survécu. Tout au plus, le nouveau responsable de la ville y a fait installer astucieusement quatre lampadaires destinés à rappeler les événements qui se déroulaient sur cette place circulaire.

Autre lieu de mémoire, le nouveau cimetière dans lequel un périmètre est utilisé - sans aucune autorisation - pour y concentrer les sépultures d'écrivains patriotes vénéralisés, natifs de Mahabad. Plusieurs de ces tombes ornées de poèmes invitant le peuple kurde au sur-saut portent des traces de balles. Sur l'une des stèles, un mot a été particulièrement visé et mutilé : « liberté ».

Alors comment être kurde à Mahabad ? Le plein exercice, à découvert, de son identité kurde est périlleux. Dans ce régime de l'arbitraire, il faut trouver des voies détournées, biaisées. Le double jeu et la ruse prédominent. La peur tenaille, alimentée par la répression militaire et policière. Si la pratique de la langue kurde dans les lieux publics est en principe tolérée en Iran, l'expression culturelle demeure contrariée (c'est un euphémisme), en particulier dans les médias et l'édition. Ceux qui s'aventurent à publier en kurde sont très rapidement contraints à l'exil.

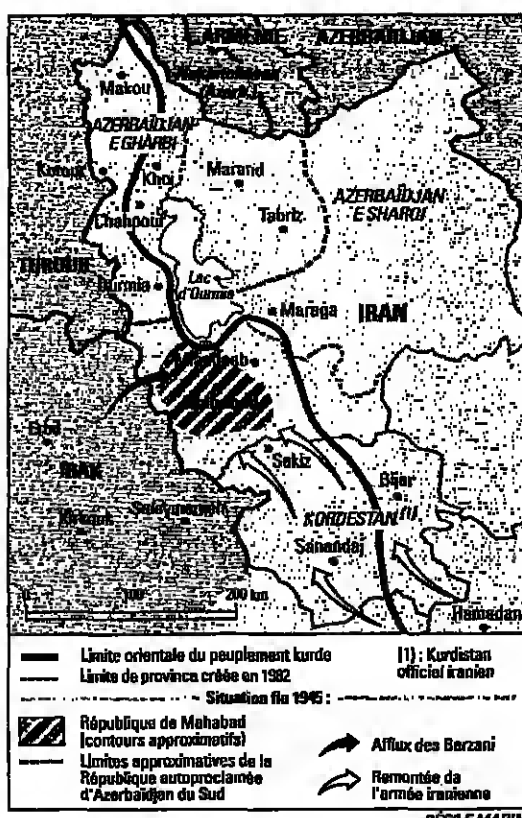
Immédiatement après la révolution islamique, les partis, organisations, journaux et revues kurdes ont fleuri pendant deux ans. Cette époque dorée est révolue. Deux publications kurdes, strictement littéraires, ont survécu : Serva, à Oumieh, et Ahvane, à Téhéran. Aucune à Mahabad. En outre, les émissions en kurde à la radio et la télévision publiques ne sont que des traductions exhaustives des bulletins officiels et ne recueillent que très peu d'audience. Afin de pallier l'absence de médias privés, les plus nantis se sont dotés d'antennes paraboliques. Diabolisées par le régime iranien, elles sont détruites ou confisquées par les pasdaran (gardiens de la révolution). Pour assouvir leur besoin d'information libre et d'images du monde entier, les habitants prennent maintenant leurs précautions. Ils ne sortent leurs paraboles qu'à la nuit tombée.

Ainsi, une cinquantaine de familles suivent régulièrement les émissions de MED-TV, canal kurde émis depuis Londres. La conscience kurde peut ainsi s'exprimer, sur les vestiges de la République de Mahabad. Mais les tentatives de renaissance politique sont violemment réprimées. Le PDKI iranien, fondé à Mahabad, est présent par le pouvoir comme une clique de terroristes contre-révolutionnaires et traité comme telle. Les internements arbitraires, la torture et les exécutions sommaires sont légion. Toute initiative citoyenne, même prudente et respectueuse de la légalité islamique, est systématiquement contrariée par Téhéran. Cinquante ans après, les Kurdes de Mahabad semblent condamnés à devoir payer leurs soldes passés.

(1) Le Kurdistan, région peuplée par les Kurdes, est à cheval sur la Turquie, l'Irak et l'Iran. Dans chacun de ces pays, les Kurdes luttent pour la reconnaissance de leurs droits.

(2) Il existe des Kurdes chiites ou « gens de la vérité », dans la partie méridionale du Kurdistan iranien. La proportion de chiéites est très faible.

(3) William Eagleton, *La République kurde de 1946*, Complexe, Bruxelles, 1987.



UN RÊVE ÉPHÉMÈRE
En 1946, pendant un an, la République kurde de Mahabad concrétise les aspirations d'un peuple.

Turcs et Kurdes réconciliés par le cinéma

Par NICOLAS MONCEAU *

JAMAIS encore le conflit dans le Sud-Est anatolien n'avait été abordé de front par une œuvre cinématographique. Que les lumières ne s'éteignent pas, premier long métrage du réalisateur turc Reis Çelik, traite pour la première fois de ce sujet « sensible ». Un groupe du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et une unité militaire turque, qui s'affrontent sur les hauteurs de la frontière, sont décimés par une avalanche. Seuls survivants, l'officier turc et le chef des rebelles - avec, pour un temps, une jeune militante -, sont contraints de s'entraider afin de survivre dans ces conditions extrêmes. L'observation de l'« autre » et la dialogue s'installent peu à peu, avant la descente au village et le retour aux réalités du conflit.

Volontairement didactique, le récit pêche parfois par simplisme. Au cours de leur arance, les personnages expriment et confrontent leurs divergences - la découverte officielle de l'Etat turc d'un côté, les revendications des rebelles de l'autre -, au risque d'apparaître comme des stéréotypes. Cette pluralité des points de vue et la nécessaire neutralité qu'impose au cinéaste pour d'évidentes raisons de censure (la loi de 1986 sur le cinéma interdit, entre autres, toute forme de « propa-

gende séparatiste ») s'accompagnent toutefois de choix narratifs et de mise en scène audacieux.

En ouverture du film, le meurtre d'un *korucu* (gardien de village, rémunéré par l'Etat turc) au cours de l'attaque d'un bus par les rebelles souligne le déshérence de la population locale entre les exigences de leur « cause » et les contraintes matérielles. Plus tard, la vision d'un village en ruine, totalement dévasté, en dit long sur la violence des combats qui se sont déroulés dans la région. Les militants du PKK y sont présentés comme des êtres humains, nourris d'espoirs et de doutes. Une image qui contraste avec le discours officiel des autorités militaires ou politiques sur les « terroristes ». Le fraternité naissante entre le soldat et le rebelle suggère, très prudemment, que l'affrontement n'est pas irréductible. Et la conclusion du film est étonnante. Un villageois menace indistinctement les deux ennemis désarmés, symbolisant ainsi la responsabilité partagée de l'armée et des activistes kurdes dans la dévastation de la région.

Un tel film n'aurait pas vu le jour sans un assouplissement sensible de la censure en Turquie. La levée de l'interdiction de l'œuvre de Yilmaz Güney et de ses collaborateurs, officialisée par la projection, en 1995, de ses films majeurs (*L'Espoir*, *Yol*, ou *Le Mur*) au Festival du cinéma d'Ankara témoignent de cette ouverture dans le domaine culturel. Il en va de même pour les adaptations cinématographiques des textes de Nazim Hikmet, ou, dans un registre différent, pour la diffusion sur le petit écran de *Midnight Express* d'Alan Parker.

Cependant, si *Que les lumières ne s'éteignent pas* a pu traverser les mailles des différentes commissions de censure, où siègent des représentants du conseil pour la sécurité nationale et du ministère de l'Intérieur, ses difficultés ne sont pas terminées pour autant. La Cour de sûreté de l'Etat qui, en mars 1996, condamnait l'écrivain Yasher Kemal à vingt mois d'emprisonnement avec sursis pour des écrits jugés « subversifs » a eu les droits du peuple kurde à entrepris d'engager des poursuites à l'encontre du film.

L'El film est sorti en salle le 25 octobre 1996. En dépit des mesures de sécurité renforcées à l'entrée des salles et d'une distribution réduite - seulement six copies à travers le pays -, plus de 40 000 spectateurs, turcs et kurdes confondus, ont assisté à sa projection durant les quinze premiers jours. Son lancement a également suscité l'intérêt des milieux politiques ou associatifs qualifiés de « progressistes ». L'avant-première du film, organisée dans un cinéma d'Istanbul, a rassemblé de nombreuses personnalités politiques. M. Ercan Karakas, député du Parti républicain du peuple (CHP), connu pour son militantisme actif en faveur des droits de l'homme en Turquie, a proposé d'organiser une soirée à Ankara autour du film en réunissant les principaux dirigeants des partis politiques ainsi que les parlementaires turcs. Cette « plateforme » pour le paix devrait permettre, selon ses promoteurs, de développer un débat à l'échelon national à travers une œuvre qui dépasse largement le cadre du cinéma.

سکرتار الوطنی

هكذا من الاصل

LES TRIBUS CONTRE LES MARCHANDS

Poussée conservatrice au Koweït

PRÈS de cinq ans après la fin de la guerre du Golfe, la démocratisation des sociétés de la région reste encore à accomplir. En Arabie saoudite, la montée d'une opposition islamiste, dont une partie a basculé dans le terrorisme, a entraîné un durcissement du régime. A Bahreïn, l'insurrection en faveur du retour au Parlement est entrée dans sa troisième année, sans que le pouvoir fasse la moindre concession. Au Koweït, les récentes élections ont confirmé le paradoxe de l'émirat : une démocratie relativement libre réservée à une petite minorité de citoyens.

Par YAHYA SADOWSKI *

En octobre 1996, les Koweïtiens ont élu une nouvelle Assemblée nationale. La presse occidentale n'y a pas prêtée grande attention. Après tout, seuls 15 % des citoyens disposent du droit de vote - il s'agit des hommes adultes jouissant de la citoyenneté depuis au moins vingt ans et ne travaillant ni dans la police ni dans l'armée -, et, de toute façon, seule une petite minorité d'habitants sont des citoyens. Ainsi les travailleurs étrangers, qui représentent 60 % de la population, ne se sont jamais - depuis l'expulsion de 300 000 Palestiniens après la guerre du Golfe, le Koweït a recruté la plupart d'entre eux au sud de l'Inde et aux Philippines.

De surcroît, les pouvoirs de l'Assemblée nationale sont limités : les députés n'ont pas leur mot à dire dans la désignation du premier ministre (un poste réservé au prince héritier) et du cabinet, et l'émir, Cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah, peut annuler leurs décisions.

Et pourtant, il est dommage que l'Occident soit aussi mal informé des résultats du dernier scrutin. Les Koweïtiens ont assumé leur devoir électoral plus sérieusement que les Américains. Ils ont certes subi l'influence des candidats, mais aussi celle des discussions familiales, et plus de 80 % d'entre eux se sont rendus aux urnes. La campagne électorale elle-même avait été animée, et le dépouillement s'est déroulé rapidement et honnêtement. En fait, cette élection en dit long sur les profonds changements sociaux en cours non seu-

lement dans l'émirat, mais aussi chez ses voisins du golfe Arabo-Persique (1).

Dans la septième assemblée nationale, élue en 1991 (2), trois groupes se partageaient l'hémicycle. Un tiers des cinquante députés étaient soit des « indépendants », soit des candidats des tribus, en général loyaux à l'égard de la famille régnante. Un autre tiers était composé de membres des mouvements islamiques, qui représentent à la fois la communauté chiite, en général libérale, et deux mouvements sunnites : le Mouvement constitutionnel islamique (issu de la branche locale des Frères musulmans, originaires d'Égypte) et les Salafites (liés au mouvement wahabite conservateur d'Arabie saoudite). Le dernier tiers regroupait les opposants libéraux à la dynastie des Al Sabah, avec des nationalistes arabes organisés au sein du Forum démocratique et un grand nombre de « progressistes » indépendants. Les libéraux dominaient donc l'Assemblée, dans la mesure où, sur des questions essentielles, ils étaient souvent à même de recueillir les suffrages des élus islamiques.

L'élection d'octobre dernier a radicalement modifié ces rapports de force. Les mouvements islamiques ont à nouveau obtenu un tiers des députés, le nombre de chiites augmentant légèrement. Malgré le gain d'un siège supplémentaire pour le Forum démocratique, le reste de l'opposition libérale a virtuellement disparu : le nombre de sièges détenus par les indépendants libéraux est tombé de 10 à 2. En revanche, les re-



Portrait de groupe des Al Sabah. Quand la famille régnante nait sur les Bédouins.

présentants des tribus passent de 2 à 7. Avec les conservateurs indépendants, ils forment ainsi le bloc le plus puissant de l'Assemblée : plus de 50 % des sièges appartiennent désormais à des hommes qui suivront en général les directives de la famille régnante. De l'opposition à l'émir, le Parlement est donc passé à la collaboration avec lui.

La disparition du bloc libéral s'explique par une série de raisons. Nombre de ses dirigeants traditionnels (y compris le doyen des nationalistes arabes du Koweït, M. Ahmad Al Khatib) ont vieilli et décidé de se retirer du Parlement. Par ailleurs, les groupes tribaux ont instauré des élections primaires, afin de pouvoir choisir un seul candidat avant le scrutin, pour lequel ils

pourraient alors voter en bloc. Deux autres facteurs déterminants méritent une attention particulière, car ils reflètent des évolutions structurelles qui continueront à modeler la vie politique.

La campagne électorale a été largement dominée par les questions économiques. A en croire les sondages, les électeurs étaient préoccupés par la protection des fonds publics, le chômage, le déficit budgétaire et les perspectives de privatisation. Rien là d'une surprise : l'économie du pays n'a jamais vraiment surmonté les conséquences de la guerre du Golfe. Avant celle-ci, le gouvernement disposait de 100 à 110 milliards de dollars placés dans un Fonds pour les générations futures.

Un pays débiteur

PRIVÉ par l'invasion, et pendant un an, de revenus pétroliers, le gouvernement a dû venir en aide aux réfugiés chassés par l'occupation irakienne, dépenser des milliards pour la reconstruction (après l'extinction des puits en feu), rembourser Washington (la facture américaine des opérations militaires proprement dites, pour l'Arabie saoudite, le Koweït et les autres États, s'est élevée à 58 milliards de dollars) et récompenser la loyauté de ses alliés en leur achetant pour plus de 30 milliards d'armes nouvelles... Bref, le Fonds, il ne resta bientôt plus que 15 à 30 milliards de dollars, et le déficit budgétaire structurel s'installa, à hauteur de 5 milliards annuels.

De créditeur, le Koweït était devenu débiteur, et le gouvernement, pour s'adapter à ce changement, infléchit sensiblement le cap, à l'intérieur comme à l'extérieur. Quand les États-Unis déplacèrent massivement troupes et avions au Koweït, en septembre 1996, pour une démonstration de force contre l'Irak, il leur sembla évident que l'émirat allait assumer les 50 millions de dollars nécessaires par ce déploiement. A tort : la question du financement suscita un embarrassant débat entre alliés - le Koweït paya, mais en plusieurs échéances.

Le régime a aussi décidé de diminuer les services offerts à la population. Jusque-là, l'État avait été le principal employeur, avec 93 % des salariés de l'émirat travaillant pour lui : la réduction des dépenses publiques a donc entraîné une augmentation du chômage. Les citoyens ne peuvent plus compter sur l'État pour financer le logement, et doivent attendre pour être raccordés au téléphone, avoir le tout-à-l'égout ou bénéficier de tous les autres services autrefois assurés à la demande. Si tant de députés libéraux n'ont pas retrouvé leur siège, c'est que, pour nombre de Koweïtiens, l'Assemblée élue en 1991 a perdu trop de temps à ergoter sur des questions perçues comme marginales alors qu'elle aurait dû se consacrer sur « le pain et le beurre ».

Autre évolution majeure : la nature de l'électorat. La société koweïtienne est de plus en plus polarisée. A Koweït-Ville, prévalent l'influence des vieilles familles de marchands qui bâtirent le pays. Mais les faubourgs sont peuplés d'arrivants récents, organisés selon leur appartenance tribale. Entre ces deux groupes, les différences sont profondes. En général, les habitants du cœur de la ville ont reçu une bien meilleure instruction, jouissent d'une prospérité plus importante, et occupent des positions éminentes dans la bureaucratie. Ceux des environs sont, au contraire, moins privilégiés - si cette explication peut s'appliquer à un pays dont la Constitution assure à tous les citoyens un gagne-pain

en dette à l'égard de la famille régnante, qui les a accueillis au Koweït et en a fait des citoyens. D'ailleurs, l'existence même de cette périphérie témoigne du succès des Al Sabah : pour doter leur pouvoir d'une base de masse contrebalançant l'opposition des familles de négociants, ils ont encouragé les Bédouins à s'installer et accordé la citoyenneté, depuis 1960, à 250 000 membres des tribus locales - en sont encore privés quelque 100 000 membres des tribus, des *bidoun*... Malgré la reconnaissance qui leur est accordée pour le courage avec lequel ils se sont battus pendant la guerre du Golfe - ils formaient le gros des troupes -, la majorité des Koweïtiens estime, vu la crise économique, qu'il n'est pas possible de faire des *bidoun* des citoyens, avec tous les privilèges que cela implique. Quoi qu'il en soit, la capacité d'organisation des anciens Bédouins installés dans la périphérie a grandi peu à peu. Les élections d'octobre 1996 représentent leur première grande victoire sur la vieille structure de pouvoir.

A court terme, le succès de la périphérie signifie que les Al Sabah gagneront plus facilement le soutien du Parlement. A long terme, leur situation sera plus difficile. A une époque difficile de récompenser les tribus loyales sous forme d'emplois et de services. Soit ils peuvent continuer à réduire les services publics, tout en s'efforçant de créer des emplois par la privatisation et d'accroître ses ressources en alourdissant les impôts. Soit ils peuvent redistribuer les ressources existantes, mais peut-être en les réservant aux loyalistes plutôt qu'à leurs opposants.

Ainsi, tandis qu'au centre les politiciens parlent d'affranchir les femmes pour assurer leur retour au pouvoir, à la périphérie, on grogne que les autorités pourraient offrir plus d'emplois si elles appliquaient strictement les idées conservatrices en matière de ségrégation des femmes, et notamment leur exclusion de tous les emplois dépendant de l'État. Quel que soit le choix du gouvernement, il sera vraisemblablement douloureux et controversé : il dressera nécessairement contre lui un des deux blocs en présence.

(1) Lire Olivier Da Lage, « Incertains démocratisés au Koweït », *Le Monde diplomatique*, avril 1991, et Gilles Knezer, « Deux ans après, la démocratie reste balbutiante au Koweït », *Le Monde diplomatique*, février 1993.
(2) L'Assemblée parlementaire a été élue pour la première fois en 1963. Des élections devaient avoir lieu tous les quatre ans, mais l'émir a dissous deux fois l'Assemblée, en 1976 (jusqu'en 1981) et en 1986 (jusqu'en 1991).

Points de repère

Superficie : 17 800 km²
Population : 1 540 000 hab., dont 630 000 citoyens koweïtiens (chiffres de 1994).
Revenu annuel par habitant : 13 600 dollars.
Production de pétrole : 1,84 million de barils par jour (1995).
Mortalité infantile : 18 ‰.
Taux d'analphabétisme des adultes : 21,4 %.

De la route des caravanes à la guerre du pétrole

1750 : construction de l'enceinte de la ville. Koweït a été fondée par des clans qui ont fui, sous la conduite de la famille Al Sabah, l'Arabie centrale vers la côte du Golfe pour échapper à la domination ottomane. C'est une localité prospère, située sur la route des caravanes, possédant une flottille de bateaux pour la pêche des perles.
1764 : Abdallah Ibn Sabah, héritier de l'Empire ottoman, obtient la protection du Royaume-Uni, car le Koweït est une étape importante du commerce des Indes.
1913 : un accord entre Londres et l'Empire ottoman attribue des territoires au Koweït. Mais l'accord est annulé par la première guerre mondiale. Le Koweït, riche en ressources pétrolières, devient protectorat britannique.
1920 : le Koweït, menacé par l'expansionnisme d'Ibn Saoud, est sauvé par l'intervention de l'armée britannique.
1961 : indépendance. L'Irak, qui a besoin d'une ouverture sur la mer d'Oman, revendique sa souveraineté sur ce territoire. Sous la pression de Londres, Bagdad reconnaît le Koweït en 1963, mais lui dispute la possession des îles de Warba et Bubiyan.
1968 : fin de la guerre de huit ans entre l'Irak et l'Iran. Saddam Hussein se retourne contre son allié koweïtien en lui réclamant le prix de la reconstruction du pays et de nouveaux des îles convoitées.
1990 : l'Irak envahit le Koweït le 2 août. Le 16 janvier 1991, les forces multinationales, sous la direction des États-Unis et disposant d'un mandat de l'ONU, attaquent l'Irak.
1991 : le 27 février, le pays est libéré. 730 puits de pétrole incendiés seront remis en état.

LES 100 PORTES DU PROCHE-ORIENT

Etat des lieux

LA dernière édition, remise à jour et augmentée, des 100 Portes du Proche-Orient renouvelle et actualise encore le tour de force qui avait précédé la première parution de cet ouvrage. Si le titre est connu d'un clin d'œil aux innombrables séminaires indisciplinés à une bonne compréhension du conflit israélo-arabe, la facture de l'ouvrage réussit à associer la connaissance des spécialistes, l'intuition pédagogique et l'honnêteté politique.

C'est ainsi que, sous la forme d'un lexique organisé autour de plus d'une centaine d'entrées, couvrant concepts et personnages-clés, événements historiques, organisations et partis politiques, données stratégiques et sociopolitiques, le tout complété de chronologie, cartes, documents, bibliographie et index, Alain Gresh et Dominique Vidal proposent au lecteur un outil unique qui, partant des pesanteurs historiques, dresse l'état des lieux du problème israélo-arabe et tente d'en esquisser le futur prévisible.

Pour ce faire, les auteurs ont évité la double écueil régulièrement rencontré dans des analyses qui pèchent par une vue trop globalisante et tantôt trop agitée. Si les

données régionales et stratégiques d'ensemble sont bel et bien présentes, la spécificité, l'identité « écosystème » des deux principaux acteurs - israélien et palestinien -, de ce conflit centenaire occupent pleinement la place centrale qui leur revient. Ainsi présentée, la démarche semble aller de soi ; il suffit pourtant de feuilleter les ouvrages sur le sujet pour se rendre compte que cela n'est pas si évident. C'est là que se trouve la « porte » centrale de ce livre qui, s'appuyant sur des analyses élaborées sans être rebutantes pour un large public, a fait le pari de réussir la rencontre entre les connaissances des spécialistes et la clarté de l'écrit.

En cela ces 100 Portes du Proche-Orient servent non seulement la cause de la science politique, mais aussi celle de tous les hommes de bonne volonté soucieux de comprendre pour mieux travailler à une solution juste, globale et permanente d'un conflit hélas aussi long que notre siècle.

ELIAS SANBAR, rédacteur en chef de la Revue d'études palestiniennes.

(1) Alain Gresh et Dominique Vidal, *Les 100 Portes du Proche-Orient*, Éditions de l'Asiatique, Paris, 1996, 399 pages, 149 F.

Revue d'études Palestiniennes

Au sommaire du numéro 10, hiver 1996

PATRICK SEALE <i>La stratégie régionale de Rafiq al-Assad</i>	FAYEZ MALAS <i>Comment je suis devenu palestinien</i>
Entretien WALID AL-MU'ALLIM <i>Quatre années de négociations entre la Syrie et Israël</i>	DANIEL TIMSIT <i>Algérie, années cinquante</i>
DOMINIQUE ROCH <i>Jacques Chirac au Proche-Orient, carnets de route</i>	HENRY LAURENS <i>Chronique d'une révolution annoncée (II)</i>
Documents <i>Les discours de Jacques Chirac au Proche-Orient</i>	Lettres arabes SAMIRA AZZAM <i>Deux nouvelles</i>
KHALIL SHIKAKI <i>Quelles stratégies palestiniennes pour l'avenir du processus de paix ?</i>	Chroniques Ilan Halevi, Simone Bixton
ILAN HALEVI <i>Bouclage : typologie et finalités</i>	Un thème, des livres Notes de lecture L'observatoire de la colonisation Chronologie

Le numéro 160 p. 85 FF - Abonnement 1 an (quatre livraisons) 280 FF - Étudiants 240 FF
Editions de Minuit, 7, rue Bernard Palissy, 75006 Paris.

UN RAPPORT « OUBLIÉ » D'AMNESTY INTERNATIONAL

Torture sous contrôle médical en Israël

DEUX poids, deux mesures. Les médias ont largement rendu compte de la mort, sous la torture, de plusieurs prisonniers de l'Autorité palestinienne, et du rapport qu'Amnesty International a consacré à ces épouvantables pratiques. En revanche, bien peu ont fait état du cri d'alarme lancé, également par Amnesty International, contre l'association de médecins à la pratique généralisée de la torture des prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes (1). Et pourtant ces révélations intervenaient alors même que la Cour suprême d'Israël venait de confirmer la « légalité » du recours aux « pressions physiques modérées » que le Parlement lui-même hésite, depuis deux ans, à autoriser formellement. Voici des extraits du document « oublié », pourtant diffusé depuis la mi-octobre par Amnesty international, expurgé ici du récit même des tortures.

[...] Au cours des années 70 et 80, les forces de défense d'Israël (Tsahal) et le service de sécurité intérieure (Shin Bet) avaient largement recours à la torture des détenus palestiniens, mais ces organes, tout comme le gouvernement israélien, le nient. En 1987, deux scandales donnaient à penser que le Shin Bet faisait une déclaration mensongère en niant que les détenus étaient maltraités, ce qui conduisit à l'instauration d'une commission d'enquête sur ses méthodes.

La commission, dirigée par Moshe Landau, ancien président de la Cour suprême, [...] utilisa l'argument légal de « nécessité » pour permettre le recours à des pressions physiques et psychologiques contre les personnes accusées d'activités terroristes hostiles (2). Elle cita l'argument de la « bombe retardataire » : le recours à la torture, disait le rapport de la commission, « pourrait être justifié pour découvrir une bombe sur le point d'exploser dans un bâtiment rempli de monde » (par. 3-15) [...].

« Les moyens de pression devraient principalement prendre la forme de pressions psychologiques non violentes exercées lors d'un interrogatoire vigoureux et exhaustif, à l'aide de stratagèmes, y compris de tromperies. Toutefois, lorsque ces moyens n'atteignent pas leur but, des pressions physiques modérées ne peuvent être évitées. Les membres du service de sécurité intérieure qui procèdent aux interrogatoires doivent être guidés par des limites claires en la matière, afin que soit prévenu l'usage excessif de pressions physiques exercées arbitrairement par la personne qui mène l'interrogatoire. » (Par. 4-7.)

Dans les faits, ces directives se sont traduites par une légalisation de certaines méthodes de torture. Les moyens de pression que la Commission estime acceptables sont décrits dans un « code de directives pour les membres du service de sécurité intérieure chargés des interrogatoires, qui définit, à la limite des expériences passées, et de façon aussi précise que possible, les limites de ce qui est autorisé et les grandes lignes de ce qui est interdit. » (Par. 4-8.) Ces directives, secrètes, figurent dans la partie II du rapport de la commission Landau, qui n'a jamais été publiée. [...]

La participation de médecins à l'élaboration de directives autorisant des secousses violentes potentiellement mortelles, des privations de sommeil pendant des périodes prolongées, des positions assises ou debout dans des positions douloureuses pendant des périodes prolongées, l'isolement cellulaire, le port d'une cagoule, des privations sensorielles, toutes ces directives

violeraient l'article 1 de la Déclaration de Tokyo (1975), dans lequel l'Association médicale mondiale stipule que : « Le médecin ne devra jamais assister, participer ou admettre les actes de torture ou autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants, quelles que soient la faute commise, l'accusation, les croyances ou motifs de la victime, dans toutes situations, ainsi qu'en cas de conflit civil ou armé. »

[...] Depuis octobre 1994, date à laquelle 22 personnes ont été tuées dans un bus de Tel Aviv lors d'un attentat-suicide perpétré par le Hamas (3), le comité ministériel a donné aux responsables des interrogatoires du Shin Bet une « dispense exceptionnelle » pour utiliser une pression physique accrue.

En 1995 et 1996, deux projets de loi ont été présentés qui auraient pu légaliser la torture. [...] Des protestations, tant nationales qu'internationales, ont sans doute contribué à persuader le gouvernement israélien de revenir sur sa position. La définition de la torture, dans le projet d'amendement (« Interdiction de la torture ») à l'article 277 du code pénal, reprend la définition qui figure dans la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

La proposition de loi sur le service de sécurité intérieure (1996) présentée en janvier devait être la première loi à régir le Shin Bet. Ce projet de loi autorisait, à l'article 9-a, le recours à des pressions contre les personnes interrogées, dans certaines circonstances bien définies, « afin de prévenir tout danger pour la sûreté de l'Etat » et lorsque « il n'existe aucun autre moyen raisonnable de prévenir ledit danger ». L'article 9-b précisait que les méthodes qui pouvaient être utilisées par les membres du service de sécurité intérieure chargés des interrogatoires ne devaient pas entraîner de « graves souffrances » ni être « cruelles ou inhumaines ». Une partie de l'article stipulait que les méthodes utilisées « ne doivent pas porter atteinte à la santé des personnes interrogées » introduit dans la loi le rôle que jouent les professionnels de la santé lorsqu'ils fournissent une supervision médicale qui permet un système de la torture de fonctionner [...].

Le système des interrogatoires de détenus en Israël semble conçu pour obtenir des informations ou des aveux sans causer de blessures visibles ou sans laisser de traces qui pourraient être attribuées à ces techniques. Les médecins qui examinent les prisonniers avant et pendant les interrogatoires du Shin Bet sont habituellement membres du service de médecine pénitentiaire. Les quartiers réservés à la détention et ceux

destinés aux interrogatoires sont dans des bâtiments séparés, le quartier de détention relevant d'un service séparé (le service de la prison, Tsahal ou la police). Le médecin qui examine le détenu dans le quartier réservé à la détention peut par conséquent affirmer qu'il ne connaît pas les conditions d'interrogatoire de ce même détenu. Les détenus palestiniens se plaignent de ce que, même lorsqu'ils présentent des ecchymoses, les médecins transmettent rarement, pour ne pas dire jamais, leur plainte aux autorités [...].

Dans les vingt-quatre heures qui suivent l'arrestation (ou au plus tard dans les quarante-huit heures), le détenu est emmené à la visite médicale, qui est habituellement effectuée par un médecin militaire (hoyavim en hébreu). En mai 1993, un « formulaire d'aptitude médicale » à l'usage des centres d'interrogatoires était rendu public par le journal *Davar*. Dans ce formulaire, il était demandé aux médecins de dire si un détenu serait à même de supporter l'isolement cellulaire, d'être attaché, de porter une cagoule et de rester debout pendant une période prolongée. De nombreuses personnes ayant protesté, notamment des professionnels de la santé et des groupes locaux de défense des droits de l'homme, l'Association médicale israélienne a donné l'ordre aux médecins de ne pas utiliser ce formulaire. Les autorités israéliennes ont alors laissé entendre que ce formulaire avait été une erreur (4).

Cela étant, le retrait de ce formulaire ne change en rien le fait que, dans la pratique, l'examen médical préliminaire sert à évaluer la capacité du détenu à supporter la torture. Des membres du service de médecine pénitentiaire qui répondaient à des délégués d'Amnesty International en 1995 ont insisté sur le fait qu'ils ne donnaient



MOREL DERFLER - « Times » (1988-1991)

jamais de conseils aux responsables des interrogatoires. L'un d'eux a précisé à Amnesty International : « Le médecin doit examiner le patient, diagnostiquer sa maladie et faire des recommandations concernant le traitement. Nous ne nous occupons pas de l'enquête, nous n'en savons rien, ce n'est pas dans notre intérêt de savoir. Nous sommes extrêmement sensibilisés à cette question. Il est important que les services médicaux conservent un haut degré de moralité. »

Au mépris de toute éthique

MAIS l'utilisation qui est faite de l'évaluation médicale de la santé du détenu apparaît de façon manifeste dans le traitement spécial réservé, pendant l'interrogatoire, aux détenus ayant des problèmes de santé. Ils sont quand même torturés, mais la torture est modifiée en fonction de l'état du suspect.

[Suivent le cas de Musa Masharqeh.]

La torture comporte une part de pression psychologique : on menace le détenu en lui disant qu'il sortira de l'interrogatoire paralysé, fon on même mort (et lorsqu'on lui présente cette dernière possibilité, on lui donne le nom de ceux qui sont morts en détention). D'après les détenus, les visites des médecins ou des auxiliaires médicaux sont habituellement hâtives. Médecins et auxiliaires médicaux portent l'uniforme des officiels de la prison, et les médecins parlent rarement arabe. Toutes ces circonstances ne font qu'amplifier le sentiment d'isolement des détenus (5).

[Suivent le cas d'Abd al Rahman Abd al Ahamar et de Khaled Farraj, Hani Mucher.]

Pendant leur visite de 1995, les membres du groupe médical d'Amnesty International ont insisté auprès du service de médecine pénitentiaire pour savoir si des auxiliaires médicaux allaient voir les détenus quand leur tête était recouverte d'un sac. Ils ont refusé de répondre, même quand les délégués ont ajouté que ce fait — le port de sac en guise de cagoule — était reconnu par le ministre de la justice. Le chef du service de médecine pénitentiaire, le docteur Ziegelbaum, a déclaré : « [...] Si les détenus se plaignent, le médecin l'inscrit dans le registre et fait un diagnostic. Le médecin est là pour l'aider et traiter sa maladie. Les médecins des prisons n'acceptent pas les directives de la commission Landau. Les directives qui leur sont transmises viennent du ministère de la santé. Il n'y a pas deux façons de traiter les patients, il n'y en a qu'une. »

Les délégués d'Amnesty International ont insisté auprès des membres du service de médecine pénitentiaire sur le fait qu'ils ne se souciaient pas du traitement des détenus pendant les interrogatoires et qu'ils ne déposent pas de plainte en cas de mauvais traitements et de torture. Un médecin du service a alors répondu : « Ce n'est pas son boulot [au médecin de la prison] d'enquêter sur ce que font les enquêteurs. Parfois, d'anciens prisonniers racontent leurs

souvenirs. Quand on travaille ici, ce n'est pas son boulot d'essayer de savoir quelle torture est pratiquée. S'il se passe quelque chose d'extraordinaire, il doit essayer de traiter le cas [...]. Si vous secouez quelqu'un trop fort, ce n'est pas bon, ça peut faire du mal, mais nous n'avons pas la responsabilité de vérifier chaque cas. »

Il arrive que des médecins donnent un traitement ou prescrivent une période de repos pour les détenus, avant la reprise de l'interrogatoire.

[Suivent le cas de Hani Mucher, Daher Muhammad Salah Abu Mayaleh, Abd al Samad Harizat, Bassem Tamimi, Nader Qumsieh et Musa Masharqeh.]

[...] La délégation d'Amnesty International qui s'est rendue en Israël et dans les territoires occupés en août 1995 a rencontré le président de l'Association médicale israélienne, son conseiller juridique et le président de son comité d'éthique. Ils ont également rencontré le président de l'Association psychiatrique israélienne. Il leur a été dit que l'Association médicale israélienne n'avait aucun moyen de savoir si les médecins qui travaillent avec le Shin Bet sont membres de l'association, et que fort probablement la plupart sont de nouveaux immigrants originaires de l'ex-Union soviétique, qui ne sont pas membres de l'association.

Selon le conseiller juridique, avoir un rôle actif dans cette question signifierait s'engager dans la politique ; les responsables de l'association estimaient que le meilleur moyen d'atteindre les médecins était de mener des actions d'éducation, d'écrire dans des revues médicales et de donner des cours d'éthique médicale, cours qui sont déjà donnés aux médecins des prisons. L'association déclarait ne pouvoir agir qu'en cas de plainte précise et qu'elle n'en avait reçu aucune [...].

Dans un document récent intitulé « Médecine et droits de l'homme », Amnesty International expliquait pourquoi les membres des professions médicales de différents pays ne recueillaient pas d'informations sur les violations des droits de l'homme ni ne signaient ces actes. Parmi ces raisons : les pressions physiques et psychologiques, économiques ou juridiques, un manque de connaissance des questions d'éthique et un manque d'indépendance médicale. Pour ce qui est d'Israël, un mélange complexe de facteurs culturels, une identification avec les objectifs militaires, un sentiment d'insécurité, le fait

que de nombreux médecins travaillent pour le système pénitentiaire sont des facteurs, ainsi que le message ambigu émanant à la fois des autorités et de la profession médicale, tous ces facteurs amènent les personnes concernées à penser qu'une intervention est de nature « politique » et ne relève pas des activités ou de la responsabilité légitimes du médecin de la prison.

[Après avoir évoqué le rôle de nombreuses ONG israéliennes et palestiniennes dans la lutte contre la torture, le rapport poursuit :]

L'affirmation du service de médecine pénitentiaire est inacceptable. Les méthodes de torture du service de sécurité intérieure, tout en étant officiellement confidentielles, ont fait l'objet d'un large débat public en Israël : à ce titre, les médecins n'ont pas pu ne pas le remarquer. S'ils ne connaissent pas les conditions d'interrogatoire, les médecins ont le devoir de s'en informer puisqu'ils sont chargés des soins à apporter aux prisonniers. Sachant que les détenus sont exposés à des pratiques qui nuisent délibérément à leur bien-être physique et psychologique, les médecins ont le devoir moral de ne pas déclarer les détenus aptes à subir de nouveaux mauvais traitements ou de nouvelles tortures.

En continuant à prodiguer des soins qui permettent de renvoyer les victimes à la torture, sans rien faire pour mettre un terme à cette torture, les médecins israéliens et autres membres des professions médicales responsables des détenus palestiniens pendant les interrogatoires se sont laissés transformer, violant ainsi leur éthique professionnelle, en élément indispensable du système de torture. [...]

(1) NDLR. « Under Constant Medical Supervision : Torture, Ill-Treatment and Health Professionals in Israel and the Occupied Territories. » (Sous contrôle médical constant. Les professionnels de la santé face à la torture et aux mauvais traitements en Israël et dans les territoires occupés, Londres, 14 août 1996.)

(2) Cette note et les suivantes sont dans le rapport d'Amnesty International. « State of Israel : Committee of Inquiry into the Methods of Investigation of the General Security Service Regarding Hostile Terrorist Activity, Report, Part One » [Etat d'Israël : commission d'enquête sur les méthodes d'investigation du service de sécurité intérieure concernant les activités terroristes hostiles]. (Traduction anglaise fournie par les presses gouvernementales, Jérusalem, octobre 1987. La discussion principale autour de l'argument légal de « nécessité », qui autorise un moindre mal lorsque aucun autre choix ne permet d'éviter un mal plus grand, se trouve aux paragraphes 3-8 à 3-16 du rapport.)

(3) Amnesty International a lancé un appel au Hamas et à d'autres factions armées en Israël et dans les territoires occupés pour que cessent les attentats suicides et autres formes d'attaques dans lesquels des civils sont tués.

(4) D'après une lettre d'Yitzhak Rabin, alors premier ministre, adressée à la présidente de l'Association médicale israélienne, Miriam Zaugen, « Les formulaires ont été établis par souci pour la santé [des prisonniers]. » Mais un formulaire a « accidentellement été distribué au directeur de la prison de Tulkarm, qui l'a utilisé » (Cité dans « Human Rights Watch/Middle East, Torture and Ill-Treatment : Israel's Interrogation of Palestinians from the Occupied Territories » [Torture et mauvais traitements : Interrogatoires, par Israël, des Palestiniens des territoires occupés], New York, 1994.)

(5) Le service de médecine pénitentiaire a déclaré aux délégués d'Amnesty International que les auxiliaires médicaux, qui parlent habituellement un peu arabe, servent de traducteurs entre médecins et détenus palestiniens qui ne comprennent pas l'hébreu.

ÉTUDES

Entre autres, dans le numéro de janvier 1997 :

De la Birmanie au Myanmar Philippe RICHIER

Une quatrième voie pour la Russie Svevolod TCHAPLIN

Une église sous le boisseau ? Echos de Prague Petr KOLAR

Figures libres
Choix de films, Chroniques de théâtre,
Revue des livres, Choix de disques...Le n° (144 pages) : 58 F - étr. : 65 F Rédacteur en chef
Abon. (11 n°/an) : 485 F - étr. : 590 F Henri MADELINEn vente dans les grandes librairies • Pour recevoir ce numéro,
téléphonez sur Minitel 36 15 51/ÉTUDES (2,23 F la min.) ou envoyez
vos nom, adresse et règlement à l'ordre d'ÉTUDES :

14, rue d'Assas - 75006 PARIS ☎ 01 44 39 48 48

حکذا من الاصل

Des habits neufs pour le vieux despote kényan

Par GÉRARD PRUNIER *

tous ouvrages sur demande
25, rue d'Alsace - F 75010 Paris
tél : (33) 01 42 05 66 38
fax : (33) 01 42 05 66 39

1993-1994 : Affrontements ethniques dans la

SHAH KAMAL - « Time aftertime » (1993)

Superficie : 569 137 km².
Population : 26 017 000 (tous les chiffres sont de 1994).
Densité : 50,5 habitants par km², en moyenne, mais les trois quarts de la population vivent sur un dixième du territoire (avec des densités de 400 le km²).
Principales villes : Nairobi (1 346 000), Mombasa (465 000).
Produit national brut/habitant : 260 dollars.
Espérance de vie : 58 ans.
Ressources naturelles : Maïs, sorgho, thé, café, sisal, pyréthre.

Du protectorat à la crise

1895 : Protectorat britannique.

1914 : Début de la résistance armée à la colonisation.

1925 : Création de conseils représentatifs indigènes.

1952-1956 : Révolte Mau Mau contre le Royaume-Uni.

1953 : Emprisonnement de Jomo Kenyatta, un des chefs de la Kenya African Union, pour complicité avec la société secrète des Mau Mau.

1960 : Légalisation des partis politiques.

1963 : Indépendance, déclaration de la république (dont Jomo Kenyatta devient le président).

1978 : Mort de Jomo Kenyatta ; le vice-président arap Moi lui succède.

1982 : Tentative de coup d'Etat militaire.

1987 : Multiplication des critiques et pressions internationales contre le régime du président arap Moi, qui refuse un droit d'existence à l'opposition.

1992 : Règlements de comptes ethniques à l'ouest du pays (2 000 morts) et réélection du président Moi.

1993-1994 : Affrontements ethniques dans la vallée du Rift.

* Centre national de la recherche scientifique, auteur notamment de *L'Ouganda contemporain*, en collaboration avec Bernard Colas, éditions Karthala Paris 1994.

CINQ ANS APRÈS LA FIN DE LA GUERRE D'INDÉPENDANCE

Les femmes d'Erythrée ne désarment pas

EN mai 1991, la prise d'Asmara par les forces du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) met fin à une guerre de trente ans. Lorsque, deux ans plus tard, le 25 avril 1993, le pays entérine par référendum une indépendance conquise par les armes, il compte 95 000 combattants, dont un tiers de femmes. La place qu'elles ont occupée dans la lutte de libération nationale, puis leur réintégration dans la vie civile vont bouleverser l'ordre traditionnel.

Par SILVIA PEREZ-VITORIA *

Dès septembre 1991, quatre mois après la prise d'Asmara, le président érythréen Issayas Afewerki annonce la démobilisation de 60 % des forces armées (1). L'opération va se faire en deux temps. Une première vague de 26 000 combattants, dont 4 500 femmes, ceux qui avaient rejoint le Front après 1990, est démobilisée avec une aide alimentaire de six mois et 1 000 à 5 000 birrs (2). Puis une deuxième vague, en février 1994 - 22 000 combattants, dont 8 000 femmes -, quitte l'armée avec 10 000 birrs. Un organisme, Mitas (mot qui désigne en langue tigrinya un système d'entraide mutuelle), est mis en place pour faciliter la réintégration. Si la réinsertion n'est pas trop difficile pour les premiers démobilisés, restés moins longtemps éloignés de la vie civile, il n'en est pas de même pour les autres. Certains, demeurés dans le maquis durant vingt ou trente ans, ont perdu tout contact avec la vie « normale » et retrouvent des familles décimées et appauvries. Les femmes se révèlent les plus vulnérables. M^{me} Askalu Menkarius, présidente de l'Association des femmes, le dit très clairement : « Nous ne pensions pas à notre avenir personnel, nous pouvions mourir d'un jour à l'autre, d'autant plus que tout, y compris nos enfants, était pris en charge par le Front. »

Le retour à la paix a souvent signifié le retour aux anciennes habitudes. Première difficulté pour les femmes : leur situation familiale. Fatma avait quinze ans en 1977 quand elle rejoignit le Front après l'incendie de son village par les Ethiopiens : « J'ai dû dire que

j'avais seize ans pour être acceptée. » Elle travaille dans l'administration publique du Front et se marie deux fois. Son premier mari, avec lequel elle a un enfant, meurt au combat ; son deuxième mari, avec lequel elle a aussi un enfant, demande le divorce après l'indépendance. C'est là un cas fréquent. De nombreuses unions, célébrées pendant les années de lutte, se soldent par des divorces, les femmes se retrouvant seules avec des enfants à charge.

Le retour au village - près de 80 % des combattants sont d'origine rurale - est parfois douloureux. Certaines familles traditionnelles n'ont pas accepté le départ sans autorisation de leurs filles ; les mariages mixtes (chrétien-musulman) sont souvent rejetés, et les volontés d'indépendance critiquées. Plus grave encore, les cas se multiplient de combattants qui quittent les femmes qu'ils épousèrent dans le maquis pour faire un mariage traditionnel, c'est-à-dire arrangé par les familles. Comme l'écrit un journaliste érythréen, « il est plus facile d'enfermer les femmes dans les traditions que dans les maisons (3) ».

Autre déconvenue : l'accès à la terre et au travail. En 1994, le gouvernement érythréen a promulgué une nouvelle loi selon laquelle la terre devait être distribuée à chaque citoyen âgé de plus de dix-huit ans à des fins de résidence ou de travail. Dans la pratique, les conseils de village chargés de la répartition sont très réticents à accorder ce droit aux femmes. C'est le plus souvent l'administration qui doit intervenir directement après des *balto* (assemblées de village) pour faire respecter la loi.

Hier égales, aujourd'hui soumises ?

TOUT au long des trente années de guerre, des milliers d'Erythréens de tous âges, de toutes religions et de toutes conditions ont rejoint le Front, certains poussés par la répression éthiopienne, d'autres par la misère, tous par l'idée que cette lutte de libération était la leur. La politique du Front fut de s'appuyer, dans les zones libérées, sur une large participation de tous. Ce qui impliquait de rompre les barrières entre les sexes, les religions, les nationalités et de jeter les bases d'une véritable transformation sociale dont les femmes furent les principaux acteurs.

Dans la société traditionnelle érythréenne, la condition féminine diffère selon les religions (chrétienne et musulmane) et les nationalités (les Kunama ont une structure matrilinéaire). Presque partout, cependant, les femmes furent cantonnées dans un rôle secondaire : mariage arrangé dès le plus jeune âge, aucun accès aux décisions. Dans les villes, les salaires des ouvrières étaient de moitié inférieurs à ceux des hommes, et beaucoup de femmes en étaient réduites à un travail de domestique proche de l'esclavage, voire à la prostitution. Dans les années 70, près de 95 % des femmes érythréennes étaient analphabètes. Beaucoup vécurent leur ralliement au Front comme un moyen de se soustraire à leur condition. Certaines s'échappèrent de chez elles vers quinze ou quatorze ans, d'autres rejoignirent le maquis avec leurs enfants.

* Journaliste.

Une si longue guerre

L'HISTOIRE contemporaine de l'Erythrée débute en 1889 avec l'occupation italienne. Bien que présentant toutes les caractéristiques du colonialisme, celle-ci s'accompagna d'un développement économique et politique sans équivalent dans les pays environnants. Passée sous administration anglaise après la seconde guerre mondiale, la quasi-totalité des infrastructures industrielles, portuaires et ferroviaires est vendue ou démantelée. C'est un pays considérablement affaibli qu'en 1952 les Nations unies décident de fédérer à l'Éthiopie.

Salon les accords passés avec l'empereur Haïlé Sélassié, l'Erythrée devait jouir d'une certaine autonomie, mais, très rapidement, le Négus lui impose une domination brutale et l'annexion unilatérale. La répression s'abat - villages brûlés, populations massacrées -, la résistance s'organise. En 1961, naît le Front de libération de l'Erythrée (FLE) et en 1970 le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), scission marxiste du FLE, qui prend la direction de la lutte.

Isolé internationalement, il combat avec ses propres forces les deux superpuissances : les États-Unis d'abord, qui soutiendront Haïlé Sélassié jusqu'à sa chute en 1974 ; l'URSS ensuite, qui apporte un appui inconditionnel à Mengistu Haïlé Mariam, nouvel homme fort de l'Éthiopie, dont le régime sanglant s'achève en 1991. Si l'on ajoute les sécheresses et famines catastrophiques des années 80, la résistance victorieuse du FPLE ne peut s'expliquer que par sa capacité d'organisation et son implantation dans la population.

Les femmes ont aussi contribué, avec les petits paysans, le fer de lance du bouleversement social instauré par le FPLE dans les campagnes libérées. L'Erythrée est à 80 % rurale. Les *balto*, exclusivement composés d'hommes, ont des pouvoirs étendus en matière de juridiction locale et de distribution des terres, généralement attribuées aux hommes mariés. Ces *balto* étaient le plus souvent dominés par les paysans les plus riches, dont les pratiques semi-féodales entraînaient exploitation et inégalités. C'est par un long travail politique que le Front a réussi à inverser le rapport de force en faveur des petits paysans et des paysans sans terre, femmes comprises. Le droit de vote et l'éligibilité des femmes a conduit, pour la première fois, 15 % à 30 % d'entre elles à être membres de ces assemblées, la nouvelle législation leur donnant désormais le droit de propriété au même titre que les hommes.

Les femmes ont également joué un rôle actif dans les milices populaires chargées de veiller sur les villages et de participer aux activités de production. Cela ne se fit pas sans réactions, en particulier parmi les populations musulmanes, scandalisées de voir des femmes sortir de chez elles et porter les armes (5). De manière moins visible,

expérience en matière d'administration et [veut] la mettre au service de [son] village », en espérant voir un jour reconnaître ses droits.

La terre, fondement traditionnel du statut social, a acquis une valeur nouvelle avec la politique économique définie par le gouvernement. Actuellement, l'Erythrée dépend encore pour son alimentation à 40 % de l'aide extérieure. L'objectif affiché est de parvenir à l'autosuffisance alimentaire dans les cinq ans à venir. Parallèlement, le pays entend développer ses exportations, principalement de poisson, mais aussi de produits agricoles. Adi Nefas, sur les conseils du ministère de l'Agriculture, a décidé de concéder ses meilleures terres à un projet d'exportation de fleurs et de fruits en échange de bénéfices futurs. Tsehai soutient ce choix au nom de la « modernisation ». Mais les investissements réalisés n'auraient-ils pas servi plus utilement les petits producteurs de cultures vivrières ? La tension est grande, devant l'échec du marché intérieur, d'orienter la production vers des cultures exportables. Pourtant, cinquante années de politique de développement ont fait la preuve, partout dans le monde, des désastres qu'entraîne une telle démarche.

DANS UN VILLAGE DU SUD
Difficile réintégrer à « la normale » après le maquis

des milliers d'autres femmes aidèrent le Front en le renseignant, en effectuant divers travaux, en lui apportant un soutien matériel et financier, y compris les femmes exilées (6).

Avec l'indépendance, le peuple érythréen mesura les ravages de la guerre : sur une population de 3 millions d'habitants, 150 000 morts, dont 65 000 combattants, et près de 1 million de réfugiés, dont 500 000 au Soudan. Les infrastructures et les moyens de production sont détruits, l'environnement sacré dans un pays déjà peu gâté par la nature et dont l'agriculture dépend presque exclusivement des conditions climatiques. Avec un revenu annuel par habitant inférieur à 800 francs et une espérance de vie de quarante-sept ans, l'Erythrée est un des États les plus pauvres du monde.

Le gouvernement doit à la fois le doter d'une structure politique - une Constitution est en cours d'élaboration - et d'une organisation économique, juridique et sociale, tout en assurant l'intégration des ex-combattants et des milliers de réfugiés venus du Soudan.

Adi Nefas, près de la capitale, Asmara, Tsehai est revenue de la lutte avec deux de ses sœurs, deux autres ayant été tuées au combat. Devant les tensions que ses exigences provoquaient, elle a momentanément renoncé à son droit à la terre. Comme beaucoup d'autres combattants, elle a aidé sa famille à reconstruire sa maison. Pour mieux s'intégrer, elle s'est présentée au conseil du village et a été élue. Le travail est difficile, mais, explique-t-elle, « dans le maquis, [elle a] acquis une certaine

sont réticents à employer des gens réputés « rebelles », c'est-à-dire peu disposés à accepter de trop mauvaises conditions de travail. À l'usine de textile Asmara, le contremaître avoue que les ex-combattants ne pourraient pas être embauchés : « Seules les femmes qui n'ont pas d'autre solution acceptent de travailler ici. Les ex-combattants ont connu autre chose. » Le salaire moyen dans cette entreprise - qui emploie 2 200 ouvriers, dont 75 % de femmes - est inférieur à 200 francs pour quarante-huit heures de travail, dans des conditions difficiles en raison de la vétusté du matériel.

La pénurie de structures d'accueil pour les enfants en bas âge étant un handicap supplémentaire pour les femmes à la recherche d'un emploi, certaines ex-combattantes ont décidé de se regrouper, renouant ainsi avec des formes d'organisation collective. Un millier d'entre elles ont créé une société anonyme, Bana, dont elles détiennent des parts. L'entreprise leur permet d'acquiescer des formations, les aide à chercher du travail, à créer une poissonnerie et une boulangerie ainsi qu'une crèche et un service de transport routier.

Devant les difficultés d'insertion rencontrées par les ex-combattantes, les pouvoirs publics les poussent à créer leur propre emploi, conformément aux choix économiques du gouvernement érythréen, décidé à mettre en place une économie de marché, en rupture radicale avec le programme original du FPLE.

Les organismes d'aide et autres ONG, après n'avoir accordé qu'un financement parcimonieux aux programmes collectifs d'intégration de Mitas, se montrent beaucoup plus généreux pour la création d'entreprises privées. Etudes et rapports fleurissent. Ici, une étude de marché analyse, chiffres en mains, les possibilités de transformer les ex-combattantes en coiffeuses, vendeuses ambulantes ou couturières, avec force formation en gestion et marketing ! Là, on met en place un système bancaire proche qui propose de petits prêts, mais conduit à une extrême individualisation du travail, l'idéal semblant de transformer les ex-combattantes en entrepreneurs individuels !

Pour nombre d'entre elles, attachées aux valeurs des années de lutte, la déception est amère. Aster, directrice de l'usine laitière d'Asmara et ancienne combattante, ne cache pas ses inquiétudes sur les dérives du « tout marché ». Sans contrôle des prix, les produits de première nécessité, comme le lait, risquent de devenir inaccessibles aux plus démunis, tandis que les petits producteurs, majoritaires, seront marginalisés.

Membre d'une grande famille très respectée de la région du Sahel, Adey Zeyneb suivit ses filles qui, très jeunes, rejoignirent le Front. Poëtesse, chanteuse de la guerre de libération, elle s'intégra à la vie communautaire. Aujourd'hui, de retour à Afabet avec une de ses filles (l'autre est morte au combat), elle parle avec nostalgie d'une double perte : celle de la société traditionnelle et celle de la société du maquis. « Ici, dit-elle, chacun ne travaille que dans son intérêt, il n'y a plus d'entraide, plus de solidarité, c'est chacun pour soi. »

Le dilemme est là : se diriger vers une économie de marché, individualiste et inégalitaire, au détriment des idéaux pour lesquels se sont battus des milliers d'Erythréens ; ou s'attacher, contre vents et marées, à privilégier le social et l'humain.

(1) Lire Gérard Proulx, « Asmara et faillite de l'Erythrée indépendante », *Le Monde diplomatique*, avril 1993.

(2) 1 birr = 0,70 F.

(3) *Eritrean Profile*, Asmara, 27 juillet 1996.

(4) *Beyond Conflict to the Future*. Sous la direction de Martin Doores et al., Institute of Social Studies, La Haye, 1992.

(5) Amrit Wilson, *The Challenge Road*, Bathurst, Londres, 1991.

(6) Ruth Simon, *Femmes combattantes, une lutte inachevée*, 1995 (indit).

« Le Monde diplomatique » sur Internet

Le Monde diplomatique a été le premier journal français présent sur Internet. Notre serveur permet la consultation en ligne de l'ensemble des articles parus depuis deux ans, indexés par sujets et par pays. Vous y trouverez également le sommaire et l'éditorial du numéro du mois en cours, ainsi qu'une liste détaillée des principaux colloques, le sommaire de plusieurs dizaines de revues françaises et étrangères, et l'annonce des manifestations organisées par Le Monde diplomatique. L'ensemble de ces services est hébergé par le centre serveur multimédia francophone de l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Notre adresse :

<http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo/>

Nous vous invitons aussi à participer par courrier électronique aux débats comme « Internet Nord-Sud » et « L'Afrique et les nouvelles technologies de l'information ». Le mode d'emploi est disponible sur le serveur. Pour tout ce qui concerne ces services, vous pouvez nous écrire à :

LeMondeDiplomatique@ina.fr

هكذا من الالواح

Le roman d'une vie

Après avoir offert au « Monde diplomatique » un don qui signifiait le coup d'envoi de la finalisation du journal, Gunter Holzmann nous fait un autre cadeau : le récit de sa vie. Ou comment un jeune bourgeois de Silésie, chassé d'Allemagne par le nazisme, partit à l'aventure en Amérique latine. Soixante ans plus tard, il dresse le bilan d'un engagement au sens plein du terme. Nous publions ici, en bonnes feuilles, la préface et un extrait de son livre.



SUR LES PENTES DE LA CORDILLÈRE
Gunter Holzmann (à droite), en l'interminable sillon d'action

Chercheur d'or dans la selva

CERTAINES vies s'éclairent par leur fin. C'est au point d'arrivée que s'évalue rétrospectivement le parcours. Celui - assez prodigieux - de Gunter Holzmann ressortit sans aucun doute à cette catégorie. Mille péripéties aventurées, soixante années de cavalcades extravagantes en Amérique latine auraient pu déboucher, comme c'est souvent le cas, sur une placide retraite sous les palmiers de la Costa del Sol espagnole, entourée de petits-enfants et assortie de considérations benoîtes sur les fantaisies du destin. Rien de tout cela chez cet « homme des bois » (traduction de son patronyme) qui, à quatre-vingts ans passés, confesse qu'il n'est décidément « pas fait pour le paradis », et qui, citant l'écrivain cubain Alejo Carpentier, ajoute avec une pointe de dépit : « Au royaume des dieux, il n'y a plus rien à conquérir. »

Oui, c'est la dernière étape de cette errance impétueuse dans la selva, dans les faubourgs criards de Santa Cruz ou sur les pentes de la Cordillère qui ajoute à tous les mouvements de cette vie quelque chose qu'il faut bien appeler un « sens ». Convenablement enrichi (mais point milliardaire), percuté d'arthrite et couronné de cicatrices, un propre comme un figuré, Gunter Holzmann met, finalement en avant non pas ses victoires sur l'adversité, mais ses convictions, non point quelques symboles conquis de réussite, comme le font ordinairement les émigrés parvenus, mais une indifférence à l'argent bien assez rare pour être saluée. « Je me sens mal lorsque j'ai plus de six chemises et deux pantalons dans ma garde-robe », écrit-il, « je donne ou jette tout vêtement superflu. L'accumulation de richesses me rebute, le luxe me déplaît, je préfère le vieux au neuf, je répare tout ce qui se dégrade, et je produis l'essentiel de ce que je mange. »

Dans le cas de Gunter Holzmann, un tel aveu n'emporte cependant aucune défection ascétique ou narcissique. Il s'inscrit visiblement dans une vision frugale du monde, acquise au prix fort, et procède d'une volonté claire et nette d'engagement. Tout bien réfléchi, ce n'est ni à ses enfants ni à une œuvre charitable qu'il léguera ses biens, mais à un journal, *Le Monde diplomatique* incarnant à ses yeux une volonté de résistance à l'utilisation de l'information comme instrument de domination à une échelle jamais égale. A cette profession de foi, Gunter Holzmann ajoutera non pas un anti-américanisme irrefranchissable, mais une solide et celine défiance à l'égard de « l'Empire » ; telle qu'on peut l'éprouver in concreto au sud du continent.

Il est vrai qu'après six décennies passées au milieu des golpes (coups d'Etat) bénis par le CIA, contre-guérillas, corruptions et dictatures soutenues par Washington, on ne voit pas tout à fait les

heureusement, qu'il n'y ait mort d'homme ; il fallut des jours pour tout remettre en l'état. Une vraie folie !

Mais un peu de terre bleue apparaissait à présent au fond de la fosse, avec pas mal de pyrite et quelques paillottes d'or. Nous n'avions jamais été si près du but... Chaque matin, nous nous éveillions de notre courte nuit en nous disant : « C'est pour aujourd'hui ! » Et chaque soir, nous nous glissions sous notre couverture avec un secret espoir : « C'est pour demain ! »

Vers le milieu d'août, un jour de soleil radieux, je sortis de la fosse vers 11 heures du matin. Le sable du fond, je m'en souviens, brillait parfois d'une façon prometteuse. Dans la vieille boîte de sardines que j'avais à la main, il y avait une cinquantaine de petites pépites, mêlées à des morceaux de magnétite noire et des grains de sable. Les plus grandes étaient de la taille d'un haricot, et c'était bien plaisant à regarder.

Je vis que José me faisait des signes. Ce jeune homme sympathique et gai travaillait alors juste au-dessus de la fosse, sur un petit canal de dérivation. Il me fit observer que les eaux étaient troubles. Je regardai le ciel : pas un nuage. Je me souvenais que Don Abel nous avait dit avoir repéré vers le cours supérieur du Cajon une harde de deux cents cochons sauvages, qui avaient bien pu troubler l'eau en s'abreuvant. Ou bien n'était-ce pas les ouvriers de Carmen qui lavaient de l'or en amont... Et si un orage avait éclaté plus haut ? ...

J'EN étais à soupeser ces hypothèses lorsque je vis le débit de l'eau d'infiltration s'accroître. Puis nous entendîmes un sifflement. Au-dessus de nous, je vis Thomsen qui criait en agitant désespérément les bras. Il était trop loin pour que j'entende ce qu'il disait, mais je n'eus pas trop de peine à l'imaginer. A mon tour, j'amenai les hommes du bas afin qu'ils remontent à toute vitesse, non sans, pourtant, emporter avec eux machines et outils.

Je les vis en effet qui s'exaltaient de la fosse à la vitesse de singes fuyant un jaguar. Des eaux noires se mirent à remplir le fond. Nous nous affaissions tous, cependant, à sauver les précieuses pompes en les tirant à l'aide de cordes jusqu'à quelque grotte, plus haut dans la paroi. Puis, tous les hommes coururent par le sentier, afin de gagner en altitude. Déjà, les eaux commençaient à s'engouffrer en tourbillonnant dans le Chiflon. Je faillis être pris par le flot comme j'achevais d'assurer une pompe, et n'atteignis le sentier qu'en extrême.

C'est à ce moment que les digues que nous avions élevées à l'entrée de la gorge ont dû se rompre : un effroyable mur liquide fit irruption dans la gorge avec une violence inouïe. Il se précipita dans le passage sinueux comme un gigantesque serpent noir orné d'une crête d'écume blanche. En haut de la grotte humide des eaux, deux arbres arrachés dansèrent un moment, avant d'aller se faire hacher sur des rochers.

A mi-hauteur de la colline, le dos collé à la paroi, une poignée d'hommes en haillons, trempés, contemplant, muets, la catastrophe à leurs pieds. Un sourd mugissement emplissait à présent l'atmosphère, et la terre elle-même tremblait sous le coup de bonjour du Cajon, qui transportait de pesantes rocaïles vers son aval. De nos digues et nos ponts, de nos chemins et nos défenses, et de notre excavation, c'était comme si rien n'avait jamais existé. Avec les traces de notre aventure, le torrent charriait des débris étrangers, comme ces restes d'une cabane attachée en amont, que nous recommandes au passage.

Dans la soirée tout était fini. L'eau coulait encore trouble, mais déjà sans force. La rivière avait retrouvé son ancien lit, comme si nous ne l'avions jamais forcée à changer de route. Le travail de six mois était perdu. Deux jours plus tard, nous étions tous de nouveau sur le pont, recommençant à ériger des digues de protection, qui devaient, cette fois, être capables de soutenir les crues les plus puissantes. Nos explosions de dyna-

choses comme à Paris ou Berlin. Gunter Holzmann, citoyen allemand et juif de Silésie, aura fait progressivement sienne, en quelque sorte, la sensibilité « latino ». Et chacun de ses « retours » sporadiques vers le Vieux Continent le renforcera un peu plus dans cette méfiance : « Lors de mes voyages, écrit-il, j'ai observé à quel point l'Europe était en train de tomber sous l'influence politique, économique et culturelle de l'Amérique du Nord et de ses instruments de domination : le FM et la Banque mondiale. »

Cette détermination d'octogénaire est d'autant plus saisissante qu'elle ne s'inscrit nullement dans la logique d'une vie militante, au sens convenu du terme. Ce n'est pas un mouvement de révolte « politique », en effet, qui dès 1936 jette vers l'aventure sud-américaine, ses forêts et ses anacondas, le jeune bourgeois de Breslau (aujourd'hui Wrocław) chassé d'Allemagne par le monté du nazisme. C'est d'abord une extraordinaire vitalité, une appétence jamais rassasiée pour l'action, l'invention, l'entreprise, les femmes ou la connaissance ; un surcroît d'énergie qui trouve sa récompense moins dans les « bénéfices » obtenus que dans l'ébriété de sa propre combustion.

DÉBARQUÉ avec 20 dollars en poche sur la côte du Pacifique, bientôt prospecteur minier au Pérou (lire l'extrait ci-dessous), agent commercial en Bolivie, montreur de films, coureur d'arroyos, exploitant forestier, architecte maçon ou fugitif patron d'une société d'hélicoptères, il échappera ainsi plusieurs fois au désastre grâce à la chance, mais aussi au découragement à force d'opiniâtreté gaie. Rien n'est impossible là-bas, lui avait-on dit de la Bolivie, où il finira par planter ses racines. Rien d'impossible dans la vie, semblerait-il répéter, soixante ans durent, en riant de ses propres témérités.

Il en faudra, on le vérifiera à la lecture, pour tirer aussi continuellement parti de ses propres faiblesses et faire fonds de ses douleurs elles-mêmes. Ainsi, par exemple, cet ulcère lentement et cette arthrite crucifiante, qui l'empêcheront peu à peu à se passionner pour la pharmacopée indienne de l'Ontario bolivien, le venin de la fourmi de palo santo, jusqu'à en tirer un médicament aussitôt boycotté par les trusts pharmaceutiques. Cet homme, sachons-le, fut aussi capable de s'arracher plusieurs fois aux griffes des médecins en s'échappant de l'hôpital couvert de pansements et de plâtres pour courir se soigner lui-même. Et guérir in petto... Il n'est pas interdit de voir dans ce geste recommencé le signe d'une exemplaire disposition au bonheur. Blessures profondes et cicatrices comprises...

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

Les éditions en langues étrangères du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *Il Manifesto* (via Tuncell 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien berlinois *Die Tageszeitung* (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

Suisse. L'hebdomadaire *WochenZeitung* (Luisenstrasse 7, Postfach 8031 Zurich) diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

Espagne. Le journal est traduit et édité par *La Press* (Plaza Marina Española, 5-2 D, 28013 Madrid). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trilingue en arabe est publiée en Tunisie (Impact, Le Méditerranéen, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle est tirée à environ 15 000 exemplaires.

Grèce. Il existe une édition en langue grecque de notre trimestriel *Manière de voir* (Éditions Dromas Epe, Ch. Thikoupi 106, Athènes 11472), diffusée à quelque 10 000 exemplaires.

Au total, la diffusion du *Monde diplomatique* (250 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 500 000 exemplaires.

Le livre de Gunter Holzmann « On dit que j'ai survécu, quelque part, au-delà des mers », publié aux Éditions La Découverte, est disponible en librairie à dater du 14 janvier 1997 (258 pages, 135 francs).

DE LA LUTTE ARMÉE À LA CONQUÊTE

Le grand virage

(Suite de la première page.)

« Le 12 janvier 1994, en écoutant ce que nous disait la société civile mexicaine, nous avons fait un choix stratégique : transformer une armée en une force politique nouvelle pour ouvrir vraiment le chemin à la transition pacifique et à la démocratie », ont expliqué sans relâche les envoyés spéciaux du « sous-commandant » Marcos.

Après avoir échoué dans la tentative de construire, à partir de la Convention nationale démocratique (3), un Mouvement de libération nationale (MLN) (4), après le « gel » de la négociation de San Andrés (septembre 1996), confronté à une impasse politique et à un relâchement (mais réel) du soutien de la société civile, le zapatisme – aussi fidèle à ses valeurs et principes que pragmatique dans sa politique quotidienne – effectue une nouvelle inflexion.

Du « oéo-zapatisme », pour employer l'expression de Marcos, est-on sur le point de passer au « post-zapatisme » ? S'agit-il d'un simple mouvement tactique ou de l'amorce d'un « virage » qui transformerait le visage du mouvement ? En dialoguant avec la société civile, en refusant le pouvoir mais en luttant pour conquérir – pour les communautés qu'ils « contrôlent », mais aussi tous les autres – des espaces de citoyenneté, en négociant avec le gouvernement pour satisfaire les revendications des peuples indiens et, par-delà, celles des autres exclus, le zapatisme a tourné radicalement le dos aux pratiques « avant-gardistes » de la gauche révolutionnaire. Les paradoxes de cette « armée » qui a pour objectif de « cesser de l'être », de ce mouvement révolutionnaire dont la radicalité s'exprimait aussi par l'utilisation d'un langage politique inédit et de pratiques de rupture avec le dogmatisme et le sectarisme de la gauche, tant radicale que réformiste, avaient su capter l'intérêt et soutenir d'un très large spectre de mouvements politiques, syn-

dicaux et associatifs. Sans parler de la soif de rêve d'une jeunesse apparemment sans idéaux et d'ex-militants en mal d'engagement.

Le défi lancé par les commandants indiens du Chiapas, c'était tout simplement la démonstration qu'il était toujours possible (et pas seulement juste) de lutter pour changer le cours – annoncé terminal – de l'histoire, d'inventer la radicalité (ou la révolution) du XXI^e siècle.

L'approche zapatiste est aussi une éthique et un art du politique : les valeurs avant la « ligne » ; le dialogue « incluant » en lieu et place de la proclamation ; la fidélité aux mandants (le fameux « *diriger en obéissant* », principe intangible de la « démocratie communautaire » des villages zapatistes) ; la valorisation de la société civile – horizontale – et de la démocratie « participative » au détriment du fétichisme de l'organisation partielle – verticale – (prédictique, de la « société politique » et de sa démocratie en apparence « représentative »).

Une véritable révolution copernicienne ! Le sociologue Alain Touraine, conquis par sa participation à la Ren-

contre intercontinentale contre le néolibéralisme et pour l'humanité (5), faisait remarquer que cette « coupe épistémologique » était fondée sur deux principes fondateurs : la centralité du « social » et de ses acteurs, les « nouveaux mouvements sociaux » ; et une façon originale de poser la relation, l'articulation, entre le singulier, l'individu, la communauté et l'universel, de penser les droits de la personne et les droits universels.

C'est pourquoi le sociologue français se risque à comparer Marcos avec Martin Luther King ou M. Nelson Mandela. En non plus ne luttant pas pour le pouvoir, mais pour défendre et conquérir les droits d'exclus, des droits autant politiques que sociaux. Ce faisant ils durent favoriser l'auto-organisation des communautés et, par la mobilisation non violente, ouvrir des espaces de citoyenneté, démocratiser le pays, transformer la relation des gouvernés avec les gouvernants (et vice-versa). Les armes portées (mais si peu utilisées) par les soldats et les officiers de l'Armée zapatiste de libération nationale furent, *in fine*, après que les communautés indiennes eurent épuisé

toutes les autres options, le seul moyen de parler pour se faire entendre.

Le 12 janvier 1994, après quelques jours d'affrontements, quelquefois violents, parvint à l'état-major zapatiste une surprenante information : le gouvernement déclara un cessez-le-feu, propose une amnistie et l'ouverture d'un dialogue. « Une nouvelle force dont on n'imaginait même pas l'existence était apparue, raconte Marcos, et on a compris que ce n'était pas le gouvernement qui voulait le « dialogue », mais le peuple, celui-là même qu'on appelait à nous rejoindre pour combattre. » De cette rencontre avec la société civile, naît le oéo-zapatisme.

La découverte que la crise économique et sociale a secrété la naissance d'un tissu d'associations, de comités, de mouvements sociaux indépendants, d'organisations oéo-gouvernementales (ONG) urbaines et rurales, fonctionnant en effet comme une révélation pour les insurgés. Ce déplacement dans la vision du monde les entraîna à assumer jusqu'au bout une spécificité qu'ils avaient jusque-là cherché à masquer derrière la rhétorique « classiste » du marxisme-léninisme qui leur tenait

encore de bréviaire : la thématique indigène qui n'était qu'à peine formulée, en termes voilés, devient centrale. Non sans réticences. « Les camarades voulaient qu'il soit bien clair que leur lutte était nationale. Si on insiste trop sur le côté ethnique, celui qui n'est pas indien ne se sentira pas inclus », dirent-ils lors de la discussion sur le texte de la première Déclaration de la forêt Lacandon (6).

« Quand mes textes se firent de plus en plus l'écho de ces préoccupations spécifiques, certains m'ont dit : "On va croire que notre mouvement est local, ethnique ; cela va nous isoler", raconte Marcos. Pour d'autres, donner un caractère ethnique à la lutte, c'était être renvoyé à un passé certes fait de résistance et de lutte permanente, mais aussi de défaites, d'affrontements internes brutaux et sanglants. La réticence continue à s'exprimer. Marcos, qui adore les paradoxes, a dû savourer celui-ci : ce sont les communautés les plus traditionnelles de Los Altos, « la partie la plus indienne de l'EZLN », qui marquèrent le plus de doutes quand le CCRJ décida de soutenir à fond le Congrès national indigène (7).

« C'est ainsi qu'est née notre façon d'en appeler à l'humanité tout entière, aux valeurs universelles, qui incluent tout le monde : plus on s'entraînait dans la singularité plus on s'ouvrait au tout », insiste Marcos. Si les indigènes



ALBERTO BELTRÁN. – « Liquidation des zapatistes » (1947).



ISIDORO OCAMPO. – « Mort d'Emiliano Zapata » (1947).

Depuis 1919, une volonté de détruire les racines de la contestation

DANS LES ÉTATS DE GUERRERO, OAXACA ET MEXICO

Une multitude de guérillas

Par FRANÇOISE ESCARPIT *

L'INTERVENTION, le 28 juin 1996, au gué d'Agua Blanca dans l'État de Guerrero (1), de l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) a surpris tous ceux qui, au Mexique, avaient oublié les guérillas traditionnelles, parlant sur un nouveau réformisme, une « révolution post-guerre froide » incarnée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et la « sous-commandante » Marcos.

La présence et l'activité de l'EPR dans plusieurs États du Sud et du Sud-Ouest renouveau l'histoire des mouvements armés mexicains des trente dernières années, mais trouvant leurs raisons profondes dans l'aggravation de la crise politique et économique depuis la mise en œuvre de politiques néolibérales, au début des années 80. Le mouvement zapatiste de janvier 1994, majoritairement indien, a considérablement accéléré la prise de conscience de couches pauvres de la société et a favorisé la naissance de nombreuses organisations populaires.

L'EPR et son bras politique, le Parti démocratique populaire révolutionnaire (PDPR), sont nés de multiples divisions d'organisations, urbaines ou rurales. Mouvement hétérogène, à la fois indien et métis, il s'est nourri des rancœurs envers les orientations, jugées « centrées », du Parti de la révolution démocratique (PRD) et de l'impuissance du mouvement populaire à obtenir, de quelque manière que ce soit, une amélioration de ses conditions de vie. L'EPR est aussi héritière d'une tradition rebelle, assise depuis toujours dans l'État du Guerrero.

En 1988, dans les campagnes accablées par la misère et l'injustice, lassés de la violence des caudilles et victimes de la chute des prix agricoles qui les condamne à la culture de la marijuana et du pavot (2), la candidature du Front démocratique national (3), M. Cuauhtémoc Cardenas, eut trouvé un appui inconditionnel. Après l'élection frauduleuse de M. Carlos Salinas de Gortari, candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) à la présidence de la République (4), les paysans proposèrent à M. Cuauhtémoc Cardenas de « donner leur voix pour défendre la voie », les armes à la main. M. Cardenas choisit la voie « de la légalité », frustrant de leur victoire beaucoup de Mexicains.

En 1989 naît le Parti de la révolution démocratique (PRD), avec pour objectif l'organisation du courant populaire de 1988, « l'insurrection des urnes », comme l'a appelée le politologue Lorenzo Meyer (5). La PRD ne parvint pas à reprendre à cette énergie nouvelle. Mais, en même temps, son activité prendra des formes multiples dans les campagnes, jusqu'à la

défense par les armes des résultats électoraux locaux. Avec 400 morts, victimes de la guerre sale, dont 17 paysans assassinés à Agua Blanca, le PRD « s'est fait débordé à gauche », constate M. Lorenzo Meyer.

L'histoire des groupes armés mexicains, influencés par la révolution cubaine, qui avait rendu crédible l'idée de la prise de pouvoir par les armes, commença dans l'État de Guerrero. En 1963, Ganaro Vasquez Rojas, un maître d'école, abandonna la lutte civique et prit les armes à la tête de l'Association nationale civique révolutionnaire (ANCR). Il mourut en 1972, des suites d'un accident d'auto. En 1967, Lucio Cabanas Barrientos, un autre instituteur, fonda le Parti des pauvres (PDLP) et les Brigades paysannes d'exécution, et entra en clandestinité.

L'ANCR réclamait « la fin de l'oligarchie des grands capitalistes et propriétaires terriens impérialistes au pouvoir, l'établissement d'un gouvernement de coalition composé de paysans, ouvriers, étudiants et intellectuels progressistes ». Le PDLP insistait sur « un nouvel ordre politique et économique par l'expropriation des usines et des latifundistes (6) ». Avec la disparition de Lucio Cabanas, mort dans une embuscade en décembre 1974, une étape de la guérilla rurale se terminait. Elle laissait un solda de centaines de morts et plus de 300 « disparus » dans le seul Guerrero.

Réponse armée à une guerre non déclarée

PARALLÈLEMENT, dans d'autres régions, une quarantaine de petits groupes (7) s'étaient organisés, convaincus, après les répressions de 1968 et 1971, qu'il ne pouvait y avoir de changement par la voie pacifique. Ils furent pourchassés sans merci. Cependant, pour la général-brigadier Mario Arturo Acosta Chaparro (8), ils ne furent jamais totalement désarticulés. Ils ont dû se replier en raison du « travail de neutralisation par les forces de l'ordre et les services de renseignements » parvenus « à exterminer les foyers d'insurrection ».

Selon M. Acosta Chaparro, ces mouvements ont mis sur pied, en 1978 à Cuba, lors du XI^e Festival mondial de la jeunesse, une Coordination nationale révolutionnaire ayant pour base l'État de Guerrero.

Des structures clandestines furent maintenues et de nombreux commandos ont poursuivi leur lutte, sous des formes diverses, à une époque où les guérillas centraméricaines avaient la vent en poupe. Mais, tout comme la détérioration des conditions de vie des campagnes a provoqué le soulèvement du Chiapas, le massacre du 28 juin 1995 et l'impunité institutionnelle ont rallumé le feu dans le Guerrero et les États voisins.

La 7 août 1996, ses dirigeants affirmaient que leur mouvement constituait « une réponse armée à une guerre non déclarée par le gouvernement et

l'oligarchie ». Le discours de l'EPR a surtout été entendu dans les campagnes. L'EPR s'est, pour l'heure, limitée à des attaques contre les positions de l'armée fédérale et de la police. Comme le plupart des groupes armés, il s'est financé, pour l'essentiel, par le hold-up, l'attaque des banques et l'enlèvement contre rançon. Le plus célèbre, attribué au Procep-PDLP (intégrant du PDPR, l'agence politique de l'EPR), est l'enlèvement du directeur d'une importante institution financière, M. Alfredo Harp Hellu, en 1994.

L'EPR réclame « la chute du gouvernement antidémocratique, la restitution de la souveraineté populaire et des droits fondamentaux de l'homme, la solution aux problèmes sociaux, la châtiment des coupables de l'oppression politique, la répression et la corruption ». Il appelle à « la création de groupes d'autodéfense armés contre les gardes blancs (9), les groupes de choc, les corps policiers et les militaires ».

Sept mois après son apparition, l'EPR poursuit ses actions armées contre militaires et policiers, dans les États de Guerrero, Oaxaca et Mexico. Il a respecté une trêve d'un mois au moment des élections municipales dans le Guerrero, car « la lutte électroale ne s'oppose pas à la lutte armée révolutionnaire mais contribue à son renforcement et permet au peuple de conquérir des espaces politiques pour la défense de ses intérêts (10) ». Ces élections ont vu une forte progression du PRD. À la fin du mois d'octobre, le commandant général de l'EPR et le PDPR, se référant pour l'essentiel à l'impunité du massacre d'Agua Blanca, ont affirmé qu'ils ne négocieront pas tant que « les offenses sociales ne sont pas réparées ». Ils réclament le châtiment de l'ex-gouverneur Ruben Figueroa et, au plan national, une Assemblée constituante conduisant à la mise en place d'un gouvernement de transition.

Les réactions à l'apparition de l'EPR ont été tranchées, de la colère de M. Cuauhtémoc Cardenas, parlant de chaud de « pantomime grotesque », à la volonté de se démarquer de la lutte armée de la plupart des organisations politiques et sociales de gauche.

Au Chiapas, le « sous-commandant » Marcos a d'abord observé un silence prudent, avant d'appeler à renouer la lutte armée et à s'appuyer sur la société civile. Un commandant de l'EPR, au cours d'une des premières rencontres clandestines avec la presse, avait déclaré qu'il ne suffisait pas de « faire de la poésie pour faire la révolution ». Il avait également affirmé que des groupes appartenant à l'EPR avaient, en 1994, lors du soulèvement zapatiste, apporté « leur grain de sable ». L'EZLN répondait qu'il n'avait pas besoin de l'EPR, et Marcos appelait les « égarés » à démontrer qu'ils avaient « des bases d'appui » afin de se légitimer socialement. Tandis que se poursuivaient les opérations de l'EPR, plusieurs organisations ont souligné que, même si ses objectifs – gagner le pouvoir par les armes – contredisent l'effort de la société civile pour une transition pacifique à la démocratie, ce

n'était pas en marginalisant ce mouvement que s'ouvrirait le chemin de l'unité.

En 1997, les Mexicains renouvelleront le Sénat et la Chambre des députés. Le parti au pouvoir, le PRI, pourrait perdre la majorité qu'il détenait depuis sa fondation. Il y a plus de soixante ans, au profit du très conservateur Parti d'action nationale (PAN) et du PRD. De plus, pour la première fois, le maire de la capitale, jusqu'à désigné par le président de la République, sera élu. Les « égarés », en polarisant la situation, espèrent faire mieux que les zapatistes. Ils considèrent que ces derniers, en deux ans de négociation, n'ont pas obtenu de réponses significatives à leurs revendications.

Une militarisation tous azimuts

DES groupes armés existent dans d'autres États du Mexique. Le 20 novembre 1996, l'Armée révolutionnaire d'insurrection populaire (ERIP) a fait son apparition dans la centre et le nord du pays, notamment dans la Vallée de San Quintin, en Basse Californie. Elle appelle « à une solution politique exprimée par la démission de l'actuel gouvernement et la mise en place d'un gouvernement de transition et d'une Assemblée constituante ». Elle affirme qu'« alla ne tolérera pas l'ensauvagement de l'EZLN » et « ne se taire pas devant la campagne de répression contre l'EPR ».

Sans ouverture politique, la président Zedillo devra recourir à la répression. Il s'y est préparé par la militarisation tous azimuts de la capitale et du pays. La défense est la deuxième poste du budget et, au cours des dix dernières années, le gouvernement a acheté pour 1,5 milliard de francs de matériel militaire aux États-Unis. Plus que durant les trente-cinq années précédentes...

(1) À l'appel du Front ampie de construction du Mouvement de libération nationale (FACMLN) se réunirent, dans cet État de la côte du Pacifique, le premier anniversaire du massacre de 17 paysans, membres de l'Organisation paysanne de la Sierra du Sud (UOSS) et du Parti de la révolution démocratique (PRD), assassinés par des policiers de l'État gouverné par M. Ruben Figueroa (1992-1995).

(2) Le Guerrero est l'un des premiers producteurs mondiaux de pavot et de gomme d'opium.

(3) Fondé en 1988 pour appuyer une candidature unique d'opposition, celle de Cuauhtémoc Cardenas, qui avait quitté le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) depuis 1987.

(4) Le système de comptage des votes tomba « en panne ». On fallut dix jours pour proclamer vainqueur le candidat du PRI.

(5) « L'EPR », vidéo du Canal 6 de juillet.

(6) Grandes propriétés.

(7) Parmi les plus connus et actifs : les Forces de libération nationale (1969), le Mouvement d'action révolutionnaire (1969), la Ligue communiste 23 septembre (1973), et le Parti révolutionnaire ouvrier paysan-union de peuple-Procep (1971). En 1980, Procep et PDLP fusionnèrent et font partie du Parti démocratique populaire révolutionnaire.

(8) Ancien collaborateur de Ruben Figueroa père (1976-1982), il pourrait avoir organisé l'opération d'Agua Blanca.

(9) Milices à la solde des grands propriétaires.

(10) Communiqué de l'EPR, août 1996.

* Journaliste, Mexico.

هكذا من الواضح

552 من الاجل

DE LA SOCIÉTÉ CIVILE MEXICAINE des zapatistes

avient quelque chose d'original à apporter au peuple mexicain tout entier c'est bien leur façon de s'organiser, de lutter, de penser. « Ce qui nous a fait le plus de bien en 1994, dit Marcos, ce qui a mieux fait comprendre le sens de notre lutte, ce ne sont pas tant les communiqués, les contes ou les lettres de Marcos, mais bien plutôt les reportages des journalistes qui sont allés dans les communautés. » Les gens découvrent ce qu'il y a derrière les passe-montagnes : des communautés organisées de façon autonome, un monde différent du leur, disposant de son organisation politique et sociale singulière, un monde qui a su, ainsi, survivre dans la résistance. Le choc fut rude et son onde toucha bien au-delà des groupes sociaux marginalisés.

Le vol de la victoire de M. Coahuatémoc Cardenas à l'élection présidentielle de 1988 déclencha, en son temps, un mouvement de résistance civique dont on parle encore, dix ans après, comme d'un événement fondateur. De l'autre côté de l'échiquier, la renaissance du Parti d'action nationale (PAN), droite catholique, sa transformation en un mouvement conservateur moderne, commença à capitaliser le mécontentement des couches moyennes et supérieures. La corruption de la famille Salinas, l'implication du frère du président - incarné aux États-Unis - dans le narcotrafic, la criminalisation d'un régime n'hésitant pas à passer à l'assassinat politique pour régler ses différends, et la fuite de l'ex-président Carlos Salinas (réfugié en Espagne) finirent par créer un climat d'ingouvernabilité dont les zapatistes profitèrent.

La sympathie générale, la puissante écho du « message », la mobilisation « autour », « avec » ou « à partir » du zapatisme, de la société civile indépendante, n'ont pas seulement aidé l'EZLN et les communautés indiennes du Chiapas à résister. Ils les ont aussi contraints à changer. « Les indigènes n'étaient plus des gens avec lesquels on pouvait sympathiser. On pouvait désormais devenir leur compagnon de lutte », analyse Marcos. Pour autant, explique-t-il, « nous n'avons pas pris immédiatement la mesure de ce renversement. Nous en étions encore largement à penser les choses en termes de zaptisme-EZLN, de zaptisme militaire. Nous n'avions pas encore vraiment compris que nous avions, sans le savoir, commencé à construire quelque chose d'indépendant, un « zaptisme civil » aux formes et au contenu, politique, social et programmatique, indéfini, qui entamait sa vie autonome, organique, y compris à l'échelle internationale. Dès lors il fallait modifier notre discours et nos initiatives afin que les relations entre le zaptisme militaire et le zaptisme civil deviennent plus égalitaires ».

C'est à partir de la convocation, par l'EZLN, de la Convention nationale démocratique que, dit Marcos, « nous avons commencé à parler d'un zaptisme



AU CHIAPAS, UN GUÉRILLERO ZAPATISTE LIT UN MAGAZINE
L'adversaire politique est une partie de la solution aux problèmes du pays

isme qui n'était déjà plus celui de l'EZLN, ou du moins pas seulement celui de l'EZLN, mais qui incluait bien d'autres secteurs sociaux, bien d'autres traditions et bien d'autres formes de lutte ». Le zaptisme est alors un mouvement complexe, constitué de « trois composantes en interrelations ». Pour reprendre les termes du « sub-commandante », il y a d'abord l'EZLN - à la fois les forces combattantes et les communautés qui fournissent les « bases d'appui » et n'ont de relations avec l'extérieur qu'à travers de l'EZLN. « Un zaptisme qui reste encore, par la force des choses, marqué par l'autoritarisme et l'impatience des militaires, et les traits d'une armée hétéroclite qui, comme toute armée, est la chose la moins démocratique qui soit ».

Il y a aussi le zaptisme civil, né dans les villes, au départ une sorte d'immense comité de solidarité, mais qui tend à se transformer en une force politique organisée. Et il y a un zaptisme social plus dilué, plus dispersé mais aussi plus ample, qui comprend des gens n'ayant aucune intention de s'organiser, ou appartenant à d'autres organisations politiques, d'autres groupes sociaux, et qui s'exprime dans les luttes sociales, culturelles, indépendantes. « Depuis », ajoute Marcos, « est apparu un « zaptisme international » dont la rencontre « intergalactique » de l'été dernier a montré l'étendue mais aussi la confusion.

acceptant nos règles. » La réforme électorale est donc, pour Marcos, « une réforme du pouvoir pour le pouvoir » qui continue d'exclure la société du jeu politique.

Pour autant la tactique gouvernementale marque des points. Crise économique aidant, la société civile se fatigue tandis que, sans grand ni ostensible déploiement de forces, le contrôle militaire s'étend, que les négociations traînent en longueur et que le déversement clientéliste de fonds de soutien pour les communautés indiennes du Chiapas cherche à les diviser.

Passée la rencontre intergalactique (à laquelle participèrent peu de Mexicains et de Latino-Américains), la voie s'est faite de plus en plus étroite pour l'EZLN, d'autant que l'espoir mis dans un développement impétueux du Front zapatiste devait être revu à la baisse. De l'aveu même de ses coordinateurs, les quelque 400 « comités de dialogue » mis en place n'ont pas réussi à organiser massivement les jeunes sympathisants et, pour la plupart, ne regroupent que des militants « réveillés » par l'insurrection de janvier 1994. Vu le flou entretenu à dessein sur sa stratégie et son programme, le Front n'a même pas les avantages que donne à un petit mouvement la cohérence d'une orientation et d'une organisation.

L'indéfinition, la poésie élevée au niveau du programme et le conte à celui de politique (9), qui avaient pendant toute une période donné au mouvement sa couleur spécifique et avaient tant fait pour sa popularité, commencent dès lors à se transformer en obstacles. « Un moment arrive où, tout en restant tolérants et ouverts à la pluralité du monde, l'EZLN doit élaborer ses propres propositions politiques, expliquer le port-parole du mouvement. Dans ce sens aussi le passe-montagne a ses limites. »

C'est d'autant plus vrai qu'il est « impossible que dure une situation dans laquelle nous disposons du pouvoir sur une partie du territoire de l'Etat mexicain : ou cela se généralise, ou il nous écrase. Mais je ne vois pas de généralisation à l'horizon. Nous ne pouvons pas non plus rester une force militaire qui ne combat pas et une force politique que la clandestinité empêche de faire un travail politique ouvert, nécessairement légal ». Les deux bouts de la chaîne tendent à se séparer de plus en plus. L'EZLN doit opter pour l'une ou l'autre de ces options et en tirer toutes les conséquences. Ne pas choisir, c'est prendre des risques : « A force d'indéfinition, plus personne ne va pouvoir se reconnaître en nous. »

A l'intérieur de l'EZLN, la pression pour l'élaboration d'une « définition » pourrait rapidement entraîner des contradictions et, à terme, des divisions. Pour l'instant, elles ne s'expriment pas, ouvertement du moins. Mais elles existent. Jusqu'ici, grâce à son génie tactique, Marcos a été capable de maintenir l'équilibre. A chaque impasse, il a su trouver l'initiative, le défi, qui allaient à la fois resserrer les rangs, surprendre le gouvernement et la société, reprenant ainsi, pour un temps, l'avantage stratégique. Mais on n'invente pas tous les jours...

Il suffirait que le gouvernement fasse assassiner Marcos (Emiliano Zapata fut lui-même assassiné en 1919) pour que, comme le « sub », l'envisage. « Les unités commencent à fonctionner militairement et politiquement de façon auto-

indiennes, le risque existe que de nombreux sympathisants, à commencer par certains communautés indigènes, se détournent de la voie pacifique et rejoignent les « purs et durs » de l'EPR. Ceux-ci, isolés (voire manipulés, selon certains), disposent de bases sociales conséquentes dans les zones les plus marginalisées du pays.

Une possibilité perceptible au cours des travaux du Congrès national indigène réuni au début du mois d'octobre 1996. Celui-ci a démontré que les peuples indiens étaient dans le Mexique actuel la fraction de la population la plus consciente, la mieux organisée, la plus combattive aussi. Cette situation fait de l'organisation créée par les quelque 300 délégués des 57 ethnies représentées au Congrès le seul axe autour duquel les autres forces alternatives pourraient se regrouper. Une perspective qui irait à l'encontre des efforts de l'EZLN tendant au contraire à les rassembler, sur un pied d'égalité, autour d'un projet national.

D'où la proposition d'un « dialogue national pour une paix juste et durable », selon M. Javier Elorriaga, à « créer un consensus de plus en plus large, de façon à établir un diagnostic de la situation réelle du pays et d'élaborer des alternatives pour la nation ». A ce « dialogue », qui pourrait se concrétiser bientôt en un congrès pour la paix, les zapatistes conviennent tout le monde, « jusques et y compris nos adversaires », précise le coordinateur, tant il est vrai que « notre conception de la politique, de la démocratie et du pouvoir nous amène à considérer l'adversaire, dès lors qu'il ne s'agit pas de l'éliminer, comme une partie de la solution aux problèmes du pays ».

La crise du PRI, au sein duquel se fait entendre l'écho même lointain, des revendications zapatistes, l'existence d'un « centre-gauche » qui se cherche autour de quelques personnalités politiques et universitaires, dans le contexte d'une dégradation de la situation susceptible d'amener à la multiplication des manifestations violentes, des affrontements armés et de la répression, rend crédible cette perspective hétérodoxe. « C'est ça ou la guerre civile ! », a prophétisé le délégué de l'EZLN à ses interlocuteurs français (10).

MAURICE NAJMAN.

(9) Référendum organisé par les zapatistes, le 27 août 1995.
(10) On pourra lire sous les communiqués du CCR et du « sub-commandante » Marcos publiés entre octobre 1994 et janvier 1996 dans le bazar « Vers l'internationalisme zaptiste », traduit de l'espagnol par Anatole Muchnik avec la collaboration d'Alexandra et Eduardo Carrasco, texte annoté par Tessa Brisse, Editions Daguerre, Paris, 1996, 666 pages, 80 F.
(11) En France, le réseau de solidarité Mexique repose essentiellement sur la Cimade, les Comités Chiapas (33, rue des Vigonelles, 75002 Paris), le GRAM (42, rue d'Avron, 75020 Paris) et la revue Volcan. Après la visite des délégués zapatistes, des initiatives de coordination avec la CPTI, le FSU, SUD-PTT, le PC, les Vers, la CAP, l'Avr et de nombreuses autres associations sont en cours.

Construire une force politique indépendante

Le « post-zaptisme » qui s'affirme est né là : de la nécessité pour l'armée zapatiste de redéfinir ses relations avec les communautés, avec le zaptisme civil en voie d'organisation à travers le Front zaptiste de libération nationale, avec le zaptisme social et le zaptisme international. C'est-à-dire « avec elle-même », conclut Marcos. Toutes les initiatives de l'EZLN sont des idées pensées avec cet objectif : la CND ; la consultation nationale (8) au cours de laquelle 1,2 million de personnes ont voté en faveur de la transformation de l'EZLN en une force politique indépendante ; les différentes

rencontres avec les forces vives du pays, intellectuels, ONG, organisations indépendantes, etc. Jusqu'aux négociations avec le gouvernement qui ont été pensées « de façon à ouvrir un espace pour que s'exprime la parole de ceux qui ne l'ont jamais ». Qu'il s'agisse de la négociation consacrée aux « droits et à la culture indigène » ou de celle centrée sur la « justice et la démocratie », la délégation zapatiste, entourée de dizaines de « conseillers » souvent non zapatistes, s'est à chaque fois faite l'expression de revendications et de propositions préalablement élaborées dans de larges forums.

Race au danger, le gouvernement et le parti au pouvoir, le PRI, déstabilisés, secoués de crises et partagés entre fractions défendant des options différentes - voire antagoniques - se devaient d'agir. Malgré les tirs de barrage et les provocations de la fraction la plus réactionnaire, s'appuyant sur la tendance « modernisatrice » toujours dominante, consciente de jouer son avenir, devait elle aussi prendre des initiatives pour relégitimer le régime chancelant. Ce furent les accords scellant, avec l'assentiment des deux grands partis d'opposition (Parti de la révolution démocratique (PRD) et PAN), une « réforme électorale » limitée, mais ayant l'énorme avantage de bloquer l'examen des propositions zapatistes de « réforme de l'Etat ».

« Ce qu'a fait le gouvernement, c'est tout de plus d'élargir quelque peu le cercle des décideurs tout en envoyant à l'EZLN et aux organisations indépendantes un message sans ambiguïté : celui qui veut faire de la politique dans ce pays doit le faire avec nous, à l'intérieur du cadre que nous faisons, en

L'INSTITUT DE FORMATION PRESSE & MULTIMEDIA METAMEDIA
Stages intensifs permettant d'acquérir :
"les bases techniques" "les savoir-faire"
Pédagogie : Tiers Temps
Le plus : l'Agence de Presse Ecole.
CALENDRIER DES STAGES :
Art et technique de la photo
6 semaines : Tous les 2 mois
Photojournalisme
12 semaines : janvier, avril
Techniques d'écriture
12 semaines : janvier, avril
Multimédia, BBS Internet
Droits de l'image
Calendrier sur demande.
Métamédia 18 rue G. Bertrand 75011 Paris
Tél : 01 43 55 54 00 Fax : 01 43 55 72 25

LES SALAUDS NE LISENT PAS
CHARLIE HEBDO
vous les mercredi 10 F

CHARLIE HEBDO

LES CONTRADICTIONS DES SOUVERAINISTES

Pour les Québécois, un

LOIN de clore le débat sur la souveraineté du Québec, la victoire d'extrême justesse du « non » au référendum d'octobre 1995 n'a fait que radicaliser les positions. À Ottawa, le gouvernement de M. Jean Chrétien joue le pourrissement et dramatise les conséquences d'une éventuelle indépendance de la province. Face à cette stratégie fédéraliste, le chef du gouvernement du Parti québécois, M. Lucien Bouchard, s'efforce de résoudre la quadrature du cercle : se concilier les anglophones tout en maintenant l'objectif de la souveraineté-association, s'inscrire dans une logique néolibérale tout en se réclamant de la social-démocratie. Au risque de démobiler une base qui ne sépare pas affirmation nationale et projet de société solidaire.

Par notre envoyé spécial BERNARD CASSEN

De combien d'événements n'a-t-on pas dit qu'après eux, rien ne serait plus jamais comme avant ? Le Québec peut, à coup sûr, en revendiquer trois, dont les ondes de choc se propagent bien au-delà des frontières du Canada. Le premier, le 24 juillet 1967, fut le « Vive le Québec libre ! » lancé par le général de Gaulle du balcon de l'hôtel de ville de Montréal. Il provoqua une houle d'exaltation sur place et mit en fureur le monde anglo-saxon. Le deuxième eut lieu le 15 novembre 1976, avec la première victoire électorale du Parti québécois (PQ) conduit par René Lévesque, qui succéda au libéral Robert Bourassa à la tête du gouvernement de la province. L'inimaginable était arrivé, et l'ex-ministre fédéral et candidat libéral Jean Marchand n'hésita pas, sur le moment, à pronostiquer une sorte de fin du monde, avec un Québec réduit à l'esclavage et voué à ressembler à l'Ouganda d'Idi Amin Dada !

Troisième événement : le référendum du 30 octobre 1995 qui vit le « oui » à la souveraineté échouer d'extrême justesse (49,4 %), après une campagne qui avait pourtant mal démarré sous la direction du premier ministre du PQ, M. Jacques Parizeau, et qui, au cours des dernières semaines, fut galvanisée par M. Lucien Bouchard, alors seullement chef du Bloc québécois au Parlement fédéral d'Ottawa. M. Parizeau, tirant la leçon de son échec personnel, allait passer la main en janvier 1996 à M. Bouchard. Mais, devant le conseil national du Parti québécois du 9 décembre 1995, il avait exprimé la griserie qui, l'espace du début d'une nuit, avait envahi les souverainistes et qui, depuis, a créé une situation de court-circuit dans les rapports entre communautés québécoises, et entre le Québec et le reste du Canada : « Le 30 octobre, nous sommes arrivés presque au sommet. Pendant quelques heures, nous avons même pu apercevoir, de l'autre

côté, le pays qui nous attend, et ces quelques heures nous ont remplis d'une fierté, d'une joie, d'une dignité qui fait maintenant partie de nous. »

« On sent très fortement les saisons au Québec, et elles rythment le cycle de la vie politique », explique M. Bruno Jean, professeur à l'université du Québec à Rimouski, dans le Bas-Saint-Laurent. « Après l'automne du référendum, l'hiver est arrivé : un peu plus d'un an après, tout paraît bien loin, le train-train quotidien a repris le dessus et le projet s'est estompé. » Ainsi s'exprime, un peu partout dans la province, le sentiment de désenchantement et d'enlèvement qui a gagné un très grand nombre de partisans de la souveraineté, et que la gestion gouvernementale de M. Bouchard ne fait rien pour dissiper. À peine désigné, le nouveau premier ministre avait fait comprendre que, dans la mesure où il n'était pas possible d'organiser un nouveau référendum avant les prochaines élections législatives – sauf à modifier préalablement la loi sur les consultations populaires –, l'heure n'était plus au lyrisme, mais à la remise en marche d'une économie languissante.

Assèchement des finances publiques, déficit zéro, anstérilité, compétitivité, flexibilité, déréglementation du marché du travail, restructuration des services publics, adaptation à l'économie globale, le tout au service supposé de l'emploi : on aura reconnu les mots-clés, familiers aux oreilles européennes, des thérapies néolibérales. Ils sont omniprésents dans les discours de M. Bouchard, en particulier dans ceux tenus lors de ses trois grands rendez-vous publics de l'année 1996 : les « sommets » socio-économiques de mars et octobre et le congrès du Parti québécois du mois de novembre (lire, ci-dessous, l'article de Jean Pichette).

De ce congrès, les médias anglophones n'ont voulu retenir que la réaf-

firmation de l'objectif de souveraineté, le reste – orthodoxie économique néolibérale et statu quo sur la question hantement sensible de l'affichage public en français – relevant uniquement pour eux de l'opportunisme et de la duplicité. Le premier ministre est un « emberlificoteur », écrit *The Toronto Star*. « C'est une farce, évidente », renchérit *The Telegraph Journal* de Saint-Jean (Nouveau Brunswick), car « si le point de vue de Bouchard représente la ligne modérée, où sont les marginaux lunatiques ? ».

The Edmonton Sun résumait assez bien l'opinion de ses confrères de langue anglaise : « Voici un homme dangereux pour le Canada. Bouchard est plus déterminé que Lévesque et plus crédible que Parizeau. Et, pour bien des Québécois, sa crédibilité est renforcée du congrès. Et si l'économie québécoise se relève, la séparation sera à portée de la main (1). » Aucun geste d'ouverture du premier ministre ne pourra désormais laver l'affront que le quasi-succès du référendum d'octobre a infligé à ceux qui parlent au nom du ROC (Rest of Canada), c'est-à-dire de tout ce qui n'est pas le Québec.

Exemple de cette vindicte : au lendemain des dramatiques inondations qui, en juillet dernier, provoquèrent

d'énormes dégâts et entraînèrent la mort d'une dizaine de personnes dans la région du Saguenay, il s'est trouvé des commentateurs anglophones pour voir dans cette catastrophe un « acte de Dieu » visant à châtier un laïcisme indépendantiste ! Ce qui, heureusement, n'empêche pas la grande majorité des Canadiens de manifester leur solidarité à l'égard des « Bleus », comme on surnomme les habitants de cette partie du Québec située à 500 kilomètres au nord-est de Montréal.

Autre signe de radicalisation, le virage vers un anti-souverainisme primaire imposé par son nouveau propriétaire, M. Conrad Black, à *The Gazette*, l'un des quotidiens anglophones de Montréal. Cette ligne éditoriale de combat a provoqué la démission de la rédactrice en chef, Joan Fraser. Qu'on ne s'y trompe pas, cette journaliste fort respectée dans les milieux de presse montréalaise, n'est nullement une « molle », soupçonnée de complaisance à l'égard du PQ. Bieco au contraire, elle l'accuse d'avoir fraudé lors du dernier référendum, en transformant des votes « oui » en bulletins nuls. Selon elle, le résultat de cette consultation « a traumatisé chacun des deux camps. Ce fut un choc inimaginable car personne n'avait vraiment

cru que cela pouvait arriver. Comme le gouvernement ne peut pas actuellement organiser de référendum, on parle de défense linguistique à la place ».

Et, de fait, certains anglophones de Montréal, s'estimant pris en otage, moins en raison de leur comportement propre qu'en tant qu'éléments avancés du fait anglais en Amérique du Nord, pensent avoir le choix qu'entre l'exil intérieur et le départ. Joan Fraser, citant le cas de plusieurs de ses amis, constate l'exode des membres de sa communauté : plus de 200 000, à la fin des années 80, sur le million du début des années 70. Un phénomène qui s'est accéléré depuis le dernier référendum (2). Elle n'a pourtant pas fait ce choix : « Je suis canadienne, mais je n'ai pas envie de vivre ailleurs qu'à Montréal ».

Montréal : la ville dont les équilibres linguistiques sont devenus un enjeu hautement symbolique pour tout le

(1) Revue de la presse anglophone au lendemain du congrès du PQ publié par *Le Devoir* (Montréal), 30 novembre-1^{er} décembre 1996.

(2) Selon les données préliminaires de *Statistique Canada*, de janvier à juin 1996, 19 000 personnes seraient parties du Québec pour s'installer ailleurs au Canada, alors que 12 000 seraient venues s'y installer, soit un solde migratoire négatif de 7 000 personnes.

Régime minceur, version social-démocrate

Par
JEAN
PICHETTE *

LE Québec aime à revendiquer sa « distinction » dans l'espace politique canadien. Aussi son gouvernement a-t-il adopté, en novembre dernier, une loi sur le déficit « zéro » et l'équilibre budgétaire, unique au Canada. Cette initiative peut surprendre de la part d'un gouvernement se réclamant de la social-démocratie. Elle épouse pourtant parfaitement sa propension à noyer – de façon consensuelle – ses politiques néolibérales dans un cadre néomercantiliste, au nom des « intérêts supérieurs de la nation ». En fait, le spécificité québécoise réside peut-être dans l'exigence de légitimité dont ces politiques ne peuvent encore faire l'économie dans la Belle Province. Quitte à ce que cet exercice de justification passe par une condamnation rituelle du néolibéralisme, pourtant invité dans l'armoire du pouvoir.

La dette publique est devenue une véritable obsession : « Il faut mettre de l'ordre dans le ménage québécois », répète souvent le premier ministre, M. Lucien Bouchard. En mars dernier, à l'occasion du premier sommet sur l'avenir social et économique du Québec, regroupant des responsables politiques, patronaux et syndicaux, ainsi que des représentants des mouvements socio-communautaires, le gouvernement avait convaincu ses partenaires de la nécessité de s'attaquer à une dette accumulée qui représentait 44 % du produit intérieur brut (PIB) en 1995-1996. Après la réduction du déficit de 5,7 milliards de dollars canadiens (1 dollar = 3,70 FF) en 1994-1995 (3,4 % du PIB) à 3,9 milliards l'année suivante (2,3 % du PIB), soit 9,3 % d'un budget total de 42 milliards, il a ainsi été convenu de continuer à le résorber jusqu'à son élimination complète dans l'année financière 1999-2000 (1).

La situation des finances publiques est certes préoccupante, puisque environ 16 % des revenus de la province sont consacrés au service de la dette (2). D'autant que le gouvernement fédéral,

lui-même confronté à un endettement représentant les trois quarts du PIB canadien, a diminué de façon importante sa contribution aux budgets des provinces.

Déjà entre 1983-1984 et 1995-1996, le part des transferts fédéraux dans les revenus budgétaires du Québec est passé de 28,9 % à 21,3 % (soit une chute d'un peu plus de 8 milliards de dollars). Et ces transferts ne cessent de diminuer au cours des prochaines années, s'établissant à 5,82 milliards en 1997-1998. Des chiffres que le gouvernement de M. Bouchard ne manque jamais de rappeler pour justifier ses réductions de dépenses dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale.

Le problème des finances publiques dépasse de beaucoup le contentieux Ottawa-Québec. Aux deux niveaux de gouvernement, le fait de le traiter révèle en effet un commun refus de s'opposer à la subordination du pouvoir politique à un économisme qui s'impose partout dans le monde. À cet égard, le mariage des velléités social-démocrates et de la mauvaise conscience financière trouve son terrain d'élaboration dans l'adhésion béate du Québec à la libéralisation du commerce international. Et ce tous partis politiques confondus.

Pour de nombreux souverainistes, qui ont puissamment contribué à légitimer la constitution d'un grand marché nord-américain, en 1988, l'accentuation des échanges selon un axe Nord-Sud, plutôt qu'Est-Ouest, constitue en effet un passage obligé pour le renforcement économique et politique de la province (3). Mais ce ralliement rapide à l'idéal libéral d'abolition des frontières économiques heurte de front, au nom du sacrosaint principe de la compétitivité, les politiques social-démocrates développées depuis une trentaine d'années. La dépeçement – éperant – de cette contradiction passe alors par la mobilisation générale de l'ensemble des « forces vives », afin de permettre la conquête de nouveaux marchés, désormais considérés comme l'indispensable détournement permettant d'assurer le maintien, voire l'élévation, du niveau de vie de l'ensemble de la population.

Lors de la « grand-messe du consensus »

d'octobre dernier, à l'occasion du deuxième et dernier volet du sommet socio-économique, le message lancé a été et ne peut plus être : le Québec doit s'adapter au nouveau contexte économique mondial. Cela passe, notamment, par une fiscalité concurrentielle et un allègement de la réglementation des entreprises, afin d'améliorer leur compétitivité. Les conséquences n'ont pas tardé à se faire sentir dans la fonction publique. Tout juste deux semaines après ce sommet, le gouvernement, soucieux de respecter son échéancier menant au « déficit zéro », enjoignait quelque 400 000 travailleurs syndiqués de contribuer à une réduction de 6 % des coûts de main-d'œuvre de la fonction publique. « C'est la société québécoise qui s'est donné un objectif [...] de réduire le déficit à 3,2 milliards cette année jusqu'à zéro en l'an 2000, explique M. Bernard Landry, vice-premier ministre. La société ne doit pas se dévaloriser elle-même, à ses yeux et à ceux des agences [de notation], en ratant un objectif solennellement annoncé (4). »

L'obsession des déficits

POUR atteindre son but, le gouvernement reprendrait en partie un modèle déjà en vigueur à la société d'État Hydro-Québec, où la nouvelle convention collective, entérinée en novembre dernier, prévoit une réduction du temps de travail avec baisse proportionnelle des salaires : une « recette » de création d'emplois qui commence à être discutée au Québec. Afin de compenser cette perte de salaire, les syndicats du secteur public auraient obtenu un « congé » proportionnel de cotisation à leurs caisses de retraite, qui enregistrent actuellement des excédents.

Rejetée par les syndicats, cette proposition a néanmoins permis de parvenir à un accord, qui reste à ratifier par les intéressés, prévoyant, notamment, le départ ou la mise à la retraite, sans remplacement, de 15 000 employés de l'État, opération financée à 50 % par les excédents des régimes de retraite. Cela dans une province de quelque 7 millions d'habitants où le taux de chômage continue à osciller autour de 12 % (soit près

de 400 000 personnes), sans compter les 800 000 bénéficiaires de l'aide sociale.

La lutte obsessionnelle contre les déficits s'apparente à ces opérations de dégraissage (*downsizing*) réputées relancer la compétitivité des entreprises. Elle permet au gouvernement, per l'incassante évocation d'une « guerre économique mondiale », d'appeler sa population à serrer les coudes sous le bannière du « Québec Inc. », afin de conquérir des parts de marché.

Ce mariage entre néolibéralisme et néomercantilisme fait toutefois l'impression sur la source de la dérive actuelle des finances publiques : depuis une douzaine d'années, le service de la dette du gouvernement québécois excède en effet son déficit annuel, résultat d'une politique monétaire de la Banque du Canada, inspirée des modèles américain et britannique. Seule lutte contre l'inflation a été tellement efficace que non seulement elle a favorisé la pompe des revenus de l'État par les entreprises et les banques, mais elle a fini par mener le Canada au bord de la déflation. Ainsi, malgré la baisse presque ininterrompue du taux d'escompte de la Banque du Canada depuis un an et demi – il a atteint en novembre dernier son plus bas niveau depuis une quarantaine d'années –, la consommation des ménages continue de stagner.

Le relance passera-t-elle par les exportations, via une amélioration de la compétitivité ? Cela voudrait dire une diminution des salaires et des charges des entreprises, donc des revenus de l'État. D'où une détérioration des finances publiques et une inégalité croissante dans la distribution de la richesse.

(1) Gouvernement du Québec, ministère des finances, *L'évolution des finances publiques au Québec, au Canada et dans les pays de l'OCDE*, octobre 1996.

(2) Gouvernement du Québec, ministère des finances, *Mise à jour du cadre financier du gouvernement du Québec*, octobre 1996.

(3) L'actuel vice-premier ministre et ministre d'État de l'économie et des finances, M. Bernard Landry, écrivait déjà, en 1987, que « le libre-échange des biens et des services ouvre des espaces nationaux ouverts ne détruit pas les nations mais les consolide et les agrandit » (*Commerce sans frontières*, Éditions Québec-Amérique, Montréal, 1987).

(4) *Le Devoir*, 11 décembre 1996.

* Journaliste, *Le Devoir* (Montréal).

هكذا من الاول

S SOUVERAINISTES

Québécois, un



FACE A L'ÉTAU FÉDÉRAL CANADIEN

pays à portée de la main

Québec. C'est essentiellement pour que la métropole d'un pays francophone à plus de 80 % ne constitue pas une enclave où le français deviendrait minoritaire qu'ont été élaborées, au cours des années, les lois linguistiques 101, 86 et 40 (lire l'encadré ci-dessous). La question la plus polémique, depuis vingt ans, est celle de l'affichage public. La loi 86, dont M. Bouchard a imposé le maintien en l'état lors du congrès du PQ, prévoit qu'il peut être bilingue à condition que le français y occupe une place prépondérante : deux tiers contre un tiers. Le viflet francophone qui se promène dans le centre de Montréal ne se sent, en effet, guère dépayssé, mais une étude officielle publiée en novembre dernier montre que cette première impression n'est pas entièrement fondée : la proportion des commerces n'affichant qu'en français dans l'ensemble de l'Île-de-Montréal stagne à un peu plus de 40 %, mais ceux ne respectant pas les équilibres de la loi se situent eux aussi à plus de 40 %.

S'il est difficile, entre Québécois et avec un observateur étranger, de ne pas évoquer la question linguistique, il est encore plus difficile de l'aborder, sauf si l'on est par avance d'accord. Les positions en présence sont, en effet, pratiquement inconciliables car, chez la quasi-totalité des anglophones et allophones (ceux dont la « langue d'usage » est le français), n'est ni le français ni l'anglais, comme chez la majorité des francophones, on ne parle pas de la même chose. Pour les premiers, il s'agit de l'exercice d'un droit : celui d'utiliser l'anglais dans tous les cas de la vie quotidienne. Pour les autres, qui mettent la barre infiniment plus haut, ce qui est en cause n'est ni plus ni moins que la survie d'un îlot pur français dans la mer anglophone d'Amérique du Nord, et donc la pérennité du socle d'une « société distincte ».

M. Pierre-Étienne Laporte, ancien

président du Conseil de la langue française récemment élu député libéral, ne perçoit pourtant pas de danger immédiat : « Je ne relève aucun signe manifeste de dégradation de la situation du français, alors que j'ai eu l'occasion d'écrire que les jeunes anglophones, eux, encouraient un risque de discrimination », nous dit-il. Lors du congrès du PQ, M. Bouchard a apporté un renfort inattendu à cette argumentation en faisant de l'affichage bilingue une affaire de « droits fondamentaux » et de « respect des minorités ». Il s'est aussitôt attiré une vive réplique de Lise Bissonnette, directrice du Devoir : « Aucun gouvernement du Québec, qu'il soit libéral ou péquiste, n'avait jamais reconnu que les "droits linguistiques" étaient des "droits fondamentaux". Tout simplement parce qu'ils n'en sont pas en soi. Les pays sont libres de leur aménagement linguistique qui peut être plus ou moins coercitif ».

Pour le camp du souverainisme « pure laine », il ne saurait y avoir de solution médiane renvoyant dos à dos les « extrémistes » partisans de l'unilinguisme français et ses adversaires plus acharnés. L'écrivain Yves Beauchemin considère que « les adversaires du français mettent en péril notre langue et notre culture, tandis que ses partisans ne menacent évidemment pas l'anglais qui ne cesse de prospérer ». Imaginons, écrit-il, que les francophones deviennent minoritaires à Montréal. A ce moment-là, « ceux qui nous demandent de respecter la minorité exigent alors que nous respections la majorité. C'est ce que nous enseignons l'histoire des minorités françaises dans les autres provinces du Canada ».

En revient toujours finalement à Montréal, verrou de la « sécurité linguistique » du Québec, et donc à l'immigration qui pourrait la faire sauter, puisque près de 90 % des immigrants se concentrent dans la zone métropolitaine.

Immigration et affichage public

POUR les tenants d'une politique linguistique, conséquente, le nouvel arrivant, qu'il débarrasse, à l'aéroport de Mirabel, doit immédiatement comprendre qu'il va s'établir dans un pays francophone, et non pas quelque part en Amérique du Nord. D'où l'importance de l'affichage car, comme l'écrivait René Lévesque, « à sa manière, chaque affiche bilingue dit à l'immigrant : il y a deux langues ici. On choisit celle que l'on veut ». En fait, depuis l'adoption de la Charte de la langue française, en 1977, des efforts considérables ont été accomplis pour inciter les immigrants à s'intégrer par le français, et la province dispose du droit de sélectionner elle-même une partie des nouveaux arrivants, ce qui lui permet de privilégier ceux, notamment asiatiques et latino-américains, culturellement plus proches du français que de l'anglais. M^{me} Nadia Assimopoulos, présidente du Conseil de la langue française, dresse un bilan plutôt optimiste : « Nous avons inversé la tendance et endigué l'anglicisation de l'immigration : 80 % des nouveaux arrivants sont scolarisés en français et 20 % en anglais ».

Notre interlocutrice a quelque mérite à avoir accepté du gouvernement péquiste une fonction officielle car, sur les quelque 80 000 Grecs établis à Montréal, et très fortement anglicisés, 99 % sont vigoureusement

hostiles à toute sécession avec le Canada et votent libéral. C'est aussi le cas des deux autres principales « communautés culturelles » du Québec (qui en compte près de cinquante) pour reprendre la terminologie officielle : Italiens (200 000) et Juifs (120 000). « Il faut du temps pour devenir souverainiste », nous dit en souriant M^{me} Assimopoulos. Mais ce temps paraît désormais compté, à en juger par les scénarios élaborés par les fédéralistes eux-mêmes et par les innombrables qu'une sécession de la Belle Province susciterait déjà aux États-Unis. Voilà qui devrait remonter le moral des militants indépendantistes désemparés.

Rétrospectivement, comme l'écrit David Campbell, l'un des rédacteurs en chef de *Canada Watch*, publication de l'université York (Ontario), « il est effrayant de constater à quel point les deux camps en présence étaient peu préparés à un succès du « oui » au référendum de l'an dernier. Le Canada se trouve confronté à un énorme défi : il ne peut se permettre ni de l'ignorer ni d'espérer qu'il s'évanouira ».

La langue française au cœur de l'identité

La question de la langue se pose au Québec depuis le traité de Paris (1763), qui fit passer les possessions françaises d'Amérique sous l'autorité britannique. Le droit des Français du Canada à faire usage de leur langue, à conserver le droit civil français et à pratiquer la religion catholique fut garanti dans l'Acte de Québec en 1774 et confirmé par l'Acte constitutionnel de 1791. En fait, c'est seulement à partir de la Révolution tranquille, entamée en 1960 avec l'arrivée au pouvoir du Parti libéral québécois (PLQ) de Jean Lesage, que la question de la langue devient un enjeu. En 1969 est votée la loi 63, ou loi pour promouvoir la langue française au Québec. En 1974, sous le gouvernement de Robert Bourassa (PLQ), est adoptée la loi 22, qui proclame le français comme langue officielle du Québec. Ambigüe et difficile à appliquer, elle méconnaît aussi bien les anglophones que les francophones.

En 1977 le gouvernement « péquiste » de René Lévesque fait adopter la fameuse loi 101 (ou Charte de la langue française), qui fait de la légitimité de l'aménagement linguistique une question centrale de la politique du Québec et affirme très clairement la primauté du français dans tous les domaines. La Charte va faire l'objet de la part des anglophones, d'une suite ininterrompue de contestations et de recours devant les tribunaux et la Cour suprême du Canada, qui en édicteront plusieurs dispositions, notamment sur l'unilinguisme français obligatoire dans l'affichage commercial.

En 1983, sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa, est votée la loi 86, qui permet l'affichage bilingue, extérieur comme intérieur, à condition que le français occupe une place prépondérante. Lors du congrès du PQ de novembre 1986, M. Lucien Bouchard impose le maintien de la loi 86 en l'état contre une base de son parti largement hostile. Cependant la loi 86, qui crée une commission nationale chargée d'assurer le respect des textes en matière de protection de la langue française, est aussitôt dénoncée par les anglophones et les porteurs de la langue anglaise, alors qu'elle apparaît aux souverainistes comme un moyen parfaitement justifié pour endiguer une anglicisation rampante – et illégale – qui saperait les fondements mêmes de la nation québécoise.

B. C.

Après avoir brandi la carotte (ce que l'on appelle au Québec le « plan A »), le gouvernement fédéral de M. Jean Chrétien manie maintenant le bâton (le « plan B »). La carotte, c'était avant le scrutin, pour détourner les électeurs de la tentation du « oui », avec la promesse d'« enclasher » dans la Constitution canadienne le caractère distinct du Québec et son droit de veto au sein de la Fédération. A la place, le premier ministre a fait voter une simple loi sans aucune valeur constitutionnelle.

Un marché de dupes, mais pouvait-il

faire plus ? Non, fait remarquer M. Guy Laforest, professeur à l'université Laval (6), car la Loi fondamentale de 1982, imposée par le premier ministre fédéral Pierre Trudeau au Québec, avec le « rapatriement » de la Constitution canadienne de Londres à Ottawa, est « une citadelle inexpugnable, un ensemble irréformable » puisque tout amendement requiert l'accord du Parlement fédéral et des assemblées de toutes les provinces. La radicalisation du ROC rend évidemment vaine cette perspective.

Montréal, comme Belfast ou Sarajevo ?

L'IMPASSE est devenue totale, chacun des protagonistes s'ayant aucune marge de manœuvre : le Québec ne peut pas sortir du Canada sans un nouveau référendum, et M. Chrétien, même s'il le voulait – ce qui n'est pas le cas –, est dans l'incapacité de lui donner des raisons de courir ce que René Lévesque avait appelé « le beau risque », c'est-à-dire un fédéralisme profondément renouvelé. Chacun place donc par avance ses pions sur un échiquier virtuel, celui qui se dessinera lorsque viendra l'inéluctable heure de vérité : M. Bouchard s'efforce, sans aucun succès à ce jour, de donner des gages aux Anglo-Québécois pour tenter d'en rallier certains le jour venu. A Ottawa, au contraire, on pratique la politique de la terre brûlée : il s'agit, avec le « plan B », de démontrer que l'accession à la souveraineté ne sera pas une partie de plaisir.

Ainsi, le gouvernement fédéral a demandé à la Cour suprême canadienne de se prononcer sur la légalité d'une éventuelle sécession du Québec. Comme si le problème était d'ordre juridique l'Il vient de déclarer qu'il n'avait que faire d'une souveraineté associée entre le Québec et le ROC, qui demeure la position du PQ : ce sera le statu quo ou la sécession pure et simple avec, dans ce cas, un prix élevé à payer, car particulier l'obligation de renégocier l'adhésion à l'Association de libre-échange nord-américain (Aléna), sans garantie de résultat.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les offensives d'activistes anglophones pour l'affichage bilingue, voire unilingue en anglais, les menaces ouvertes de certaines municipalités anglophones de faire sécession de la province, et les encouragements discrets – venant aussi d'une sous-commission de la Chambre des

Communes de Londres – prodigués aux communautés indiennes (Cris et Inuit) du Québec pour qu'ils fasse de même... Des scénarios de poliofiction (7) s'élaborent : à propos de Montréal, on évoque ouvertement Belfast, Sarajevo ou Jérusalem. Même le Congrès des États-Unis, après un article remarqué de *Foreign Affairs* (8) qui envisageait le possible « détroit » du Canada, s'en mêle : en septembre dernier quatre spécialistes ont « planché » devant une sous-commission de la Chambre des Représentants pour évaluer l'impact d'une sécession du Québec sur les États-Unis.

L'éventualité de cette sécession ayant ainsi été accréditée par ceux-là mêmes qui la combattent ou la craignent, il ne reste plus beaucoup d'espaces pour la hypothétique « plan C », qui consisterait à une refondation du Canada réalisée à partir des provinces et 000 d'Ottawa. M. Jean-Paul L'Allier, maire de Québec, après avoir signalé qu'il a jumelé sa ville avec Calgary (Alberta) – « et nous nous entendons très bien » – considère que « puisque le système fédéral se refuse à évoluer, l'objectif ultime pourrait être une confédération », un peu, dit-il, comme l'est l'Union européenne par rapport à ses États membres.

Mais, quel que soit le cadre institutionnel, la question fondamentale reste celle de la compatibilité entre le projet souverainiste – dépourvu de sens s'il n'est aussi « un projet social émancipateur et rassembleur qui permettrait de susciter l'adhésion d'un nombre significatif d'allophones, d'anglophones et d'autochtones » (9) – et la logique néolibérale et libre-échangiste qui inspire l'action des dirigeants actuels du Québec (10). A la permanence qu'il tient chaque lundi dans sa circonscription de

Verchères, M. Bernard Landry, vice-premier ministre et ministre d'État de l'économie et des finances, o'élude pas la question : il rappelle qu'au sein du Canada, c'est le Québec qui a été en pointe pour la conclusion de l'Aléna, et qu'il ne compte pas s'arrêter là. En prenant pour modèle le traité de Rome de 1957, notre interlocuteur évoque en effet « une organisation des deux Amériques qui pourrait constituer un contrepoids à la puissance écrasante des États-Unis », et il souligne les affinités de la province avec le sud de l'hémisphère : « Nous sommes les Latins du Nord. Un Brésilien voit souvent les choses comme nous ».

BERNARD CASSEN.

- (1) Lise Bissonnette, « L'engrenage », *Le Devoir*, 29 novembre 1996.
- (2) Yves Beauchemin, « La recense impossible. Deux mauvaises raisons de garder la loi 86 », *Le Devoir*, 20 novembre 1996.
- (3) *Canada Watch*, vol. 4, n° 5-6, août 1996, York (Ontario).
- (4) Guy Laforest est le maître d'œuvre, avec Michael Elbaz et André Fortin, de *Les Frontières de la modernité. Modernité et post-modernité au Québec*, Presses de l'université Laval/L'Harmattan, Paris, 1996.
- (5) Lire le numéro spécial consacré au « plan B » de *Canada Watch*, cité à la note 3. M. Robert Lecker, professeur de littérature anglaise à l'université McGill de Montréal et adversaire virulent de la souveraineté, a élaboré un véritable scénario-catastrophe avec perspective de chaos et de terrorisme : « The writing's on the wall », *Saturday Night*, Toronto, juillet-août 1996.
- (6) Charles F. Doran, « Will Canada Unravel? », *Foreign Affairs*, New York, septembre-octobre 1996. La livraison de septembre-octobre 1996 de *Canada Watch* propose également trois points de vue américains sur l'indépendance du Québec.
- (7) Gilles Bouquet et Jules Duchastel, « Des camps retranchés », *Le Devoir*, 25 octobre 1996.
- (8) Lire Ignacio Ramonet, « Québec et mondialisation », *Le Monde diplomatique*, avril 1996.

nocrate

Le Québec, sans compter les 800 000 francophones qui vivent hors des frontières de la province, est confronté à des défis de taille. La question de la langue française, en particulier, est au cœur de l'identité québécoise. Le gouvernement québécois a mis en place plusieurs lois pour protéger et promouvoir la langue française, notamment la loi 101 (Charte de la langue française) et la loi 86 (sur l'affichage bilingue). Cependant, la mise en œuvre de ces lois a été marquée par de nombreuses controverses et défis juridiques. La Cour suprême du Canada a émis plusieurs décisions qui ont limité l'application de certaines dispositions de la loi 101, notamment en matière d'affichage commercial et de services publics. Ces décisions ont conduit le gouvernement à réviser et à modifier la loi 101, ce qui a suscité de vives réactions de la part des francophones et des souverainistes. La question de la langue reste donc un sujet sensible et complexe, qui continue de diviser l'opinion publique au Québec.

Soit la direction de Claude Mandil

Le cherche midi éditeur

215 D. 85 F

le cherche midi éditeur

Le nucléaire

Les réponses

à toutes les

questions

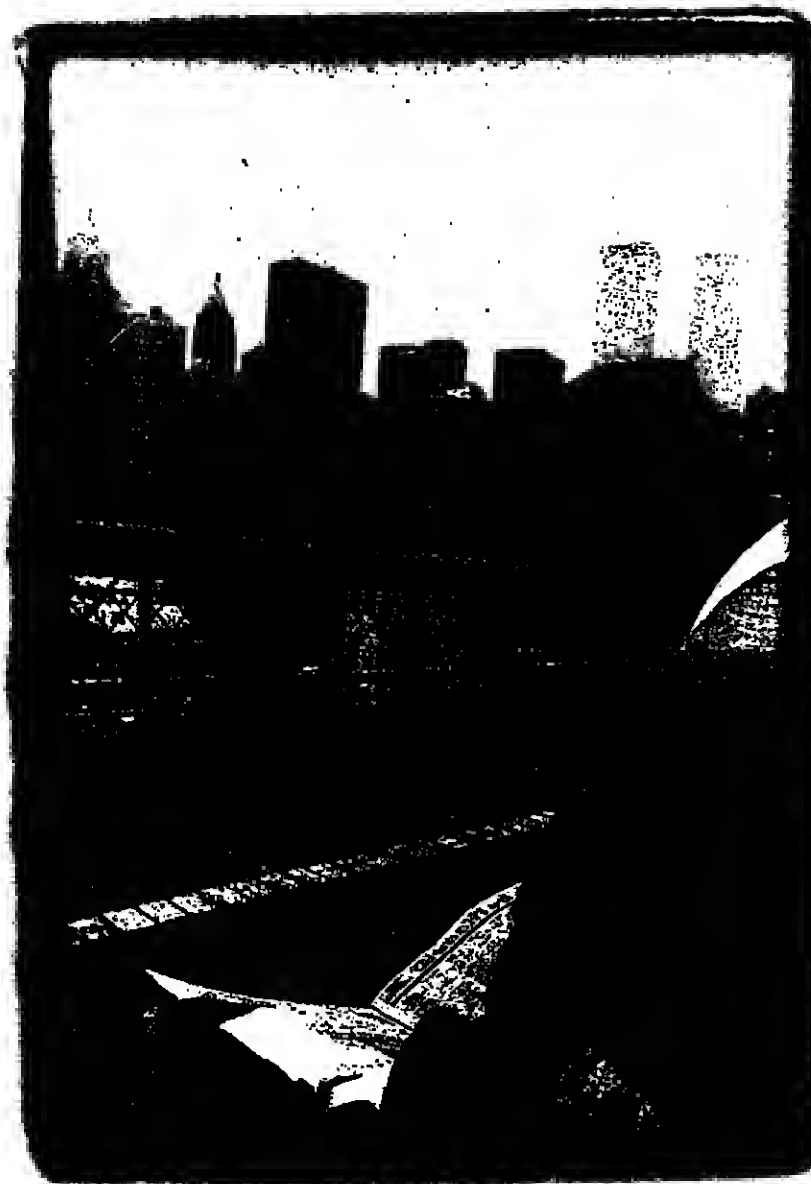
que vous

vous posez.

le cherche midi éditeur

Eternel retour du « modèle américain »

Trois modèles en moins d'un an : l'allemand, l'américain, le britannique. Et déjà monte la clameur qui célèbre la Hollande et la Nouvelle-Zélande... Pour convaincre des salariés encore rétifs d'abandonner certains de leurs « privilèges » et d'accepter davantage de « flexibilité » dans leurs vies, la machine idéologique d'inspiration patronale ne connaît pas le répit. Au bout du compte, c'est toujours cependant l'exemple des Etats-Unis qu'elle privilégie. Un pays en croissance où le nombre des emplois ne cesserait de progresser. On en oublie presque l'envoi des inégalités et la généralisation de l'insécurité salariale. Mais si le « modèle » continue de mériter son nom, n'est-ce pas aussi que le pays le plus riche du monde sert de laboratoire géant à la mondialisation de la précarité (lire pages 18 à 21) ?



NEW YORK, 1994. Quand la machine à emploi tourne à plein régime...

Par SERGE HALIMI

PREMIER comme un ministre français, il tranche : « Il n'y a pas de chômage aux Etats-Unis ». Lorsqu'elle évoque ce pays, l'étude du FMI préfère, elle, le ton ingénu de la révélation faussement interrogative : « Le chômage est-il réversible ? » Et les journalistes européens qui, six mois plus tôt, avaient découvert la « peur des classes moyennes américaines » victimes des restructurations industrielles, s'extasiaient soudain devant une « machine à emploi » qui tournerait « à plein régime ». Bref, s'il y a l'art et la manière, la conclusion, elle, ne change guère : pour sortir du marasme, l'Europe doit regarder au-delà de l'Atlantique.

L'intimation est d'autant plus pressante et répétée que la volonté d'obtenir ce résultat manque. En France, par exemple,

l'expérience quotidienne d'une précarité qui se généralise n'incite pas vraiment à forcer l'allure dans la voie d'une flexibilité accrue du marché du travail. Ce modèle américain tente d'autant moins (1) que le discours le glorifiant, chacun l'a en tête comme un remake obsédant. Déjà, il y a douze ans...

Il y a douze ans, M. Ronald Reagan venait d'être réélu : l'Amérique était « de retour », elle avait retrouvé la cadence, les emplois nouveaux foisonnaient... Puis, au jour, le rideau s'était déchiré. Des emplois assurément, mais lesquels, et à quel prix ? Combien de nouveaux exclus, quel droit du travail, combien de salariés précaires (2) ? Pour convaincre les récalcitrants, les partisans de la flexibilité à l'américaine devaient pouvoir devancer l'objection. Eh bien, c'est fait ! A les lire, les années Clinton n'auraient pas créé des petits boulots par millions, mais de bons emplois, à la fois solides et payant mieux que la moyenne.

Manipulation des statistiques

ICI deux préalables s'imposent. D'une part, on le verra, la manipulation des statistiques (ou leur mauvais usage) est le péché habituel de ceux qui veulent résumer en une phrase définitive la somme des éléments disparates, notamment régionaux, composant le tableau de l'emploi aux Etats-Unis. Il y a huit mois, M. Frank Levy, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT), a rappelé l'évidence : « Il est possible, en choisissant soigneusement les données et en juxtaposant certains faits, de "prouver" ce qu'on veut sur la situation du travailleur américain (3) ». Ne donnons ici que trois exemples. Quel sens peut avoir une comparaison du nombre d'emplois créés en Europe et aux Etats-Unis si elle ne tient pas compte du fait que, l'année dernière, la population américaine a augmenté cinq fois plus vite que celle de l'Union européenne (4) ?

Deuxième exemple : plutôt que de se voir opposer la baisse sensible (13 % depuis 1973) du salaire horaire moyen aux Etats-Unis, les propagandistes du modèle américain préfèrent évoquer la légère augmentation (4 %) du revenu moyen familial. Mais, là encore, la statistique est trompeuse. Si, pour maintenir le revenu de la famille à un niveau donné, un nombre croissant de ses membres est obligé de se présenter sur le marché de l'emploi, c'est bien qu'une dégradation de la rémunération du travail s'est produite. Inversement, si la dimension de la famille moyenne a baissé, le maintien du revenu familial pourrait traduire une amélioration du niveau de vie. Autant d'argent dans une famille où davantage de membres travaillent (ou travaillent plus longtemps), c'est moins. Autant d'argent dans une

famille dont les effectifs se sont contractés, c'est plus.

Troisième exemple : pour, paraît-il, mieux réfléchir la réalité américaine, une commission présidée par l'ancien conseiller économique du président Bush, M. Michael Boskin, vient de recommander qu'on abaisse de 1,1 % l'estimation du taux annuel d'inflation. D'apparence technique, une telle réforme aboutirait à réduire sensiblement les prochaines revalorisations de la retraite de base (indexée sur le niveau de la hausse des prix) et celles des 20 % de contrats d'entreprise qui prévoient une échelle mobile des salaires. Rétrospectivement, elle permettrait aussi de prétendre que l'âge d'or américain n'aurait jamais cessé ; reflète par toutes les statistiques, la stagnation du niveau de vie moyen des décennies 1970-1980 n'aurait été que le résultat d'une « exagération » du niveau de l'inflation (5). Gageons qu'une « découverte » de ce type ne saurait tarder à traverser l'Atlantique. Et à justifier un nouveau tour de vis social, pénitence différée de prodigalités jusque-là insoupçonnées.

L'autre préalable est à la fois plus général et plus fondamental. Il tient à l'usage – et à l'abus – de « moyennes ». En particulier aux Etats-Unis. Car que signifie une augmentation du salaire ou du revenu moyen, dans un pays où l'inégalité des salaires et des revenus n'a cessé de se creuser ; où le rapport entre la rémunération annuelle de l'ouvrier et du patron est passé de 1 à 41 en 1975 à 1 à 187 en 1994 ; où, entre 1979 et 1994, la valeur du salaire horaire minimum a reculé de 25 %, pendant que 20 % des familles les plus riches se partageaient 97 % des bénéfices de la croissance économique (6) ? Sous l'œil d'un lec-



Modèle américain

● Les 1 % d'Américains les plus riches détient 80 % d'Américains les plus pauvres en 1996.

● Les 1 % d'Américains les plus riches ont vu leur part nationale du pays entre 1983 et 1989. Les 80 % les plus pauvres ont vu la leur passer de 12 % à 1,2 % (US News and World Report, 22 janvier 1996).

● La part du revenu national détenue par les 1 % les plus riches est passée de 16,5 % (1974) à 18,6 % (1992), pour atteindre 22 % en 1994 (OCDE, Etats-Unis-1996, OCDE, Paris, p. 5).

● L'inégalité des revenus s'est accentuée : le revenu ajusté diminue de 21 % pour les membres les plus pauvres (...) et augmente de 22 % au 90^e centile (OCDE, Etats-Unis-1996, OCDE, Paris, p. 5).

● En matière de retraite, « les prestations de retraite de l'ouvrier moyen, soit 60 % du salaire de l'ouvrier moyen, soit 60 % du salaire de l'ouvrier moyen » (OCDE, op. cit., p. 111).

● En matière de chômage, « selon les estimations, le système américain ne prévoit pas de problèmes pour les personnes travaillant dans l'assurance-maladie » (OCDE, op. cit., p. 114-1).

● Le président Clinton reconnaît : « Nous ne pouvons pas faire bénéficier tous les salariés de la croissance » (Bill Clinton, Quand l'histoire se répète, p. 114).

Quand les patrons doutent...

UNNE fois bousculés les « corporatismes » et les « conservatismes » (des salariés), une fois « dégraisés » des centaines de milliers d'emplois (inutiles), les restructurations à l'américaine devaient scotcher d'entreprises « effilées et méchantes » (lean and mean), prêtes à affronter la concurrence. Le calcul était simple, presque élémentaire : moins de salariés, c'est plus de productivité par salarié qui reste. Et Wall Street triomphait à l'annonce de chaque charrette de licenciements.

Mais Wall Street se met à douter. Et si le remède avait l'effet des lavements ordonnés par les médecins de Molière ? Découragement, démotivation, surmenage, peur que toute innovation technologique ne se traduise aussitôt par de nouveaux licenciements : ne risque-t-on pas de voir certains patients devenir plus malades encore, et mourir ?

Chez Kodak, on a « restructuré ». Et Rochester, la ville où était installée l'entreprise, a déperlé. Et les licenciements ont fait le bonheur des concurrents du géant de la photo, qui ont recruté dans le vivier des « dégraisés » des trésors de savoir et d'innovation. Le quotidien des milieux d'affaires américains en tire une leçon : « La réduction des coûts est devenue le Saint

Grail du patronat. Mais ce qui améliorait aussitôt le bilan financier se révèle nuisible à moyen terme (1). »

C'est ce n'est pas uniquement par humanisme que les chefs d'entreprises américains s'interrogent désormais sur le downsizing : « Mercer Management Consulting Inc., qui a étudié 131 sociétés ayant drastiquement réduit leurs coûts entre 1985 et 1990, en a conclu que, en 1995, 37 % d'entre elles étaient devenues la version miniature de leur configuration précédente, que 28 % avaient augmenté leur chiffre d'affaires mais perdaient de l'argent, que 10 % continuaient encore à réduire leurs coûts, et que seulement 27 % avaient développé leurs activités et gagnaient de l'argent (2). »

Cette règle de la coquille vide se retrouve ailleurs. Bull a fait la même chose qu'avant, mais à plus petite échelle. British Gas, qui a licencié 25 000 salariés au moment de sa privatisation, « n'a plus le personnel nécessaire pour élaborer sa stratégie à long terme ». Digital a perdu ses meilleurs vendeurs et voit ses clients lui reprocher la qualité médiocre de ses services. Certaines entreprises sont même obligées de payer plus cher comme sous-traitants les employés qu'elles ont licenciés : 17 % des salariés « restructurés » travailleraient ainsi, loués par leur ancienne entreprise. Souvent mal vus par leurs anciens collègues, ils se montrent moyennement motivés (3)...

Pendant que, chez les patrons américains, le downsizing n'est plus ce qu'il était, le coût du salaire minimum remonte un peu. Car, en octobre dernier, les

effectifs du secteur de la grande distribution et de la restauration ont augmenté. Quel rapport ? Ces emplois pèsent souvent le salaire minimum horaire. Or, ce mois-ci, il augmenta enfin, passant de 4,25 dollars à 4,75 dollars. C'était même sa première revalorisation depuis 1991. Le patronat avait bien eu annoncé le fait, les licenciements... Mais, quand M. Edward Tinsley, président d'une chaîne de steakhouses à prix modérés, a été contraint d'augmenter ses tarifs de près de 5 %, s'attendant au pire, il a été fort surpris. Pour le plupart de ses habitués, l'augmentation des prix n'a rien changé. Mais pour ses clients les plus modestes, ceux qui s'offrent le dîner à prix fixe (7,75 dollars), elle avait en effet été plus que compensée par la revalorisation du salaire minimum. Et, devant ses tables soudain plus pleines, M. Tinsley a alors compris : « Nos employés sont nos clients. Et si nos employés disposent d'un pouvoir d'achat supérieur, ils peuvent dépenser davantage (4). »

Au moment où M. Tinsley redécouvrait Keynes, l'OCDE publiait son rapport sur les Etats-Unis. On pouvait y lire : « L'OCDE n'approuve pas, en principe, la hausse récemment décidée du salaire minimum. Bien que ce dernier demeure encore relativement faible par rapport aux salaires moyens et bien que cette augmentation puisse réduire certaines inégalités de revenu, il s'agit d'un instrument peu adapté qui risque de mettre en danger les moins qualifiés en réduisant leurs possibilités d'emploi (5). » Décidément, l'OCDE est assez conservatrice...

S. H.

Nos précédents articles :

- Ces dures grèves des ouvriers américains, par Thomas Frank et David Mulcahey (octobre 1996).
- Quand le président Clinton « réforme » le pouvoir, par Loïc Wacziarg (septembre 1996).
- Devenir pauvre en travaillant, par James Petras et Todd Cavalluzzi (juillet 1996).
- Ces emplois américains bien flexibles, par Marie-France Toinet (juin 1994).
- Comment expliquer les millions d'emplois créés aux Etats-Unis ? par Serge Halimi (in « Etats-Unis, fin de siècle », Mémoires de voir, n° 16, octobre 1992).

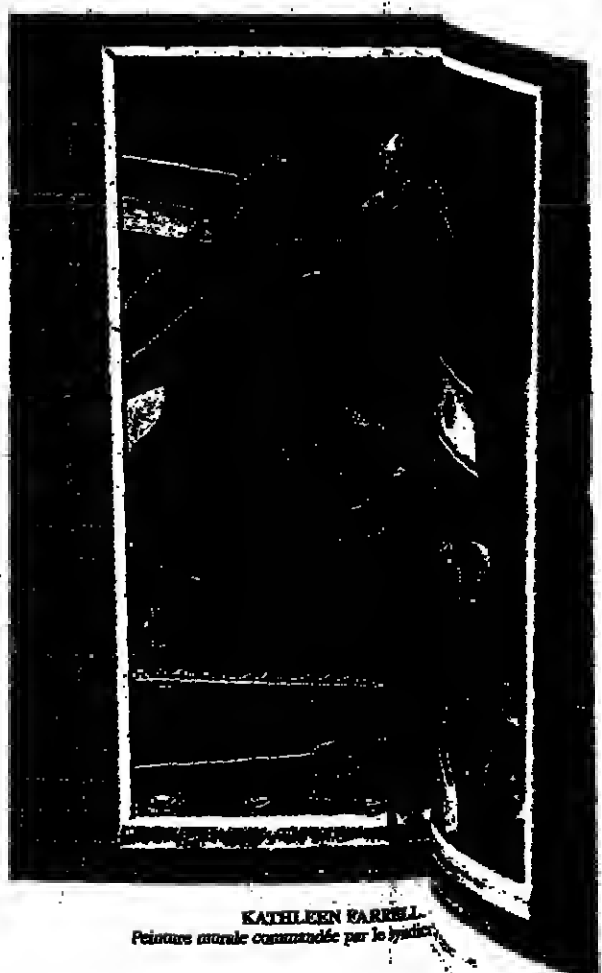
(1) « Call it Dumbing: Why Some Companies Regret Cost-Cutting », The Wall Street Journal Europe, Bruxelles, 15 mai 1996. Lire aussi « Lower Layoffs », US News and World Report, 25 novembre 1996.

(2) « New Buzzword Sweeps US Companies: Growth », The Wall Street Journal Europe, Bruxelles, 9 décembre 1996.

(3) « More Downward Workers are Returning as Rentals », The New York Times, 8 décembre 1996.

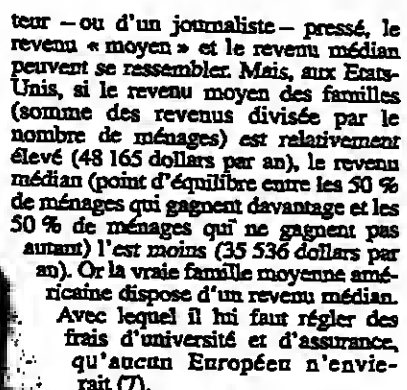
(4) « US Takes Rise in Minimum Wage in Stride », The Wall Street Journal Europe, 21 novembre 1996.

(5) Etudes économiques de l'OCDE : Etats-Unis, 1996, OCDE, Paris, p. 12.



صكذ من الاصل

هكذا من الاصل



Chacun de ses mots, de ses adjectifs, de ses entrelacs sémantiques avait un sens. Ainsi, un nouvel emploi (de courtoisier, par exemple), peut à la fois payer moins que le salaire médian et dépendre d'une « activité ou industrie » (la finance, par exemple), qui, en moyenne, paie plus. Inversement (mais rare) un individu peut à la fois gagner plus que le salaire médian et travailler dans un secteur qui, en moyenne, paie moins.

mie au MIT, a réagi en notant que la proclamation de la Maison Blanche était « probablement exacte, mais sans pertinence ("irrelevant") ». Chaque activité comporte une large palette de rémunérations. Et les nouveaux emplois ont été créés au bas de l'échelle des rémunérations de chaque activité (9).

Cela, M. Thurow le suppose plus qu'il ne le sait. Car, pour détaillées qu'elles soient, les statistiques du ministère du travail ne permettent pas de distinguer le niveau de salaire du « nouvel » emploi de celui de l'« ancien ». Catégorie par catégorie, elles recensent l'évolution des effectifs, et établissent le salaire, moyen ou médian, de chaque groupe de professions. Ensuite, les économistes concluent.

« 10 millions d'emplois créés » tient compte des 3 millions d'emplois supprimés chaque année. Mais, pour le salaire, on les oublie souvent. Assurément, 73 % des personnes licenciées entre 1993 et 1995 avaient retrouvé du travail ce février 1996. A quel prix ? A peine 35 % d'entre elles pouvaient se vanter d'un niveau de rémunération égal ou supérieur à celui qu'elles avaient connu (14). Un tel sujet, contrairement traité l'an dernier, a-t-il soudain perdu tout intérêt ?

M. James Sweeney, dirigeant de l'AFL-CIO, tranche : « Ces dernières années, les Américains ont travaillé comme des mules et ont été traités comme des chiens. » S'il faut ici faire la part de la formule, ce jugement souligne que le travail existe. C'est le salaire qui traîne. Les 7 900 000 Américains qui occupent plusieurs emplois à la fois ne le font pas pour meubler le temps qui les sépare de l'éternité. Les ouvriers qui travaillent en moyenne cinquante heures plus par an que leurs camarades français (390 de plus en Allemagne) ne désespèrent pas prendre davantage que deux semaines annuelles de vacances.

Chômage peu couvert, retraite précaire, assurance-maladie parcélaire, durée moyenne du travail en hausse : c'est aussi cela « la machine à emplois américaine ». Mais autant se « flexibiliser » est donnée en exemple, autant quelques-uns de ses principaux ressorts sont expédiés en quelques mots. Depuis 1992, le déficit commercial a doublé, le dollar a baissé. Et l'endettement des ménages atteint un record. Ces aspects-là du modèle, si contraires à la politique déflationniste induite par le traité de Maastricht, pourquoi n'en parle-t-on pas davantage ?

SERGE HALIMI

O rsi le niveau de rémunération est, on l'a vu, individuellement très différencié à l'intérieur d'un même métier, il l'est également, en moyenne, d'une profession à l'autre, fussent-elles rattachées à la même catégorie. Entre 1983 et 1994, le regroupement *Managerial and Professional specialty* (cadres et professions libérales) a certes créé 10 300 000 emplois (+ 43,8 %). Qu'en conclure au niveau du salaire, quand cette catégorie en tout rognant amalgame les analystes financiers et les gérants de hôtels, les instituteurs et les curés, les travailleurs sociaux et les athlètes ? Un autre sous-ensemble, *Technical, sales, and administrative support* (agents techniques, commerciaux et administratifs), a créé 6 100 000 emplois (+ 22 %). Mais, là encore, la catégorie rassemble les pilotes d'avion et les caissières, les docteurs et les techniciens, les coureurs et les laborantins. Même chose pour les emplois dits de services (*Service occupations*), en hausse de 21 % : si le serveur et le policier en font partie, le premier est mal payé, pas le second (10).

S'appuyant sur les données du ministère du travail, le *New York Times* a pu établir la même constatation. En outre, après avoir interrogé des milliers de nouveaux employés, le quotidien a conclu que 55 % de ces emplois payaient, en 1995, moins que la moyenne. La proportion s'est assurément pas aussi catastrophique que celle des années précédentes : en 1992, 78 % des nouveaux employés étaient dans ce cas (13). Mais le manque de main-d'œuvre dans certaines régions et activités aurait dû provoquer une revalorisation des rémunérations. Trouver moins le chiffon rouge, c'est donc aller à l'encontre à la mode selon laquelle il faut, même en période de croissance relativement soutenue et alors que Wall Street a gagné 80 % en deux ans, sacrifier la feuille de paie à l'emploi. Quoi qu'il en soit, 45 %, ce n'est pas « plus de deux tiers »...

Le calcul du solde net des fameux

Quant au nouvel Eldorado de l'électronique, des logiciels et d'Internet, il faudra l'attendre. L'ensemble des fonctions associées directement à la « révolution numérique » (*computer and data processing services*) occupe à peine plus d'un million de salariés. C'est-à-dire moins que les effectifs cumulés de trois chaînes de montage : l'automobile (Walt Mart, K-mart et Sears). Que cherche un glissement d'emplois dont la croissance est explosive ? On va alors à regarder vers Manpower plutôt que vers Microsoft (11). Depuis quinze ans, les effectifs des agences d'intérim (72 % de femmes) ont en effet plus que quadruplé. Et quand l'informatique croît à peine 300 000 emplois depuis 1990, l'intérim en crée 800 000 (12). Une relation trop relative : souvent les intérimaires remplacent des salariés à plein temps. Plus flexibles, plus précaires, ils coulent beaucoup moins cher.

(1) Pourrait-on considérer à nos périodes où les médias nous tentent d'écarter la situation de l'emploi aux États-Unis, un sondage a montré que, pour la majorité de l'opinion française, l'image du modèle social américain s'est sensiblement dégradée. Cf. *Le Monde*, 12/10/1995.

(2) Cf. Lotfi Wacziarg, « La généralisation de l'insécurité salariale en Amérique », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, Paris, décembre 1994.

(3) Cf. Steven Pearlstein, « Are We Better Off or Not? », *The Washington Post National Weekly Edition*, 13 mai 1996.

(4) Depuis dix ans, l'accroissement moyen annuel du PIB a été de 1 % aux États-Unis, de 0,5 % en France, de 0,4 % au Japon, de 0,3 % au Royaume-Uni et en Belgique, de 0,2 % en Espagne et en Danemark, de 0,1 % en Irlande, nul en Italie, et négatif en Allemagne.

(5) Aux États-Unis, la population en âge de travailler est passée, entre 1992 et la première trimestre 1996, de 122 millions à 200,3 millions (*Employment Economic Report, États-Unis, 1996*, OCDE, Paris, n° 185, C, p. 248).

(6) Cette revue rétrospective permettrait de présumer que le revenu horaire réel a, de 1973 à 1995, progressé de 36 %, et que, de 1995 à 1996, il a augmenté de 1,5 %.

(7) Pendant la même période, le revenu médian des familles avait progressé de 36 %, et non pas de 42 %... (Cf. Michael Boskin, « Prisoners of Faulty Statistics », *The New York Times*, *The Journal of European*, Bruxelles, 6/12 décembre 1995).

(8) *The New York Times*, *The Disminishing of*

America, Times Books, New York, 1996. Mécanisme d'un système capitaliste de l'émin de l'économie américaine, l'OCDE doit admettre que, « depuis la fin des années 60, chacun des quatre quinquennaux les plus bas » c'est-à-dire les 80 % de la population américaine, a obtenu une part de 20 % « s'est en fait contracté au profit des 5 % supérieurs de l'éventail des revenus » (*Études économiques de l'OCDE, États-Unis*, 1996, op. cit. p. 103).

(7) Cf. Serge Halimi, « Préfervementes facultatis, inégalités obligatoires », *Le Monde diplomatique*, 1996, n° 10.

(8) *Études économiques de l'OCDE*, op. cit. p. 96.

(9) Lester Thurow, « Falling wages, Falling Policy », *Dollars and Sense*, Somerville, septembre-octobre 1996.

(10) *Report of the US Bureau of Labor Statistics, in The American Almanac 1995-1996*, Statistical Abstract of the United States, Washington, tableaux 649, pp. 411-413.

(11) La première entreprise compte 767 000 salariés, la seconde 600 000.

(12) 400 000 emplois en 1982, 1 300 000 en 1990, 2 100 000 en 1995, in *Études économiques de l'OCDE*, op. cit. p. 98. Lire aussi Laura McClure, *Le monde du travail américain*, Paris, Le Monde diplomatique, Washington, novembre 1996.

(13) « The New Jobs : A Growing Number Are Good Ones », *The New York Times*, 21 juillet 1996.

(14) Cf. *The Downstaging of America*, op. cit. Lire aussi *The New York Times*, 23 août 1996.

- Les Américains les plus riches ont obtenu 48 % de la fortune financière du pays. Les Américains les plus pauvres ont 6 %. (*The New York Review of Books*, 3 octobre 1994).
- Les Américains les plus riches ont obtenu 61,6 % de l'accroissement de la richesse des pays de 1983 et 1991. Les Américains les plus pauvres s'en sont répartis 1,2 %. (*World Report*, 30 janvier 1992).
- Le part du revenu national détenu par 5 % d'Américains les plus riches est passé de 21,4 % en 1974, à 28,2 % en 1992, pour 21,1 % (1994). La part détenue par les 20 % les plus pauvres est passée de 3,3 % à 3,8 %. (*Harper's*, New York, août 1996, et *American Report*, octobre 1994).
- Les revenus s'est sur toute la période 1973-1993, le revenu réel du 10^e centile à partir du bas (les 10 % les plus pauvres) a augmenté de 22 % et celui du 90^e centile (les 10 % les plus riches) de 29 %. (*Etudes économiques*, mai-juin 1994, OCDE).
- La sécurité de retraite, les prestations de sécurité sociale ne remplacent que 40 % du revenu moyen dans les systèmes européens ». OCDE, 1994.
- Les indemnités de chômage, « selon les estimations de l'OCDE, les indemnités versées à la fin des années quatre-vingt ont varié entre 20 % et 40 % du salaire antérieur [...] Les dépenses publiques de santé pour les chômeurs, les allocations de chômage et les dépenses des entreprises ont s'élève pas à moins de 10 % du produit intérieur brut ». OCDE, op. cit. p. 36.
- La France est la seule nation industrielle occidentale à ne pas avoir connu de déclin des salaires réels pendant cinquante ans. (*Le Monde*, 22 octobre 1994, Jacques Duby, Paris, 1996, p. 78).

NOMBREUX sont les économistes qui affirment que le taux de chômage serait beaucoup moins important aux Etats-Unis qu'en France. Ainsi, dans le rapport du Commissariat du Plan, *Le France de l'an 2004*, on peut lire : « Les modèles américains ou canadiens du chômage du travail... conduisent de fait à un taux de chômage plus faible et à un risque d'exclusion du marché du travail moins élevé (1) ».

On trouve des observations similaires chez des auteurs qui ne sont pas des partisans du libéralisme à l'américaine. Ainsi Pierre-Alexis Muet écrit que les États-Unis « ne se sont jamais durablement éloignés du plein-emploi... [et ont] retrouvé le plein-emploi après la dernière récession (2). »

Le taux de chômage sur lequel se fondent tous ces auteurs est le taux « au sens BIT » (Bureau International du Travail). Il est obtenu par un sondage auprès des ménages. On interroge chaque personne pour savoir si elle « travaille » ou « serait-elle qu'une heure » pendant la semaine de référence (en général celle qui précède l'enquête). Si la personne répond par l'affirmative, elle est classée comme ayant un emploi. Sinon, on lui pose une deuxième question : *avez-vous « cherché activement » un emploi lors de la semaine de référence ?* Si la personne répond : *oui*, une troisième question est alors posée : *êtes-vous « immédiatement disponible » pour occuper un emploi ?* Seuls ceux qui ont répondu par l'affirmative à ces deux dernières questions sont classés chômeurs.

* Auteur de *Introduction aux fondements philosophiques du libéralisme*, La Découverte, Paris, 1992.

chômage des jeunes » (quinze à vingt-quatre ans) permet de l'illustrer.

Selon l'indicateur BIT, le taux de chômage dans cette catégorie était en 1995 de 25,9 % en France et de 12,1 % aux États-Unis. Mais il suffit de se pencher un tout petit peu sur le numérateur et le dénominateur de la fraction qui représente ce pourcentage, pour comprendre que ces chiffres ne sont pas comparables.

Cod numérateur, les jeunes aux États-Unis travaillent beaucoup plus souvent qu'en France, pendant une ou deux heures par semaine, à laver la voiture d'un voisin, à tondre une pelouse, à faire du baby-sitting, à mettre les provisions des clients de supermarché dans des sacs, puis à porter ces sacs dans leurs voitures. Ces jeunes ne sont pas comptés comme chômeurs dans le taux « au sens BIT ». Les personnes de cette tranche d'âge ont également davantage recours qu'en France à des activités illégales. Mais comme la question de la légalité du travail effectif n'est pas posée dans les enquêtes emploi, elles échappent aussi aux chiffres du chômage. Enfin, les jeunes marginaux sont souvent exclus du tableau officiel : pour être classé comme chômeur, il faut être immédiatement disponible. Or, aux États-Unis, il n'y a pratiquement pas de creches publiques.

C'EST cependant le dénominateur qui constitue le facteur faisant le plus la valeur comparative de cet indicateur. En effet, il ne compte que les jeunes « actifs » qui sont « sortis du système scolaire ». Mais, aux États-Unis, les situations de « rupture » avec le système scolaire sont beaucoup plus fréquentes qu'en France et les « actifs » dans la tranche jeunes sont proportionnellement deux fois plus nombreux (63 % des 15 à 24 ans aux États-Unis, 34 % en France). Un nombre identique de jeunes au chômage se traduit alors par un taux de chômage « au sens BIT » moitié plus faible dans cette catégorie d'âge.

- Les experts qui se sont penchés sur les problèmes de comparaisons Internationales du chômage ont unanimement reconnu l'insuffisance du taux BIT. Ainsi, la publication officielle du ministère du travail américain admet : « Le taux de chômage [au sens BIT] est commode et bien connu ; néanmoins, en nous concentrant trop sur cette

seule mesure, nous pouvons obtenir une vision déformée de l'économie des autres pays, comparée à celle des Etats-Unis... D'autres indicateurs sont nécessaires, si l'on veut interpréter de manière intelligente les situations divergentes sur les différents marchés du travail [3]. »

Dans les publications de cette organisation, les experts de l'OCDE ont eux aussi noté l'insuffisance de l'indicateur BIT. Leur revue annuelle *Perspectives de l'emploi*, juillet 1993, n'explique-t-elle pas : « Le taux classique de chômage... ne mesure pas le total du sous-emploi (4). »

- (1) *La France de l'an 2000*, Odile Jacob, Paris, 1994, p. 198.
- (2) *Le Monde*, 28 mars, 1995, p. 16.
- (3) « International Comparisons of Unemployment Indicators », *Monthly Labor Review*, Washington, mars 1993, p. 3.
- (4) OCDE, *Perspectives de l'emploi*, Paris, 1993.

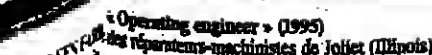
CROÎTRE : UN IMPÉRATIF POUR L'ENTREPRISE. - Dwight Gertz et Joao Baptista

* Village mondial, Paris, 1986, 210 pages, 138 F.

Le propos de ce livre est d'en finir avec les stratégies réduites à l'exploitation et de proposer des voies pour que l'entreprise puisse renouer avec la croissance et le profit. Les auteurs commencent par s'interroger sur le bien-fondé de l'ensemble des méthodes du rationalisme d'activité appliquées aux entreprises américaines depuis le début des années 80 et, en règle générale, ils débouchent toujours sur une suppression massive d'emplois. Qu'il s'agisse du *downsizing*, du *reengineering*, du *right sizing* ou de tout autre concept managérial à la mode, la finalité restera toujours la même : une entreprise « amorçquée » et à l'effectif décimé sous prétexte d'amélioration des performances économiques. Pourtant ces stratégies demeurent « hasardeuses » : nombreuses sont les études citées dans l'ouvrage qui le montrent. Ainsi, seules « 43 % des sociétés ayant pratiqué une rationalisation d'activité font état d'une amélioration de leurs résultats d'exploitation ». Plus que ça encore, les deux tiers des entreprises ayant mené ce type d'opération « ont ensuite réaffecté au moins des opérations supplémentaires de compression ».

Partant de là, Dwight Gertz et Joan Baptista offrent un descriptif complet des méthodes déjà appliquées afin de renouer avec la croissance.

AKRAM ELLYAS.



Les travailleurs étrangers

A LA RECHERCHE D'UNE SERVITUDE VOLONTAIRE



MARCEL DUPERTUIS. - « Castorama » (1995)

S'il fallait regarder le chemin parcouru par le monde du travail depuis une quinzaine d'années, c'est d'abord sur le déclin du rôle dirigeant de l'Etat qu'il faudrait insister. Non seulement celui-ci perd sa fonction d'employeur et son rôle de régulateur de l'emploi et des salaires, mais il perd aussi le pouvoir, voire la légitimité, de dire le droit et l'éthique. A peu près partout dans le monde, il cesse de protéger les travailleurs ou de soutenir les syndicats. Certes, il ne se gène pas pour les réprimer et il en serait sans doute encore capable actuellement. Mais on ne le lui demande même plus.

Un deuxième élément concerne le « grand récit » du travail et des travailleurs. Jadis on « croyait » encore, et dans le tiers-monde plus particulièrement, à une amélioration constante des conditions de vie, à un avenir moins sombre. Plus maintenant. Disparue, l'utopie laisse place à toutes les déréglementations. Et le coût du travail productif est en permanence rapproché des coûts les plus bas que l'on peut trouver sur la planète. Alors même que les organisations syndicales du Sud plaident, comme celles du Nord, pour la généralisation de la clause sociale, le capital se drape de charité : les plus démunis ont un droit prioritaire à l'emploi. Et en effet, dès lors que les pays du Sud sont contraints, par leurs riches créanciers, d'exporter pour rembourser la dette, on voit mal comment ils pourraient renoncer au seul avantage comparatif dont ils disposent, sauf à s'affranchir des griffes du marché mondial.

Dernier phénomène, envahissant : la propension à déboucher les privilèges, non pas les vrais privilèges mais la prétendue « aristocratie ouvrière ». Terme désignant à l'Ouest ces prétendants à un statut que la naissance leur refuse, mais dont on fait semblant de croire, par dérisoire, qu'ils risquent de l'atteindre. Si les plus démunis n'ont plus ni poids ni voix, ils n'ont pas quitté la scène : le spectacle de leur misère sert maintenant de référence pour justifier réduction et suppression des « privilèges » de tous les autres, notamment la garantie de l'emploi. Et l'on découvre que le salarié d'entreprise, loin d'être le modèle dominant de la société capitaliste, fait figure d'exception, localisée et provisoire, dans un système qui partout et toujours a privilégié les formes les plus brutales d'exploitation de la force de travail. Qualification ou stabilité sont devenues des références du passé. S'y substituent polyvalence, communication, flexibilité, mots d'ordre du « meilleur des mondes » régi par les marchés financiers.

Par
ALAIN
MORICE *

S OUMIS depuis deux décennies à une flexibilité croissante du travail, les pays développés sont-ils victimes de la rapide extension de l'économie informelle dans le tiers-monde ? Dans les pays dominés, la main-d'œuvre subit une précarité multiforme : extrême mobilité, embauches sans contrats, salaires irréguliers et généralement inférieurs au minimum vital, protection sociale et régimes de retraite étiés, activités indépendantes non déclarées aux revenus aléatoires, voire servitude ou mise au travail forcé de catégories supposées protégées, comme les enfants. Un déni consensuel du droit social marque la condition du travailleur collectif. A l'opposé, avec leur droit du travail très élaboré, les pays développés seraient le prototype d'une modernité statutaire, aujourd'hui menacée par le simple jeu de la régulation des transactions internationales.

Le cas particulier des travailleurs étrangers dans les nations développées illustre parfaitement les limites du raisonnement. Du Rio Grande américain (1) à l'espace Schengen (2), une double tendance contradictoire se confirme : d'un

côté, les frontières se ferment officiellement aux migrations de travail, de l'autre, des pans entiers de l'économie basculent dans l'instabilité et la flexibilité, moyens les plus sûrs d'attirer la main-d'œuvre étrangère.

Ainsi, en France, des secteurs aussi stratégiques que le bâtiment-travaux publics (BTP), la confection et l'hôtellerie-restauration se voient progressivement de leur salariat traditionnel au profit d'embauches illégales (ou du moins abusives à l'égard de l'esprit du code du travail), recours inespéré pour ceux que la loi écarte du marché de l'emploi. Comme chacun sait - pour le déplorer, comme la totalité des partis politiques français, ou simplement pour le constater - que les frontières demeurent des « passoirs », il y a là une complicité fonctionnelle (mais pas nécessairement délibérée) entre l'Etat et les employeurs : tout se passe comme si ces derniers bénéficiaient des incohérences d'une loi qui, curieusement, ne se donne pas les moyens de faire respecter les principes qu'elle édicte.

De fait, la dialectique du rejet juridique et de l'appel économique des étrangers est lourde de conséquences. Ici encore, le cas de la France est exemplaire. Depuis 1974, un luxe de textes réglementaires, puis législatifs, est venu consacrer la doctrine de l'immigration « zéro ». Les textes, inapplicables à la lettre, sont constamment considérés comme perfectibles, comme en témoignent les durcisse-

ments régulièrement proposés (3). Cette surenchère juridique, dont on peut sans risque annoncer qu'elle n'aboutira jamais à ses fins, impose aux immigrants une série de contraintes croissantes rendant de plus en plus difficiles l'entrée et le séjour sur le territoire. A l'appui d'une politique répressive devenue officielle, les difficultés quotidiennes faites aux étrangers sont relayées, sinon alimentées, par un regain de xénophobie, voire de racisme, qui touche désormais toutes les composantes de la société, y compris les agents publics.

Résultat de ce dispositif : nombre de ces migrants sont livrés pieds et poings liés à des employeurs qui savent tirer avantage de leur fragilité juridique et qui ont donc tout intérêt à la perpétuation d'une législation formellement répressive. Bien au-delà du problème des migrants, l'Etat, au moyen de la prétendue « déréglementation », qui n'est le plus souvent qu'une sur-réglementation, leur montre la voie : il est devenu de règle, en matière contractuelle, pour les Français comme pour les autres, de ne plus s'embarasser des dispositions historiques du code du travail. A mesure que les frontières nationales ferment de se fermer, les frontières de la légalité reculent ; censés être des exceptions strictement encadrées, l'emploi informel et les contrats à durée déterminée se généralisent, tandis que le budget public multiplie ses libéralités aux entreprises sous forme de dégrèvements fiscaux, au nom de la lutte contre le chômage.

De la sorte, le salaire moyen s'étiote et l'argument de la concurrence fait le reste : il n'est plus dans l'esprit des employeurs de garder la loi pour référence. Tout naturellement, l'occasion de mobiliser une main-d'œuvre étrangère juridiquement fragilisée vient à point nommé, surtout dans les secteurs aux activités instables (4). La sous-traitance en cascade et le marchan-



ERNEST PIGNON-ERNEST. - Arignon (1975)

(1) Lire « La traque aux illégaux mexicains à San Diego », *Libération*, Paris, 10 avril 1996.
(2) Claude-Victorin Marie, *Les Etats membres de la CEE face à l'immigration en 1993-Fermeture et rigueur*, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, septembre 1993.
(3) Lire Christian de Brie, « Boulevard de la xénophobie », *Le Monde diplomatique*, juin 1996.
(4) Voir par exemple : « Sans papiers pour Bouygues et compagnie », *L'Evénement du Jeudi*, Paris, 18-24 avril 1996.

Fiat-Brésil, un modèle d'entreprise-providence

Par
ROBERT
CABANES *

EN 1976, Fiat s'installa à Belo Horizonte. Après un temps d'adaptation qui est à la fois financier (retrait du capital de l'Etat du Minas Gerais), technologique (remplacement progressif des machines d'occasion importées d'Italie) et social (incidents et grèves qui ponctuent la fin de la dictature militaire), l'entreprise trouve, à partir de 1984, son régime de croisière après une longue grève qui verra le licenciement et le renouvellement de 70 % du personnel. Dès lors, une vigilance de tous les instants étouffera dans l'œuf d'éventuelles renaissances de l'activité syndicale. Depuis règnent paix et prospérité : en avril 1996, pour la première fois, Fiat lance un modèle destiné au marché mondial et fabriqué dans le pays, le Pello.

Pour en arriver là, il a fallu un étonnant mélange de modernité dans la gestion de la force de travail et d'archaïsme dans la diffusion de l'idéologie assurant l'intégration des ouvriers à l'entreprise. On mobilise les vieilles images de « l'entreprise mère » ; on ressort l'idéologie de la dette infinie des faibles envers les puissants, dont ils ne peuvent attendre une quelconque reconnaissance qu'avec docilité et humilité.

Cependant, les conditions qui ont permis l'émergence de ce modèle sont tout à fait banales et observables en diverses parties du monde. Le contexte global est à peu près le même que partout ailleurs : chômage et sous-emploi. Avec des spécificités locales : c'est Fiat qui paie - pas de beaucoup - les meilleurs salaires de la région et surtout qui paraît le mieux garantir la stabilité de l'emploi, prenant une part croissante sur le marché brésilien comme à l'exportation. Elle symbolise le modèle de l'entreprise « qui gagne » capable de donner le ton aux autres.

Le niveau de développement technologique est moins élevé que dans les usines italiennes : il est égal ou légèrement plus bas que chez ses concurrents brésiliens, Ford, General Motors et Volkswagen. C'est cependant Fiat qui affiche les meilleures performances de productivité et de prix. Certes, les salaires y sont légèrement moins élevés que dans la banlieue de São Paulo, mais on sait que

la part du salaire n'est que de 10 % environ du coût total d'un véhicule.

Comme les méthodes d'organisation du travail et du management sont sensiblement les mêmes dans les quatre entreprises - elles suivent les modèles mondiaux tout en effectuant des adaptations locales -, c'est dans leur mise en œuvre concrète qu'il faut chercher la différence de productivité. Fiat est réputée pour avoir fait une modernisation à la fois intelligente et discrète. Le niveau d'intégration, ou le consensus idéologique, est bien plus fort dans l'usine de Belo Horizonte que dans les entreprises concurrentes de la banlieue de São Paulo, travaillées par un syndicalisme combatif qui vise à l'autonomie de la classe ouvrière. Ici, depuis 1984, pas une grève ou un incident quelconque. Et les enquêtes récemment effectuées chez les salariés de Fiat (1) n'enregistrent pas les grondements sourds d'avant-révolte, mais évoquent plutôt le ronflement tranquille d'un moteur bien rodé.

Ce privilège d'être exploité...

LES sociologues analysent le système d'intégration de Fiat-Brésil comme l'instrument du passage au post-taylorisme (2). A l'« ouvrier-masse » des chaînes de montage pris dans les fortes solidarités de la soumission, de l'exploitation et de leur expression syndicale se substitue l'« ouvrier-encadré » de l'unité technologique élémentaire posant et résolvant ses problèmes grâce au REPO, le représentant du personnel des officines (ateliers). La variété des tâches, la réduction des niveaux hiérarchiques, accroissent le sentiment d'une coopération entre les personnes, l'impression de collaboration plutôt que d'exécution. La relative sécurité de l'emploi, ajoutée à sa rareté dans cette région, lui donne une tournure privée, familiale.

Et comme il arrive de plus en plus à l'entreprise de se substituer à l'Etat dans les domaines de la santé, du transport, de l'alimentation, du crédit, et plus encore dans ceux de la culture, des loyers, du sport, on rêve de l'entreprise vécue comme une famille, un peu comme dans les patrilésismes capitalistes européens du début du siècle. Mais ces derniers étaient contraints d'agir ainsi pour arracher de manière massive la main-d'œuvre aux modes de production ruraux où elle était insérée, et

cette dernière pouvait conserver une certaine capacité de résistance. Maintenant, ce sont les salariés qui, individuellement, demandent le privilège d'être exploités et, en entrant dans ce type d'organisation, de devenir des citoyens de première catégorie (3). Est-ce donc la déclin de l'Etat, vilipendé comme gaspilleur et peu responsable, dans les sociétés du Nord comme dans celles du Sud ? Serait-ce l'ultime justificatif, la dernière tranche de compétences qui donnerait le champ libre à une totale indépendance d'action des multinationales dans le monde ?

En outre, comme celles-ci sont les rares organisations qui fonctionnent normalement dans un grand nombre de pays du Sud, ce n'est pas sans un certain « patriotisme » d'entreprise que ses membres y travaillent. Entrent en jeu une relative stabilité de l'emploi - « Il faut être fou pour faire une grève et risquer un licenciement (4) » -, ce patriotisme est amplifié chez ceux qui, ayant été licenciés, ont été réintégrés. Il est renforcé par l'impression donnée aux ouvriers de recruter aux mêmes : les plus anciens peuvent présenter officiellement par écrit leurs candidats à la direction. Les identités socioprofessionnelles affichées sur les badges épinglés sur la poitrine des ouvriers (« Qualité totale », « Contrôle statistique de production », « Totale prévention au travail », « Plus de dix ans d'entreprise », etc.) tendent à s'étendre à toute la vie sociale : tel travailleur aimerait voir son foyer fonctionner sur le modèle de la « Qualité totale » ; pour tel autre, c'est l'Etat qui devrait prendre exemple.

Ces deux tendances fortes : pertes de fonctions de l'Etat, dorénavant appropriées par les entreprises, incorporation de l'idéologie de l'entreprise par les travailleurs, peuvent paraître improbables à l'Occident développé. L'Etat-providence n'est pas mort, qui doit payer le licenciement et le chômage, la formation permanente et les aides à la reconversion, les primes à l'embauche. Bien sottes seraient donc les entreprises qui s'écarteraient de la branche où elles sont assises. C'est bien cependant ce dont rêvent certains experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (5) pour qui le libéralisme est devenu dogme de purification, de mort et de renaissance : que le plus faible périsse et que le plus fort gagne ! C'est en acceptant cette dynamique que pourront s'accroître les changements (« Lorsque la conjoncture est favorable, la nécessité d'un changement est souvent moins évidente dans les esprits »), que

les salariés percevront qu'il n'y a pas d'autre issue, qu'ils feront la nécessité vaine, et deviendront les chantres de ceux qui les exploitent. Allons-nous devenir sous peu les apôtres de la « Qualité totale » ? Belo Horizonte, Brésil, serait-il l'horizon de l'humanité ? Ce n'est pas invraisemblable : vers qui se tourner en deçà ou au-delà de l'Etat ? Les multinationales deviendront une bénédiction, l'assujettissement sera une grâce, et les régions délaissées, au Nord comme au Sud, n'auront qu'à redoubler d'humilité pour attirer ces nouveaux seigneurs. La démocratie peut bien continuer ses jeux de représentation politique, elle laisse aux entreprises toujours plus de souveraineté : l'entreprise-providence se substitue à l'Etat-providence.

Comme en décembre 1995 en France ?

LA remise en question de l'idée de nation, mais surtout le formidable anéantissement de la notion de rentabilité - sur la base de critères mal définis, hétérogènes, partiels ou tronqués dans le temps et dans l'espace - semblent bien indiquer le chemin. A moins que la génération Belo Horizonte 1996 ne se souvienne de la génération Contagem 1993 (6). A moins que l'on ne s'aperçoive, avec le temps, que la grève de décembre 1995 en France avait une signification universelle : une tentative pour enrêter le processus de mondialisation du travail, qui robose la situation des salariés les plus « favorisés » bientôt dénoncés comme d'insupportables privilégiés.

(1) Solange Maria Pinheiro, « Le Tournant de la Fiat Mineira. Travail, imagination et citoyenneté dans l'expérience des travailleurs », thèse de doctorat, Paris-1, Institut d'études du développement économique et social, 1996.
(2) Michel Le Ven, « Travail et démocratie : l'expérience des métallurgistes mineiros 1978-1984 », thèse de doctorat, université de São Paulo, 1987.
(3) Lire Robert Cabanes, Jean Copras, Monique Selim, *Salariés et entreprises dans les pays du Sud, contribution à une anthropologie politique*, Karthala, Paris, 1995 ; et Robert Cabanes, Bruno Laidet, *Profil d'entreprises du Sud, les politiques de gestion face aux cultures et aux sexes*, Karthala, Paris, 1996.
(4) Solange Maria Pinheiro, op. cit.
(5) Serge Haddad, « Sur les éléments de la démolition sociale », *Monde diplomatique*, n° 28, novembre 1995 (réimpression dans *Le Monde diplomatique*).
(6) Contagem, dans la banlieue de Belo Horizonte, a été le lieu de la première révolte des ouvriers dans les mines, comme à Osasco, dans la banlieue de São Paulo, et des premières révoltes violentes du régime militaire, quatre ans après la prise du pouvoir en 1964.

* Sociologue à l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom).

هكذا من الوجود

LES LABORATOIRES étrangers

Le monde est un laboratoire à ciel ouvert. On y trouve de tout : des hommes, des animaux, des plantes, des minéraux, des phénomènes physiques, chimiques, biologiques, sociaux, politiques, économiques, culturels, etc. Tout est là, dans ce grand laboratoire que nous appelons le monde. Et c'est à nous, les chercheurs, de découvrir les secrets de ce monde, de comprendre comment il fonctionne, de trouver des solutions aux problèmes qu'il pose.

Le monde est un laboratoire à ciel ouvert. On y trouve de tout : des hommes, des animaux, des plantes, des minéraux, des phénomènes physiques, chimiques, biologiques, sociaux, politiques, économiques, culturels, etc. Tout est là, dans ce grand laboratoire que nous appelons le monde. Et c'est à nous, les chercheurs, de découvrir les secrets de ce monde, de comprendre comment il fonctionne, de trouver des solutions aux problèmes qu'il pose.

providence

La providence est une force mystérieuse qui agit dans le monde. Elle est responsable de tout ce qui arrive, de toutes les épreuves que nous devons traverser. Elle est notre protectrice, notre guide, notre sauveur. Sans elle, nous ne pourrions rien faire, nous serions perdus dans la vie.

La providence est une force mystérieuse qui agit dans le monde. Elle est responsable de tout ce qui arrive, de toutes les épreuves que nous devons traverser. Elle est notre protectrice, notre guide, notre sauveur. Sans elle, nous ne pourrions rien faire, nous serions perdus dans la vie.

DE L'EXPLOITATION

aux avant-postes de la précarité

dage dans le bâtiment, le faux intérim et les faux indépendants dans l'industrie, les ordres donnés aux façonniers dans le textile, les recrutements de « stagiaires » dans l'agriculture, et plus simplement le travail clandestin font converger les intérêts immédiats des employeurs et des employés, ces derniers n'ayant d'autre possibilité quand ils sont en situation irrégulière. Ainsi, non seulement cette précarisation généralisée n'est pas le produit d'imposition d'un tiers-monde supposé archaïque, mais il y a bien de penser qu'elle est un effet des stratégies monétaires occidentales considérées comme les plus « modernes » par les institutions de Bretton Woods.

Cependant — et cela alimente le préjugé xénophobe et protectionniste — les restrictions à l'entrée et au séjour des étrangers obligent ces derniers à s'en remettre à des réseaux pour traverser les mailles du filet. Ces réseaux, généralement constitués de ressortissants d'une même région, tirent leur redoutable efficacité d'une origine et d'intérêts supposés communs face à l'hostilité proclamée de la nation d'accueil. Ils mêlent étroitement, sur une base vécue comme « ethnique », des mécanismes de solidarité et de domination, pour le plus grand bénéfice des détenteurs d'ouvrage nationaux situés en bout de chaîne. Le passage de la frontière, éventuellement l'obtention de titres de séjour falsifiés, l'hébergement, l'accès à un emploi ou à des ressources provisoires, tout dépend pour une large part de l'insertion des immigrés dans ces réseaux communautaires, où les plus anciens font figure de protecteurs. La dette financière et morale contractée par les migrants les met dans une position de dépendance et d'enfermement propice à une exploitation sans retenue de leur force de travail : l'emploi clandestin se présente comme un « service rendu ». Ce système est d'autant plus efficace que les employeurs de main-d'œuvre non déclarée se mettent eux-mêmes en fraude devant la loi, et peuvent donc faire jouer l'argument des intérêts solidaires face à l'adversaire commun qu'est l'Etat. Ainsi les lois contre l'immigration ont peu à peu créé chez les immigrés un imaginaire propice à la soumission. Dans le cas français, il est ironique de constater que ce phénomène favorise le développement de « biens fondés » sur le communautarisme. Il n'est d'ailleurs pas certain, contrairement à une idée répandue, que ce principe anime encore les pouvoirs publics. Incapables de maîtriser les flux migratoires malgré les intentions affichées, soumis à la pression des secteurs à fort emploi de main-d'œuvre étrangère à bon marché, les autorités



GUSTAVE CAILLEBOTTE. — « Les Raboteurs de parquet » (1875)

paraissent bien souvent préférer s'en remettre aux réseaux communautaires pour maintenir, pensent-elles, la population étrangère dans le calme et la passivité.

Mais, en France comme de par le monde, la précarisation juridico-économique des migrants n'est que la manifestation concrète d'une évolution plus générale. Des fractions toujours plus grandes de la population laborieuse sont progressivement écartées du salariat contractuel et stable. A mesure que cette évolution se confirme, l'illégalité des emplois s'affirme comme nouvelle règle et, outre les migrants, les employeurs se tournent vers les catégories les plus vulnérables : dans plusieurs pays occidentaux, par exemple, comme au Royaume-Uni ou en Italie, le travail des enfants progresse (5). Quant aux pays du tiers-monde, si contagieux il y a en matière de précarisation du travailleur, c'est plutôt l'effet des impératifs ultra-libéraux du monde développé. Les maîtres du marché international, par un mécanisme

d'accroissement des créances analogues à celui de la dette des immigrants clandestins, mettent les pays pauvres en concurrence pour produire des biens agricoles et manufacturés au meilleur compte : ce ne sont pas les traditions de ces derniers qui sont cause d'un recours toujours plus grand au travail irrégulier et mal payé, mais bien les exigences de nos propres marchés. Outre la surexploitation des enfants et des femmes, les transferts massifs de main-d'œuvre au sein du monde sous-développé jouent un rôle à côté sous-développé proprement dit. Une quelconque propre immigration est une goutte d'eau dans l'océan. Les migrations internationales, principalement féminines, évaluées à 35 millions de personnes, sont en progression constante, en dépit des mesures protectionnistes prises par la plupart des pays destinataires : « Si les agences de recrutement illégales, les bureaux de placement à l'étranger, les fournisseurs de main-d'œuvre et une multitude d'autres officines légales et clandestines n'existaient pas, le flux migratoire de la main-d'œuvre asiatique

n'aurait pas atteint un tel niveau », souligne un rapport du Bureau international du travail (BIT) (6).

Dans les pays pétroliers arabes, il aura fallu l'exode massif consécutif à la guerre du Golfe pour que l'opinion publique internationale apprenne que plusieurs millions de travailleurs étrangers contribuent à l'activité économique de cette région. Encore ces pays de rente ne sont-ils pas complètement représentatifs puisqu'une partie de la main-d'œuvre immigrante y bénéficie de salaires attractifs. Mais les départs forcés ont révélé combien sa situation était incertaine. Si, désormais, la politique migratoire affichée de l'Arabie saoudite ressemble à s'y méprendre à celle des pays occidentaux (7), le seul résultat tangible est que la contrebande d'êtres humains y est devenue, comme au Koweït, une activité particulièrement fructueuse.

Dans d'autres pays comme l'Inde, le Brésil et maintenant la Chine, à mesure que, sous la pression du Fonds monétaire international (FMI), se créent des pôles industriels tournés vers l'exportation, les disparités régionales augmentent, et avec elles les migrations intra-nationales. Constitutionnellement ou, dans le cas de la Chine, pratiquement, incapables d'instaurer des frontières intérieures, ces nations sont ainsi confrontées à des contradictions analogues aux nôtres : il s'agit d'attirer une main-d'œuvre peu exigeante là où elle est nécessaire tout en évitant les abîmes de fixation, d'édifier les pays sans accueillir « toute la misère du

monde ». L'ordonnance française du 2 novembre 1945 (8) n'avait pas d'autre but que de résoudre cette gageure. Au Brésil, dès les premiers travaux de construction de la nouvelle capitale Brasília, l'Institut national d'immigration et de colonisation (INIC), créé en 1957, se donnait pour but de maîtriser les flux internes de main-d'œuvre ; dans ce même pays dans les années 90, les autorités des régions les plus riches font tout ce qu'elles peuvent pour empêcher la stabilisation des migrants que leurs industries attirent (9). Peu années juridiquement — puisque la libre circulation y est de droit —, elles ont recours à toute une série de subterfuges, tels que l'intimidation des migrants lors de leur arrivée dans les gares routières, le strict contrôle de l'accès au logement et à la protection sociale ou diverses autres brimades (10). Ces mesures improvisées, confortées par un tenace racisme à l'égard des populations originaires du Nordeste et de l'Amazonie, ne sont pas sans rappeler le modèle français vis-à-vis des ressortissants maghrébins et négro-africains ou le modèle nord-américain face à l'« invasion » mexicaine. De même, on sait que certains pays africains, comme le Gabon, sous la pression des exigences du FMI, mènent régulièrement des opérations de déportation de ressortissants étrangers qui, une fois de retour, vivent dans une situation de précarité renforcée, pour le plus grand bénéfice de ceux qui les emploient.

On pourrait multiplier les exemples montrant que la précarisation des étrangers est le produit concerté d'une politique internationale qui, à défaut d'être cohérente, participe d'une logique unique : agiter la menace xénophobe, moins pour stopper réellement les flux migratoires que pour déstabiliser les migrants sur le marché du travail. Le sinistre thème de la « préférence nationale », cher à l'extrême droite, prend ainsi tout son sens : la « préférence » dont il s'agit désigne le travailleur privé de droits. Il est à craindre que la société civile, qui de manière de plus en plus unanime reprend ce refrain au nom de la protection de l'emploi, ne soit un jour appelée à une réalité : les immigrants sont un laboratoire. La mise en cause de la citoyenneté politique et économique pourrait bien, demain, concerner la nation tout entière.

ALAIN MORICE.

(5) Lire Bernard Schlemmer, *L'enfant exploité, oppression, mise au travail, prolétariat, Karthala, Paris, 1996*.

(6) Lin Lien Lin et Nana Oishi, *International Labour Migration of Asian Women: Distinctive Characteristics and Policy Concerns*, BIT, Genève, 1996.

(7) Lire « La « socialisation » des emplois, priorité des autorités de Ryad », *Le Monde*, 5-6 mai 1996.

(8) Voir : « Cinquante ans de législation sur les étrangers », *Plein Droit*, Paris, n° 29-30, novembre 1995.

(9) Lire Etienne Bailly, « Behadou, où les étrangers ont un parfum de prostitution », *Le Monde diplomatique*, février 1997.

(10) Alain Morice, « Travail illégal et séjour indésirable : du modèle brésilien aux dérivés français », *Hommes et Migrations*, Paris, n° 1187, mai 1996.

Pour une sociologie de la classe ouvrière

Le sociologue français Michel Verret, philosophe de formation, a dirigé pendant quinze ans le Laboratoire d'études et de recherches sociologiques sur la classe ouvrière (Lencro) de l'université de Nantes. Il est l'auteur notamment d'une trilogie parue initialement entre 1979 et 1988 : *L'Espace ouvrier*, *Le Travail ouvrier* et *La Culture ouvrière* (1). Celle-ci est enfin accessible intégralement. Sa sociologie est attentive aux caractéristiques de la condition économique du monde ouvrier, mais aussi aux traits culturels spécifiques et aux formes effectives de subjectivité collective.

La Culture ouvrière est certainement l'œuvre la plus novatrice. L'auteur brasse les matériaux les plus divers (enquêtes statistiques, enquêtes ethnographiques, classiques de la littérature sociologique ou anthropologique, etc.), sans jamais verser dans le misérabilisme. Son écriture, enfin, beaucoup plus proche de la poésie que d'une langue « scientifique » standard, aseptisée et froide, échappe à la rigidité d'un certain académisme.

Sa sociologie de la culture ouvrière

s'oppose notamment à la perspective développée par Pierre Bourdieu, pour qui l'insémination subtile et implacable de la nécessité caractérise fondamentalement les attitudes culturelles des classes populaires. Pour Pierre Bourdieu, les cultures populaires sont en effet avant tout des cultures de domination intérieure, alors que pour Verret elles sont des cultures de la domination collective. Chez Pierre Bourdieu, le déterminisme pèse de manière tellement implacable qu'on ne voit pas toujours très bien comment éviter le fatalisme. Cela apparaît plus particulièrement quand il souligne la difficulté pour les dominés d'entrer dans la lutte autrement qu'en ordre dispersé. Cette pente est cependant moins accentuée dans *La Misère du monde* (2) où, à plus forte raison, dans ses déclarations publiques de l'automne 1995. Mais chez Michel Verret l'esprit de lutte et de résistance de la culture ouvrière sont cohérents avec la vitalité ancrée aux collectifs ouvriers, c'est-à-dire avec l'idée que la classe peut fonctionner en classe-sujet.

GRAND lecteur qui, un peu comme Marcel Mauss, pratique une sorte d'ethnographie à distance, Michel Verret porte un œil neuf sur la classe ouvrière française, tout en se situant dans la ligne théorique de ces grands livres britanniques, paradoxalement plus connus en France que ses propres travaux : *La Culture du pauvre*, de Richard Hoggart et *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, d'Edward P. Thompson (3). Une autre inspiration, plus ancienne, plus profonde peut-être aussi, joue un rôle décisif dans ses élaborations : la conception marxiste des classes sociales, un marxisme qualifié à juste titre de « marxisme à tendance rousseauiste ».

Les études qu'il a consacrées à la classe ouvrière française ont véritablement inauguré — avec quelques autres, comme celles de Serge Bonnet — les recherches contemporaines portant sur le monde ouvrier. Elles ont contribué au dépassement des visions mythiques d'une classe ouvrière à la fois abstraite et héroïque qui avaient encore largement cours dans les années 70. Les deux volumes consacrés

aux *Métamorphoses ouvrières*, qui rassemblent soixante-quinze contributions présentées lors du colloque international organisé à l'initiative du Lencro, illustrent la fécondité de l'approche développée par Michel Verret. Le rapport à l'école et à la formation ou les identités de métier et de branche sont scrupuleusement interrogés, de même que les changements affectant le travail, l'action collective, la sociabilité et, d'une manière plus générale, les façons de vivre. Ces textes, d'une grande richesse, se penchent sur les transformations qui affectent le monde ouvrier contemporain, en France pour l'essentiel et en Europe, mais aussi ailleurs, par exemple en Afrique, en Amérique latine ou en Inde.

DANS l'avant-propos à la réédition de *La Culture ouvrière*, l'auteur s'interroge sur la « crise d'existence » que traversent les cultures ouvrières, laminées par cette « organisation de l'égotisme » qu'est la capitalisation de la classe ouvrière, la culture ouvrière est loin d'être morte. N'assiste-t-on pas plutôt à un déplacement ? Moins visibles et en déclin au centre, les cultures ouvrières se transforment, tandis que dans les périphéries elles apparaissent et se développent.

ROLAND PFEFFERKORN, université des sciences humaines de Strasbourg

(1) Michel Verret, *La Culture ouvrière*, L'Harmattan, Paris, 1996, 296 pages, 170 F ; *L'Espace ouvrier*, L'Harmattan, Paris, 1995, 261 pages, 140 F ; *Le Travail ouvrier*, disponible chez Armand Colin, à paraître prochainement chez L'Harmattan. Un autre ouvrage, rassemblant à la fois des textes inédits et des écrits publiés dans diverses revues, prolonge cette trilogie : *Chantiers ouvriers*, Editions de l'Autre, Paris, 1997. Signalez aussi : *Ultimatum*, n° 10-11, numéro spécial « Amour de Michel Verret », L'Harmattan, Paris, 1994. *Métamorphoses ouvrières*, 2 tomes, L'Harmattan, Paris, 1995.

(2) Pierre Bourdieu (sous la direction de), *La Misère du monde*, Le Seuil, Paris, 1993, 947 pages, 235 F.

(3) Richard Hoggart, *La Culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires*, Editions de Minuit, Paris, 1970 ; Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Le Seuil-Editions des hautes études en sciences sociales - Calmann, 1988.

magazine littéraire

N° 350 - Janvier 1997

Les vies de
Marcel Proust

Inédit : Notes sur la Recherche par Michel Leiris

LES AUTEURS DU MOIS :

Nathalie Sarraute, Tahar Ben Jelloun,
Nicolas Bouvier, Ernst Jünger, Jean-Paul Sartre

LE GRAND ENTRETIEN :

Michel Ragon

Chez votre marchand de journaux : 30 F

OFFRE SPECIALE

8 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Umberto Eco | <input type="checkbox"/> Jacques Derrida | <input type="checkbox"/> Montaigne |
| <input type="checkbox"/> Littératures allemandes | <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz | <input type="checkbox"/> Althusser |
| <input type="checkbox"/> Collette | <input type="checkbox"/> Les Enervés de la Belle | <input type="checkbox"/> André Gide |
| <input type="checkbox"/> Les Frères Goncourt | <input type="checkbox"/> Epoque | <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke |
| <input type="checkbox"/> Boris Vian | <input type="checkbox"/> Fernando Pessoa | <input type="checkbox"/> Kant |
| <input type="checkbox"/> William Faulkner | <input type="checkbox"/> Céline | <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant |
| <input type="checkbox"/> José Cabrita | <input type="checkbox"/> Hagar | <input type="checkbox"/> Leo Strauss |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf | <input type="checkbox"/> George Sand | <input type="checkbox"/> La fin des certitudes |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus | <input type="checkbox"/> 1482, l'invention d'une culture | <input type="checkbox"/> Jean Genet |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras | <input type="checkbox"/> Joseph Conrad | <input type="checkbox"/> Roland Barthes |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski | <input type="checkbox"/> Tchekhov | <input type="checkbox"/> Jacques Lacan |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> L'Age du Baroque | <input type="checkbox"/> Georges Perec |
| <input type="checkbox"/> Sade | <input type="checkbox"/> Chigère d'amour | <input type="checkbox"/> Céline, Voyage au bout de la nuit |
| <input type="checkbox"/> Retour aux Lettres | <input type="checkbox"/> Michel Leiris | |

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51

Vers la fin de l'exception salariale

Par
JEAN
COPANS *

L'APPARENTE expulsion des emplois productifs industriels vers les périphéries plus ou moins sous-développées suscite une inquiétude paradoxale. D'un côté, la question se pose de savoir si le travail peut encore rester la valeur fondamentale de nos sociétés occidentales (1). De l'autre, peut-on, à l'heure de la mondialisation, restreindre la réflexion aux seules sociétés nouvellement inscrites au registre d'un chômage de plus en plus massif ?

Pendant longtemps, l'arbre du salariat a caché la forêt des activités non salariales, domestiques ou encore informelles et illégales. Dichotomie juridique-fiscale fallacieuse : il faut réintroduire dans les analyses la multiplicité ancienne, permanente et dominante des formes de travail non directement salariales. La déconnexion entre travail, emploi, salaire et revenu reste une loi

générale de l'histoire sociale mondiale (2). En fait, les nouvelles incertitudes ne sont pas le reflet d'une espèce de désorganisation rampante des forces productives. Elles tiennent plutôt au dogmatisme qui a voulu expliquer la modernité par la seule expansion des rapports de production capitaliste et par l'accroissement régulier du travail salarié, protégé par la garantie juridique et politique d'un Etat-providence.

Or cette tendance reste exceptionnelle au cours des deux siècles d'économie mondiale capitaliste. Celle-ci a certes prospéré grâce à l'efficacité salariale (3), mais aussi à cause de la prédominance, sans cesse modifiée et renouvelée, des formes familiales, domestiques, clientélistes, patronales, migratoires voire idéologiques ou religieuses de la mobilisation des travailleurs. Si le capital est bien à la recherche de bas salaires, le déclin relatif du salariat dans les sociétés occidentales est peut-être la solution la plus économique.

des rapports salariaux, des composants électroniques dans les arrière-cours de maison en se servant de l'idéologie du seva ou des restrictions du pardah. Il n'y a ni pardah ni seva dans la grande entreprise, mais ils peuvent y servir de référence au plan symbolique et faciliter la réalisation des objectifs des uns et des autres (6).

D'autres régions du monde connaissent des systèmes aussi « paradoxaux ». Au Brésil, tout particulièrement dans le bassin amazonien, une cellule de production paternaliste, formée à la fois dépendante et distincte de l'exploitation capitaliste, expliquait les violences criminelles et les paternalismes exacerbés du développement capitaliste (7).

Que ce soit au Brésil, en Inde, en Afrique noire, en Europe, aux Etats-Unis d'Amérique, le travailleur migrant d'origine nationale ou « internationale » est une figure des plus anciennes, personnification par excellence de la « liberté » de vendre sa force de travail. En France, les bonnes bretonnes (8), les mineurs polonais ou les ouvriers spécialisés (OS) sarakollés ; les mineurs shanghaï (mozambicains) en Afrique du Sud, les ouvriers agricoles mexicains aux Etats-Unis, les peons brésiliens ne sont pas simplement des personnes déplacées pour cause de pauvreté, de catastrophe naturelle ou d'explosion démographique.

Tous ces travailleurs et travailleuses sont d'abord le rappel d'un éclatement déjà très ancien des modes de production locaux, mais surtout la preuve d'une dynamique récente de la division du travail. En fait, la migration de

travail est consubstantielle aux mécanismes domestiques de mobilisation et de reproduction sociale (9). Et la sédentarisation salariale n'est que l'une des formes, provisoire, de l'exploitation des travailleurs.

C'est pourquoi la lutte syndicale et politique autour de la protection de cette sédentarisation est si forte et pourquoi inversement le modèle absolu de la migration, l'apartheid sud-africain, a recherché désespérément la déconnexion totale entre l'économique et le politique. Les débats européens et français sur la question sont à replacer dans un tel contexte.

L'Etat-providence est un modèle largement universel, mais la faiblesse du secteur salariat dans la plupart des sociétés explique la fiction de ces Etats qui offrent une partie de la panoplie jur-

dique ou bureaucratique indispensable à leur fonctionnement sans en avoir les ressources et surtout la base sociale. Et la désattribution de l'Union soviétique en dit long sur la surexploitation des travailleurs qui a été nécessaire au financement de leur surprotection ! En dissociant définitivement le salariat des formes non salariales de revenu, l'Etat-providence a paradoxalement et durablement affaibli le monde des travailleurs, qui ne peuvent plus se protéger des incomptences de l'Etat en recourant à des sources différentes de revenus.

On s'aperçoit que les modes non étatiques et non capitalistes de garantie possèdent une certaine nécessité historique et sociale malgré leur caractère souvent violent, inhumain et, en tout état de cause, terriblement dépendant.

Résistance culturelle

Il convient de relire ce paysage social pour discerner les formes, parfois qualifiées de culturelles, de résistance à ces mécanismes de domination et d'exploitation. En effet, l'absence explicite de messages politiques a conduit depuis longtemps les analystes à sous-estimer ou dévaloriser ce genre de phénomènes. La société civile est aussi une société politisée : l'invention du syndicalisme chez les femmes portefaix indiennes, le mouvement *seringueiro* des collecteurs de caoutchouc dirigé par feu Chico Mendes au Brésil, le recours à des tactiques « féministes » chez les ouvrières malaises pour désorganiser ou ralentir (ce serait-ce que symboliquement) la production, sont des exemples d'évolutions aux marges du salariat. Ces luttes ponctuelles, subtiles, individuelles, invisibles permettent de réintégrer ce vaste monde du travail au lieu de le condamner au nom d'un prétendu esprit de classe parfois imaginaire.

Il ne s'agit pas de s'accommoder d'une réalité dérangeante, et encore moins de suggérer que, les choses étant ce qu'elles sont, il n'y a qu'à les considérer comme normales. Mais il s'agit plutôt de refuser l'espèce d'évolutionnisme primaire qui voit dans le salariat – et les formes de garanties politiques offertes par l'Etat-providence – une évolution irréversible, et par conséquent un progrès. L'expansion uni-

verselle du salariat apparaît, à la lumière du chômage, comme une impossibilité définitive. La situation actuelle ne fait que rappeler que les figures dominantes du travailleur dans le temps et dans l'espace du capitalisme ne relèvent pas du salariat même non protégé. Vingt-cinq ans de mondialisation puis de mondialisation restituent à sa juste place la métamorphose minoritaire du prolétaire en ouvrier salarié.

(1) Voir Achille Weisberg, « L'avenir du travail : déclin ou renouveau ? », *Sciences humaines*, n° 59, mars 1996 ; les numéros d'octobre-septembre et de décembre 1995 de la revue *Espoir* ; Dominique Méda, *Le Travail, une valeur en voie de disparition*, Albin Michel, Paris, 1995 ; « La crise du travail », *Actual Marx*, Presses universitaires de France, Paris, 1995.

(2) Lire Alain Dewerppe, *Le Monde du travail en France (1800-1950)*, Armand Colin, coll. « Cursus », Paris, 1989 ; et Patrick Vélizy, *Entreprises et entrepreneurs du XVIII^e siècle au début du XX^e siècle*, Hachette, coll. « Carré Histoire », Paris, 1994.

(3) Lire Jean-Pierre Durand (sous la direction de), *Vers un nouveau modèle productif ?*, Syros-Alternatives économiques, Paris, 1993.

(4) Jean-François Bayart, *La Réinvention du capitalisme*, Karthala, Paris, 1994, p. 33.

(5) Voir l'étude de synthèse d'Alina Ong, « The gender and labor politics of postmodernism », *Annual Review of Anthropology*, Palo Alto, Annual Review Press, vol. 20, 1991, pp. 279-309.

(6) Gérard Heuzé (études réunies par), *Travailler en Inde, collection « Parassamita »*, n° 14, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1992, p. 25. Lire aussi, de même auteur, *Ouvriers d'un autre monde - L'exemple des travailleurs de la mine en Inde contemporaine*, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1989.

(7) Christian Giffroy, *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne - Essai sur l'exploitation paternaliste*, Karthala, Paris, 1995.

(8) Lire Claude Méliassoux, *Femmes, greniers et capitaines*, François Maspero, Paris, 1975 (réédition L'Harmattan, Paris, 1992).

(9) Robert Castel, dans *Les Métamorphoses de la question sociale - Une chronique du salariat*, Fayard, Paris, 1995, partie de fixation, puis de fragmentation. Mais, là encore, le champ d'analyse reste confiné à l'exception occidentale.

Modèles de soumission

EN effet, la société salariale reste l'exception : « Les structures sociales et les représentations culturelles héritées d'une histoire étrangère au capitalisme ne lui sont pas forcément hostiles (4) ». Les demandes des nouveaux marchés – Asie du Sud-Est, Pacifique, anciens pays socialistes – conduisent le capital à réaliser ses investissements au moyen d'une double stratégie : des itinéraires d'accumulation atypiques, y compris mafieux, et des mobilisations massives de travailleurs encore ou libres. Car les pratiques transnationales restent fondées sur le travail des enfants, des femmes, et des travailleurs migrants. Les succès stories des nouveaux pays industrialisés, tout comme le maintien des Etats-Unis dans le peloton de tête, s'expliquent par cette diversification des formes d'exploitation de la force de travail.

Le « harem usinier » des *maquiladoras* à la frontière mexicaine, les « filles d'usine » de la Malaisie ou de Taiwan reproduisent volontairement les modèles culturels de la soumission familiale et de genre. Et les entreprises japonaises en Malaisie recourent efficacement à ces relations sociales et idéologiques sans se soucier d'y exporter l'efficacité moderniste de leur modèle (5).

C'est peut-être en Inde que les contrastes, mais aussi les complémentarités entre salariat et formes non salariales, apparaissent le plus fortement. Dans un « univers foisonnant » où « le travail à domicile, l'embauche précaire

de semi-dépendants ou la mise au travail sans pitié, effectuée de manière « parascientifique », d'enfants et de migrants aux abois se partagent la scène », selon l'anthropologue Gérard Heuzé, pour qui ces particularités ne tiennent pas seulement à la puissance de la tradition mais plutôt à des « conjonctions d'intérêts » expliquant la diversité des formes d'organisation du travail. « On fait monter, en dehors



RECRUTEMENT D'OUVRIÈRES POUR UNE USINE AMÉRICAINE DE CHIBUAHUA (MEXIQUE)
Le « harem usinier » des « maquiladoras »

* Professeur de sociologie et d'anthropologie à l'université de Picardie Jules-Verne.

La régression sociale au cœur des négociations collectives

Par
ADELINE
TOULIER *

EN France, jusqu'à la fin des années 70, la négociation collective avait pour seule vocation d'améliorer les conditions de travail des salariés ; les accords et les conventions collectives ne pouvaient prévoir que des dispositions plus favorables que la loi, socle de règles minimales et équivalentes pour tous. Cette époque semble révolue. Depuis le début des années 80, les accords conclus au niveau de l'entreprise peuvent déroger à la législation ou à la convention de branche dans un sens moins favorable aux salariés. L'entreprise peut s'autoréguler, et la négociation collective servir la flexibilité du droit du travail. Comment un tel retournement a-t-il pu s'opérer ?

Selon une frange grandissante du patronat français, la législation sociale constituerait une entrave insurmontable à la loi du marché et serait la cause première du chômage. Le droit du travail, trop protecteur, nuirait aux intérêts des salariés. Ecarter les normes légales par voie d'accords collectifs devrait être autorisé en cas de nécessité pour la viabilité de l'entreprise. Les arguments des partisans du primat de l'intérêt de l'entreprise en matière d'organisation, de discipline, de rupture du contrat de travail ou de rémunération n'ont pas laissé le législateur longtemps insensible.

L'ordonnance du 16 janvier 1982 relative à la durée du travail, relayée par la loi Auroux du 13 novembre de la même année relative à la négociation collective, a inauguré cette altération avec les tristement célèbres « accords dérogatoires ». Avec les lois Delebarre du 24 février 1986 et Séguin du 17 juin 1987, le emps de travail devient le domaine d'élection de ces accords. La négociation de progrès social cède le pas à la négociation de concession, signe de régression sociale, même si tout le monde ne s'accorde pas à le reconnaître. Les avantages dont le salarié bénéficiait

en vertu de la loi ou d'une convention collective entière peuvent être « mis entre parenthèses ».

Avec cette transformation durable des méthodes d'élaboration du droit du travail s'est ouverte la brèche de la déréglementation (1), expression d'une volonté de rupture avec la tradition de l'interventionnisme politique. La question sociale ne se pose pas sans que jaillisse la question de l'Etat-providence (2), qui garantit l'égalité des chances et un certain équilibre dans les rapports capital-travail. Cette promotion de la négociation collective, au détriment de la législation sociale, encore confortée par la loi quinquennale du 20 décembre 1993, renforce les pouvoirs discrétionnaires de l'employeur et ne restreint nullement le droit étatique. Au contraire, ce dernier, par sa complication, son volume, sa luxuriance de détails, autorise des variations d'interprétation judiciaire tout à fait étonnantes, stratégie à peine voilée de l'obscurcissement au service de la flexibilité. Le droit étatique du travail n'a plus pour ambition de promouvoir l'uniformité ; il intègre la multiplication des régimes, notamment du temps d'activité, et la diversification des contrats de travail.

Défaillance de l'Etat

LES garanties du salarié ne vaudraient réellement que si elles sont adaptées à la situation de l'entreprise : c'est désormais au cadre juridique de s'ajuster aux calculs de l'entreprise, et non plus le contraire. Aussi est-il jugé préférable que ce statut soit négocié à un niveau restreint plutôt qu'imposé par un cadre général. L'initiative et la responsabilité normatives sont décentralisées au niveau de l'entreprise (3), la contractualisation et l'individualisation des relations de travail renforcées.

Les conventions collectives d'entreprise constituent une remarquable nouveauté au sein du système conventionnel jusqu'à caractérisé par la prépondérance, sinon le monopole, des conventions de branche, moyen d'unification des conditions de la

concurrence. Le centre de gravité de la négociation collective est bel et bien modifié, promettant un sombre avenir dans la mesure où coexistent un droit étatique hypertrophié et un droit conventionnel pullulant, sans cohérence ni coordination, menaçant la sécurité juridique des salariés.

Faut-il réclamer l'extension de l'empire de l'Etat pour le sauvegarde des intérêts de la nation tout entière ou, au contraire, sa restriction, garantissant une large aire d'autonomie aux partenaires sociaux ? D'un côté, la défaillance de l'Etat à instituer le bien public ne manque pas d'illustrations : de l'autre, les intérêts « particuliers et égoïstes », gouvernés désormais par l'irrésistible recherche d'efficacité économique, risquent de prévaloir aux dépens de l'intérêt général. L'Etat ne devrait pouvoir se désaisir totalement du fardeau de l'élaboration de la politique sociale, qui, par son ampleur et ses incidences, excède la capacité des représentants des travailleurs affaiblis. Aussi les pouvoirs publics n'ont-ils pas choisi de ne plus réglementer, mais de réglementer autrement (4), en privilégiant la négociation avec les intermédiaires sociaux. Le gage de réussite d'une politique se trouve dans le concours des partenaires sociaux.

En suivant le cheminement d'un texte destiné à devenir une loi, il est aisé d'en identifier le véritable auteur, et de constater la faiblesse de la marge d'appréciation des parlementaires. En effet, convaincu du rôle pacificateur des conventions collectives, inquiet de la perte de contrôle du social, le législateur s'inspire – parfois même il se contente de les avaliser – des dispositions négociées et conclues préalablement par les partenaires sociaux (5), qui en assurent, le cas échéant, l'impopularité.

Pour autant, ce rôle de « pré-législateur » dévolu aux partenaires sociaux ne traduit pas la volonté gouvernementale d'adhérer pleinement à la position d'une organisation syndicale. Le politique français, hormis sans doute le Parti communiste et certains partis extrêmes, prétend incarner l'ensemble des groupes sociaux, contrairement aux organisations syndicales qui, elles, se situent à une logique pure de classe sociale (6). Mais si l'accord national interprofessionnel « ressemble » à la loi, il n'est pas la loi.

Les partenaires sociaux ne disposent que d'une « liberté sous surveillance ». L'Etat influence le contenu de la négociation collective sous couvert de veiller à son bon déroulement, il est omniprésent à la table des négociations qui s'achèvent par la conclusion d'une convention quasi tripartite.

Une légitimité toute relative

La négociation serait-elle la seule voie légitime de définition de l'ordre social ? Répondre par l'affirmative, c'est admettre que la représentation des groupes d'intérêts et d'avantage de légitimité que celle de la nation tout entière. Or la légitimité consensuelle des accords conclus est toute relative dans la mesure où, d'une part, la représentativité syndicale est bien affaiblie et, d'autre part, le signature de l'une ou l'autre des confédérations syndicales (la plus fréquemment de la CGT) fait souvent défaut.

La négociation collective de régression sociale intégrée le contraire, et sa promotion joue de l'inégalité des parties : cette pourrait résister-elle à l'épreuve du temps ?

(1) L'orientation vers une loi-cadre jusqu'à un contrat collectif d'entreprise, cheval de bataille de divers groupes de réflexion patronaux, en particulier de l'association *Entreprises et progrès*, qui ne laisse à la loi qu'un rôle suppléant ? Lire critique notamment par Gérard Lyon-Caen, « La bataille traquée de la flexibilité », *Revue de droit social*, Paris, 1985, p. 810.

(2) Terminologie judicieusement retenue par Robert Castel, qui lui préfère celle d'« Etat social ». Lire *Les Métamorphoses de la question sociale - Une chronique du salariat*, Fayard, Paris, 1995.

(3) Alors que la majorité des sociétés sont des petites et moyennes entreprises dont lesquelles les syndicats ne sont pas ou peu implantés.

(4) Lire Alain Supiot, *Critique du droit du travail*, Presses universitaires de France, Paris, 1994.

(5) Les exemples de lois pré-négociées sont nombreux : ordonnance du 16 janvier 1982 relative à la durée du travail, loi du 30 décembre 1986 relative au licenciement pour motif économique, loi du 12 juillet 1990 sur le régime des contrats précaires.

(6) Lire Antoine Lyon-Caen, « Changement politique et changement du droit du travail », *Transformations du droit du travail*, études offertes à Gérard Lyon-Caen, Dalloz, Paris, 1989.

* Juriste.

حکومت الاموال

DERRIÈRE KOUROU, LA MISÈRE...

Signaux d'alarme en Guyane

Département français voisin du Brésil, la Guyane ne se confond pas avec un bagne, mais elle n'entend pas se laisser réduire à un champ de tir pour ArianeSpace. La crise lycéenne suivie d'émeutes d'octobre et de novembre derniers exprime un profond malaise social. Comme dans les autres départements d'outre-mer, l'ampleur du chômage et le désarroi de la jeunesse sont susceptibles, au moindre incident, de provoquer l'explosion.

Par notre envoyé spécial ANDRÉ LINARD *

Mercredi 13 novembre 1996 : la fusée Ariane-4 décolla du Centre spatial de Kourou et, vingt minutes plus tard, met sur orbite deux satellites. Un quatre-vingt-douzième lancement, presque de routine, qui ne justifie guère la tension perceptible dans la salle de contrôle climatisée...

A 65 kilomètres de là, Cayenne, capitale de la Guyane, est en émoi. La nuit précédente, pour la quatrième fois en une semaine, des magasins ont été pillés, des voitures incendiées, du mobilier urbain détruit. Des débris en tout genre jonchaient les trottoirs, tandis que certains bâtiments officiels portaient encore les traces des déprédations survenues quelques nuits plus tôt. Ce mercredi 13 est un jour de grève générale ; pas au point d'annuler le tir, mais assez pour empêcher certains invités d'ArianeSpace d'y assister.

Les émeutes de Cayenne ont éclaté après un mois de grève des lycéens. Ils réclamaient du matériel pédagogique, la sécurité aux abords des lycées et, plus confusément, des garanties pour leur avenir. Selon M. Léon Bertrand, député RPR de la Guyane, des indépendantistes se seraient mêlés aux lycéens, transformant les manifestations en pillages. Sans doute, mais « ne voir que ces tentatives de manipulation, c'est cacher la forêt du malaise social derrière l'arbre d'incidents ponctuels », estime M^{me} Christiane Taubira-Delanon, l'autre député (divers gauche) de la Guyane.

* Journaliste.

Personne, en effet, n'impute aux lycéens les saccages des magasins et des bâtiments officiels. Mais, là où certains ne voient que les exactions de bandes de casseurs organisés, d'autres perçoivent l'expression de la détresse de la jeunesse. Pour M^{me} Christiane Taubira, « ils ont exprimé leur refus du seul choix qui leur reste, entre le chômage, la délinquance, la drogue ou le suicide. Un choix déjà vécu par leurs grands frères et leurs grandes sœurs qui, bien que diplômés, se retrouvent sans emploi ».

Kourou et ses techniciens du Centre spatial guyanais (CSG), Cayenne et ses jeunes en ébullition : deux mondes apparemment séparés dont le destin est pourtant lié. Car si les jeunes Guyanais ont mal à leur avenir, c'est notamment en raison de l'arrivée de vagues de migrants, qui a attiré l'emploi généré par le CSG (1). Et si le chômage est leur seule perspective, c'est parce que l'économie de la Guyane dépend trop du centre spatial - qui recrute désormais beaucoup moins - et que les alternatives manquent. Selon l'Insee, « le spatial représente 50 % de l'activité totale de la Guyane. Les effets d'entraînement sont relativement faibles, car l'économie guyanaise est peu intégrée et cette activité demeure une activité spécifique et très technique (2) ». Ce secteur fournit 27 % des emplois, 41 % des impôts locaux d'entreprise et absorbe 59 % des importations.

La présence du CSG à Kourou a provoqué l'ouverture de grands chantiers : les installations elles-mêmes, bien sûr,

mais aussi des logements, des infrastructures routières et hôtelières, des ponts, le barrage de l'EDF à Petit-Saut, sur la rivière Sinnamary... En contrepartie : un village rayé de la carte, des terres agricoles et 300 km² de forêt engloutis, de graves dégâts écologiques. C'est en tout cas ce qu'affirme l'ex-président du conseil général, M. Elie Castor (apparenté PS), qui dénonce des « émanations importantes au moment des tirs, des gaz toxiques qui se répandent dans la nature... (3) ».

L'aménagement de Kourou a fait de la Guyane un eldorado de l'emploi régional où se sont engouffrés Brésiliens, Surinamiens, Haïtiens, Saint-Lucien, Guyanais (de la Guyane)... Ils ont complété la mosaïque ethnique formée lors de la ruée vers l'or, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, et compensé le manque de main-d'œuvre locale. Les créoles guyanais n'étaient pas tentés par les emplois industriels créés. Depuis la départementalisation, en 1946, ils occupent les postes administratifs, très nombreux, où les salaires sont 40 % plus élevés qu'en métropole. Mais, depuis 1992, les prestations sociales sont supérieures aux cotisations. En janvier 1996, le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) des DOM n'était aligné sur celui de la métropole. Et plus de 7 000 familles bénéficiaient du Revenu minimum d'insertion (RMI).

Ces chiffres alimentent, chez les « métros » de Guyane, une série de clichés : « les créoles ne veulent pas travailler », « le RMI tue l'initiative »... Ils doivent cependant être tempérés. Le coût de la vie en Guyane est supérieur de 20 % à celui de la métropole. Et le RMI y est calculé sur une base inférieure.

Il y avait peu de concurrence entre les créoles et les immigrés tant que l'emploi suivait. Mais ce n'est plus le cas. Les chantiers du centre spatial sont moins nombreux. Les pouvoirs publics locaux et régionaux, endettés ou en cessation de paiement, n'ont pas les moyens de prendre le relais. D'autant qu'il ne fait pas bon être responsable

local. Ces derniers temps, les procès se multiplient pour abus de biens sociaux (M. Claude Ho-A-Chuck, maire UDF de Roura, en est accusé), ou pour fraude fiscale (M. Georges Othily, unique sénateur de la Guyane, maire divers gauche d'Iracoubo et ancien président du conseil régional, a été condamné en première instance le 29 octobre dernier).

Malgré tout, l'effet d'attraction, engendré par un niveau de vie supérieur à celui des pays voisins, subsiste. L'immigration, légale ou clandestine, se poursuit donc. Et les Guyanais, dont la croissance démographique est très élevée (le taux d'accroissement naturel est de 2,5 % par an), se sentent menacés. Principalement les jeunes : les moins de vingt-cinq ans représentent plus de 50 % de la population. Et cela précipitait au moment où la volonté s'acquiesce chez eux de ne plus tenter leur chance dans la seule administration ou en métropole. Sans doute y a-t-il une part de démagogie dans les propos de M. Antoine Karam, président du conseil régional de Guyane (PS), lorsqu'il parle de « premières générations de Guyanais et de Guyanaises capables d'être les acteurs de notre histoire (4) ». Ses propos n'en contiennent pas moins une part de vérité.

Une société « périphérique »

REVENDIQUER ces spécificités ne constitue pas nécessairement un plaidoyer pour l'indépendance. Néanmoins, le fait que les représentants de l'ordre (préfet, procureur, gendarmes...) viennent de métropole donne à tout conflit un tour parfois ambigu. Ainsi, on a vu fin octobre 1996 le Mouvement de développement et d'émancipation sociale soutenir des manifestations en faveur de l'entrepreneur Douzeac, ou Guyanais condamné pour utilisation de main-d'œuvre immigrée clandestine.

Comment sortir de ce marasme ? Les responsables politiques de la majorité, tel M. Léon Bertrand, réclament toujours plus d'aide de la métropole et de l'Union européenne, qui cofinance déjà de nombreux projets. L'opposition, à l'exemple de M^{me} Christiane Taubira, met en cause « les immenses responsabilités de ceux qui gèrent les collectivités locales, en tout cas depuis la départementalisation ».

Les autorités, elles, se contentent de limiter l'immigration clandestine, comme on témoigne les contrôles quotidiens à Saint-Laurent du Maroni ou au pont d'Iracoubo et les expulsions à la limite de la légalité (5). Mais comment surveiller 500 kilomètres de fleuves, faciles à traverser en pirogue, et qui, pour les riverains, constituent des traits d'union plutôt que des frontières ?

La solution résiderait plutôt dans un véritable plan de développement pour la Guyane. Les responsables locaux insistent sur la mise en valeur des ressources naturelles (forêt, pêche, minerais, etc.). Selon M^{me} Christiane Taubira, il faut y ajouter « une extraordinaire accumulation de savoirs et de progrès technologiques : le centre spatial, l'EDF, les organismes scientifiques nombreux et performants. Mais c'est une société qui vit à part ».

Pour contrebalancer ces revendications, le ministre de l'outre-mer, M. Jean-Jacques de Peretti, souligne l'absence de TVA en Guyane, la création de zones franches urbaines à

Les tensions entre créoles et immigrés augmentent et, avec elles, l'insécurité objective - la délinquance est en hausse - et psychologique. En 1990, la population juridiquement étrangère représentait 30 % de l'ensemble. Ceux qui sont perçus comme « étrangers » par les Guyanais peuvent aussi bien être de nationalité française : Antillais, métropolitains, Hmongs (réfugiés laotiens), etc.

Du coup, c'est envers la métropole que se tourne l'animosité des Guyanais : une métropole accusée de ne pas être assez stricte envers les migrants, de ne pas investir assez et d'ignorer les spécificités locales.

Ce dernier argument l'emporte sur la volonté d'assimilation à la France qui prévalait en 1946 lors de la transformation de la Guyane-colonie en Guyane-département. Car les spécificités sont manifestes. Les lycéens en grève et leurs professeurs rappellent, notamment, que l'on ne peut organiser l'enseignement sur un même modèle lorsque la moitié des élèves ne sont pas francophones d'origine. Il en va de même face à une population en quête de son identité, gardant en mémoire une histoire différente - les blessures de l'esclavage, par exemple - de celle de la métropole.

Cayenne et à Saint-Laurent, les investissements dans le spatial. Par ailleurs, des projets tels que la construction de la route Régina-Saint-Georges-de-l'Oyapock, ou des logements à Saint-Laurent, à Kourou, sont en cours. Pour lutter contre l'immigration, la France s'est même engagée à construire un hôpital à Albina, au Surinam voisin.

Néanmoins, connaissant les inégalités de revenus, on peut douter de l'impact de telles mesures. Selon l'Insee, en 1992, un tiers des contribuables, soit 10 623 personnes, avaient un revenu annuel moyen de 164 000 F. Les autres doivent se contenter de 39 000 F par an. Dans l'ensemble, le coût élevé du travail rend les productions guyanaises peu compétitives avec celles des pays voisins. La dépendance à l'égard du marché européen s'en trouve renforcée malgré la rhétorique de l'« intégration régionale ».

La Guyane pourrait retourner cette dépendance à son avantage. Elle pourrait devenir un espace de dernière transformation de produits semi-finis importés des pays voisins et exportés ensuite sans droit d'entrée vers l'Union européenne.

La Guyane « est » la France, mais elle présente aussi des aspects de société « périphérique ». Elle demande des solutions spécifiques, avant que la crise sociale ne dégénère. La condamnation d'un recteur d'académie à Cayenne, au début de cette année, permettra peut-être de satisfaire cette demande dans l'éducation, mais le problème est général : absence de projets, défaut d'avenir. Et la France devra y répondre... Ne serait-ce que par souci de préserver la stabilité autour du Centre spatial de Kourou.

(1) Lire Maurice Lemoine, « La Guyane en danger d'explosion », *Le Monde diplomatique*, août 1992.

(2) *Tableaux économiques régionaux*, Insee, Guyane, 1995, p. 134.

(3) Propos cités dans « Les gens de Guyane », *Cinéma information*, numéro spécial, Paris, 1993.

(4) Déclaration après la première nuit d'insécurité, le 5 novembre 1996.

(5) Cf. *Le Monde*, 22 mars 1996.

DEJÀ 6 000
EMPIREURS VENDUS

« LE MONDE DIPLOMATIQUE » SUR CÉDÉROM (1989-1996)



C'est une importante initiative qu'a prise *Le Monde diplomatique*, en collaboration avec CEDROM-SNI, société canadienne : mettre à la disposition du grand public, sous la forme d'un cédérom exceptionnellement peu coûteux, l'ensemble de ses articles depuis novembre 1989.

Depuis la chute du mur de Berlin, le monde a profondément changé. *Le Monde diplomatique* a suivi, mois après mois :

- les bouleversements stratégiques, de la fin de l'Union soviétique à la guerre dans les Balkans ;
- les nouveaux conflits économiques, de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aux divisions entre le Nord et le Sud ;
- les grandes négociations internationales, des accords d'Oslo à l'élargissement de l'Union européenne ;
- les mutations sociales, politiques et culturelles et le mouvement des idées qui les accompagne ;
- l'avènement des technologies nouvelles et leurs répercussions, à commencer par les nouveaux réseaux de la communication.

Avec l'intégralité de ses numéros depuis sept ans, *Le Monde diplomatique* offre à chacun un moyen de mieux comprendre le siècle qui s'achève, comme celui qui commencera bientôt.

Un puissant logiciel de recherche permet de retrouver, à l'aide de 15 clés de recherche différentes (texte intégral, mot-clé, auteur, pays, date, etc.), l'information désirée. La présence de plus de 200 cartes et de nombreux tableaux et chronologies en fait un instrument indispensable, notamment pour les enseignants et les étudiants. Possibilité de copier, de coller, d'annoter, d'exporter ou d'imprimer les textes d'origine. Utilisation conviviale. Configuration minimale requise : PC (Windows 3.1), Mac (Système 7). 4 Mo de mémoire vive. Ce cédérom fonctionne indifféremment sur PC et Mac.

Tarifs

	Particuliers	Institutions		Particuliers	Institutions
France	436 FF	861 FF	Amérique du Sud	115 \$ am.	221 \$ am.
Europe, Maghreb, DOM-TOM	445 FF	870 FF	Canada	147 \$ can.	289 \$ can.
Afrique	450 FF	875 FF	Etats-Unis	115 \$ am.	217 \$ am.
Asie	455 FF	880 FF			
Océanie	461 FF	886 FF			

Tarifs licence réseaux, nous consulter

(Bulletin et règlement - chèque bancaire ou aurorecheque libellé en francs français - à retourner à :
Le Monde-vente au numéro, 21 bis, rue Claude-Bernard,
75242 Paris Cedex 05)

(Bulletin et règlement - carte bancaire - à retourner à CEDROM-SNI,
825, avenue Querbes, Outremont, Québec H2V 3X1, Canada)
Tél. (1) 514 278 80 80
Appel gratuit (uniquement depuis le Canada) : (1) 800 553 5685

BON DE COMMANDE

☐ exemplaires du *Monde diplomatique* sur cédérom.

Organisme :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Coda postal :

Ville :

Pays :

☐ Chèque bancaire

☐ Eurochèque

☐ Carte bancaire n°

Date d'expiration

Signature obligatoire

N° 24 - HIVER 1996

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Relations Internationales et Stratégiques
IRIS Presse - Arléo

R.I.S. N° 24

LE DOSSIER :
LES EMBARGOS

R.I.S. N°23 :

LES CONFLITS EN AFRIQUE

R.I.S. N°22 :

L'INDE

R.I.S. N°21 :

LA FRANCE, LA DISSUASION
ET L'EUROPE

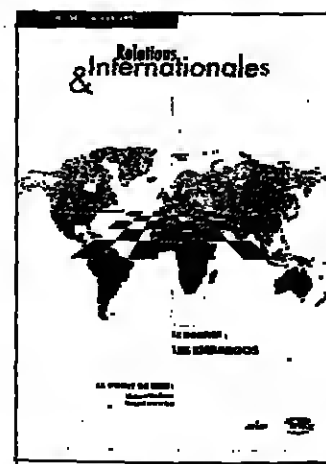
Renseignements :

IRIS, avenue J.B. Clément

93430 VILLETANEUSE

Tél. (01) 49 40 33 36

Fax: (01) 49 40 36 06



1 an : 280 FF, étudiant : 220 FF

Étranger : 350 FF - Prix au N°

90 FF

حکومت الامم المتحدة

RÉFORME DU SERVICE NATIONAL FRANÇAIS

Un « rendez-vous citoyen » manqué

PROFESSIONNALISATION accrue des armées, suspension du service national obligatoire - militaire et civil - au profit du volontariat et d'un « rendez-vous citoyen » aux objectifs ambigus : les réformes en cours du système de défense français sont-elles à la mesure de l'enjeu que constitue, dans un monde en plein bouleversement, la construction d'une citoyenneté réellement participative ? Au lieu d'officialiser, pour des raisons au moins autant budgétaires que stratégiques, le fossé creusé depuis longtemps entre le peuple et l'armée, il serait temps de faire des civils un pôle essentiel de ce que le chercheur américain Gene Sharp nomme une « défense démocratique de la démocratie ».

Par CHRISTIAN ROBINEAU *

C'est au début de cette année que le Parlement a voté la réforme du service national obligatoire, le 22 février 1996, par le président de la République. Un axe essentiel du projet consiste en une réduction de 24 % du « format » des armées, qui diminuerait leur coût et les rendrait plus facilement « protégeables » sur des théâtres extérieurs. Dans l'après-guerre froide, les conflits régionaux ou les guerres civiles appellent en effet, selon les stratégies, l'intervention d'unités réduites, rapidement disponibles et bien entraînées.

D'où la professionnalisation accrue et la « suspension » du service national obligatoire, le retour à une armée plus massive demeurant théoriquement possible en cas de menace vitale. Les jeunes nés à partir du 1^{er} janvier 1979 seront donc convoqués, à compter de 1997, pour les garçons, et de 2003, pour les filles, à un « rendez-vous citoyen » obligatoire de cinq jours. Ce sera, théoriquement, l'occasion d'un bilan médical et socioprofessionnel, d'une aide à l'insertion des jeunes en difficulté, d'une instruction civique de base et d'une information sur les modalités du service volontaire. Ce dernier devrait durer de neuf à vingt-quatre mois selon le domaine dans lequel il sera effectué : défense, sécurité et prévention, cohésion nationale et solidarité, coopération internationale et action humanitaire.

Les détracteurs de la réforme voient dans la disparition du service militaire obligatoire la rupture du lien entre les citoyens et la défense (1). Encore faudrait-il que ledit service assure pleinement les fonctions qu'on lui suppose en la matière. Or rien n'est moins sûr. Le service militaire n'est ni universel ni égalitaire (2) : il favorise peu le brassage des classes sociales (les moins scolarisés sont massivement exemptés, les plus favorisés socialement sont également exemptés ou bénéficient des formes civiles de service les plus avantageuses). Ne concernant, dans les faits, que moins de 30 % de la population d'un âge donné (3), il peut difficilement prétendre maintenir le « lien armementaire ». Il ne peut davantage passer pour une école de démocratie, étant donné les valeurs et le fonctionnement

propres à l'institution militaire. A l'inverse, il se voit attribuer des fonctions (formation professionnelle, éducation civique, intégration) qui relèvent théoriquement des compétences de l'éducation nationale. Enfin, une armée de conscription ne garantit pas mieux qu'une armée de métier contre les risques de coup d'État (voir les colonels grecs de 1967 ou le Chili de 1973).

La professionnalisation des armées, bien amorcée depuis déjà plusieurs années, ne fera qu'accroître une orientation ancienne : celle d'une défense « par procuration ». Cinquante-huit millions de Français confieront ainsi à environ 0,6 % d'entre eux leur sécurité. La période, obligatoire pour tous, d'une semaine n'est qu'une concession aux nostalgiques de la conscription. De « citoyen », ce rendez-vous n'a que l'adjectif. Il constitue en réalité l'officialisation d'une tradition que le pouvoir actuel, comme ses prédécesseurs, essaie par tous les moyens d'occulter : le refus que soit exercée démocratiquement la responsabilité de définir et mettre en œuvre la politique de défense.

A cet égard, la manière dont s'est déroulé le « débat » sur la réforme en cours est en soi peu satisfaisante. Une affiche, un questionnaire et quelques discussions ne suffisent pas pour parler, comme le président de la République le 28 mai 1996, d'une « authentique vie démocratique, vivante et forte » : après avoir « pris acte » de l'« orientation » qui se dégageait, il ne lui restait certes plus qu'à annoncer sa « décision ». Mais M. Jacques Chirac, qui affirmait regretter qu'un référendum sur le service national fut exclu par la Constitution (ce qui contesterait certains juristes), devrait relire cette dernière. Si « le président de la République est le chef des armées » (art. 15), c'est la loi, donc le Parlement - qui « fixe les règles concernant (...) les sujétions imposées par la défense nationale aux citoyens en leur personne et en leurs biens » et « détermine les principes fondamentaux (...) de l'organisation générale de la défense nationale » (art. 34). Or, le 28 mai, aucune « décision » n'avait encore été prise par le Parlement...

La « défense globale » sans les civils

CURIUSEUSE logique démocratique, d'autant que l'Assemblée s'est vue contrainte d'entériner la loi de programmation, qui fixe le cadre budgétaire de toute réforme, avant même de pouvoir débattre de cette dernière. Peut-être la réforme du service national, si elle a des motifs stratégiques, s'inscrit-elle surtout dans un souci général de restriction des dépenses de l'État, qui ne peut souffrir aux yeux du pouvoir aucune contestation.

De plus, la prudence politique s'impose lorsqu'on bouscule un mythe fondateur de la République comme celui du soldat-citoyen (mais les fameux volontaires de l'an II furent en grande partie réquisitionnés...). Et il importe d'autant plus d'entretenir l'illusion d'une participation active du peuple à la définition et à la mise en œuvre de la défense que les enjeux essentiels de celle-ci sont tenus à l'écart de la confrontation démocratique.

Le Livre blanc sur la défense de 1994, dans le prolongement duquel se situent les projets en cours, même s'il préconisait le maintien de l'actuel service, prônait une « conception globale de la défense », associant « la défense militaire une dimension civile et économique, mais aussi sociale et culturelle » (4). La doctrine officielle semble ainsi réserver une part de choix aux aspects non militaires de la défense. Celle-ci aurait pour fonction de préserver non le seul territoire, mais aussi la société, les valeurs, l'économie, la culture. Les civils, a priori aussi compétents que les militaires en matière « sociale » ou « culturelle »,

devraient donc y jouer un rôle central. Pourtant, l'option retenue demeure traditionnelle : d'un côté, une armée, seule composante considérée comme crédible, notamment en termes budgétaires ; de l'autre, une société réduite au statut de spectatrice, à laquelle on demande seulement d'applaudir ses héros (cela s'appelle « l'esprit de défense »). Plus : le Livre blanc valorisait tous les domaines hors du domaine purement militaire (humanitaire, protection des populations, etc.). Ainsi, au oom de la « défense globale », ce n'est pas le poids des civils dans la défense qui se trouve majoré, mais celui des militaires dans la vie civile.

En outre, on peut douter que les formes civiles actuellement envisagées du service volontaire favorisent une participation plus citoyenne à la défense. A l'origine, les modalités civiles du service national ont été activement promues surtout par les objecteurs de conscience, dans les domaines de l'aide au développement, de la lutte pour les droits humains ou de la construction de stratégies de défense nouvelles (5). Mais, vers le milieu des années 80, cette pratique - sinon ses principes - fut récupérée et banalisée lorsque ministères civils, collectivités locales, entreprises et associations évaluèrent la même potentielle que constituait, dans un contexte économique dégradé, les appels effectuant civilement les civils.

Résultat : en 1994, les formes civiles « légales », les formes militaires orientées vers des missions civiles et les protocoles ministériels de la défense-auxiliaires comptaient près de 50 000 appelés, soit environ 20 % du

SOLDATS DE L'AN II
Un mythe fondateur de la République bousculé

contingent. D'abord empirique, cette explosion a trouvé tardivement sa légitimation officielle dans l'idée de « défense globale ». La voie était ainsi ouverte aux projets actuels.

Ceux-ci souffrent néanmoins de contradictions majeures. Malgré un subtil habillage idéologique, la composante militaire de la défense demeure, on l'a vu, la seule à bénéficier d'un budget significatif et à jouir d'une certaine crédibilité. Les formes civiles du service national n'ont donc, dans ce cadre, aucune justification en termes de défense. Pour légitimer leur existence, on invoque aujourd'hui la nécessité de renforcer la cohésion sociale, d'autant que le service national est, en soi, un acte de défense. Pour légitimer leur existence, on invoque aujourd'hui la nécessité de renforcer la cohésion sociale, d'autant que le service national est, en soi, un acte de défense. Pour légitimer leur existence, on invoque aujourd'hui la nécessité de renforcer la cohésion sociale, d'autant que le service national est, en soi, un acte de défense.

D'autant que les objectifs affectés à partir de 1997 - et donc, jusqu'en 2001 au moins, dans le cadre d'un service obligatoire, réglementé par l'État - verront ce dernier se défaire de deux tiers de ses services budgétaires sur les organismes d'accueil, auxquels il doit pourtant déjà plus de 300 millions de francs. De plus, ces mêmes organismes supporteront, seuls, la charge des volontaires du nouveau service.

Le problème du lien entre défense et citoyenneté se trouve donc bien mal posé : il n'est en effet pas seulement affaire d'adhésion commune à des valeurs et à des institutions, mais aussi de participation réelle de l'ensemble de la société à sa sécurité.

Des solutions de rechange existent-elles ? Si les modèles israélien ou suisse impliquent davantage la population dans la défense, la militarisation de la société qui leur est inhérente demeure peu enviable. Plus pertinentes paraissent les « stratégies civiles de défense et de dissuasion », fondées sur l'analyse d'exemples historiques, aussi nombreux que souvent méconnus, d'une résistance oom armée parfois mise en œuvre par des peuples entiers. Elles reposent sur l'organisation et la planification de la non-coopération (désobéissance civile, institutions et réseaux d'information parallèles, boycottages, grèves, manifestations, etc.) de l'ensemble d'une société avec un agresseur externe ou interne. Ses fondements et moyens sont en cohérence avec le fonctionnement quotidien d'une société démocratique : la défense peut ainsi devenir l'affaire de tous(e)s, bien au-delà du cadre restreint d'un quelconque service (6).

Deuxième utopie ? L'adjonction de « compléments » non armés à la défense classique a pourtant été officiellement étudiée dans divers pays (Norvège, Danemark, Finlande, Pays-Bas) et esquissée en Suède, Autriche et Suisse. Récemment, les États baltes ont privilégié l'action civile non violente dans leur stratégie d'accès à l'indé-

pendance (7), et les Albanais du Kosovo continuent de résister au moyen d'un véritable « État parallèle » à l'oppression serbe.

Impensable en France ? L'étude commandée en 1984 par Charles Hernu, alors ministre de la défense, sur « les perspectives pour la prise en compte des principes et méthodes de la résistance non violente dans la stratégie globale de la France » (8) avait été favorablement accueillie par certains experts, militaires et hommes politiques (9). Depuis, des contacts informels se sont poursuivis entre l'Institut de recherche sur la résolution non violente des conflits (10) et le secrétariat général à la défense nationale.

Considérant la transformation des types de conflits ensanglantant notre fin de siècle, la réflexion s'oriente vers les réponses à inventer face à des affrontements géographiquement éloignés des

frontières françaises (Somalie, Rwanda, ex-Yugoslavie, etc.), dans lesquels s'impose un « devoir d'intervention », mais que les acteurs militaires, diplomatiques ou humanitaires ne peuvent souvent prétendre résoudre.

Ainsi se développe actuellement le nom d'« intervention civile », que l'un des spécialistes français de ces questions, M. Jean-Marie Muller, définit comme « une intervention non armée, sur le terrain d'un conflit local, d'une mission d'insertion, de médiation et/ou de coopération en vue de prévenir ou faire cesser la violence et de créer les conditions d'une solution politique du conflit » (11).

S'appuyant sur des expériences récentes ou plus anciennes (Balkans, Rwanda, ex-Yugoslavie, etc.), certaines missions civiles de l'ONU, etc.), rejoignant sur certains points les préoccupations de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), du Parlement européen et de l'ONU en matière de prévention des crises, cette idée suscite un intérêt croissant (12). L'Allemagne a par exemple, à un moment plus avancé que la France, un projet de loi en ce sens a été déposé voilà quelques mois au Parlement avec le soutien des présidents des groupes parlementaires des Verts, des sociaux-démocrates et des chrétiens démocrates. Visant à créer, avec un financement fédéral, un corps expérimental de volontaires destinés à intervenir en ex-Yugoslavie, il est, pour l'heure, au point mort (13).

En novembre 1996, M. Charles Millon, ministre français de la défense, répondait aux députés qui l'avaient sollicité à la demande du Mouvement pour une alternative non violente (14) qu'un « service civil de paix », destiné à l'intervention civile, pourrait éventuellement prendre place dans le nouveau service volontaire.

L'« esprit de défense » se résume pourtant le plus souvent, en France, au pis, à l'acceptation passive d'une politique militaire décidée sans consultation et, au mieux (si l'on peut dire...), à l'action menée par quelques appelés dans les collèges des banlieues stériles. Les « décideurs » français seront-ils donc à même de comprendre que la démocratie ne peut être défendue, ici et ailleurs, que si les citoyens peuvent participer à sa défense, avec les moyens de la démocratie ? Faut-il de l'entendre, on découvrirait toujours trop tard qu'une défense sans citoyens ne produit finalement que des citoyens sans défense.

(1) Lire Jean Planchais, « Faut-il regretter le service militaire ? », *Le Monde diplomatique*, septembre 1996.

(2) Lire Michel Aveny, *Objecteurs, insoumis, dévotiers. Histoire des réfractaires en France*, Stock, Paris, 1983. Pour des données récentes, voir Serge Vago, *L'avenir du service national*, rapport de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, Paris, 9 mai 1996 ; Philippe Séguin (président) et Olivier Duranton (rapporteur), *La France et son service*, Assemblée nationale, Paris, 23 mai 1996.

(3) La moitié féminine n'est pas astreinte au service, au titre des incorporables sont exemptés, 20 % des incorporés effectuent un service civil, militaire ou civil des objectifs de conscience (Jean Bastide, *Les Formes civiles de service national*, rapport du Conseil économique et social, Paris, novembre 1995).

(4) Marc Long (sous la direction de), *Livre blanc sur la défense*, La Documentation française, coll. « Rapports officiels », Paris, 1994, p. 48.

(5) Lire Collectif, *Le Guide de l'objection de conscience*, Mouvement des objecteurs de conscience, Paris, 1993 (MOC) ; 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, et les actes, à paraître, de colloque « Service civil des objectifs de conscience et citoyen » organisé à l'Assemblée nationale, le 21 mai 1996, par le Comité de coordination pour le service civil (CCSC) ; 16, rue Jean-Giono, 91000 Evry.

(6) Pour une présentation très synthétique des stratégies civiles, cf. le chap. VI de Christian Millon, Jacques Séguin, *La Non-Violence*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1994.

(7) Lire Gene Sharp, *La Guerre civile. La Défense par actions civiles*, Presses universitaires de Grenoble, 1995.

(8) Christian Millon, Jean-Marie Muller, Jacques Séguin, *La Dissuasion civile. Fondation pour les écoles de défense nationale*, coll. « Les sept épées », Paris, 1985.

(9) Lire *Alternatives non violentes*, 1986, n° 57 (BP 27, 13122 Venables), et Jean Klein, « De la non-violence à la dissuasion civile », *Le Monde diplomatique*, décembre 1985.

(10) IRNC : 14, rue des Menuisiers, 93100 Montreuil.

(11) Jean-Marie Muller, « Une nouvelle force : l'intervention civile non armée », *Alternatives non violentes*, 1995, n° 97, pp. 4-5.

(12) Lire *Alternatives non violentes*, 1995, n° 97, et Jean-Marie Muller, *L'intervention civile*, à paraître chez Desclée de Brouwer.

(13) Antoine Soudry, « Un service civil pour la paix », *La Lettre de Justice et Paix*, mars 1996.

(14) MAN : 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

Recherches internationales

DIRECTEUR : MICHEL ROGALSKI

numéro 46 - automne 1996 : 90 F

- DOSSIER ASIE CENTRALE
- LA FIN DU NUCLEAIRE ?
- L'OTAN FACE À L'EST
- DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE
- LA CONFÉRENCE « HABITAT II » D'ISTAMBUL

RAPPELS

NUMÉRO 43-44 : L'ALGÉRIE DANS LA TOURMENTE (130 F)
NUMÉRO 45 : LA MONTÉE EN PUISSANCE DE NATIONS (90 F)

Nom

Prénom

Adresse

Revue trimestrielle publiée en partenariat avec

l'association Espace(s) Marx

Abonnement 1 an : 300 F (France) 500 F (Étranger)

64, Bd Auguste Blanqui, 75013 Paris - Tél. 01 42 17 45 24

CRIMES PÉDOPHILES

L'enfance, une

LES crimes du pédophile Marc Dutroux ont bouleversé, l'an dernier, l'opinion publique européenne, et encouragé les autorités à mieux protéger les enfants. Cette campagne sur « l'enfance en danger » est légitime. Elle prend en compte, avec le progrès du droit, la souffrance de victimes incapables de résister à la violence d'adultes ayant perdu la mesure de leur rôle ou le sens de l'humanité. Elle marque un palier dans la conscience mondiale face à l'exploitation d'êtres humains par leurs semblables. Mais la protection collective de l'enfant révèle aussi d'autres aspects moins visibles, moins avouables : en particulier, la volonté de contrôle social sur les faibles, sur les nouvelles générations.

Par DENIS DUCLOS *

L'un des promoteurs des lois de protection de l'enfance avait coutume de dire qu'il s'agissait de la protéger aussi... contre les professionnels intervenant au nom de la société. La perversion inhérente à l'emprise sociale traverse en effet inconsciemment la bienveillance de milliers de fonctionnaires suppléant à la défaillance des familles. Et les dérapages de l'indignation sur la maltraitance peuvent conduire à multiplier les « professionnels-nous » du contrôle comportemental, à générer des rentes à vie autour de la garderie techno-médicale d'adultes délinquants. Cela risque aussi d'aggraver la tendance lourde à évincer l'enfance de la filiation privée et à la constituer comme produit de valeur sociale, comme espèce protégée. On devrait donc y regarder à deux fois.

La réaction à la violence à l'égard des enfants peut comprendre un aspect de ce qu'elle dénonce. Un exemple : lorsque l'éducateur Thomas Hamilton tua, en 1996, quinze enfants et leur institutrice à l'école de Dunblane, en Écosse, un psychiatre français interrogé par *Paris-Match* appela à la constitution de comités (comprenez pêle-mêle juges, assistants sociaux, psychiatres, éducateurs, etc.) pour décider de la liberté de ces criminels fous. Mais ce mélange expert est-il bien salvateur ? On peut en douter si l'on considère que la folie de Thomas Hamilton est précisément d'appeler au mélange : repoussé par les mères, inquiètes de son intérêt pour les pré-adolescents (avec lesquels il fraternise un peu trop), il dirige surtout ses coups meurtriers... sur une femme et des petites filles, qui symbolisent à ses yeux la différence d'âge et de sexe : différence qu'il hait, parce qu'elle lui vole sa jouissance fusionnelle avec des adolescents de son sexe.

Saisi par l'indignation, le psychiatre français ne voit donc pas qu'il en rajoute à sa manière, dans le registre social, sur ce que le tueur réclame : la confusion des genres. Ne demande-t-il pas que l'autorité sociale soit attribuée au mélange de

diverses spécialités dans une technicité commune, au lieu de reconnaître la différence radicale entre le juge, comme personnage paternel, arbitre souverain choisi par le peuple, et divers types d'experts ?

Ce faisant, il participe d'un mouvement d'expulsion de la souveraineté politique vers la machine à prévention, substitut contemporain de Dieu. Il est loin d'être le seul. Ainsi M^{me} Marie-France Botte, la militante belge de la lutte contre les sectes et la pédophilie, est-elle en faveur d'une « politique curative à l'égard des agresseurs », traduite par « une obligation de prise en charge médicale et pluridisciplinaire des délinquants sexuels en milieu carcéral », sous la forme d'une « commission de spécialistes qui apprécierait au cas par cas les risques possibles de récidive et de dangerosité avant toute remise en liberté (1) ».

Les parents des victimes de Dunblane ont été plus mesurés. Constatant que se multipliaient, après le massacre, les appels prévisibles au durcissement des lois sur le contrôle des armes et l'introduction de mesures de sécurité à l'école, ils pouvaient dire, par exemple : « Mère des barbelés autour de l'école changerait complètement notre identité. Nous devrions, au contraire, tout faire pour recréer l'état d'esprit qui existait avant les meurtres (2) ».

Le principe d'ordre (ici, la communauté civile) existe en effet déjà. Contre l'existence de la loi du tueur, c'est d'abord dénié à son intrusion, événement tellurique, la capacité de bousculer un fonctionnement immémorial, un peu comme, en Algérie, on a pu dire que résister à la déstabilisation intégriste passait par la permanence de la vie quotidienne des familles et des métiers.

Or le désir collectif de contrôle du faible ne l'entend pas ainsi, puisqu'il se noue au contraire du dessaisissement des parents, des instances traditionnelles, au profit d'une mobilisation politico-administrative. Bien moins retenus que les parents des victimes, certains professionnels de la catégorie enfance usent de l'exaltation médiatique des enfants en victimes spéciales.



MAX ERNST. - La Vierge corrigeant l'enfant Jésus devant trois témoins (1926)

Signe révélateur : on va poursuivre la gifle à l'enfant (dénotée comme acte cruel), alors que recule la qualification d'actes contre les parents. Ainsi, le « parricide » a disparu de la loi française, pour être remplacé par le « meurtre sur ascendant », moins fort symboliquement.

C'est le côté discret, silencieux d'un amour collectif - nécessairement excessif, voire monstrueux - vis-à-vis de l'enfant qu'il faudrait mieux discerner d'une juste colère contre les pervers agresseurs : on se détourne avec révolte de la sensualité incestueuse, en invoquant le traumatisme (enfoui ou non) de l'enfant, mais peut-être devrait-on se soucier aussi de sa dignité subjective lorsque la police l'enlève à ses parents parce que des voisins l'ont vu deux heures seul à la maison (cas banal aux États-Unis ou au Canada). On fusille l'abus de la position d'adulte sur le mineur, mais on hésite à critiquer la prétention d'une organisation sociale à dire « nos enfants » (et à en exhiber le vœu par affiches), pas si loin du propos de certains régimes souhaitant produire des générations à l'image d'un Führer. On regarde avec horreur celui qui utilise sexuellement sa progéniture, mais on n'osera pas modérer l'exaltation de l'enfant comme projet de société, promis à la double standardisation de ses actes par la classe d'âge scolaire et par le matriquage publicitaire.

La contrainte du corps et de l'esprit sans défense sera incriminée, venant d'un père (ou d'une mère) indigne, d'un éducateur dévoyé, mais elle ne sera guère reconnue dans l'abaissement d'un style d'éducation. Entrera-t-on en fureur contre les nombreuses technologies du forçage mental des enfants amnésies, sous prétexte que cette violence s'opère pour leur bien, défini comme service du fonctionnement social ?

Alors plus loin : on s'apprête (avec les lois contre la maltraitance et l'exploitation sexuelle des enfants) à suivre, en montons de l'ennemi de la mondialité, les dérives répressives d'une Amérique déboussolée contre son autre soi-même - le criminel sexuel - mais testera-t-on ces prétendus scientifiques qui disent parvenir, en dirigeant la masturbation des délinquants dont ils assurent le suivi

postpénal, à conduire la jouissance de ceux-ci vers des objets socialement acceptables ?

Car, si nous paraissons sensibles à l'obscénité mise à nu chez l'adulte criminel sexuel, la bonne conscience de certains spécialistes des soins contraints ne paraît pas nous inquiéter, malgré ce qu'elle suppose de mépris envers la responsabilité judiciaire de tout citoyen, malgré sa prétention à déterminer le désir, à guider les pensées, à envahir la part obscure de chaque être singulier.

Une classe politique éperdue parvient-elle, dans ce domaine comme dans d'autres, au simple constat qu'une abdication du sujet de droit, au profit de l'assujetti au traitement technique, nous renvoie au forçage des corps dans l'Ancien Régime ? Ne voit-on pas ce qu'il y a de régression à traiter de malade un criminel qui ne l'est certainement pas par l'orientation de son désir ni par le choix de son objet, mais par le fait qu'il choisit de perpétrer des actes déterminés comme répréhensibles par nos sociétés ?

Car, alors, pourquoi ne pas requadrifier à nouveau les homosexuels comme « malades » ? Pourquoi ne pas considérer comme malade le désir qui, chez certains jeunes adultes, fait préférer les femmes mûres, et chez certaines femmes leur fait aimer des hommes qui pourraient être leur père (mais ne le sont pas) ? Pourquoi ne pas réaffirmer que tout désir est malade, et destiné à la cure, dès lors qu'il n'est pas défini à l'avance par la norme sociale ?

Sans parler de l'erreur que constitue une négation du désir (toujours renvoyant de l'interdit, toujours en porte-à-faux par rapport à la loi qui limite nos actes, toujours en opposition à ce qui est réglé mécaniquement), on semble ne pas envisager les conséquences, dont les moindres seraient de nous ramener à la contention hygiénique du siècle dernier, et les pires aux lois puritaines, les plus féroces.

Châtrer chimiquement le violeur récidiviste ? Pourquoi pas, après tout : il l'a bien cherché, entend-on dire (et d'ailleurs, on châtrait encore les exhibitionnistes en Suède dans les années 60). Encastrer le pédophile (même si, comme des psychiâtres, le disent, il connaît rarement l'érection) ? Très bien ! C'est, pour l'exemple 1, mais, si nous acceptons ainsi de glisser à une logique de vengeance (3), pourquoi ne pas crever les yeux des pornographes et leurs centaines de millions de spectateurs ? Pourquoi n'enlèverait-on pas - chimiquement - l'inféus ou les seins des mères abusives ou étonnantes, même si leur « pédophilie » est moins visible (4) ?

Appétences de mort

On objecte que le crime sexuel n'a aucune spécificité par rapport à d'autres actes délictueux ? Qu'à cela ne tienne !, répondrait cette logique. On pourrait aussi couper - chimiquement, bien sûr - les pieds du voleur à la tire ou la main du pickpocket. Et pourquoi ne pas vider - chimiquement - le cerveau de ceux qui ont planifié l'escroquerie du siècle (par exemple sous forme d'exemptions d'impôts sur la route) ?

La décision n'est pourtant pas loin de la vérité : les lois en projet sur la contrainte de soin créent les bases conceptuelles d'une régression, dans la mesure où elles repartent dans le corps la cause de déviations variées : toxicomanie, alcoolisme, folie, et désormais formes du désir sexuel, qui devraient être considérées, plus sérieusement, comme autant de comportements socialement appelés, poussés, et finalement choisis, et dont certains font, en toute responsabilité, leur voie jusqu'au crime.

Hier comme aujourd'hui, le meurtrier s'est attaqué à plus faible que soi (l'homme à la femme, la femme aux enfants), tout comme l'esclavagiste (officiel) ou l'organisateur de commerces sexuels (officieux). Mais comment confondre ces propensions pratiques, ou socialement induites, avec une intention psychologique supposée soutenue par la pulsion hormonale, dont on pourrait procéder à la suppression ? Pourquoi rajouter au crime ou au délit la notion de maladie, comme le font des projets de loi préparés à la va-vite en France (et à bon compte, parce que moins onéreux que la Sécurité sociale ou la diminution du chômage), sinon pour inciter les psychiatres à sortir de leur rôle, pour redevenir agents d'une police générale des mœurs ?

Car enfin, il n'y a rien dans la criminalité sexuelle qui justifie une telle mobilisation des milices morales ou des équipes techniques pluridisciplinaires à l'appui de la justice normale. Le violeur ou l'agresseur d'enfants ne récidivent pas plus que d'autres criminels, et même plutôt moins : les chiffres internationaux les mieux autorisés le prouvent abondamment, mais sont

oubliés dans la désaggrégation des indignations. Par ailleurs, si des pédophiles, au vu du caractère inacceptable de leur passion, ont dû s'organiser en réseaux clandestins aux ramifications nombreuses, ce n'est pas pour autant que l'enlèvement se multiplie, ni que tout pédophile blesse ou tue. En revanche, des chercheurs sérieux ont montré une tendance populaire et médiatique à mêler des événements précis à un ensemble de rumeurs (recoupant celles sur les circuits de l'adoption, l'appropriation en réine, voire en « masorian » humain pour sacrifices rituels).

Bien entendu, le crime eo série (sexuel ou non) attend sa répression. Mais il provoque aussi le déchaînement des appétences de mort dans la foule des bons citoyens, et cela spécialement dans une société en plein désarroi identitaire (ce qui est le cas, par exemple, de la société wallonne, scabellée par les mutations économiques et culturelles de la fin du siècle, ou de la société allemande, encore hantée par les blessures d'amour-propre des guerres mondiales et de l'unification.)

Toute analyse sérieuse de la névrose sociale surexcitée dans le contexte de la misérable affaire Dutroux, ou dans ses manifestations californiennes récentes (loi d'initiative populaire sur la castration chimique des récidivistes délinquants sexuels), doit tenir compte de ce qui l'agite en profondeur. A côté d'une réaction compréhensible contre la prolifération des perversions au grand jour (ou dans les hautes sphères), il existe des motifs moins avouables à l'envoie

(1) *Libération*, Paris, 21 août 1996, p. 6. Cette analyse critique n'empêche en rien de nous associer à la condamnation vigoureuse de la lâche agression dont M^{me} Botte a été victime, dans le contexte de psychoties sociales qui se développent en Belgique.

(2) Bill Hewitt, John Hannah, Joel Strate-McChen, Sterling Russell Bacon, « Innocents Lost », *People Weekly*, 1^{er} avril 1996, pp. 42 et 49.

(3) Dont le danger s'est vérifié à Koroïk, en Belgique, avec le passage à l'acte du père d'une petite fille, qui, le 11 octobre dernier, a égard l'enfant qui avait avoué avoir abusé d'elle.

(4) Mais bien réelle, si l'on en croit la grande psychologue Joyce McDougall dans son récent livre *Erros mas mille et un vilages*, Gallimard, 1996.

Manière de voir
LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR
LE MONDE
diplomatique

L'EXTASE ET L'EFFROI

Nul ne peut plus ignorer Internet, ce réseau des réseaux informatiques qui bouleverse la communication et devient l'un des phénomènes technologiques majeurs de la fin du siècle. Est-ce une chance ou bien une menace ? Comment nos sociétés réagissent-elles à l'impact d'Internet ? Quels effets sur l'économie, l'information, la culture ? Quelles conséquences pour le Sud ? Pour la démocratie ?

AU SOMMAIRE

Les ateliers des meilleurs spécialistes internationaux : Herbert I. Schiller, Armand Mattelart, Paul Virilio, Richard Falk, Philippa Quéau, Riccardo Petrella, Joël de Rosnay, Eduardo Galeano, Dan Schiller, Francis Pisan, Riccardo Stagliano, Yves Eudes, Roberto Bissio, Pierre Lévy, Carlos-Alberto Alfonso, Asdrar Torres, Jacques Robin, Jean Guisnel, Philippa Breton, Alain Lipietz, Jean-Pierre Archambault, Alain Gresh, Bernard Cassen et Ignacio Ramonet.

En vente par correspondance
21 bis, rue Claude-Bernard 75005 Paris
Prix unitaire : France métropolitaine : 56 F (port inclus)
DOM-TOM et étranger : 61 F (port inclus)

Imprimerie
du Monde
12, rue M. Gumbourg
98821 IVRY

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 27 438
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse
pour modification de service, demandes
de réimpression ou autre, utiliser nos numéros
de téléphone vers :
Paris et sa banlieue : 0 800-03-11-36
Province : 0 800-36-11-11

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
© ADAGE, Paris 1997,
pour les œuvres de ses adhérents

سكنا من الاصل

صكذامن الاصل

IES PÉDOPHILES

ince, une

prophète, à construire la jeunesse de demain, vers des objectifs socialement acceptables.

C'est, en tous cas, une jeunesse sensible à l'émotion, à la peur, à la culpabilité, à la honte, à la crainte de certains aspects de la sexualité, à la peur de la violence, à la peur de la mort, à la peur de la responsabilité, à la peur de la dévotion, à la peur de la persécution, à la peur de la part obscure de l'âme, à la peur de la part obscure de l'âme.

Une jeunesse qui, cependant, éprouve la violence, la peur, la culpabilité, la honte, la crainte de certains aspects de la sexualité, à la peur de la violence, à la peur de la mort, à la peur de la responsabilité, à la peur de la dévotion, à la peur de la persécution, à la peur de la part obscure de l'âme, à la peur de la part obscure de l'âme.

C'est, en tous cas, une jeunesse sensible à l'émotion, à la peur, à la culpabilité, à la honte, à la crainte de certains aspects de la sexualité, à la peur de la violence, à la peur de la mort, à la peur de la responsabilité, à la peur de la dévotion, à la peur de la persécution, à la peur de la part obscure de l'âme, à la peur de la part obscure de l'âme.

C'est, en tous cas, une jeunesse sensible à l'émotion, à la peur, à la culpabilité, à la honte, à la crainte de certains aspects de la sexualité, à la peur de la violence, à la peur de la mort, à la peur de la responsabilité, à la peur de la dévotion, à la peur de la persécution, à la peur de la part obscure de l'âme, à la peur de la part obscure de l'âme.

C'est, en tous cas, une jeunesse sensible à l'émotion, à la peur, à la culpabilité, à la honte, à la crainte de certains aspects de la sexualité, à la peur de la violence, à la peur de la mort, à la peur de la responsabilité, à la peur de la dévotion, à la peur de la persécution, à la peur de la part obscure de l'âme, à la peur de la part obscure de l'âme.

Appétences de mort

C'est, en tous cas, une jeunesse sensible à l'émotion, à la peur, à la culpabilité, à la honte, à la crainte de certains aspects de la sexualité, à la peur de la violence, à la peur de la mort, à la peur de la responsabilité, à la peur de la dévotion, à la peur de la persécution, à la peur de la part obscure de l'âme, à la peur de la part obscure de l'âme.

C'est, en tous cas, une jeunesse sensible à l'émotion, à la peur, à la culpabilité, à la honte, à la crainte de certains aspects de la sexualité, à la peur de la violence, à la peur de la mort, à la peur de la responsabilité, à la peur de la dévotion, à la peur de la persécution, à la peur de la part obscure de l'âme, à la peur de la part obscure de l'âme.

C'est, en tous cas, une jeunesse sensible à l'émotion, à la peur, à la culpabilité, à la honte, à la crainte de certains aspects de la sexualité, à la peur de la violence, à la peur de la mort, à la peur de la responsabilité, à la peur de la dévotion, à la peur de la persécution, à la peur de la part obscure de l'âme, à la peur de la part obscure de l'âme.

C'est, en tous cas, une jeunesse sensible à l'émotion, à la peur, à la culpabilité, à la honte, à la crainte de certains aspects de la sexualité, à la peur de la violence, à la peur de la mort, à la peur de la responsabilité, à la peur de la dévotion, à la peur de la persécution, à la peur de la part obscure de l'âme, à la peur de la part obscure de l'âme.

C'est, en tous cas, une jeunesse sensible à l'émotion, à la peur, à la culpabilité, à la honte, à la crainte de certains aspects de la sexualité, à la peur de la violence, à la peur de la mort, à la peur de la responsabilité, à la peur de la dévotion, à la peur de la persécution, à la peur de la part obscure de l'âme, à la peur de la part obscure de l'âme.

ET MILICES MORALES

espèce en danger ?

moralisatrice, mondialement orchestrée autour du prétexte de l'Année de l'enfance. Quels motifs ? Pour les entrevoirs, on s'interrogerait à bon escient sur le personnage qui crée au loup (ou fait hurler le média à sa place).

L'agitation condamnable inscrite au revers de l'infantile social, participe d'une agression plus générale contre l'enfant, en tant qu'être transitoire destiné à se transformer — inéluctablement — en adulte, au nom d'une enfance qui serait un royaume séparé, une entité en soi, une espèce en danger, un patrimoine commun de l'humanité, une jouissance collective, dont les parents n'auraient désormais que la garde.

Pourtant, il rappelle que ce qui tue non l'enfant en devenir, mais l'enfance comme statut, plus strictement qu'aucune violence physique, c'est d'abord... la vie elle-même : l'inévitable maturation qui l'emporte (même s'il ne le veut pas, comme le héros du *Tambour*, de Günter Grass), hors du milieu maternel, vers le monde des grands, de ceux qui sont seuls pour supporter leur humaine condition, et trouver des expédients pour la partager.

Certes, comme le dit une affiche de la Fondation de France, chaque enfant a pleinement droit à vivre toute son enfance. Mais il a aussi le droit imprescriptible d'être un sujet qui va en échappant un jour. En voulant fuir (comme castor) le rêve d'enfance — surtout fait par des adultes et pour leur propre compte —, le père du culte infantile postmoderne idéalise une situation dont les enfants, eux, ne rêvent que de sortir. Comment pourraient-ils demeurer soumis à vie au rapport où faible et fort se soutiennent de leur inégalité et de leur dépendance réciproque ? C'est pourtant ce que leur refuse le partisan d'une enfance préservée (comme on parle de préservation dans un bocal) lorsqu'il vise à saisir l'enfance comme état, espèce distincte à aimer comme miroir de soi-même. Là où le pédophile individuel vole à l'enfant son présent, le « pédoprotecteur » s'empare de l'enfance et l'immobilise dans une image sociale ment manipulable : celle d'une auto-production atemporelle du mot social.

Plusieurs voix autorisées se sont récemment alarmées de cette tendance, tel Francis Morens (5), qui écrit : « Psychiquement immatures, morbidement fascinés, les pédophiles offrent à la société la grimace d'un miroir qu'elle ne peut reconnaître. Elle se complait pourtant chaque jour dans les reflets d'apathie et d'espoir d'une publicité androgyne. » Ou Bryan Appleyard, chroniqueur du journal britannique *The Independent* : « Cette obsession pour l'enfance — symbole du bien et parfois du mal — est infantile. Elle est symptomatique d'une société qui n'est pas adulte. Il est évident qu'il faut s'occuper des enfants et que ceux qui les maltraitent doivent être poursuivis et condamnés. Mais en être à ce point obsédés prouve que nous doutons d'y parvenir, qu'il y a quelque chose de si terrible dans le présent que nous devons nous échapper vers l'avenir, que, pensons-nous, nos



ARNO RAFAEL MINKKINEN. — Autoportrait avec son fils David (1987)

enfants incarnent. Et ils ne seront pas reconnaissants, parce que, contrairement à leurs parents, les enfants croient encore qu'ils vont grandir (6).

Je citerai enfin le bel article de Jean Baudrillard (7) critiquant la Déclaration universelle des droits de l'enfant, adoptée par l'ONU : « C'est la fin de l'enfant comme porteur non seulement de la dualité d'un homme et d'une femme, mais de celle d'un passé et d'un futur, qui seule crée une mémoire. » De l'enfant, ajoute Baudrillard tristement, il y en aura toujours, mais comme objet de curiosité ou de perversion sexuelle, ou de compassion, ou de manipulation et d'expérimentation pédagogique.

Cette appréciation serait plus vraie encore si l'on remplaçait les « ou » par des « et », car tout cela semble venir ensemble, sous l'égide de l'intention bienveillante qui, dit encore Jean Baudrillard à propos du texte de l'ONU, « ridiculise l'enfant, en fait un singe savant en affublant du défilé juridique des adultes ».

Retour des vieux fantasmes

L'IDÉAL d'une dépendance infantile (cachée sous l'indignation envers le criminel) se laisse entrevoir, par exemple, à ce qu'elle utilise le retour du crime du pédophile contre son auteur : à subir les recommandations des partisans de la castration chimique, le condamné devient en effet asexué, privé de désir propre, exactement

comme on suppose que l'enfant violé doit l'être (pour être une honnête victime). Et lorsque la rééducation n'est que psychologique, les méthodes en vigueur visent encore l'infantilisation du patient : « Associez et sentez à telle couleur », demande par exemple l'expert en suivi postpénal au récidiviste, supposé à demi idiot et devenu inhumainement insensible.

L'infantilisation des adultes « normaux » est ici programmée à travers l'infantilisation forcée de quelques criminels. Le non-respect du caractère adulte et responsable de ces derniers a un effet immédiat : il embraye sur le non-respect des responsabilités de tous les adultes, en tant qu'ils se doivent, dans leur société, de ne pas dépasser certaines limites, de ne pas céder à tout leur désir, banal ou non.

Au-delà du criminel, la répression infantilisante par des contrôleurs du sexe cherche à éviter — pour tous — l'angoisse de l'acte sexuel (qui engage soi et l'autre). Elle pousse à ce que le sexe retombe dans la logique d'une surveillance des uns par les autres, d'une pénétration de l'âme (supposée tendre et meuble) des uns par le regard commun des autres. Bref, elle vise une « pédagogisation » générale du comportement.

Sous le discours péremptoire de la protection « au-dessus des droits de l'homme » prenant prétexte d'actes inhumains (que la loi commune et l'intime conviction du juge sont suffisantes à sanctionner), une perversion de masse se trame, attendant une faiblesse de la raison civile pour s'enfler, au sens où le dictateur puritain Cromwell — expert en combustion d'hérétiques — se disait (est-ce un hasard ?) « le Protec-

Ce double fantasmagorique, secret des intégrismes, travaille le cœur des bourgeoisies défaillantes, ce qui rend les riches banlieues, tentées par le revival et l'hallucination haineuse, aussi potentiellement convulsives que celle de Boston en 1692 (le procès des sorcières de Salem) et bien plus dangereuses pour la paix du monde que les cités HLM, souvent moins sectaires et plus pragmatiques.

L'enfant, quand il s'agit de faire passer les instincts de masse les plus avides, a souvent été brandi comme victime, imputée au crime de l'autre, ou comme innocence sauvée par la vertu du bon adulte. A l'époque où l'on suspectait les sagittaires (saigneurs) de la carrière (ghetto juif) d'Avignon de mélanger la viande casher avec les restes d'enfants sacrifiés, on sait trop à quoi servait la rumeur publique, entretenue par les autorités royales et pontificales. A l'époque où l'on pendait dix-neuf « sorcières » à Salem pour avoir, entre autres, commis des actes impurs avec des enfants, il devait sans doute exister quelques détraqués dans la triste Bay Colony comme dans la métropole britannique (où les tribunaux de ce type étaient nombreux). Mais les procès en sorcellerie permettaient aux inquisiteurs comme aux pasteurs fanatiques de pourchasser autre chose : les juifs déguisés en chrétiens, les jeunes femmes s'insurgeant

contre l'asservissement domestique et sexuel, la différence religieuse ou religieuse en général.

On pourrait, à l'inverse, s'interroger sur les manifestations ostentatoires de protection. Ainsi, dans certains milieux d'agresseurs (comme ceux des militaires argentins tortionnaires au pouvoir dans les années 70), cette étrange habitude d'adopter les enfants de leurs victimes assassinées. Dans des situations plus normales, on pourrait se pencher sur l'adoption d'un enfant pauvre ou trisomique, parfois brandie pour couvrir de bonne conscience de violentes attitudes vis-à-vis de tenants d'opinions différentes. Il faut sans doute une dose précoce de philosophie pour que les enfants, à défaut d'être tripotés, violés ou battus, résistent tranquillement à leur utilisation comme drapeaux, blasons, héraldiques, boucliers, voire masses d'armes...

La défense de la pure blancheur enfantine, qui aurait tous les droits parce que, à l'opposé de la victime âgée, elle aurait la vie devant elle, se tourne d'ailleurs vite en son opposé : la terreur de l'enfant sauvage, réincarnation du mort venant réclamer son dû lors de Halloween ! Amour affiché et haine hallucinée de l'enfant sont ainsi plus proches qu'on ne croit dans la même culture protectrice, délaissant la civilité des filiations.

Reprise en main « éthique »

TOUTE cette fureur, détournée ou retournée, ne doit pas nous faire oublier les enfants réellement violés ou martyrisés, ni l'histoire souvent complexe qui conduit à ces situations. Le spectacle d'une enfance asiatique réduite aux trois-trois, proie médiatique par excellence, pousse à une légitime réaction, proche de celle qui, à partir des rapports de Louis René Villermé, permit à la France de 1830 de commencer à sortir de l'ère du travail des enfants.

Lorsque les pratiques perverses se répandent au-delà de l'accord sur l'admissible, les sociétés organisent des modes de répression. Mais alors, plutôt que de donner dans la pseudosolution médicale digne du pire XIX^e siècle, il serait avisé de mieux comprendre certains aspects sociologiques, souvent ignorés, des manifestations de l'exploitation économique ou sexuelle de la faiblesse.

Pourquoi, par exemple, la pédophilie semble-t-elle davantage soutenue, parmi d'autres chocs sexuels, dans des classes élevées ? L'habitude d'identifier les serviteurs, les subordonnés à des esclaves à des enfants n'explique-t-elle pas en partie le renversement de la métaphore, conduisant à utiliser les enfants... comme des esclaves ? Il faudrait en tout cas distinguer l'inceste, plus typiquement populaire, et le réseau pédophile, classiquement élitaire, et analyser ce qu'une telle différence implique dans le rapport à (et les moyens de) la domination en général, dans un monde où les inégalités sociales de tout genre sont en train de se creuser à nouveau à grande vitesse.

Toutefois, quelle que soit l'attention portée aux formes renouvelées de la cruauté, le citoyen, averti de la fragilité des libertés, devrait se demander si le remède ne va pas être pire que le mal et entraîner une inflation du pouvoir, lequel finit toujours par occuper le terrain du « tout est permis ». Or la période coïncide avec une poussée de cette perversion-là, en relation avec l'angoisse que nous procurent les défaillances du progrès.

Chose préoccupante, cette pensée influence la pensée. Comment des élites qui tenaient *Le Meilleur des mondes*, d'Aldous Huxley, ou *Orange mécanique*, de Stanley Kubrick, pour des monuments à la mémoire de la dérive fascisante, possible dans toute société de masse, en sont-elles venues à envisager la eustration chimique ou le bracelet de déflection à distance, la contrainte de soin ou la rééducation sexuelle, les rayons X aux portes de l'école et la déflation de parents comme des modes de régulation normale du crime ? Comment des érudits qui, naguère, avaient approuvé la critique de Maurice Blanchot ou de Jacques Lacan sur le sadisme latent de tout pédagogisme moraliste semblent-ils devenus indifférents à la reprise en main « éthique » à partir du puritanisme de l'Amérique la plus fruste et la plus ambiguë ?

DENIS DUCLOS.

(5) Président de l'Association des psychologues praticiens d'orientation psychanalytique de Belgique. Voir « Un modèle belge de désarroi », *Le Monde*, 11 octobre 1996.
(6) L'infantilisme des défenseurs de l'enfance : exploitation politique ? Introduction dans *Courrier international*, Paris, n° 305, 5-12 septembre 1996.
(7) « Le continent noir de l'enfance », *Libération*, 16 octobre 1995.

L'AMONDIALISATION
AU-DELÀ DES MYTHES

LES DOSSIERS
DE L'ÉTAT
DU MONDE

L'AMÉRIQUE LATINE
AU TOURNANT
DU SIÈCLE

Ouvrage collectif sous la direction de Georges Couffignal

85 F. 192 pages

85 F. 192 pages

LA DÉCOUVERTE

UNE NOUVELLE DE RAYMOND BOZIER

Le colosse

En Poitou comme ailleurs, il se dresse, le colosse, elle sévit, l'irresponsabilité humaine, dans les campagnes, dans les villes. Combat perdu ? Le poète a, en tout cas, choisi de ne pas se taire.

« ... Car qui n'admira que notre corps, qui tantôt n'était pas perceptible dans l'univers, imperceptible lui-même dans le sein du tout, soit à présent un colosse, un monde, ou plutôt un tout à l'égard du néant où l'on ne peut arriver ? »

Pascal/Pensées II, 72

Le paysage est instable, tout autant que le souvenir. Je ne suis sûr de rien sinon de ce qui s'écrit, des mots qui vont au-devant des choses et les heurtent. J'appartiens à ce monde où tout change, où le passé se lit dans le présent, où demain n'est jamais un rêve. J'avance, bras tendus, somnambule aux yeux grands ouverts. Derrière moi, les murs s'effondrent, les routes, les fleuves disparaissent, les ronces couvrent les tombeaux des paysages anciens, les arbres s'effacent sous la morsure ardente des incendies, des nuages de cendres entraînant dans leur sillage des bandes d'oiseaux noirs s'élèvent vers le ciel. D'immenses cités grouillantes de vies et de lumières prolifèrent sous mes pas, la vitesse imprime son rythme au moindre de mes mouvements, des torrents d'images et de sons bousculent les formes mêmes du visible, tandis que des animaux dociles glissent par milliers sur les pentes d'abysses phénoménaux pour ne plus jamais reparaitre...

Je suis celui qui parle du fond de sa tête, du fond de ses yeux, de ce qui le regarde. Je renverse les murs, le ventre plein, la vessie, l'estomac, débordent. Je suis le répondeur automatique de la nuit noire, je transpire, j'ouvre la gueule et les mouches s'envolent, je ferme les yeux et l'ombre s'installe. Je suis mon pouvoir sans commune mesure avec mes gestes. Je rêve et rien ne demeure sinon quelques fragments après lesquels je cours encore à la façon d'un chasseur d'éphémère convaincu de sa disparition prochaine mais ne se lassant pas de sa quête épuisante et sans valeur.

Souvent il arrive que les aurores me surprennent affalé au pied d'un grand arbre, semblable à un épouvantail tombé de son piquet. C'est à ce croisement des routes improbables qu'un jour j'ai découvert, parmi tant d'autres choses, le ravage d'un paysage familial. Jamais jusqu'alors je ne m'étais figuré pareille étendue. Les haies qui autrefois partageaient l'espace en centaines de prés et de renfermés* avaient été arrachées par une force obstinée, poussées en us au milieu des champs et brûlées. On devinait encore, ça et là, dans l'alignement des buissons disparus, des bosses de terre, et de racines calcinées ; sous ces grands mimulus, le cadavre d'un monde ancien achevait de se consumer sans que personne y trouve rien à redire. Seuls quelques grands arbres, dispersés dans le lointain, avaient échappé à l'obsession productiviste des hommes.

Je suis resté longtemps à contempler ces nouveaux territoires couverts de plaies et de natures puis je me suis mis à penser à ces vieilles demeures dont les propriétaires, déçus par l'étroitesse des fenêtres,

abattaient les murs afin de mieux entrevoir la platitude du monde extérieur et les abords des grandes villes cernées de friches et de bâtiments industriels promis aux entreprises de démolition.

Partout on entend le vacarme des engins destructeurs. Partout on frappe à grands coups de boue, de bulldozer, de marteau piqueur. Partout le feu des chalumeaux ajoute au fracas des tôles et des poutres tombant au sol. Partout l'acier grignote les briques, bouscule les parpaings. Partout les griffes des pelleteuses défilent la terre. Partout l'air empest le fioul et la poussière de ciment. Partout on a pris cette habitude d'effacer, de mettre les choses au propre. Et celui qui revient quelque temps après en arrière découvre que dans ce genre d'effort seul le furor importe comme une gigantesque charogne sans tête, dévorée par les hommes, de toute éternité suspendue par les parcs dans le vide, la peau rabstrue sur le dos dissimulant d'incroyables métamorphoses et le ventre débordant du peu de temps qu'il reste à vivre.

Jamais le sommeil ne suffit à arrêter la dureté des jours. Le rêve était ainsi fait que j'étais allongé dans l'herbe, incapable du moindre mouvement, la tête appuyée contre le tronc de l'arbre qui portait en son sommet des branches mortes. Je n'entendais ni les oiseaux ni les hommes. Au sud, un bruissement rougissait l'écorce terrestre et développait un vaste désert. A l'ouest des champs de tournesols composaient de grands carrés noirs de têtes courbées et de nuances offertes. Une rangée d'arbres s'élevait vers le levant comme une dérisoire barrière impuissante à fermer l'horizon. Portée par de grands squelettes métalliques, une ligne à haute tension fuyait vers le nord...

Je ne savais plus où j'étais et pourquoi j'avais fait tout ce chemin. Ma seule certitude, c'était d'être né quelque part dans cet espace, parmi d'autres, en des temps lointains où les haies servaient encore de masques, les champs de blé d'habitats, les arbres de refuges. Il y avait aussi toutes ces orties qui préfiguraient nos colères. Ces oiseaux qui contenaient nos consciences, les mares nos oublis, les poissons bongaient à la surface de l'eau, et parfois bondissaient en l'air, noire averse. Quelques violences suffisaient à nos peines. Les animaux domestiques annonçaient notre présent, les sillages du foin, du lièvre ou du hérisson dans l'herbe sèche des prés** couverts de ronces notre passé, les grands champs nos possibilités d'évasion, les prés humides nos dissimulations, la boue notre enlèvement, les bandes de corbeaux feux ralliant l'hiver les pelotons en bordure de ruisseau nos désespoirs...

Dans cette lointaine enfance, les forêts ajoutaient à nos peurs, le chat nocturne des crapauds pénétrait nos rêves. Lors des chaleurs d'été, le crélement d'une poule après la ponte confortait nos envies. Le bégaiement d'une bête la nuit nous ouvrait les yeux. L'agonie du cochon nous transfigurait. La morsure de la bache dans le tronc de l'arbre brisait nos membres. Lorsque la foudre s'abattait autour de nous, ajoutant au déluge ses grondements, nous apprenions à nous taire, et quand le vent gonflait et faisait claquer les voiles blanches sur les fils à linge de l'azur, nous restions calmes, assis sur nos talons, guettant la déchirure...

PLUS tard le rêve s'est animé. Une multitude de points noirs assemblés, poursuivant un grand oiseau gris, s'est approchée lentement de l'arbre. Chaque écart de l'oiseau modifiait l'apparence du tourbillon sans toutefois réussir à provoquer sa dispersion. A d'autres moments, la multitude encerclait le fuyard qui devait alors déployer de grands efforts pour se dégager.

Lentement, cet étrange ballet aérien, qui composait dans le ciel des figures allongées, rondes ou triangulaires, a fini par se préciser. J'ai reconnu les écoulements pourchassant une buse. La colère les rendait fous à piailler aux arrières du ciel, à épouser chacune de ses virévoltes sans jamais se laisser distraire. Visiblement, ils cherchaient à effrayer leur adversaire par la puissance du nombre et des cris et la buse subissait les attaques sans se défendre, fuyant au-devant de cet amas de sons grinçants, de becs et de plumes noires teintées de reflets métalliques et constellées de petites taches blanches ; elle qui d'habitude dénichait les écoulements à coups de griffes acceptait nonchalamment de subir leur loi, de se laisser pousser hors d'un territoire interdit.

J'ai suivi d'un oeil attentif la querelle des oiseaux, attendant avec curiosité l'instaurer de la dislocation, mais il n'en a rien été et le combat s'est déplacé vers l'ouest, où j'ai dû lâcher de toute la force de mes yeux



pour ne pas disparaître. Je me suis accroché désespérément aux derniers arbres, aux étendues de maïs et de tournesols, au feu qui achevait de consumer les chaumes (l'incendie produisait un épais voile gris et la fumée, en se déployant sous le soleil, colorait les nuages d'un jaune laiteux et brillant), puis, à force de lutter contre l'anéantissement, quelque chose s'est mis à bouger et à prendre de l'ampleur vers un lointain châteauneuf d'eau : un colosse m'est apparu...

Il m'arrive souvent d'avoir des visions, mais celle-là les dépassait toutes par sa brutalité et son invraisemblance. Cette sorte de Léviathan rendu fou furieux par quelques maisons secrètes, totalement dévénues, enfoncées dans la terre jusqu'aux fesses, brandissait un énorme poing au-dessus de son visage et me tournait à moitié le dos. Bien qu'il fût impossible de voir contre qui ou quoi il dirigeait sa colère et ses menaces, je ne pus m'empêcher d'imaginer qu'un autre être, aussi haut et menaçant, allait soudain poindre et nous entraîner dans un combat sans merci, et que les corps qui s'échangeaient alors dépassaient la violence du tonnerre, qu'ils s'étendaient au-delà des collines et des montagnes...

Le colosse fermait l'œil, se qui lui donnait l'air d'un somnambule enlisé dans la terre de son onychisme. Une queue émergeait de l'épaisseur brune de sa chevelure qui flottait très haut dans les nuages et rebombait sur son front. Une barbe abondante dissimulait le profil d'un visage sans relief. L'espace autour de lui se divisait en trois parties d'égale importance : le ciel et la terre partiellement obscurcis et l'entre-deux (du bas du dos aux onychismes) laissant poindre des éclats d'azur. Derrière lui, dans une flaque de lumière plaquée au sol, il y avait un grand chaos de corps et de bêtes en mouvement. Nul ne cherchait à affronter l'ennemi, tous fuyaient et les hommes conspués en armée avant que les armées.

Bientôt il me parut évident que la perspective du combat entre le colosse aveugle et une puissance qu'aucune pensée ne parviendrait sans doute jamais à rendre visible, avait suffi à précipiter les populations hors des villes, dans la campagne, comme des êtres livrés de peur fuyant devant une menace terrifiante. Et moi aussi j'avais aimé fuir, courir à perdre haleine comme tous les inconnus qui parcourent cette terre sans avenir, mais mes jambes étaient enfoncées si profondément dans le sol que je ne parvenais pas à les en arracher, et, chaque fois que j'essayais d'appeler du secours, les sons qui sortaient de ma gorge n'avaient pas plus d'ampleur que le bourdonnement d'une abeille au-dessus d'une paucière secourue par la tempête. J'avais beau faire, je ne pouvais rien entreprendre pour échapper à cette vision qui déployait son corps dans la plaine à la manière d'une bobine de film muet projetant sur un écran des images incohérentes. Je ne comprenais pas non plus pourquoi je devais, moi, minuscule être privé de force, capable de mourir d'un instant à l'autre, sans rose susceptible d'intéresser les hommes, habiter sans destinée embourbée au pied d'un arbre malade contre lequel le vent s'épuisait et dont la cime ne découvrait rien d'autre que le début de la mort, pourquoi donc je devais être le témoin privilégié de l'apparition d'une telle créature inhumaine et somnambulique.

Puis des craquelures ont commencé d'effacer le paysage et à modifier ma perception des choses, comme dans ces moments où il suffit de garder les yeux paillillés et de laisser son regard se troubler pour voir apparaître une image en relief. Je me suis vu pareil au colosse. J'étais le double qu'il cherchait à étouffer, celui qu'il voulait détruire. Et j'avais peur, de cette peur qui rend une odeur d'urine et projette ses impuretés au plus profond de l'être. Mon pouvoir était semblable au sien, il me suffisait d'un battement de paupières pour renverser les arbres, d'un geste de la main pour ériger de nouvelles montagnes. Je savais que l'un et l'autre nous pouvions nous anéantir dans un combat insensé, et j'ignore encore ce que nous serions devenus si un brusque courant d'air ne m'avait soudain envoyé valdinguer dans d'autres lieux où je suis resté vivant sans être capable du moindre mouvement, de digner les paupières ou de lancer ne fût-ce que le plus petit caillou sur la route qui descendait, par une forêt de chênes rabougrs, vers une ville lointaine qu'une pancarte désignait du nom de Poitiers.

* Petits enclos.

** Petites haies naturelles.

Le prix d'une angoisse

Créé en 1972, le Concours mondial de la nouvelle, organisé par Radio France Internationale (RFI) et l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), a reçu, pour son édition 1996, plus de 5 700 textes inédits venus de 91 pays.

Parmi les prix attribués figure depuis plusieurs années celui du *Monde diplomatique*, qui peut ne pas être décerné si aucune œuvre ne répond à la fois aux critères de qualité et de longueur exigés. C'est Jacques Decour qui représentait notre journal au sein du jury. Ont été primés, en 1991, le Zaïrois Yoka Lye Mahada, pour sa nouvelle *Chant du Cygne* ; en 1993, le Togoais José Kossi Efovi, pour *Les Coups de Météore* ; en 1994, l'Algérien Salim Bach, auteur de *Le vent brille* (cf. respectivement *Le Monde diplomatique* de janvier 1992, décembre 1993 et janvier 1995).

Cette année, le prix revient à Raymond Bozier. Ce Poitevin, né en 1953, fils d'ouvrier agricole et conseiller d'éducation en milieu maritime, est hanté par l'irresponsabilité des humains face à la nature et dans leur mode d'organisation sociale. Auteur de textes en prose et de nombreux poèmes publiés dans des revues françaises et étrangères (un recueil doit paraître chez Flammarion en 1998), il achève la rédaction d'un triptyque intitulé *Paysages avant l'oubli*, trois romans écrits chez Calmann-Lévy et dont le premier (sorti 1997), *Le Hameau*, reprendra le texte primé par *Le Monde diplomatique*. Après quoi, cette méditation angossée se poursuivra à propos de la ville et, enfin, des virtualités du monde de demain.

FRANCE (y compris DOM-TOM, et pays à accords postaux*)		1 AN	2 ANS
Tarif spécial		230 F	418 F
FRANCE ÉTRANGÈRE			
VOIE NORMALE (y compris Union européenne par avion)		290 F	538 F
VOIE AÉRIENNE		285 F	528 F
Tunisie		310 F	578 F
Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse, Algérie, Maroc)		330 F	618 F
DOM, Afrique francophone		350 F	658 F
États-Unis, Canada, Moyen-Orient		395 F	748 F
Amérique centrale et Amérique du Sud, Mexique, Japon, Chine, autres pays d'Asie		410 F	778 F
TOM		435 F	828 F
Océanie, Australie			

Je m'abonne au Monde diplomatique pour :

☐ 2 ans (24 numéros).

☐ 1 an (12 numéros).

MODE DE RÈGLEMENT (les versements ne sont pas acceptés)

☐ Chèque bancaire (libellé en FF.) ☐ Mandat international

☐ Eurochèque libellé en FF.

☐ Carte bancaire n° _____

expire fin _____ Signature: _____

☐ Carte American Express n° _____

expire fin _____ Signature: _____

NOM: _____

PRÉNOM: _____

ADRESSE: _____

CODE POSTAL: _____

LOCALITÉ: _____

PAYS: _____

Bulletin et règlement à retourner à :
Le Monde diplomatique - Service Abonnements
24, av. du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex FRANCE

701 MD001

سكنا من الوحي

حکذا من الاجل

LE MARIAGE ÉQUIVOQUE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES

La Corée du Sud au miroir de son cinéma

Des années de plomb - trente ans de régime militaire - à l'ouverture des années 90, l'évolution du cinéma coréen suit fidèlement l'histoire de son pays. Avec deux familles d'auteurs : la « nouvelle vague » néoréaliste, soucieuse de dévoiler les injustices de la société, et la génération postmoderniste qui s'apprête à relever un double défi culturel et économique : refléter les désillusions d'une génération et se tailler une place sur le marché international.

Par GÖNUL DÖNMEZ-COLIN *



« L'ÉTINCELLE », FILM DE PARK KWANG-SU

Du combat
contre la censure...

TROIS périodes rythment cette œuvre éloquentes et remarquablement belle. Le combat mené par la personne principale pour échapper à l'arrestation et poursuivre ses activités politiques clandestines est filmé en couleur. En montage parallèle, et en noir et blanc, l'histoire de Jeon Tae-il défie au fur et à mesure qu'elle prend forme dans son esprit. La première et la dernière prise du film sont consacrées au présent, le spectateur étant ainsi averti que ces événements n'appartiennent pas uniquement au passé.

« Je vis un public de jeunes Coréens pour leur rappeler les maux engendrés par l'industrialisation », affirme Park Kwang-su. Le matérialisme de la société coréenne va de pair avec la négligence des valeurs spirituelles. Les bouleversements survenus dans l'ex-URSS et les pays de l'Est ont profondément ébranlé notre société. Beaucoup ont oublié que des dissidents existaient, et qu'ils se sont battus pour la démocratie et les droits de l'homme. Même si nous vivons dans un système plus libéral, il n'en demeure pas moins que le gouvernement civil demeure très répressif. La principale restriction concerne une législation du travail qui remonte au temps du gouvernement militaire et qui interdit les organisations pluralistes.

La génération de Park Kwang-su a grandi dans l'après-guerre ; développement, industrialisation rapide, le pays s'urbanise massivement, tandis qu'émergent de nouvelles valeurs morales. Étudiants pendant les années 70, cette génération fut au centre des mouvements politiques qui secouèrent la décennie, vécurent les colères ouvrières, les arrestations, la torture et le massacre de Kwangju en 1980. Lorsque Park participa à la fondation du Seoul Film Collective, en 1982, le cinéma indépendant coréen naissait se destinant à réaliser des films engagés dans le sillage de la philosophie du Minjung (2). Certains des meilleurs réalisateurs coréens contemporains appartiennent à cette génération.

La censure s'est assoupie après les Jeux olympiques de Séoul et la Constitution de 1988, adoptée par le gouvernement du président No T'aeu. Ce dernier établit la loi à la liberté artistique et amende la loi sur le cinéma, accablant ainsi toutes les agences gouvernementales des comités de censure.

* Journaliste.

eurs. Les jeunes réalisateurs en profitèrent pour interdire et expliquer la société, notamment la classe ouvrière. Exclue du cinéma contrôlé par l'État, cette classe, cantonnée à la marge d'une société riche, fut la sujet de prédilection de Park Kwang-su dès son premier film, *Chi'yeu et Mansu* (1988). *La République noire* (1990), son deuxième film, a attiré l'attention sur la massacre de Kwangju. Le troisième, *L'été étoilé* (1994), décrit remarquablement les obstacles à la réunification coréenne, à travers l'histoire de gens ordinaires vivant dans une île isolée, écartelée, en 1950, entre les communistes et les républicains (3).

Jang Sun-woo, autre figure importante de la « nouvelle vague », fut un digne héritier de Park Kwang-su. Le massacre de Kwangju lui fit prendre conscience de l'utilité du cinéma, puissant moyen au service de la réforme et de l'explication de la société. Son film le plus récent, *Un pétale*, porte ce même message à l'écran pour révéler « un exorcisme chamaniste » (4). Le réalisateur déclare avoir un but cathartique : il voudrait soulager les blessures psychologiques endurées par les habitants de Kwangju depuis 1980.

Les régimes oppressifs, militaires ou civils, l'agitation d'une société en transition, les manifestations, la solidarité entre les étudiants et les travailleurs, la politisation des masses appartiennent

désormais eu passé. L'effondrement des régimes communistes a affaibli les mouvements politiques de gauche qui se trouvaient au cœur du cinéma aux débuts de Park Kwang-su et de Jang Sun-woo. Alors que depuis 1993 un gouvernement civil est établi, l'économie connaît une croissance rapide, surtout dans les secteurs de l'automobile et de l'électronique, qui ont acquis une importance mondiale. Le nouveau mot d'ordre est celui du postmodernisme. L'un des livres les plus populaires de ces dernières années s'intitule : *A trente ans la fête est finie*. L'auteur, Choi Young-mee, un militant devenu poète, affirme qu'avec la mort du poète révérend Kim Nam-jun (1994), celle, prochaine, du chef de l'Eglise de la réunification, le révérend Moon, et surtout celle du président de la Corée du Nord Kim Il-sung, une page de l'histoire coréenne se tourne (5).

Au premier Festival international du film de Pusan (6), parallèlement à *L'Étincelle* et à *Un pétale*, des films de la jeune génération ont été projetés. En quête de schémas d'action mieux adaptés à la nouvelle donne socioculturelle, les nouveaux réalisateurs s'essayaient à de nouvelles expériences, de nouveaux sujets et de nouveaux genres. *Jungle Story*, de Kim Hong-jun, traite par exemple de la musique rock coréenne, présente au cœur de l'explosion culturelle des années 90. *Branches brisées*, de Park Joa-ho, examine les problèmes

engendrés par l'effondrement de la famille et met à l'ordre du jour la question de l'homosexualité. *Un toit brûlant* (1995), de Lee Min-yong, comédie noire sur la violence domestique, met l'accent sur une vie de femme ordinaire vivant dans un HLM. *Le jour où un cochon est tombé dans un puits*, de Hong Sang-soo, explore la vie quotidienne d'une génération désillusionnée - le puits dans lequel le cochon se noie est une métaphore de Séoul en 1996.

La relation entretenue par ces réalisateurs avec leur époque est loin d'être conflictuelle, ce qui les distingue fondamentalement de ceux de la « nouvelle vague ». La tendance actuelle ne débouche pas les limites conventionnelles. Le cinéma réaliste tend lui aussi à s'effacer, les nouveaux réalisateurs étant écartelés entre la « nouvelle vague » des années 80 et la culture de la société de consommation. Jeunes, ils ont peut-être connu la tourmente sociale de ces années 90, mais ils travaillent maintenant dans le contexte culturel du postmodernisme. Leurs spectateurs appartiennent à la génération McDonald's branchée Hollywood.

... à la lutte
pour la rentabilité

DEPUIS 1997, le marché cinématographique coréen est dominé par les géants américains de la production tels que United International Pictures (UIP) (les films importés constituent 80 % du marché). Les groupes tels que Daewoo, Samsung ou Hyundai, pour ne citer qu'eux, s'intéressent depuis peu à l'industrie cinématographique. Ils voudraient développer le marché de la vidéo, importer des films étrangers, produire des films locaux et étendre le réseau de distribution. Plusieurs facteurs ont déterminé l'entrée en lice de ces grandes entreprises : l'appui du gouvernement, les changements radicaux intervenus dans le domaine des médias, le foisonnement des satellites, l'ouverture du marché et le besoin d'un important apport de capitaux. Cette participation pourrait bien modifier l'industrie cinématographique coréenne pour la rendre plus compétitive, mais elle craint d'être délaissée par la télévision américaine.

L'Étincelle, de Park Kwang-su, a été réalisé grâce aux donations de presque huit mille personnes appartenant à différentes catégories sociales, et qui ont répondu à la campagne menée par la Société commémorative de Jeon Tae-il, paradoxalement le coproducteur n'était autre qu'un de ces puissants groupes coréens qui ont contribué à l'industrialisation rapide du pays. Ce même groupe a récemment investi dans un autre film politique, *Un pétale*.

Néanmoins, mis à part les deux films dont nous venons de parler, le capital s'intéresse davantage aux comédies romantiques légères dans lesquelles jouent de grandes stars garantissant le box office. La question fondamentale est de savoir comment intéresser les groupes attirés par le gain aux productions coréennes de qualité mais à la rentabilité plus incertaine - dans la but, certes lointain, de trouver une niche dans le marché international... (7).

(1) Le 17 octobre 1972, Park Chong-hui a instauré la Constitution Yusin (la révolution). Il a déclaré la fin de l'état d'urgence, a annulé tous les droits démocratiques et suspendu les libertés civiles.

(2) En référence aux masses opprimées. A l'origine, ce concept fut utilisé sous l'occupation japonaise, mais son usage a été rendu populaire pendant les années 80. Pour en savoir plus sur le mouvement Minjung dans le cinéma, consulter « Korean Cinema and the New Realism: Text and Context », de J. S. Han, *Journal of Korean Studies*, vol. 27, n° 1, 1994, pp. 65-89.

(3) Sorti en France en 1994. Voir « Destination inconnue », de Jean-Michel Frodon, *Le Monde*, 15 décembre 1994.

(4) Philippe Pons. « Le film sur le massacre de Kwangju replonge la Corée dans ses années de plomb », *Le Monde*, 7 décembre 1995.

(5) Yi Hyo-in. *Lee Jung-ha sous la direction de*, *Korean New Wave: Retrospectives from 1980 to 1995*, Pusan International Film, Pusan.

(6) Le Festival de Pusan s'est tenu du 13 au 21 septembre 1996.

(7) Lire aussi : *Le Cinéma coréen*, sous la direction d'Adriano Apra, coll. « Cinéma pluriel », éditions du Centre Georges-Pompidou, Paris, 1993. Antoine Coppola, *Le cinéma sud-coréen de la Confucius à l'après-guerre*, L'Harmattan, Paris 1996.

ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES. Poursuivant son étude des « nouvelles formes de domination dans le travail », la dernière livraison, très riche, publie un journal de débats lors du mouvement de novembre-décembre 1995. Également un sommaire, l'emploi féminin à l'ombre du chômage, la précarité dans l'enseignement supérieur, la généralisation de l'insécurité salariale en Amérique, etc. Le supplément « Libor » traite du marketing littéraire et du journalisme français entre précarité et concurrence. (N° 115, décembre, trimestriel, 69 F. - Éditions du Seuil, 27, rue Jacob, 75006 Paris.)

REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES. La protection de l'intérêt public et les contrôles exercés, en particulier sur les sociétés d'économie mixte locales et les associations, par les chambres régionales des comptes. (N° 56, 4^e trimestre, trimestriel, 215 F. - 14, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75006 Paris.)

POLES. Un dossier sur la mondialisation et ses dimensions culturelles, économiques, financières. Également des contributions sur l'enfance exploitée. (N° 3, octobre-décembre, trimestriel, 160 F. - 72, boulevard de Courcelles, 75017 Paris.)

POLITIQUE ÉTRANGÈRE. Préfacé par un article du ministre des affaires étrangères de Bonn, M. Klaus Kinkel, un dossier aussi riche que « politiquement correct » sur la politique étrangère de l'Allemagne : Union européenne, rapports avec la France, les États-Unis et la Russie, Europe centrale... (N° 3, automne, trimestriel, 110 F. - IREI, 27, rue de la Procession, 75148 Paris Cedex 15.)

ÉTUDES INTERNATIONALES. Un article sur l'Afrique du Sud, l'Union européenne et la convention de Lomé, et une analyse

lyse du cadre juridique des politiques culturelles dans l'Europe communautaire. (N° 4, décembre, trimestriel ; abonnement un an : 70 dollars canadiens. - Institut québécois des hautes études internationales, université Laval, Québec, Qué. G1K 1P7A, Canada.)

EXTRA ! Comment les médias américains ont rendu compte de l'élimination de l'aide fédérale aux pauvres ; les partis pris du journalisme économique ; un nouvel empire de presse : celui de M. Conrad Black. (Vol. 9, n° 6, novembre-décembre, bimestriel, 3,50 dollars. - PO Box 170, Coopers, NY 10928-9930, États-Unis.)

LA REVUE NOUVELLE. Sous le titre « Les religions en vadrouille », un dossier sur les sectes. A lire aussi : « Wallonie-Bruxelles, l'avenir se construit », par Simon Greuzmann. (N° 11, novembre, mensuel, 340 FB. - Boulevard Général-Jacques, 126, 1050 Bruxelles.)

NEW FROM WITHIN. La revue du Centre d'information alternative propose un dossier sur le thème : « La Résistance palestinienne n'est pas terminée ». Et la reproduction d'un article du leader travailliste Enoch Baerak intitulé « Nous avons le droit de nous implanter sur l'ensemble de la terre ». (Vol. XII, n° 18, novembre 1996, mensuel ; abonnement un an : 60 dollars. - POB 3147 Jérusalem.)

CEMOTIL. Arabes et Israéliens, un dossier sur les rapports entre ces peuples liés par la religion et séparés par le poids de nom-

breuses guerres. (N° 22, juillet, semestriel, 90 F. - 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.)

ANTHROPOLOGIE ET SOCIÉTÉS. « Algérie, aux marges du religieux ». On lira en particulier l'article de Gilbert Grandguillaume, « La confrontation des langues ». (Vol. 24, n° 2, trois numéros par an, 135 F. - Département d'anthropologie, pavillon Charles-De Koolck, université Laval, Québec, Canada G1K 7P4.)

AFRIQUE CONTEMPORAINE. Un bilan de la dévaluation du franc CFA et une étude sur la transition économique en Afrique du Sud : le cas des transports maritimes. (N° 179, juillet-septembre, trimestriel, 72 F. - La Documentation française, Paris.)

VOLCANS. Quelques articles sur les zapatistes (« Deux zapatistes à Paris », « Marcos à la Bastille », « Petit guide du rotund zapatiste »), un reportage sur La Havane et des textes sur le Nicaragua. (N° 24, novembre-décembre, bimestriel, 25 F. - 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.)

DÉFIS SUD. La faim dans le monde et le sommet de Rome : face à l'implicite logique de la mondialisation et du libéralisme, quelles perspectives de changement ? (N° 25, novembre, trimestriel, 25 F. - Rue aux Laines, 4, 1000 Bruxelles.)

COURRIER DE LA PLANÈTE. Une livraison consacrée aux entreprises transnationales « entre profit et citoyenneté », avec notamment un chapitre qui s'interroge sur leur possibilité d'afficher une image ne correspondant pas à leurs pratiques. (N° 37,

novembre-décembre, bimestriel, 40 F. - 3191, route de Meudon, 92013 Montpelier Cedex 1.)

ÉCOLOGIE ET POLITIQUE. Un dossier sur le productivisme agricole qui a mené à la vache folle. Également une étude sur une nouvelle étape de la démocratie locale, vers plus de transparence et plus de sentiment du « territoire républicain ». (N° 18-19, hiver, quadrimestriel, 100 F. - Écosphère, 9, bis, rue Abel-Soveldacque, 75013 Paris.)

REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES. Politiques sociales et territoires. (Numéro hors-série, novembre, 95 F. - Ministère du travail et des affaires sociales, 7, place des Cinq-Martyrs-du-Lycée-Buffon, 75007 Paris Cedex 15.)

COMBAT FACE AU SIDA. Un dossier sur la mutation du PCF à l'épreuve du sida. (N° 6, octobre, trimestriel, 25 F. - 27, rue Rousselle, 75007 Paris.)

TUMULTES. Une réflexion dense sur l'apollinisme. (N° 8, septembre, semestriel, 110 F. - L'Harmattan, Paris.)

CARIERS D'HISTOIRE. Cette revue change de formule et annonce, en ouverture : « Le lien organique avec le PCF n'existe plus ». Un grand dossier est consacré aux « changements de sociétés », avec, entre autres, des articles de Guy Bois (« Mutation de l'an mil et changement social ») et Claude Mazaurie (« A propos du champ conceptuel du mot transition »). (N° 64, décembre, trimestriel, 110 F. - 64, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX. Le sport, jeu et enjeu de société : financement, médiatisation, éthique. (N° 777, 13 décembre, bimensuel, 45 F. - La Documentation française, Paris.)

SCIENCES HUMAINES. Un passionnant numéro sur l'identité et les identités : l'individu, le groupe et la société. (N° 15, hors-série, décembre-janvier, 38 F. - 38, rue Rancœur, BP 256, 89004 Auxerre Cedex.)

LA REVUE H. C. H. revue de réflexion et de débats humanitaire revient sur l'histoire du FHAR, à travers un texte de François d'Eaubonne. (N° 2, automne, trimestriel, 60 F. - Chez Miles, 90, rue de Maubeuge, 75010 Paris.)

FUTURIBLES. Un dossier sur « réel-virtuel » avec des articles d'Hughes de Jouvenel, Chantal Lebrun, Michel Elie et Pierre Banaure. A lire également : « Une brève histoire d'Internet », de Charles de Gramont. (N° 214, mensuel, novembre, 70 F. - 55, rue de Valenciennes, 75341 Paris Cedex 07.)

PRÉSENTAINE. Un remarquable numéro consacré aux « esthétiques », avec des articles de Jean-Marie Brohm, Gilles Deleuze, Michel Foucault, Jean Baudrillard, et des entretiens avec Paul Ricœur et Michel Henry. A lire également un long article d'Ignacio Ramonet. « Un monde sans cap ». (N° 6, décembre, trimestriel, 110 F. - Université Paul-Valéry, route de Meudon, BP 5843, 34032 Montpellier Cedex 1.)

LE COURRIER DE L'UNESCO. Une livraison sur « la poursuite de l'éphémère » dans les différentes formes d'art et d'activité : des cérémonies traditionnelles au happening, des peintures corporelles à la réalité virtuelle. (Décembre, mensuel, 22 F. - 31, rue François-Bourin, 75132 Paris Cedex 15.)

MÉDAILLES FLAMANDES, MÉDAILLES WALLONNES

Même le sport ne rassemble plus les Belges

SOUS le coup des « affaires » Dutroux et Cools, la Belgique va-t-elle se déchirer ? Après la puissante « marche blanche » du 20 octobre 1996, l'opinion reste mobilisée pour exiger la vérité et, au-delà, la réforme de l'État, de sa justice et de sa police. Cette quête obstinée risque toutefois de dégénérer en une chasse à l'homme, à laquelle le vice-premier ministre socialiste, M. Elio Di Rupo, vient d'échapper. Au positif comme au négatif, se traduit ainsi la terrible crise d'identité d'un pays et d'un peuple. Même le sport, hier symbole de « belgitude », ne rassemble plus Flamands et Wallons.

Par SERGE GOVAERT *

Dans les compétitions internationales, il est des sportifs qui témoignent d'un sens certain du symbole. Les poings gantés de noir de Tommie Smith et de John Carlos sur le podium du 200 mètres, à Mexico, en 1968, sont un modèle du genre. Pour les sportifs belges, à deux reprises, le hasard a bien fait les choses. C'est le cœur rasséréné que des milliers de téléspectateurs belges purent suivre, le 21 juillet 1969, les exploits du premier homme à poser le pied sur la Lune : quelques heures auparavant, Eddy Merckx avait mis fin à une attente de trente ans en gagnant le Tour de France - le dernier Belge à remporter l'épreuve était Sylvère Maes, en 1939. Plus récemment, le 21 juillet 1996, Frederik Deburghgrave enlevait, aux Jeux olympiques d'Atlanta, la finale du 100 mètres brasse, battant le record mondial. Or, le 21 juillet, c'est la fête nationale belge : ce jour-là, en 1831, le premier roi des Belges, Léopold I^{er}, prêtait serment de fidélité à la Constitution du jeune État.

A leur retour, les sportifs d'Atlanta se sont vu offrir une réception enthousiaste à l'aéroport. Les médailles ont été accueillies par le roi Albert II au palais de Laeken. En son temps, Eddy Merckx avait eu droit à un trajet en limousine découverte à travers Bruxelles et à un entretien avec le roi Baudouin. Que dire des Diables rouges, quatrièmes au championnat du monde de football à Mexico en 1986, accueillis par une foule que l'annonce de leur accession aux demi-finales de la compétition avait fait descendre dans les rues ? Concerts de klaxon, déploiements de drapeaux, va-et-vient de voitures bondées de supporters hurlant leur joie avaient donné aux grandes villes belges, l'espace d'une nuit d'été, un air d'Italie. « La dernière émotion belge avec la mort du roi Baudouin », selon le sociologue bruxellois Claude Javeau (1).

Ce patriotisme sportif surprend : le pays n'est-il pas au bord de l'éclatement ? Y aurait-il divorce entre une élite politique prompte à dresser les uns contre les autres francophones et flamands et une Belgique profonde attachée aux manifestations d'unité nationale ?

* Administrateur du Centre de recherche et d'information sociopolitique (Crisp), Bruxelles.

Comme la monarchie, instrument fédérateur mais aussi levier de pouvoir, le sport belge ne mérite sans doute pas cet excès d'honneur. Tant que les vainqueurs se contentent de laisser rouler sur eux les notes de la Brabançonne (l'hymne national), pas de risque d'indignité : rien ne distingue apparemment un sportif wallon ou bruxellois d'un sportif flamand. Mais quand les langues se délient...

Sur les six médailles conquises par les Belges à Atlanta, quatre l'ont été par des judokas, dont une d'or. Tous représentaient la Belgique au travers le Comité olympique et interfédéral belge (COIB). Mais ces athlètes appartiennent en fait à deux fédérations nationales distinctes, l'une flamande, l'autre francophone. En février 1996, le judoka wallon Christelle Deliege assignait en justice l'Union européenne de judo et les fédérations nationales (flamande et francophone) pour obtenir sa sélection aux tournois préolympiques. En mai, Nicole Flaghothier contestait devant le tribunal de première instance de Bruxelles la sélection aux Jeux d'Atlanta, dans sa catégorie de poids, du judoka flamand Heidi Goossens. Dans chaque cas, la querelle de procédure dissimulait un malaise bien réel : Heidi Goossens n'aurait été préférée à Christelle Deliege et à Nicole Flaghothier que pour des motifs « linguistiques et financiers » (2).

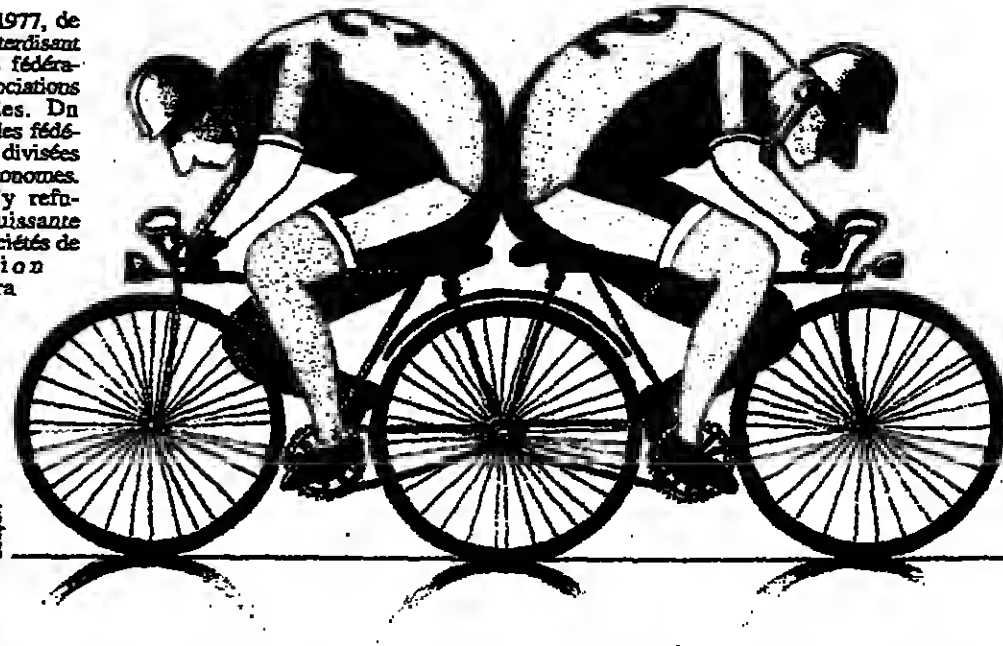
Le dossier de Christelle Deliege a pris le chemin de la Cour européenne de justice ; quant à Nicole Flaghothier, elle a obtenu - décision sans précédent dans le sport belge - la désignation d'un administrateur judiciaire auprès de la Ligue de judo. Si ses conclusions n'ont pas modifié la décision prise, elles ont montré que l'entraîneur olympique et directeur technique de la Ligue flamande, M. Jean-Marie De Decker, pesait d'un poids considérable au sein de cette fédération (formellement) unitaire.

Il existe toujours, en Belgique, des fédérations sportives nationales. Mais la plupart ne sont guère plus que des coquilles à peu près vides. Une des dernières étapes de la fédéralisation du pays fut, au début des années 70, ce que l'on appela la « communautarisation » (3). Flamands et francophones devenaient maîtres chez eux, réglementairement et budgétairement. D'où le vote par les par-

lementaires flamands, en 1977, de dispositions législatives interdisant de subventionner d'autres fédérations sportives que les associations exclusivement flamandes. Du coup, la grande majorité des fédérations nationales se sont divisées en ailes linguistiques autonomes. Seules quelques-unes s'y refusèrent, dont la toute-puissante Union royale belge des sociétés de football association (URBSFA), qui préféra résister à ses subventions. De même, le Comité olympique resta unitaire, d'autant qu'il devait représenter le pays au sein du Comité olympique international. Un *modus vivendi* fut imaginé pour le soutenir : les pouvoirs publics flamands et francophones s'engageaient à l'aider, de concert, sans obligation de partage.

Encore fallait-il que le COIB eût des interlocuteurs nationaux, notamment pour la préparation des Jeux olympiques : à peine scindées, les fédérations sportives constituaient chacune une structure « belge » pour maintenir le contact avec les officiels olympiques et avec les organisateurs de compétitions internationales. C'est donc la Ligue belge de judo qui, sur sept judokas, a présenté à la sélection du COIB pour Atlanta cinq Flamands - en fait six, car Harry Van Bameveld, citoyen de la ville wallonne de Marche-en-Famenne, est sociétaire du club de judo de Rouse, en Flandre... Mariëtte Lombe, la seule Wallonne du lot, n'a d'ailleurs pas mâché ses mots : « Les Flamands veulent écraser la Wallonie. Il n'y a pas qu'en judo. Beaucoup de fédérations flamandes veulent couper le contact Flamands-Wallons et que deux pays soient représentés dans les compétitions (4) ». De fait, sur soixante-deux athlètes sélectionnés pour Atlanta, une douzaine étaient francophones.

Il n'y avait pas d'équipe belge à Atlanta, sauf la délégation du COIB, trois dans un hebdomadaire flamand, et ses interventions n'ont pas toujours témoigné d'une grande cohésion (5). Le



comité est tiraillé de l'intérieur. Les six médailles d'Atlanta n'ont pas apaisé les rancœurs contre le Bruxellois Adrien Vanden Eede, président depuis 1993. Principal contestataire, le chef flamand de la délégation belge à Atlanta, M. Jan Peeters, qui s'empresse de préciser que son opposition n'a pas de « motifs communautaires », tout en craignant qu'« Adrien ne joue cette carte (6) ».

M. Jan Peeters a menacé de quitter le conseil d'administration du COIB si M. Vanden Eede était réélu à sa présidence en décembre 1996. Le conflit linguistique apparaît, en creux, dans le communiqué adopté par le conseil d'administration, en août dernier, en l'absence de M. Jan Peeters et de M. Jacques Rogge, président (flamand) de M. Vanden Eede : « Le COIB, marquée ce communiqué, constitue le sport belge et entend le rester ». Y en aurait-il pour mettre cette vocation en doute ? Le quotidien *La Wallonie* ne s'embarrassait pas de nuances en tirant dans son édition du 17 août 1996 : « Le président du COIB est poussé vers la porte pour les Flamands ».

Combien d'équipes « nationales » ?

CONTRAIREMENT à la fédération de football, le COIB bénéficie encore - jusqu'ici - de subventions publiques. Difficile de faire l'impasse, dans ce contexte, sur les tensions politiques. Les escarmouches préolympiques n'ont pas manqué. Alors ministre francophone des sports, M. Jean-Pierre Graft, a proposé de revoir le système de cotisation, qui aboutit, selon lui, à faire payer à des francophones les déplacements des sélectionnés flamands, nettement plus nombreux. Le même ministre jouait « avec une mauvaise foi certaine », soulignait un journal (7) - que les sponsors du COIB sont très largement flamands. De l'autre côté de la frontière linguistique, les nationalistes radicaux du Vlaams Blok s'indignaient : est-il exact, interrogé le 2 avril 1996 le député Luk Van Nieuwenhuysen, que le COIB a refusé une proposition de faire porter aux sélectionnés olympiques flamands un logo aux couleurs de la Flandre, en échange d'une intervention financière plus substantielle du gouvernement flamand ?

Le football n'est pas plus épargné que l'olympisme par les tensions sociales et politiques. A M. Paul Van Himst, ancien footballeur international lui-même (et Bruxellois), a succédé en avril 1996, après de nombreux revers des Diables, un sélectionneur national flamand, M. Wilfried Van Moer. Sous M. Van Himst et ses prédécesseurs, l'équipe nationale était déjà nettement plus flamande que francophone. Avec M. Van Moer, rien ne change, sauf les commentaires déshabillés de certains journalistes francophones. M. Van Moer, soulignent-ils, « a refusé dans un premier temps de s'exprimer en français devant les caméras de télévision (8) ». Pourquoi l'avoir préféré à M. Robert Waseige, aujourd'hui entraîneur du Sporting de Lisbonne, qui officiait à l'époque au Standard de Liège, et dont le seul tort est d'être Wallon ?

La situation est évidemment complexe, puisque des joueurs flamands évoluent dans des équipes wallonnes et vice-versa. Si fière de son indépendance, l'Union belge de football connaît une crise larvée depuis plusieurs années. Association sans but lucratif, elle est une véritable puissance économique : elle compte près d'un demi-million d'affiliés (sur dix millions de Belges), répartis dans plus de deux mille clubs, et brasse un budget d'environ un demi-milliard de francs belges (85 millions de francs fran-

çais). L'URBSFA a le monopole du championnat national de football, toutes divisions confondues, et s'est même lancée en 1992 dans l'organisation d'une compétition de football en salle.

Jalousie de son autorité, l'Union a été secouée une première fois par le drame du Heyssel, le 29 mai 1985. Son secrétaire général d'alors, M. Albert Roosen, fut traité devant les tribunaux. Les résultats médiocres des Diables rouges depuis leur succès à Mexico en 1986 ont alimenté les critiques - mais pas nécessairement l'autocritique. L'explosion du coût des retransmissions télévisées a suscité des appels. L'arrêt Bosman de la Cour européenne de justice du 15 décembre 1995 - enjoignant aux clubs de respecter la liberté de circulation des footballeurs professionnels - a heurté de front les intérêts des clubs affiliés à l'Union, habitués à monnayer chèrement les transferts de joueurs.

Résultat : près de la moitié des Diables rouges qui ont vaincu (sans grand panache) l'équipe de Saint-Marin début octobre 1996 jouent à l'étranger, et leur club (belge) d'origine a très souvent fait les frais de leur départ. Les finances des clubs et de l'URBSFA s'en trouvent mises à mal. L'Union pourra-t-elle persister à refuser les subventions publiques ? Si elle les accepte, ne devra-t-elle pas passer sous les fourches caudines de la « communautarisation », c'est-à-dire se diviser en ailes linguistiques ? Ne serait-ce pas l'occasion pour les clubs flamands de larguer le « boulet » du football wallon ? Toutes divisions (supérieures) confondues, la seule province d'Anvers compte actuellement près du double des clubs répertoriés à ce niveau dans l'ensemble des provinces wallonnes (9).

Paradoxalement, dans cette Wallonie si prompt à accuser ses voisins flamands de séparatisme, les journaux populaires mettent en exergue les résultats du « football wallon » - il y a plusieurs années qu'un club wallon n'a plus remporté de titre national. Même chose en basket-ball, où le titre de champion de Belgique des « Spirons » de Charleroi (10) a inspiré aux journaux francophones des papiers nostalgiques sur le Standard de Liège, dernier club wallon à avoir accompli cet exploit... dix-neuf ans auparavant (11).

Le cyclisme a longtemps été, lui aussi, source d'engouement pour les Belges. Même les francophones vibraient aux

victoires des Flamands Rik Van Steenbergen et Rik Van Looy, plusieurs fois champions du monde. Eddy Merckx présentait, lui, l'immense avantage d'être Bruxellois et bilingue... Les coureurs wallons restent peu nombreux dans les pelotons, à l'heure où le cyclisme belge est en perte de vitesse. Face à un Pino Cerami, vainqueur de la Flèche wallonne en 1960, d'autant plus « belge » qu'il était d'origine italienne, ou à un Ferdinand Bracke, recordman de l'heure en 1967, la liste des champions flamands est impressionnante.

Le prestige de la petite reine est sans doute resté intact, puisque le gouvernement flamand a décidé en janvier 1994 de soutenir financièrement une équipe de cyclistes professionnels flamands baptisée Vlaanderen 2002 (Flandre 2002). Officiellement, l'objectif était de lutter contre le chômage qui menace les jeunes coureurs. Symboliquement, le nom de l'équipe ne pouvait être plus parlant. Si bien peu de Belges savent ce que célèbre le 21 juillet, la plupart des Flamands connaissent la signification de « leur » fête nationale, qui a lieu dix jours plus tôt : c'est le 11 juillet 1302 que la noblesse française fut défaita près de Courtrai, en Flandre, par une coalition de villes flamandes (12). Vlaanderen 2002, c'est le nom d'un projet politique médiatisé du gouvernement flamand, dont la date-buton renvoie évidemment à la victoire de 1302, la bataille des Éperons d'or. La création d'une équipe de cyclisme flamande s'y inscrit, tout comme l'initiative de récompenser, le 11 juillet, le coureur flamand le mieux classé au Tour de France.

Ricardement francophones : lors de la première remise du trophée (des Éperons d'or, bien entendu), le 11 juillet dernier, ce coureur - Johan Museeuw, actuel champion du monde - était relégué bien loin dans la seconde moitié du classement. Mais le ministre flamand des sports, M. Luc Martens, ne s'était pas déplacé à Gap dans ce seul but : une campagne de lobbying auprès des organisateurs du Tour de France devait, par ailleurs, amener ceux-ci à prévoir le départ de la Grande Boucle dans une ville flamande en... 2002.

Le jour viendra-t-il où, en lieu et place de *La Brabançonne*, on entendra résonner *la Vlaamse Leeuw* (l'hymne national flamand) après la victoire d'un sportif du nord du pays ? Pourrait-il y avoir deux (ou trois) équipes de football, « nationales » en Belgique, comme c'est le cas au Royaume-Uni ? Lesquelles, et que faire des Bruxellois et des Belges d'expression allemande ?

Ces scénarios paraissent encore fort lointains. Mais il est sûr que le sport, celui de haut niveau, puisse continuer à rassembler les Belges dans une même communion. Il est vrai que, comme souvent, les éléments centrifuges gagnent en vigueur en temps de crise ; or, la crise du sport professionnel est générale. Rien ne ferait sans doute plus de bien à l'identité meurtrie des Belges qu'une grande performance des Diables rouges - ou que l'émergence d'un nouvel Eddy Merckx.

- (1) *Avantages*, Bruxelles, octobre 1996.
- (2) *Le Soir*, Bruxelles, 10 mai 1996.
- (3) *Le Soir*, Bruxelles, 14 avril 1996.
- (4) *Le Soir*, Bruxelles, 14 avril 1996.
- (5) *Knack*, Bruxelles, 7 août 1996.
- (6) *Ibid.*
- (7) *Le Soir*, 12 janvier 1996.
- (8) *Le Soir*, 21 avril 1996.
- (9) *Le Soir*, 14 avril 1996.
- (10) *Martinielle*, près de Charleroi, obtint le siège des éditions Dupuis, qui publièrent *Spirou* - en wallon d'ailleurs et, par extension, enfant espiègle et vif.
- (11) Voir notamment *Le Soir* du 20 mai 1996.
- (12) Et wallonnes, d'ailleurs : le choix de cette fête nationale est malin, à défaut d'être tautouze.

Manière de voir

LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE MONDE DIPLOMATIQUE

Une autre manière de voir la politique internationale et d'aborder les grands problèmes de notre temps. Des dossiers étoffés, rigoureux sur des sujets d'actualité. Dans chaque numéro, un point complet sur une grande crise sociale, morale, économique, écologique ou culturelle.

ABONNEZ-VOUS

BULLETIN D'ABONNEMENT

A renvoyer à : Manière de voir - Service abonnements - 24, av. du Général-Lacoste, 60046 Chantilly Cedex VALABLE UNIQUEMENT POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE

☐ OUI je m'abonne à *Manière de voir* :

☐ 2 ans (6 numéros) : 285 F au lieu de 360 F (prix d'achat au numéro)

☐ Tarif spécial pour les abonnés du *Monde diplomatique* : 248 F

☐ 1 an (4 numéros) : 157 F au lieu de 180 F (prix d'achat au numéro)

☐ Tarif spécial pour les abonnés du *Monde diplomatique* : 135 F

* Notez votre numéro d'abonné :

J'ai bien noté que chaque dossier paraît dans l'année aux dates suivantes : février, mai, août, novembre. Pour les tarifs étrangers, nous consulter au : (33) 0142.17.32.50 de 8 h à 17 heures.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Mode de règlement : ☐ Chèque bancaire

☐ Carte bancaire n° _____

Signature _____

701 MV 002

حکومت الفوج

ONNES
is les Belges



« LE VATICAN, L'EUROPE ET LE REICH »

La germanophilie obstinée de Pie XII

Par GILLES PERRAULT *

UNE polémique vient de révéler au public l'existence d'une historiographie dédaignée à explorer : les zones sensibles de notre passé récent : Annie Lacroix-Riz (1). Son dernier ouvrage, *Le Vatican, l'Europe et le Reich* (2) ne lui vaudra pas absolution de la part des historiens qui tiennent que le pape ordonne de réserver le scalpel aux turpitudes des seuls régimes dits socialistes.

Nonce en Allemagne, secrétaire d'Etat, Pie XII (1939) sous le nom de Pie XII, Eugenio Pacelli concentrait sur sa personne les interrogations soulevées par la politique vaticane pendant la seconde guerre mondiale, notamment à propos de l'assourdissant silence sur la tentative d'extermination des juifs européens. Annie Lacroix-Riz élargit la perspective en prenant pour point de départ 1914, et tout s'en trouve changé. Eugenio Pacelli reste à coup sûr une figure centrale de cette histoire, mais on découvre que, parvenu aux postes de responsabilité, il n'a fait que poursuivre une politique dont il avait été, lors de sa nomination, un exécutant zélé, et qui se définit par une germanophilie militante.

Tout au long du premier conflit mondial, ce parti pris pour l'Allemagne étonne autant par son apreté que par son aveuglement. A deux mois de l'armistice, le Vatican propose encore la restitution d'une partie de l'Alsace-Lorraine à la France... en échange de Madagascar ! Le dépit suscité par la victoire française se traduit même par des enfantillages peu dignes d'une institution qu'on eût cru plus rassise : « L'annuaire pontifical maintient jusqu'en 1924, malgré des protestations répétées, le nom de "Strasbourg" et la localisation des deux évêchés en "Alsace-Lorraine", rubrique hors-France... ». Tenue pour la fille démentée de l'Eglise depuis les Lumières, coupable d'athéisme et réputée livrée à la franc-maçonnerie, la France était l'objet d'autant de détestation que l'Allemagne d'affection. L'auteur indique sans ambages que les énormes contributions germaniques au

« denier de Saint-Pierre » venaient à propos renforcer les sentiments. Le réquisitoire se poursuit tout au long des pages bourrées de références et de citations tirées pour la plupart des archives du Quai d'Orsay, et dont la compacité requiert une lecture pénible. Mobilisation vaticane pour soutenir, autant que faire se pouvait, les conséquences de la défaite allemande ; accueil enthousiaste à Mussolini, censuré par l'archevêque de Naples comme « homme de la Providence, illuminé de Dieu », que le secrétaire d'Etat félicitera d'avoir fondé l'Etat fasciste « sur le concept de l'existence de Dieu et la morale chrétienne » ; consentement de l'avènement de Hitler ; soutien intense à la politique de l'Anschluss... Pour Annie Lacroix-Riz, la condamnation de l'Action française sanctionnait ses positions anti-allemandes. Et l'une des révélations les plus étonnantes de son livre concerne

la Pologne, nation catholique par excellence, mais dont la compréhensible germanophilie valut à ses dirigeants, de 1918 à 1939, des « relations tendues, voire détestables », avec le Saint-Siège. L'auteur indique en introduction les limites de son propos : l'étude de la stratégie européenne d'une « institution politique italienne », sans jamais considérer sa dimension spirituelle, qui échapperait « à la compétence de l'historien lecteur d'archives ». On se demande cependant comment l'histoire pourrait ne pas prendre en compte la fameuse encyclique *Mit brennender Sorge* de Pie XI en mars 1937, évacuée ici en quelques lignes et critiquée au motif que les nazis n'y seraient pas explicitement dénoncés. Ceux-ci ne s'y trompèrent pourtant pas, qui virent « un quasi-appel à la bataille contre le gouvernement du Reich », ni les catholiques du monde entier, pour lesquels

l'encyclique valut condamnation sans appel du nazisme. L'Eglise étant celle qu'elle est, un engagement aussi solennel de son chef est d'un tout autre poids que les dévoiements de tel ou tel évêque allemand minutieusement recensés. De même le lecteur français risque de juger un peu expéditive la manière dont l'auteur traite la protestation de Jules-Géraud Saliège, archevêque de Toulouse, contre les persécutions raciales. Il est injuste d'écrire que cette protestation tenait compte de l'évolution du rapport de forces : elle se situe en août 1942, dans le moment où les armées hitlériennes, après le coup d'arrêt sous les murs de Moscou, reprenaient une offensive qui pouvait sembler irrésistible. Il est vain d'observer que Saliège, sous la pression du préfet de Toulouse, atténua son texte, « scènes d'épouvante » devenant « émeutes », et « horreurs ».

« erreurs » : le préfet ayant interdit la lecture de la lettre pastorale dans les églises du diocèse, et, quelques prêtres s'étant soumis avec plaisir à l'injonction, Saliège leur donna par écrit l'ordre formel de lire sa protestation le dimanche suivant. Il est inique d'écrire que le silence ultérieur de l'archevêque, soumis à maintes pressions, « le ramène au lot commun de l'épiscopat français ». Non ! Mille fois non ! Le cri de ce juste fut l'honneur de la France, sinon celui d'une haute hiérarchie ecclésiastique largement prostituée à Vichy. La minuscule vindicte dont il fut victime du fait de Rome, rapportée par l'auteur, souligne assez la singularité et l'exemplarité de son comportement.

Le Saint-Siège et le martyre des juifs ? Etrangement, Annie Lacroix-Riz évoque brièvement le problème, alors qu'elle révèle dans son introduction que son intérêt pour le Vatican a pour origine le « choc d'adolescence qu'a provoqué la pièce de Rolf Hochhuth, *Le Vicaire* ». Mais elle a de ces phrases qui vont loin : « Le soutien inconditionnel du Reich excluait l'émotion pour les juifs. Trop de preuves d'antisémitisme jalonnent sa carrière pour qu'on lui prête sur les victimes des sentiments qui n'auraient été bridés que par le souci de ne pas nuire à sa "chère Allemagne" ; il partageait avec ses intimes allemands une haine viscérale contre les juifs, toujours assimilés au judéo-bolchevisme ».

Un livre de combat. On aimerait entendre les plaidoiries de la défense. Mais il est possible que les hiérarchies et mouvances mises en cause, et leurs historiens accrédités, préfèrent ensevelir l'implacable argumentation documentée d'Annie Lacroix-Riz dans un silence de mort.

(1) La revue *Etudes et documents*, placée sous l'épave du ministère de l'économie et des finances, a refusé de publier un article d'Annie Lacroix-Riz dans lequel elle indiquait que le groupe chimiste Ugiat avait pu produire sous l'Occupation du gaz Zyklon B, utilisé dans les chambres à gaz nazies. Lire *Le Monde* des 9 et 11 octobre 1996.
(2) Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich, de la première guerre mondiale à la guerre froide*, Armand Colin, Paris, 1996, 539 pages, 180 F.

« TROP TARD », un film de Lucian Pintilie

Vérités, mensonges et impostures

L'IMPOSTURE et l'usurpation d'identité sont-elles en passe de devenir un thème à part entière ? On pourrait le croire en revoyant plusieurs films présentés au dernier Festival de Cannes, dont *Trop tard*, du Roumain Lucian Pintilie, qui sort ces jours-ci en France, et qui tente de dépeindre les confusions d'une époque qui en regorge.

Adepté d'une nouvelle de Basan Popescu, c'est une insolite intrigue politico-policière, où l'auteur révoit du Chêne exprime sans ambiguïté les ambiguïtés quasi surréalistes de la « société du communisme recyclé » (selon sa propre formule). Avec cette énergie du désespoir qui le caractérise, il brosse le portrait d'un procureur indéfectible, Coste, venu enquêter sur de mystérieux crimes perpétrés dans les célèbres mines (délabrées) de la vallée du Jiu, avec, concession joyeuse au roman policier, l'aide d'une belle ingénieure topographe, Alina, rare symbole de vie dans cet univers de misère et de mort, digne de Zola. Le tout aux accents de Schubert joué par un groupe de jeunes musiciens parachutés de Bucarest... Le personnage de Coste devient rapidement le révélateur, au sens chimique, d'une situation toujours plus trouble, celui par lequel le scandale arrive, qui dérange les habitudes et les privilèges, qui s'acharne à extirper la « vérité du puits », alors que tout œuvre contre lui.

Pourquoi aborder ce sujet ? « Il est un domaine, répond Lucian Pintilie, où nous autres Roumains avons brillé par l'éclat de nos performances négatives, un domaine où les hommes peuvent se situer au-dessous des étoiles : le domaine de la mémoire (...). Sans mémoire, il n'y a ni ori-

gine, ni finalité, ni sens, il n'y a plus de lois morales, pas de Dieu ni de Laid, tout devient possible - c'est le chaos pré-médité, construit. Je ne connais nulle tentation plus satanique propre à détruire la vie que la "recommandation" innocente : "Oublions le passé !". Le pardon ne naît jamais de l'abolition de la mémoire. »

A travers les conditions éprouvantes de la vie des mineurs, « cette aristocratie de la misère roumaine », le film est aussi le constat d'échec d'une démocratie « Caneda Dry », qui n'existera peut-être jamais, ou alors « trop tard ». « Trop tard » est le titre du film sur le communisme et ses ravages en Roumanie, commencés en 1969 avec la Révolution, ultime espoir romantique attaché à l'utopique notion de communisme à visage humain. Après Le Chêne (1992), *Image d'un communisme paraplégique agonisant*, voici mon film le plus grave, peut-être, sur le « transfiguration » du communisme. Est-ce un titre pessimiste ? Assurément, si l'on oublie que je continue de croire aux miracles », déclare Lucian Pintilie.

Avec Théo Angelopoulos, c'est l'un des très rares cinéastes qui continuent de s'interroger sur le sens de l'histoire récente, ses circonvolutions souvent imprévisibles, et ses conséquences parfois désastreuses sur notre propre destin. En cela, il est un peu le « négatif » de Ken Loach, qui, lui, croit fermement à une inéluctable révolution qui changera radicalement notre destin. Les « lende-mains qui chantent » ne sont pas pour Lucian Pintilie, un homme qui n'a pourtant pas renoncé.

MAX TESSIER.

LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

Rejoignez-nous !

Première Lettre adressée aux adhérents, premier calendrier de rencontres-débats organisés à leur intention : avec l'année 1996 s'est terminée la phase de lancement de l'association des Amis du Monde diplomatique. L'année 1997 verra celle du développement, avec un temps fort : l'assemblée générale du samedi 3 mai à Paris, grande rencontre entre lecteurs et rédacteurs du *Diplo*. La préparation de cette assemblée générale est déjà activement engagée. Dans la Lettre, le conseil d'administration sollicite avis et suggestions, notamment sur le mode d'élection des nouveaux administrateurs.

A la veille de Noël, le nombre d'adhérents s'élevait à 8 750 et le montant des apports et cotisations à 8,1 millions de francs. C'est bien, mais encore insuffisant. Aussi attendons nous de ceux de nos lecteurs qui n'ont pas encore rejoint l'association de le faire sans tarder.

Quant à ceux qui sont déjà devenus des Amis, ils donneront encore plus de sens à leur engagement en suscitant de nouvelles adhésions autour d'eux et en renouvelant la leur (100 francs) pour 1997. Plusieurs centaines l'ont déjà fait !

MARSEILLE. Le mercredi 8 janvier, à 18 heures, à l'amphithéâtre du Pharo, université de la Méditerranée, 58, boulevard Charles-Livon, rencontre-débat : « L'information malade du marché. La manière de voir du Monde diplomatique ». Avec Bernard Cassen. En partenariat avec l'École de journalisme et de communication de Marseille, et sous l'égide de l'université de la Méditerranée. (Contact : Dominique Pons. Tél. : 04-91-03-89-26.)

LILLE. Le mercredi 22 janvier, à 20 h 30, salle de conférences, Forum des sciences, 1, place de l'Hôtel-de-Ville, 59630 Villeneuve-d'Ascq (métro Hôtel-de-Ville), rencontre-débat : « L'information malade du marché. La manière de voir du Monde diplomatique ». Avec Riccardo Petrella. (Contact : Christophe Boussemart. Tél. : 03-20-19-36-43.)

LIMOGES. Le vendredi 24 janvier à 20 h 30, salle Blinqui (près de la mairie de Limoges), rencontre-débat : « L'information malade du marché. La manière de voir du Monde diplomatique ». Avec Roger Lesgards. (Contact : Jean-Marc Lavielle. Tél. : 05-55-37-60-19.)

LUKEMBOURG. Le lundi 27 janvier, à 18 heures, au Centre universitaire de Luxembourg, 162, avenue de la Paix, rencontre-débat : « L'Europe, le tiers-monde et la mondialisation ». Avec Riccardo Petrella. (Contact : Alain Simonet. Tél. : (352) 43-00-38-31.)

PARIS. Le mardi 28 janvier à 18 h 30 à la Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-

Germain, 75007 Paris, rencontre-débat avec Gunter Holzmann : « De la Sibérie à la Bolivie », à l'occasion de la sortie de son autobiographie *On dit que j'ai survécu quelque part au-delà des mers* (lire la préface et des extraits page 11 de ce numéro). Avec Jean-Claude Guillebaud, Ignacio Ramonet et d'autres membres de la rédaction du Monde diplomatique. (Contact : Délégation générale des Amis. Tél. : 01-49-54-75-38.)

TOULOUSE. Le mercredi 29 janvier à 15 h 30 à l'Institut d'études politiques, 11 ter, rue des Puits-Creusés, rencontre-débat : « Peut-il résister à la mondialisation ? ». Avec Bernard Cassen. En partenariat avec l'Institut d'études politiques. (Contact : Pierre Estève. Tél. : 05-61-09-06-15.)

MONTEAUBAN. Le jeudi 30 janvier à 10 h au Centre universitaire, 76, boulevard Montauriol, rencontre-débat : « Peut-il résister à la mondialisation ? ». Avec Bernard Cassen. (Contact : Pierre Estève. Tél. : 05-61-09-06-15.)

PARIS. Le vendredi 31 janvier à 17 h 30 à la FNAC-Montparnasse, 136, rue de Rennes, 75006 Paris, rencontre-débat avec Gunter Holzmann : « Pourquoi j'ai choisi d'être au côté du Diplo », à l'occasion de la sortie de son autobiographie *On dit que j'ai survécu quelque part au-delà des mers*. Avec Ignacio Ramonet et d'autres membres de la rédaction du journal. (Contact : 01-49-54-30-67.)

M. ☐ M^{me} ☐ M^{lle} ☐ Association ou société ☐

Nom ou raison sociale (en capitales) :

Prénom : _____ Nom de jeune fille * : _____

Né(e) le* : _____ Profession ou raison sociale* : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Ville : _____ Pays : _____

Téléphone : _____ Fax : _____

Abonné(e) au Monde diplomatique oui ☐ non ☐ Abonné(e) à Manière de voir oui ☐ non ☐

* Facultatif

● Je suis actif, retraité ou personne morale :

☐ 600 F + 100 F (cotisation 1996) total 700 F

☐ 1 000 F + 100 F total 1 100 F

Apport supérieur à 1 000 francs :

☐ + 100 F

● Je suis étudiant, appelé sous les drapeaux ou chômeur

☐ 200 F + 100 F (cotisation 1996) total 300 F

Apport supérieur à 200 francs :

☐ + 100 F

● Je règle (cocher la case appropriée) :

☐ par chèque bancaire ou postal joint à cet envoi, à l'ordre de : Les Amis du Monde diplomatique

☐ par carte bancaire CB, après avoir complété le formulaire ci-contre, que je joins à cet envoi

Je règle mon apport et ma cotisation par carte bancaire CB avec l'une des cartes suivantes (entourer le nom de la carte) :

- Carte bleue nationale
- Carte Gold Eurocard Mastercard
- Carte bleue Visa
- Carte Business Eurocard Mastercard
- Carte Visa Premier
- Carte Eurocard Mastercard

Nom : _____

Prénom : _____

N° de carte : _____

Date d'expiration de la carte : _____

Somme à débiter : FF _____

En lettres : _____

Date : _____

Signature : _____

Je joins ce coupon à ma demande d'adhésion envoyée à :

Les Amis du Monde diplomatique,
BP 461-07, 75327 Paris Cedex 07
Tél. : 01-49-54-75-38 - Fax : 01-42-22-66-27

LES LIVRES

RETOUR À L'EMPIRE OTTOMAN

A la recherche de l'autre

LE CHATEAU BLANC, par Orhan Pamuk, Gallimard, Paris, 1996, 196 pages, 100 F.

RAPPELANT avec une similitude troublante l'amitié historique du Ménéjimbachi Ahmed (grand astronome de Mehmed IV), curieux de science occidentale, et du comte Marsigli, l'intrigue du roman se situe au XVII^e siècle et incarne la confrontation de deux mondes. L'astronome turc et le narrateur vénitien se considèrent tour d'abord avec mépris puis avec fascination, avant de se porter un amour réciproque : la connaissance scientifique – et bientôt l'application de la science à l'art militaire – sera le fondement de la relation cruelle qui va unir ces deux jumeaux « malgré eux ».

Le mystère (on a presque envie de dire la magie) qui a permis leurs retrouvailles est ainsi soutenu par l'absence de noms : ils ne sont désignés que par des termes (« Le Maître » et « le Je ») qui les hissent au niveau de l'abstraction, tirant le roman du côté de la fable. Le talent d'Orhan Pamuk n'est nulle part mieux à l'œuvre que dans le portrait du Vénitien lorsqu'il nous fait partager sa perplexité, ses interrogations, sa fébrile ambition et finalement son acclimatation. Pourtant, à l'occasion d'un siège qui s'embourbe, répétition en quelque sorte de la fin de l'Empire, la machine de guerre conçue par les deux hommes pour mettre les Palanais en déroute ne fonctionne pas. Alors le destin bascule : l'échange se fait sans que quinquante en ait vu, le Vénitien devenu ottoman cède sans s'en rendre compte son passé à l'autre.

ÉGALEMENT tableau d'un moment de l'Empire, le récit évoque la guerre de course, les festivités organisées à Saadabad pour un mariage princier, les ravages de la peste à Istanbul ou encore les prémices d'une campagne militaire, tandis que l'auteur n'hésite pas à introduire dans le cours du récit une sorte de réminiscence du monde, le chroniqueur Evliya Tchélébi, à qui il offre « une histoire susceptible de lui plaire : celle de deux hommes qui échangeaient leurs vies ». Avec une rigueur effrayante, Orhan Pamuk amène le lecteur au bord de l'hallucination : le temps, l'identité, la venue de la mort se figent, niés par la vertu du doute.

Ses deux romans précédemment parus en français (1) recourent au thème du manuscrit retrouvé : celui-ci s'ouvre sur le même procédé qui nous renvoie à l'écriture, au texte considéré dans sa réalité concrète et à ses aléas. Mais c'est à l'incréateur du récit qu'une délicieuse image, cadrée comme un arrière-plan de tableau de la Renaissance, entend nous rappeler la profondeur de l'œuvre d'art – mais aussi le dédoublement qui guette l'auteur amené à se muet en narrateur avant de réintégrer sa vie.

Comme le « Tigre » de William Blake (2), la fiction historique d'Orhan Pamuk repose sur une terrible symétrie : le romancier turc contemporain doit relire son passé ottoman sans assurance de pouvoir l'appréhender totalement, confronté à ce doute effrayant qui assaille son esprit : avons-nous jamais été semblables ?

TIMOUR MUHIDINE.

(1) Orhan Pamuk, *La Maison du silence*, Gallimard, Paris, 1989 et *Le Livre noir*, Gallimard, Paris, 1994.

(2) « Quelle main, quel œil inventeur ont osé créer la terrible symétrie », William Blake (1757-1827).

MAGHREB

ALGÉRIE : UNE GUERRE À LA SOCIÉTÉ - Sadek Aissat, Jacques Dimet, Paul Ezzière, Éditions sociales, Paris, 1996, 122 pages, 75 F.

Donner des « éléments d'appréciation sur la situation actuelle en Algérie » en se fondant notamment sur un éclairage historique, telle est l'ambition de cet ouvrage. Si l'analyse du jeu américain dans la région paraît pertinente, on ne pourra qu'être prudent à l'égard de l'approche des événements qui ensanglantent ce pays depuis 1992. Ainsi l'argument de la « puissance de la mobilisation populaire contre le FIS » justifiant l'intervention de l'armée au lendemain du premier tour des élections législatives reste discutable. De même, l'évaluation négative de la conférence de Rome et le bilan exagérément optimiste de l'élection présidentielle de 1995 relèvent d'une logique regrettable qui amène à refuser toute négociation ou tout dialogue politique entre l'ensemble des acteurs concernés. Enfin, le terme « forces progressistes » utilisé pour désigner plusieurs partis de l'extrême gauche qui s'opposent au courant islamiste mériterait discussion.

AKRAM ELLYAS.

AFRIQUE

LES BARRAGES DE LA CONTROVERSE. Le cas de la vallée du fleuve Sénégal

* L'Harmattan, Paris, 1996, 318 pages, 170 F.

Pauvre Sénégal, fleuve frontière, enjeu territorial et depuis des décennies lieu d'expérimentation forcée de barrages et de « périmètres irrigués » à la rentabilité douteuse ! Ajoutons leur plan à la bibliographie démontre des développeurs et des centres de recherche français, les experts américains et sénégalais de l'Institut pour le Développement Anthropologique, en collaboration avec l'USAID, ont étudié pendant deux ans trois villages peuls de manière pluridisciplinaire.

Cet ouvrage, technique et touffu, pourrait servir d'illustration à un séminaire sur les délimitations techniques en période d'ajustement structurel : agronomes, hydrauliciens et financiers font leurs comptes et n'y retrouvent plus leurs théories productivistes. Partout la logique du mépris, l'exportation, l'argent de l'émigration compense l'insécurité alimentaire et l'appauvrissement progressif des paysans. Le désenclavement général est compensé par la ruine relative des petits périmètres irrigués, bien que le désengagement de l'État ouvre mal de l'entretien des infrastructures – comme pour l'ensemble des aménagements du fleuve.

MICHEL GALT.

EUROPE

RELATIONS SOCIALES ET ACTEURS SOCIAUX À L'EST

* L'Harmattan, Paris, 1996, 317 pages, 170 F.

Les 25 et 26 novembre 1995, l'Espace Marx réunissait, à Paris, un colloque international consacré à la réalité de la transition dans les pays socialistes. En voici les actes. L'intérêt particulier de ces travaux tient à la fois à l'ampleur de leur champ thématique (économie, société, politique, international) comme géographique (Russie, CEI, Europe centrale et orientale, Chine, Cuba, Mongolie) et à la richesse des informations données à ce sujet, mais également au premier effort d'élaboration conceptuelle qu'ils traduisent. Ainsi l'intervention de Catherine Samary et la discussion qu'elle suscite donnent-elles corps à une approche « de classe » de la restauration capitaliste en cours à l'Est, avec un nécessaire retour sur la nature de l'expérience soviétique. « Fin » ou « préhistoire » du socialisme ?

D. V.

EASTERN EUROPE AND THE COMMONWEALTH OF INDEPENDENT STATES 1997.

* Europa publications, Londres, 1996, 526 pages, 225 £.

La dernière livraison de cet annuaire est fidèle à sa tradition d'exhaustivité et de précision sur les pays membres de la Communauté d'États indépendants (CEI) et l'espace post-soviétique. De bref essai synthétique – la crise tchèque, les relations en ex-URSS, les relations interpubliques – éclairant le lecteur sur les principales questions qui émaillent la transition de ces jeunes États vers un nouvel ordre géopolitique. La seconde partie, consacrée aux études monographiques par pays, est une véritable source d'information : description géographique et localisation, chronologie, présentation historique, analyse économique, tableaux statistiques, bibliographie. Un répertoire d'adresses administratives très complet (gouvernement, partis politiques, presse, etc.) ponctue chaque étude. Une biographie des principales personnalités politiques vient clore cet ouvrage de référence dont le seul point faible est une cartographie un peu sommaire.

ERLEND CALABUIG.

IL LATO OSCURO DEL POTERE - Giuseppe De Lullo

Editori Riuniti, Rome, 1996, 293 pages, 6 500 lire.

La raison d'État : une glorification d'hommes politiques corrompus emportés par l'opération « Mains propres » en a abusé pour ne pas devoir rendre des comptes aux citoyens. Les seigneurs à l'épée qui ont traversé la République ces derniers années ont fait s'écrouler le mur du silence derrière lequel se sont cachés, pendant quarante ans, des groupes armés occultes qui, en cheville avec des terroristes de tout bord, ont voulu – souvent par les moyens les plus expéditifs – que l'Italie reste une démocratie à « avenir limité ». Considéré comme le meilleur spécialiste italien des services secrets, l'auteur révèle l'existence d'organisations paramilitaires inconnues à ce jour, décrit leurs activités et leurs objectifs. Il propose des clés pour comprendre pourquoi un régime qui semblait indestructible a été balayé au début des années 90.

SERGIO CARROZZO.

SAINT-PÉTERSBOURG - Wladimir Baranowitch et Olga Medvedkova

* Fayard, Paris, 1996, 478 pages, 160 F.

Saint-Petersbourg... Pétersbourg... Leningrad, et aujourd'hui encore Saint-Petersbourg mais plus souvent Peter, en une contraction affectueuse, cette ville mythique fut déclinée, comme tant d'autres, par le cours de l'histoire. La cité laïque, décor rococo né de la folie visionnaire d'un tsar, se laisse maintenant dévorer par la lépre aquatique. Autrefois souvent comparée en négatif à la bouillonnante, rustique et commerçante Moscou, l'ancienne capitale bureaucratique, froide et distinguée, fut pourtant le théâtre des événements majeurs de l'évolution de la Russie : tsaricides, terrorisme, émeutes, répression, mais aussi événements culturels et pour finir la prise du Palais d'hiver en octobre 1917, avant de s'imposer en capitale de la dissonance. Les deux auteurs, fin connaisseurs du passé mais aussi de la culture russe contemporaine, nous invitent à parcourir cette ville au miroir de ses chaos architecturaux, politiques, artistiques ou sociaux.

SYLVIE BRAIBANT.

FLOTTEURS DE BOIS EN ESPAGNE

L'épopée des pauvres

LE FLEUVE QUI NOUS EMPORTE, de José Luis Sampedro, traduit de l'espagnol par Dominique Jacotet, Éditions Métailié, Paris, 1996, 408 pages, 130 F.

PUBLIÉ en 1961 une première fois, puis réédité en 1982 en Espagne, *Le Fleuve qui nous emporte* nous arrive dans sa traduction française, deux ans après *Le Savoir éternel*, roman bien plus audacieux, du même José Luis Sampedro. Le calendrier éditorial a ses raisons que la chronologie ignore. Toutefois, les inquiétudes humanitaires de l'auteur étaient déjà présentes, trempées dans le contexte historique et social de l'après-guerre.

Le protagoniste, un intellectuel irlandais nommé Shannon, vient de quitter l'Irlande où il a combattu jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Mais, traumatisé par les horreurs dont il a été témoin et se sentant incapable de rentrer en Irlande, il décide de s'installer en Espagne et de reculer au plus loin le moment de renouer avec son identité véritable. Le hasard met sur son chemin une jeune et belle femme, Paula, qui accompagne un flotteur de bois blesé. Fasciné par le magnétisme de Paula, dont il tombe éperdument amoureux, Shannon va partager la vie d'une équipe d'hommes vigoureux et élémentaires dont le travail consiste à remonter, sur le cours du haut-Tigre jusqu'à Aranjuez, des milliers de troncs de bois.

Ce fleuve incarne à la fois l'ennemi à vaincre, le refuge et l'oubli, et la métaphore de toute vie humaine. Sa fonction, essentielle au roman, est multiple. Toutes les personnes en dépendent matériellement et ont en commun le fait de fuir leur passé. Galféens volontaires, forçats de l'histoire, certains s'engagent le châtiment de cette vie rude et dangereuse de salubrité de l'eau, purgatoire une peine lourde de leurs illusions perdues. Chacun ayant quelque chose à cacher et à se pardonner se donne, plus ou moins consciemment, ce sursis d'un temps flottant hors du temps pour le terme consacré la fin d'un voyage et l'affranchissement avec le choix définitif d'une direction et d'un destin. Chaque chapitre, rythmé par les saisons et les caprices du fleuve, a pour titre le nom d'un village-étape, litanie poétique de la topographie, où les hommes dessinent leur campement et où, précédés de leur réputation d'impitoyable virilité, ils boivent et s'épanchent. Au fur et à mesure du voyage, des bribes de vie s'enchaînent pour constituer des histoires.

Le Fleuve qui nous emporte est une sorte d'épopée des pauvres, accablés par la misère, victimes de la justice des riches et de l'arbitraire des caprices de villages. José Luis Sampedro, tout en se défendant d'être idéaliste, avait déjà choisi son camp : il aime le peuple comme ce prêtre qui se fait son porte-parole dans ce credo que ses œuvres postérieures n'ont cessé de réaffirmer : « J'ai commencé à jouer de la pipe, et d'être confronté, surtout avec l'Église... Avec le maître de ce pays, c'est-à-dire avec le peuple... Mais nous le faisons que les gens du peuple auront toujours plus d'espoir que les gens cultivés, leur vie est plus authentique, ils sont plus près du réel. Leurs baines et leurs croyances restent toujours la même et la même... Le peuple lui aussi est humain et bon mais il l'est pour de vrai ».

L'AUTEUR évite habilement l'écueil du manichéisme, et bien que parçait son roman ressortir à la chronique rurale et documentaire. Hommes, femmes, enfants, animaux se coulent dans le paysage qui varie selon leurs états d'âme. Les pauvres sont effectivement proches de la nature et ne s'embarrassent pas de fioritures. Spontanés et directs, ils appliquent ce code racine de l'honneur et de la solidarité des humbles. Un mot, la *bonbría*, qualifie propre de l'homme, pourrait nommer la marque essentielle du roman. Authentiques dans leurs réactions et leur mode d'expression, et José Luis Sampedro veut charger d'espoir et de confiance dans l'homme simple. Shannon réapparaît auprès d'eux le sens de la vie et se ressourcent dans les eaux du fleuve.

José Luis Sampedro écrit avec son âme au bout de la plume, tout en sympathie et humanité. Son caractère transparent et son optimisme communicatif nous fait facilement oublier les malheurs de l'époque. Le dynamisme des troncs d'arbre au gré du Tage, la plasticité des paysages castillans, les personnages fortement individualisés, les étapes riches de rencontres intenses et de scènes d'un réalisme vif de « *monomélisme* » dessinent la trame de ce qui aurait fait sans aucun doute un bon scénario de film. Le metteur en scène José Luis Berlanga et José Luis Sampedro lui-même y avaient effectivement pensé mais la censure franquiste interdit l'adaptation, et le projet cinématographique ne vit pas le jour. Peut-être n'est-il pas trop tard ?

MARIE-CLAUDE DANA.

Manière de voir

LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR

LE MONDE
diplomatique



Vers la riposte

Débarrassé du spectre du communisme, le libéralisme donne sa pleine mesure. En France, en Europe et sur le reste de la planète, s'imposent les seuls critères de la compétitivité et du profit, au prix de la déshumanisation et de la dislocation des sociétés. Mais le bourrage de crâne sur cette « seule politique possible » ne saurait empêcher les citoyens de vouloir écrire d'autres scénarios pour leur avenir.

AU SOMMAIRE

Des articles d'Ignacio Ramonet, Eduardo Galeano, Christian de Brie, Loïc Wacquant, Marc Danzon et Priscille Poitral, Camilla Bonneville, Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Plinio Arruda Sampaio, Frédéric F. Cleirmont, Susan George, Serge Halimi, Jacques Decornoy, Paul Ormerod, Edward Goldsmith, Claude Julien, Philippe Baqué, Odile Jankowiak, Dominique Gerbiol, Liem Hoang-Ngoc et Pierre-André Imbert, Juen Goytisol, Riccardo Petrella, Paul Sindic, Sylvain Hercberg, Ruben Mendez, Paul Thibaud et Bernard Cassen.

Chez votre marchand de journaux

45 F ou par correspondance

BON DE COMMANDE

à retourner accompagné de votre règlement à : LE MONDE - vente au numéro - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris, France.

Je souhaite recevoir :

☐ exemplaires de *Manière de voir*

☐ SCÉNARIOS DE LA MONDIALISATION **32**

Numéros encore disponibles :

- | | |
|--|-----------|
| <input type="checkbox"/> Le modèle français en question | 23 |
| <input type="checkbox"/> Le Maghreb face à la contestation islamique | 24 |
| <input type="checkbox"/> Le bouleversement du monde | 25 |
| <input type="checkbox"/> Leçons d'histoire | 26 |
| <input type="checkbox"/> Médias et contrôle des esprits | 27 |
| <input type="checkbox"/> Les nouveaux maîtres du monde | 28 |
| <input type="checkbox"/> Conflits fin de siècle | 29 |
| <input type="checkbox"/> Le sport, c'est la guerre | 30 |
| <input type="checkbox"/> Le nouveau modèle américain | 31 |

Prix ► France métropolitaine : 51 F (port inclus)
unitaire ► DOM-TOM et étranger : 56 F (port inclus)

Reportez le montant total de votre commande :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Pays : _____

حكايا من الراحل

Des bourreaux et de leur impunité

Par ADOLFO PÉREZ ESQUIVEL *



AU cours des récentes années, surtout après les crimes de masse commis, de 1992 à 1995, dans les guerres en ex-Yugoslavie, ou après le génocide de 1994 au Rwanda, la communauté internationale s'est penchée sérieusement sur la nécessité de protéger les droits de la personne, aussi bien à l'échelle planétaire qu'à l'échelon régional. Au sein des Nations unies, ou de l'Organisation des États américains (OEA), ou de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ou au Parlement européen se fait jour une forte préoccupation pour la défense des libertés civiles des citoyens, et pour la construction d'une démocratie qui ne soit pas seulement de façade.

D'autres organisations internationales - Unesco, Unicef, etc. - interviennent dans des champs spécifiques, comme l'éducation, les enfants, les réfugiés ; elles contribuent à créer une conscience collective devant les problèmes globaux qui concernent la communauté internationale et tout particulièrement les violations des droits de la personne.

Dans cette perspective, le Parlement européen a décidé de consacrer une prochaine séance de ses travaux à la question de l'impunité des auteurs de crimes contre les droits de l'homme. Une excellente initiative, marquée cependant par deux lacunes préoccupantes : la faible représentation des organisations qui connaissent bien les conséquences de l'impunité découlant des violations des droits de la personne, et le peu de place consacré à l'analyse du phénomène de l'impunité en Amérique latine, région tragiquement pionnière en la matière...

L'Argentine exporte ses lois scélérates

CERTES, dans une grande mesure, le terrorisme d'État a pour ainsi dire disparu en Amérique latine ; mais la mise sur pied de systèmes électoraux ne signifie nullement le triomphe de la démocratie et le culte des droits de la personne. Il s'en faut. Beaucoup d'États, qui se déclarent démocratiques parce qu'ils organisent régulièrement des élections, continuent de se livrer à des atteintes contre les droits de la personne, organisent des disparitions et ne réagissent pas à pratiquer des exécutions arbitraires et sommaires. Dans cette catégorie, on pourrait inclure la Colombie, le Pérou et le Mexique, entre autres.

La situation est complexe et confuse. Systématiquement, les apparences démocratiques ne dissimulent pas une réalité faite de violations permanentes des droits de la personne, mais de surcroît les nouveaux gouvernements élus ont mis sur pied des mécanismes d'impunité qui mettent à l'abri les auteurs de ces crimes abusifs, choquent et scandalisent les victimes et leurs familles, et finalement compromettent l'avenir politique. Car ils installent au cœur de la République la négation du droit à la justice.

De nombreux gouvernements latino-américains se sont dotés de législations d'impunité, en violation du droit national et de tous les accords internationaux. Les lois de « Point final » et de « Obédience due » votées à la fin des années 80 en Argentine, sous le gouvernement de M. Raúl Alfonsín, et les amnisties présidentielles décrétées par l'actuel chef de l'État, M. Carlos Menem, ont interrompu des

* Prix Nobel de la paix.

procès et permis la mise en liberté de bourreaux responsables de violations massives des droits de l'homme.

Ainsi, des gouvernements démocratiques ont contribué, par le biais de lois scélérates, à accrédi-ter l'idée que la séquestration, la disparition forcée de personnes et l'appropriation d'enfants par les assassins de leurs parents sont des crimes non punis dans un État de droit. Pis, de nombreux gouvernements latino-américains (à commencer par le Chili et le Brésil) ont adopté sans vergogne ces lois d'impunité argentine comme modèle de projets similaires qui privent de justice leurs propres citoyens. L'Argentine exporte donc l'impunité, comme elle exportait, dans les années 70, les méthodes de ses bourreaux.

Les conséquences perverses de telles lois crévent les yeux. Désormais protégés par les dispositifs de l'impunité, plusieurs responsables de graves atteintes aux droits de la personne ont pu récemment se présenter à des élections, ont été élus et occupent des charges publiques, comme gouverneurs, préfets ou députés. Ils narguent les victimes. D'autres, dont les crimes ne sont pas moins graves, ont conservé leur poste au sein des forces armées : ils n'ont pas été démis de leurs fonctions, malgré les recommandations précises des Nations unies et de l'OEA.

Il faut ajouter à cela le refus systématique du gouvernement argentin de remettre à la société civile et de rendre publiques toutes les informa-

tions concernant les disparitions forcées de personnes. De leur côté, les États-Unis empêchent tout accès aux sources d'informations pouvant prouver l'intervention directe du Pentagone dans les pays latino-américains pour former des officiers des forces armées locales aux méthodes de torture et d'extermination.

En raison de cela, en juin 1995, le groupe de travail sur la disparition forcée des personnes de l'ONU a décidé d'exiger du gouvernement argentin qu'il protège et présente en procès tous les documents et toute l'information réclamés par les parents des disparus. Un rapport des organisations argentines de défense des droits de l'homme, remis en octobre 1996 au Parlement européen, précise la gravité des atteintes à la personne.

Autre conséquence de l'impunité : la répétition des violations des droits de la personne commises par les forces de l'ordre. En Argentine, actuellement, les différentes polices pratiquent ce qu'on appelle la gâchette facile pour se débarrasser de toutes sortes de prétendus délinquants. Dans la plupart des cas, ces exécutions arbitraires ne sont point sanctionnées.

Dans le reste de l'Amérique latine, la Colombie, le Mexique et le Brésil constituent des exemples de continuité dans l'exercice de la répression par les autorités. Aucune mesure de justice n'existe en faveur des exclus, des Indiens, des enfants des rues, des marginaux.

La séquestration et la disparition forcée de personnes sont des crimes contre l'humanité

que le temps ne peut prescrire. Puisque le corps du disparu n'est pas retrouvé, c'est un délit dont le dossier ne saurait être classé.

Les tribunaux argentins pratiquent une jurisprudence qui dégrade de tels principes. Comme dans d'autres pays latino-américains, l'indépendance du pouvoir judiciaire y demeure un objectif à conquérir. La concentration de tous les pouvoirs aux mains de l'exécutif porte atteinte à la sécurité juridique des citoyens et à l'État de droit.

Rien que les pays membres du système des Nations unies aient signé et ratifié, pour la plupart, les pactes, déclarations et protocoles concernant les droits de l'homme, nombre d'entre eux ne les respectent pas. C'est à dire qu'ils continuent de violer les droits les plus élémentaires de la personne. L'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie sont tout particulièrement visées parce qu'on y soumet des citoyens à un État de non-protection juridique qui détourne les gens des institutions civiles, et affaiblit la confiance en la démocratie.

Beaucoup d'États (en particulier les États-Unis) jouissent d'une sorte d'impunité internationale qui leur permet d'occulter l'information concernant la collaboration de leurs fonctionnaires de police ou des forces armées aux opérations massives de répression des années 70 en Amérique du Sud et centrale. L'État argentin, par exemple, refuse de livrer les documents en sa possession concernant des citoyens latino-américains et européens portés disparus au début des années 80, durant la dernière dictature militaire.

Un tribunal international pour les crimes d'État

DE nombreuses organisations de défense des droits de la personne ont eu recours à des instances internationales, comme la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Mais les intérêts politiques et les groupes de pression parviennent à paralyser, en se réfugiant derrière les lois d'impunité, toute action visant des gouvernements accusés d'avoir violé les droits de l'homme. Ainsi, l'impunité devient une barrière qui finit par décourager toute démarche en faveur des droits de la personne. Sur de telles bases, il est impossible d'édifier une démocratie crédible.

Nous avons atteint un point limite. Les conquêtes civiles des dernières années, obtenues après d'énormes efforts, et la lutte commune de la société civile risquent d'être annulées par l'expansion de l'impunité.

Pour faire redresser cela, il est indispensable de mettre sur pied une Cour internationale permanente de justice pénale qui ait autorité pour sanctionner les gouvernements. Il faut que les relations entre les États soient commandées par le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques. Tout État condamné par cette Cour internationale pour des violations commises contre sa propre population devrait être placé au ban de la communauté internationale.

Les normes du système des Nations unies défendant les droits de la personne doivent s'imposer aux législations nationales, et considérer comme nulles les lois d'impunité qui constituent une offense à la justice, à la dignité des victimes, et au principe même de la démocratie.

Dans ce numéro

PAGE 2 : Jacques Decroix, une culture de combat, par Claude Julien. Courrier des lecteurs.

PAGE 3 : Épreuve de force en Serbie, par Catherine Samary.

PAGES 4 et 5 : ASIE CENTRALE : L'armée, maître suprême au Pakistan, par Lucille Beaumont. - De la résistance à la prise de Kaboul, l'histoire secrète des talibans, par Stéphane Allix.

PAGE 6 : KURDISTAN : La mémoire meurtrie de Mahabad, par Jan Piruz. - Turcs et Kurdes réconciliés par le cinéma, par Nicolas Moussan.

PAGE 7 : Poussée conservatrice en Koweït, par Yahya Sadowski.

PAGE 8 : ISRAËL : Torture sous contrôle médical, un rapport d'Amnesty International.

PAGE 9 : KENYA : Des habits neufs pour un vieux despote, par Gérard Franier.

PAGE 10 : Les femmes d'Erythrée ne désarment pas, par Silvia Perez-Vitoria.

PAGE 11 : Un livre de Gunter Holzmann : Le roman d'une vie, par Jean-Claude Guillebaud. - « Chercheurs d'or dans la selva » (bonnes feuilles).

PAGES 12 et 13 : MEXIQUE : Le grand virage des zapatistes, suite de l'article de Maurice Najman. - Une multitude de guérillas, par Françoise Escarpit.

PAGES 14 et 15 : QUÉBEC : Un pays à portée de la main, par Bernard Cassen. - Régime minceur, version social-démocrate, par Jean Pichette.

PAGES 16 à 21 : TRAVAIL : DANS LES LABORATOIRES DE L'EXPLOITATION. Éternel retour du « miracle américain », par Serge Halimi. - Quand les pétroliers doutent... (S&P). - Les chiffres trompeurs du chômage, par Francisco Vergara. - Les travailleurs étrangers aux avant-postes de la précarité, par Alain Morice. - Fin-Brazil, un modèle d'entreprise-providence, par Robert Cabanes. - Pour une sociologie de la classe ouvrière, par Roland Pfefferkorn. - Vers la fin de l'exception salariale, par Jean Copans. - La régression sociale au cœur des négociations collectives, par Adeline Roulier. - Bangalore, Silicon Valley à l'indienne, par Michel Raffoul.

PAGE 22 : Signaux d'alarme en Guyane, par André Lhazard.

PAGE 23 : ARMÉE : Un « rendez-vous citoyen » manqué, par Christian Robbe-Grillet.

PAGES 24 et 25 : L'enfance, une espèce en danger ? par Denis Duclos.

PAGE 26 : « Le Colosse », une nouvelle de Raymond Bozic.

PAGE 27 : La Corée du Sud au miroir de son cinéma, par Günter Dörmann-Collin. Dans les revues...

PAGE 28 : Même le sport ne rassemble plus les Belges, par Serge Govaert.

PAGE 29 : « Le Vatican, l'Europe et le Reich », d'Annie Lacroix-Riz, par Gilles Perrault.

PAGES 30 et 31 : LES LIVRES DU MOIS : « Le Châteauneuf », d'Orhan Pamuk, par Youssef Moudjahid. - « Le Fleuve qui nous emporte », de José Luis Sampedro, par Marie-Claude Dana. - « Terreur africaine », de Colette Braeckman, par Claire Brisset. - Deux livres sur François Mitterrand, par Paul-Marie de La Gorce.

Le Monde diplomatique du mois de décembre 1996 a été tiré à 287 000 exemplaires.

Janvier 1997

SCIENCE POLITIQUE
RELATIONS INTERNATIONALES
PARIS

**INSTITUT D'ÉTUDES PRÉPARATOIRES
AUX SCIENCES POLITIQUES
INSTITUT D'ÉTUDES DIPLOMATIQUES**

175, rue du Faubourg-Poissonnière - 75009 PARIS
Tél. : 01-42-81-53-01

DIPLOMES DE 2^e CYCLE SPÉCIALISÉS EN
• administration des organisations internationales
• droits de l'homme et droit humanitaire

DIPLOME DE 3^e CYCLE SPÉCIALISÉ EN
• diplomatie et relations internationales

Brochure gratuite n° 32 sur demande

مكتبة الدبلوماسية